

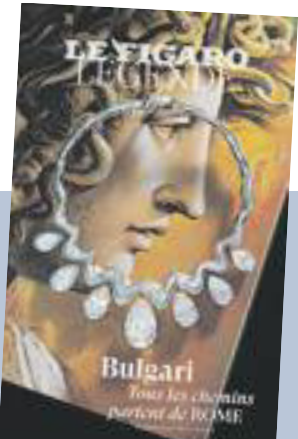
# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**TÉLÉCOMS**  
L'ÉTAT NATIONALISE LES CÂBLES  
SOUS-MARINS D'ALCATEL  
PAGE 25

**LUXE**  
LES 140 ANS DU PLUS ROMAIN  
DES JOAILLIERS NOTRE CAHIER SPÉCIAL  
EN PARTENARIAT AVEC BULGARI



## LÉGISLATIVES

La gauche en embuscade après l'effondrement du vote Macron chez les Français de l'étranger

PAGE 6

## SÉCURITÉ

Le nombre de personnes surveillées en France a atteint des records en 2023

PAGE 8

## IRAN

Une ouverture contrôlée pour l'élection présidentielle

PAGE 10

## SCIENCES

Comment lutter contre le varroa, l'acarien vampire qui décime les abeilles

PAGE 11

## UKRAINE

La bataille de la dette, front financier de la guerre

PAGES 20 ET 21

## CHAMPS LIBRES

- Au cœur de la grande machine des sanctions de l'Union européenne
- Un entretien avec Alain-Gérard Slama
- La tribune de Xavier Driencourt
- Le bloc-notes de Laurence de Charette
- L'analyse de John Timsit

PAGES 15 À 17

## FIGARO OUI FIGARO NON

### Réponses à la question de jeudi :

Pensez-vous que l'équipe de France va gagner l'Euro ?

OUI 18% NON 82%

VOTANTS : 78564

### Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

La possibilité d'une cohabitation après les élections législatives vous inquiète-t-elle ?

DENIS CHARLET/AFP

# Meloni veut bousculer les équilibres politiques de l'UE

Marginalisée lors des discussions sur l'attribution des postes clés à Bruxelles, la dirigeante nationaliste italienne en fait un cas d'école de « l'oligarchie » européenne qui confisquerait le pouvoir.

Coalition centriste contre souverainistes : à peine trois semaines après les élections européennes du 9 juin, un sommet éminemment politique s'est ouvert jeudi à Bruxelles.

Le choix des personnalités qui occuperont pour cinq ans les postes les plus élevés de l'UE a donné des maux de tête aux Vingt-Sept, suscitant des frictions. L'Allemande Ursula von

der Leyen reconduite à la présidence de la Commission, le socialiste portugais Antonio Costa futur président du Conseil et l'Estonienne Kaja Kallas pour la diplomatie com-

mune : ainsi en ont décidé les trois grandes familles politiques de l'UE, dont l'alliance est majoritaire au Parlement de Strasbourg. Mais l'Italienne Giorgia Meloni veut avoir son

mot à dire sur ces nominations et les orientations politiques de l'Union. Et le Hongrois Viktor Orban, qui semblait s'être fait une raison, a dénoncé jeudi « un accord honteux ».

→ À STRASBOURG, LES DROITES SOUVERAINISTES ET EUROSCEPTIQUES SE DISPERSENT → L'ESTONIENNE KAJA KALLAS PRESSENTIE POUR PILOTER LA DIPLOMATIE → ANTONIO COSTA EN PISTE POUR LA PRÉSIDENTIE DU CONSEIL PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



## Pierre Niney fait mouche en comte de Monte-Cristo

Le comédien de 35 ans apporte sa fougue et son mystère au personnage d'Edmond Dantès dans cette nouvelle adaptation du roman de Dumas, signée par le duo Alexandre de La Patellière-Matthieu Delaporte. À découvrir en salle ce vendredi. PAGE 28

JÉRÔME PREBOIS

## ÉDITORIAL par Philippe Gélie

### Entre-soi européen

Moins de trois semaines après le scrutin du 9 juin, les dirigeants européens ont-ils déjà jeté aux oubliettes le message des urnes ? Cela paraît difficile à croire, au moment où des législatives anticipées en France annoncent une piqure de rappel. Certes, le pouvoir n'a changé de mains ni au Conseil européen ni au Parlement de Strasbourg, où l'alliance de la droite modérée, du centre et des sociaux-démocrates domine toujours l'hémicycle. Mais les électeurs ont clairement fait pencher l'Europe à droite, la progression des conservateurs du Parti populaire (PPE) s'accompagnant d'une forte poussée des souverainistes, corollaire d'un net recul des centristes de Renew.

Depuis, quelque chose a-t-il changé à Bruxelles ? On ne le dirait pas. Ceux qui contrôlent les leviers du pouvoir ont continué leurs petits arrangements, avec la force de l'habitude. Ils se sont mis d'accord entre eux pour renouveler le mandat de la chrétienne-démocrate allemande Ursula von der Leyen à la Commission, nommer l'ancien premier ministre socialiste portugais Antonio Costa à la tête du Conseil et la centriste estonienne Kaja Kallas à celle de la diplomatie commune. Après tout, ils ont les

majorités nécessaires au Conseil et au Parlement pour le faire.

Mais une empêcheuse de tourner en rond, l'Italienne Giorgia Meloni, dénonce l'entre-soi d'une « oligarchie » qui se partage les prébendes avant d'avoir défini ses priorités. L'adoption d'un « agenda stratégique » jusqu'en 2029 doit répondre à des questions cruciales : comment renforcer la défense européenne, comment remédier au décrochage économique et

### Meloni, empêcheuse de tourner en rond

La présidente du Conseil italien veut avoir voix au chapitre, estimant représenter un courant, certes désuni, mais qui monte en puissance. Le « cadeau » d'une vice-présidence exécutive de la Commission ne suffira sûrement pas à amadouer celle qui compte presque deux fois plus d'eurodéputés à Strasbourg qu'Emmanuel Macron. Sans attendre le RN en France ou le FPÖ en Autriche, Meloni signale à l'Europe qu'elle va devoir composer avec des forces politiques décidées à bousculer le jeu. ■

## Défense : passe d'armes entre Marine Le Pen et l'exécutif

Interrogée sur la répartition des rôles, en cas de cohabitation, au sujet des « questions diplomatico-militaires », la patronne des députés RN s'est montrée très ferme : « Chef des armées, pour le président, c'est un titre honorifique puisque c'est le premier ministre qui tient les cordons de la bourse. » « Sur l'Ukraine, le président ne pourra pas envoyer de troupes », a-t-elle ajouté. Une interprétation de la Constitution qui n'a pas manqué de provoquer l'ire du camp Macron et de soulever des interrogations chez les constitutionnalistes.

PAGES 4 ET 5



BVLGARI  
ROMA 1884

M 00108 - 628 - F - 3,60 €



**C**oalition centriste contre souverainistes. Trois semaines après les élections, un sommet éminemment politique se tenait ce jeudi à Bruxelles sans que l'on sache, le soir, s'il allait se poursuivre jusqu'à vendredi ou donnerait lieu à une nouvelle réunion dans quelques jours. Moyen-Orient, financement de la défense européenne, immigration, Ukraine... L'ordre du jour de la réunion est très dense. Mais ce sont avant tout les désignations aux postes les plus élevés des institutions de l'UE qui ont créé des frictions parmi les Vingt-Sept.

L'Allemande Ursula von der Leyen, membre du PPE, est pour ainsi dire assurée d'être reconduite à la présidence de la Commission. Le futur président du Conseil européen sera le socialiste portugais Antonio Costa. Et l'Estonienne Kaja Kallas, affiliée aux libéraux de Renew, sera désignée Haute Représentante de l'UE. Ainsi en ont décidé les dirigeants des trois grandes familles politiques de l'UE, les seules en mesure de constituer une majorité stable au Parlement de Strasbourg. Ces trois partis détiennent au total quelque 400 sièges dans une Assemblée qui en compte 720. En dépit de la montée des formations situées à la droite de la droite, « aucune autre combinaison n'est possible, ni à droite, ni à gauche », souligne un diplomate européen.

Seulement voilà : Giorgia Meloni n'est pas d'accord. La chef de file de Fratelli d'Italia et des Conservateurs et réformistes européen (CRE) a enregistré de très bons scores et réclame de pouvoir, elle aussi, influencer sur ces nominations ou sur les orientations politiques de l'UE pour les cinq prochaines années. Si elle n'a pas pris la parole à son arrivée au sommet, elle a donné le « la » ces derniers jours, réclamant que les Vingt-Sept attendent les élections législatives en France pour faire leur choix, fustigeant l'entre-soi de la grande coalition centriste de l'UE.

« Il y a (...) ceux qui prétendent que les citoyens ne sont pas assez mûrs pour prendre certaines décisions et que l'oligarchie est la seule forme acceptable de démocratie, mais je ne le pense pas. J'ai combattu ce principe surréaliste en Italie et j'ai l'intention de le combattre également en Europe », a asséné la dirigeante mercredi devant les élus italiens. « Il ne me semble pas qu'une volonté de prendre en compte ce que les citoyens ont dit dans les urnes se soit manifestée jusqu'à présent », a-t-elle déclaré lors de son intervention. « Les électeurs européens ont été trompés », a renchéri jeudi le Hongrois Viktor Orban, dénonçant « un accord honteux » et critiquant le PPE pour avoir

# Meloni veut peser sur la distribution des « top jobs » de l'UE

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

La dirigeante italienne réclame un poste important pour son pays à la Commission et entend être consultée sur les priorités de l'UE pour les cinq prochaines années.

« formé une coalition de mensonges avec la gauche et les libéraux ».

Dans le viseur, les trois formations de la « grande coalition » et, en leur sein, les six négociateurs désignés sur les « top jobs » : le Polonais Donald Tusk et le Grec Kyriakos Mitsotakis pour le PPE ; l'Allemand Olaf Scholz et l'Espagnol Pedro

Sanchez pour les socialistes ; Emmanuel Macron et le Néerlandais Mark Rutte pour Renew. À trois reprises, la dirigeante du troisième pays de l'UE, membre fondateur de l'Union, qui figure parmi les grands vainqueurs des élections européennes mais n'a jamais pris ses distances avec Benito Mussolini, a été ex-

clue des discussions. Lors de la dernière réunion du G7, puis lors du dîner des Vingt-Sept le lundi 17 juin et enfin mardi lorsque ces six poids lourds de l'UE se sont encore réunis en visioconférence pour arrêter leur choix définitif. « Mitsotakis devait appeler Meloni mardi, juste après cette réunion. Mais il n'a pas pu la

joindre avant 17 heures. Macron n'a pas réussi à lui parler », croit savoir un diplomate européen. Entre-temps, les dépêches confirmant le trio sont tombées, donnant l'impression d'exclure de facto l'Italienne.

Avant cela, à Bruxelles, lors du dîner informel, les six négociateurs s'étaient absentés de la salle pour faire entendre raison aux négociateurs du PPE qui, forts de leur bon score, réclamaient une part plus importante du gâteau. « Elle aurait pu quitter la pièce pour rejoindre sa délégation comme l'ont fait la quasi-totalité des autres dirigeants. Mais elle est restée dans la pièce avec quelques autres, dont Charles Michel, » rapporte un diplomate européen.

« Nous n'avons jamais eu l'intention d'exclure ou d'offenser qui que ce soit », s'est défendu le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, faisant état de son « grand respect pour la première ministre italienne ». « Ce n'est qu'une position parmi d'autres. Nous en discuterons soigneusement et équitablement. Les Vingt-Sept sont tous d'égale importance. Et cela est aussi important pour moi », a minimisé le



Giorgia Meloni (ici, le 14 juin) a fustigé l'entre-soi de la grande coalition centriste de l'UE après avoir été écartée des négociations pour désigner les « top jobs ».

FRANCESCO FOTIAVALLONABACAPRESS

## À Strasbourg, les droites souverainistes et eurosceptiques se dispersent

A. R. et Pierre Avril  
Correspondant à Berlin

**A**u Parlement européen, les droites souverainistes, eurosceptiques et extrêmes n'uniront pas leurs forces. La perspective d'une alliance entre Identité et démocratie (I&D) – dont est membre le RN de Marine Le Pen – et les Conservateurs et réformistes européens (CRE) – que dirige l'Italienne Giorgia Meloni – a fait long feu. Non seulement ces deux formations ne siégeront pas dans le même groupe au Parlement européen, mais avec trois, voire quatre groupes parlementaires, c'est vers un émiettement sans précédent des forces que se dirige la droite de la droite à Strasbourg.

Les troupes de Giorgia Meloni pourraient y laisser des plumes. Les Conservateurs et réformistes européens, où siègent Fratelli d'Italia, sont devenus ces derniers jours, par le jeu des récents départs et des ralliements, la troisième force de l'Hémicycle devant les libéraux de Renew, avec 83 élus contre 75. Mais les Polonais du PiS – qui totalisent 20 élus – envisagent sérieusement de quitter Fratelli d'Italia et CRE pour former un groupe Visegrad Plus. Pour ce faire, ils s'allieraient notamment avec les dix élus Fidesz de Viktor Orban qui, à ce stade, n'ont toujours pas de point de chute, les sept du parti Ano de l'ex-premier ministre tchèque Andrej Babis, ainsi qu'avec le Smer du Slovaque Robert Fico.

L'ex-premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, interrogé par *Le Figaro*, fait valoir son opposition au

pacte asile et migration soutenu et voté par Meloni. À ses yeux, les positions prorusses d'Orban ne sont pas insurmontables. « Orban n'a jamais bloqué les sanctions contre la Russie », tente-t-il d'argumenter, soulignant que les Visegrad sont alignés sur « 95 % des sujets ». Après l'échec des négociations mercredi entre Fratelli d'Italia et le PiS, une nouvelle réunion est prévue lundi.

Au moment où Fratelli d'Italia s'emploie à limiter la casse, les Allemands de l'AfD peinent pour leur part à créer leur groupe, sous leur propre leadership. Ces derniers avaient été de facto évincés du parti Identité et démocratie par leurs homologues du RN et Marine Le Pen, après que leur chef, Maximilian Krah, eut tenté de minimiser les crimes SS.

### Des profils infréquentables

Privés de refuge et néanmoins soucieux de tirer les dividendes financiers attachés à la création d'un groupe parlementaire – plusieurs millions d'euros – les vainqueurs du scrutin européen outre-Rhin avaient entamé des pourparlers avec d'autres formations d'extrême droite. En début de semaine, le nom du nouveau groupe était trouvé : les Souverainistes. Depuis, la dynamique s'est enrayée.

Au moins 23 députés issus de sept pays sont nécessaires à la constitution d'une fraction parlementaire – l'AfD en présentant quinze. Parmi eux, le mouvement hongrois Notre patrie, la Confédération (polonaise) de la liberté et de l'indépendance, La fête est finie (Espagne) ou Le Mouvement républicain (Slovaquie). Une kyrielle de

groupuscules marginaux aujourd'hui relégués aux marges de l'extrême droite, mais dont les propos incendiaires ont séduit nombre d'électeurs le 9 juin.

Même pour un parti comme l'Alternative für Deutschland, dont certains dirigeants flirtent avec les milieux néonazis, certains membres de la liste semblent aujourd'hui infréquentables. Sont particulièrement visés certains de leurs propos « niant l'holocauste », s'inquiète un membre du parti. Un dirigeant de la Confédération de la liberté et de l'indépendance, Janusz Korwin-Mikke, a laissé entendre que Hitler n'était pas « au courant » de la Shoah. « C'est sacrément monotone d'entendre que tout le monde est coupable sauf les Juifs », a déclaré pour sa part le fondateur de Notre patrie, Laszlo Toroczkaï. « Du fait du profil trop extrême de certains, la constitution d'une alliance pour créer les Souverainistes paraît désormais peu probable », pronostique Gunnar Beck, chef sortant de la fraction AfD au Parlement européen.

Faute de nouveau groupe à diriger au Parlement européen, l'intéressé, René Aust, un élu de Thuringe au profil plus centriste que Maximilian Krah pressenti pour conduire l'AfD à Strasbourg, pourrait alors siéger parmi les non-inscrits à Strasbourg en compagnie de ses quatorze collègues. En attendant, le cas échéant, une nouvelle reconfiguration entreprise par une AfD perpétuellement déchirée entre colombes et faucons. À peine sa promotion annoncée, René Aust a été qualifié de « traître » par la branche radicale du parti. ■

## L'Estonienne Kaja Kallas pressentie

Marielle Vitureau  
Vilnius

**A** tout juste 47 ans, l'Estonienne Kaja Kallas est une habitué des premières fois. En 2018, elle fut la première femme de son pays à prendre la tête d'une formation politique, le parti libéral Reform. En 2021, elle est devenue la première femme chef de gouvernement. Et comme le relève Andres Kasekamp, professeur au département d'études estoniennes à Toronto, sa nomination à la tête de la diplomatie européenne serait tout aussi inédite « À part le Polonais Donald Tusk, dit-il, qui a été président du Conseil européen, c'est la première fois qu'un Européen de l'Est occupe un poste si important. C'est une avancée considérable. »

Sitôt nommée première ministre de l'Estonie, Kaja Kallas fut très vite rattrapée par la guerre russe en Ukraine, déclarée le 24 février 2022, jour de l'indépendance de son pays. Elle s'est fait connaître par ses prises de position intransigeantes sur la Russie, convoquant son histoire personnelle à maintes reprises pour expliquer son engagement à défendre l'Ukraine. Dans un message sur le réseau X, elle rappelait encore le 25 mars dernier, date du 75<sup>e</sup> anniversaire des déportations de 1949, que sa famille, sa mère, sa grand-mère et son arrière-grand-mère furent envoyés en Sibérie par le pouvoir soviétique.

« Ce poste revient au représentant d'un pays qui a toujours eu une position très ferme à l'égard de la Russie. C'est aussi un succès pour notre région. Peu à peu, on commence à nous écouter », souligne Margarita Seselgyte, à la tête de



La première ministre estonienne, Kaja Kallas, le 11 juin, à Berlin. O. ANDERSEN/AFP



chancelier allemand, Olaf Scholz. « Il n'y a pas d'Europe sans l'Italie, et il n'y a pas de décision sans la première ministre Giorgia Meloni, c'est évident », a rétorqué le chef du gouvernement polonais, Donald Tusk, issu du PPE.

Les demandes de Giorgia Meloni sont pour l'heure assez peu claires. On lui prête l'intention de vouloir un poste de vice-président exécutif, assorti d'un lourd portefeuille couvrant l'industrie, le commerce et la concurrence. La dirigeante italienne pourrait aussi réclamer des eurobonds pour financer les lourds investissements à venir dans la défense, les technologies vertes et le numérique que son pays ne pourra pas financer en raison d'une dette publique abyssale. « Giorgia Meloni a soutenu le pacte asile et migration. Elle s'est toujours montrée très constructive, contrairement à Viktor Orban et d'autres. Elle doit avoir quelque chose pour l'Italie et pourquoi pas une vice-présidence exécutive de la Commission », plaide l'Allemand Klaus Welle, très proche du PPE et ancien secrétaire général du Parlement européen.

**« Il y a (...) ceux qui prétendent que (...) l'oligarchie est la seule forme acceptable de démocratie, mais je ne le pense pas. J'ai combattu ce principe surréaliste en Italie et j'ai l'intention de le combattre également en Europe »**

## Giorgia Meloni

Présidente du Conseil italien

À court terme, les leaders n'ont pas besoin de la voix de Giorgia Meloni, ni de celles des autres dirigeants - le Hongrois Viktor Orban et le Slovaque Robert Fico - pour faire passer les trois candidats désignés. L'unanimité n'est pas requise mais seulement une majorité qualifiée, à savoir un vote favorable de 15 dirigeants à la tête de pays représentant au total au moins 65 % de la population de l'UE. Le PPE à lui seul aligne 13 dirigeants. Mais l'élection de « VDL » au Parlement européen, le 18 juillet, est loin d'être gagnée. Elle a besoin de 361 voix, peut compter dans l'absolue sur quelque 400 voix des trois partis. Mais il y aura des pertes en ligne dans ces formations. La présidente sortante a besoin des voix des Verts, ou de Fratelli d'Italia ou des deux. En 2019, elle était passée d'extrême justesse avec les voix de 25 élus du parti souverainiste Droit et Justice. ■

# Antonio Costa, en piste pour la présidence du Conseil

**Mathieu de Taillac**  
Madrid

**I**l aime les puzzles de 1000 pièces, et, aux dires d'une ancienne ministre, les Lego. Les talents d'Antonio Costa pour l'assemblage de coalitions inattendues et la construction de majorités ne sont plus à démontrer au Portugal ; il reste à voir quel accueil réserve Bruxelles à l'ancien premier ministre socialiste, qui a démissionné quand un ministre et son directeur de cabinet ont été accusés de corruption par la justice de son pays. Il est plus que favori pour le poste de président du Conseil européen.

« C'est un pragmatique bien plus qu'un idéologue, décrit André Azevedo, professeur à l'Institut d'études politiques de l'Université catholique portugaise. Et ce trait de caractère alimente sa capacité à tisser des alliances et à négocier. »

La démonstration la plus éclatante de cette qualité est la façon dont il est parvenu au pouvoir. Aux législatives de 2015, le PS que ne contrôle Costa que depuis un an arrive second, derrière la coalition conservatrice du sortant Pedro Passos Coelho. Au lieu, comme c'est de coutume au Portugal, de laisser le gagnant gouverner, Costa convainc les communistes du PCP et la gauche radicale du Bloco de Esquerda de soutenir son gouvernement sans y entrer. Une alliance tout à fait inédite avec la gauche de la gauche, qu'une droite scandalisée baptise avec mépris « *la geríngonça* » (« *le machin* »). Une appellation revênuée par les premiers visés.

« La coalition qui partait pour être instable a finalement duré les quatre ans du mandat », rappelle André Azevedo. Et elle permit ensuite à Costa de gagner les élections de 2019 puis celles de 2022, ces dernières avec la majorité absolue pour le PS. « Les talents de négociateur de Costa et sa créativité peuvent être précieux au Conseil européen, où il aura à concilier des approches différentes ou contradictoires ».

Pragmatique et sympathique quand c'est utile, mais ferme ou belliqueux quand cela sert ses intérêts. Antonio Costa est un « *professionnel de la politique* », comme le définit son homonyme Antonio Costa Pinto, de l'Institut de sciences sociales de l'Université de Lisbonne. « *Il a commencé par intégrer les jeunesses socialistes, puis il a suivi la carrière typique des démocrates qui ont*



**L'ancien premier ministre portugais Antonio Costa lors d'un sommet européen, en décembre, à Bruxelles.**  
JOHANNA GERON/REUTERS

encore des systèmes de partis à peu près stables : député, secrétaire d'Etat, maire de Lisbonne, ministre et enfin premier ministre. L'avantage, c'est qu'il connaît beaucoup de monde à Bruxelles. Côté socialiste, bien sûr, mais aussi des personnalités d'autres partis, rencontrées dans l'exercice de ses différentes responsabilités ministérielles. »

Sa capacité à s'entendre avec ses adversaires est connue au Portugal, avec son homologue de Porto, le PSD (centre droit) Rui Rio, quand lui-même était maire de Lisbonne, avec le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, lui aussi du PSD, quand Costa est à la tête du gouvernement. Et sa nomination au Conseil n'aurait pu se faire sans le soutien de son successeur, le conservateur Luis Montenegro.

**« Les talents de négociateur de Costa et sa créativité peuvent être précieux au Conseil européen, où il aura à concilier des approches différentes ou contradictoires »**

**André Azevedo** Professeur  
à l'Institut d'études politiques  
de l'Université catholique portugaise

« Il semble qu'il y ait eu un pacte entre les deux : Costa n'a pas participé à la campagne du PS aux européennes, et en échange, Montenegro a appuyé sa candidature », observe André Azevedo. Mais en Europe, Costa a des relations tout aussi cordiales avec un partenaire inattendu, le Hongrois Viktor Orban. « Cela s'explique par des intérêts communs, mais aussi par des affinités personnelles », souligne le politologue.

Ce côté diplomate ne l'empêche pas de s'opposer avec virulence à ses rivaux internes, comme quand il prit le PS en 2014 en reprochant au secrétaire général de l'époque, non pas d'avoir perdu, mais de n'avoir obtenu qu'une victoire « *poucchinha* » (« toute petite ») aux élections municipales. « *Il n'est pas va-t-en-guerre, mais si le conflit peut servir ses intérêts, lui permettre d'accéder au pouvoir ou de l'accroître, il n'y répugne pas* », nuance André Azevedo.

Inutile en revanche de lui demander de faire de beaux discours, les Portugais ne lui reconnaissent pas de grands talents d'orateur. C'est davantage en serrant des mains dans les meetings ou les déplacements publics que Costa renforce sa popularité.

Demure une inconnue : l'épée de Damoclès des procédures judiciaires qui visent ses anciens collaborateurs ne risque-t-elle pas d'entraver son action ? « *Le sujet a sûrement été abordé dans les capitales européennes, estime Costa Pinto, mais pour les dirigeants européens, l'important c'est que Costa n'est personnellement visé par aucune accusation.* » Ni directement visé, ni totalement mis hors de cause. Car l'autre problème pour le nouveau président du Conseil est la lenteur de la justice portugaise. Un prédécesseur de Costa, le socialiste José Socrates, attend toujours d'être jugé pour des faits remontant à son étape au gouvernement entre 2005 et 2011. ■

# pour piloter la diplomatie

l'Institut des relations internationales à Vilnius. « *C'est un signal fort* », renchérit Andres Kasekamp. Selon lui, la crainte de braquer la Russie « *n'est plus un argument* ».

Avocate de formation et spécialisée en droit européen, Kaja Kallas est née dans une famille éminemment politique. Son père, Siim Kallas, a fondé le parti politique qu'elle dirige à présent. Il a été premier ministre, commissaire européen et siège toujours aujourd'hui au Riigikogu, le Parlement estonien. Arrivée en politique poussée par son patronyme, *«elle a suivi sa propre voie»*, relève Andres Kasekamp. Elle a notamment été députée européenne entre 2014 et 2018, avant de revenir en Estonie et de s'impliquer dans la vie politique nationale.

**« Ce poste revient au représentant d'un pays qui a toujours eu une position très ferme à l'égard de la Russie »**

**Margarita Seselgyte**

À la tête de l'Institut des relations  
internationales à Vilnius

Son départ pour Bruxelles serait une porte de sortie bienvenue pour Kaja Kallas. Lors des dernières élections législatives, au printemps 2023, la première ministre a été réélue au Parlement avec 31 818 voix, un record absolu dans la classe politique estonienne. Mais depuis, l'Estonie est entrée en récession et la popularité de Kaja Kallas s'est effritée. La semaine dernière, le Parlement a adopté des amendements à la loi sur le budget pour réaliser 183 millions d'euros d'économie. Son Parti de la réforme, affilié au groupe

Renew au Parlement européen, n'a obtenu qu'un siège aux élections européennes. Un résultat décevant - en 2019, son parti comptait deux députés à Bruxelles.

Sa voix qui porte fort sur la scène internationale a permis cette nomination européenne, mais elle va laisser un vide en Estonie. Il faudra un nouveau chef pour le Parti de la réforme et un nouveau premier ministre avec une coalition certainement différente. *«Le nouveau premier ministre estonien aura des difficultés à obtenir la même reconnaissance qu'elle au sein de l'UE»*, note Andres Kasekamp. Néanmoins, cette expérience à la tête d'un gouvernement sera utile pour Kaja Kallas dans ces nouvelles fonctions. *«C'est une forte personnalité, qui a la légitimité de l'élection par les urnes et l'expérience politique des crises»*, souligne Margariita Seselgyte.

Elle aura également en face d'elle des chefs d'Etat et de gouvernement qu'elle aura côtoyés au Conseil européen. Elle saura sans doute insuffler une certaine dynamique à une fonction qui n'est investie que d'une influence limitée au sein de l'Union européenne, même si celle-ci est dotée de plus de pouvoirs depuis l'adoption du traité de Lisbonne. *« Ce sera donc une Kaja Kallas plus ennuyeuse que nous aurons en face de nous »,* reconnaît Andres Kasekamp. Il est néanmoins certain que sa manière de communiquer très directe demeurera. Quant à son expérience en matière de politique étrangère, elle ne pourra qu'être utile – même si certains aspects de la politique européenne lui sont encore peu familiers. *« Les prédécesseurs ne connaissaient rien sur la Russie et c'est aujourd'hui l'un des sujets les plus importants »,* conclut le politologue. ■

# PHOENIX

## 3 VOLS/SEMAINE

### AU DÉPART DE PARIS

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS  
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. **ACT**

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage  
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur [airfranceact.airfrance.com](http://airfranceact.airfrance.com)

Société Air France, SA au capital de 205 449 725 € - 420, 005 118 - RCS Boulogne - 45, rue de Paris, 93114 Pantin - CCG Codex



PHX  
PHOENIX SKY HARBOR  
INTERNATIONAL AIRPORT



# Défense : Le Pen bute sur les contours de la cohabitation

Martin Lagrave

Désireuse d'installer un rapport de force avec l'Élysée avant même l'hypothétique arrivée de Jordan Bardella à Matignon, la leader nationaliste a cru bon de résumer la fonction présidentielle de chef des armées à un « titre honorifique ».

Jordan Bardella n'est pas encore – pas même virtuellement – premier ministre que, déjà, Marine Le Pen tente d'instaurer un rapport de force entre l'Élysée et Matignon. Ce mercredi, dans les colonnes du *Télégramme*, la double finaliste de la présidentielle a exposé sa vision d'une cohabitation entre Emmanuel Macron et le président du Rassemblement national (RN). Interrogée sur la répartition des rôles au sujet « des questions diplomatico-militaires », la « candidate naturelle » du camp nationaliste pour 2027 s'est montrée très ferme : « Chef des armées, pour le président, c'est un titre honorifique puisque c'est le premier ministre qui tient les cordons de la bourse ». « Sur l'Ukraine, le président ne pourra pas envoyer de troupes », a-t-elle ajouté. Une interprétation de la Constitution qui n'a pas manqué de provoquer la colère du camp Macron et de soulever une interrogation chez les constitutionnalistes.

Ce jeudi, la riposte macroniste a d'abord été menée par François Bayrou. Sur le plateau de CNews, l'allié historique d'Emmanuel Macron s'est appuyé sur l'article 15 de la Constitution qui dispose que « le président de la République est le chef des armées », pour contrer l'argumentaire « mariniste ». « La Constitution n'est pas honori-

fique », s'est contenté de répondre le ministre des Armées Sébastien Lecornu, publiant ensuite le verbatim d'une allocution du général de Gaulle défendant la position présidentielle. À l'Élysée, les déclarations de Marine Le Pen ont fait frémir l'entourage du chef de l'État : « Ce n'est pas une lecture rigoureuse de la Constitution, assure un interlocuteur régulier d'Emmanuel Macron. L'engagement des forces relève quand même du président, qui peut aussi bloquer des nominations de gradés. »

**« Ce n'est pas une lecture rigoureuse de la Constitution. L'engagement des forces relève quand même du président, qui peut aussi bloquer des nominations de gradés »**

**Un interlocuteur régulier d'Emmanuel Macron**

Piquée au vif, Marine Le Pen a répliqué en invoquant sur les réseaux sociaux la dernière cohabitation pour justifier sa position. « En décembre 1999, le premier ministre Lionel Jospin s'était opposé à la volonté du chef de l'État d'envoyer des troupes en Côte d'Ivoire », concluant son message par

la formule mitterrandienne : « La Constitution, toute la Constitution, rien que la Constitution. »

Ce premier désaccord frontal laisse entrevoir, selon certains observateurs, la nature des relations qu'entretiendraient Emmanuel Macron et Jordan Bardella si ce dernier prenait la tête du gouvernement. Loin de la « cohabitation de velours » du tandem Mitterrand-Balladur, une bataille doctrinale pourrait dès lors faire rage au sommet de l'État. Et pour cause, le nœud du problème résiderait dans les ambiguïtés constitutionnelles qui affectent les prérogatives respectives du président et du gouvernement. En l'espèce, l'article 5 de la Constitution dispose que le chef de l'État « est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités ». L'article 15, qu'il « est le chef des armées ». En revanche, l'article 20 indique que le gouvernement « dispose de l'administration et de la force armée » et l'article 21 que le premier ministre « est responsable de la défense nationale ».

« La Constitution a prévu un système qui fonctionne en synergie entre le président et son premier ministre », explique Anne-Charlène Bezzina, maître de conférences en droit public. Dans une configuration classique où le président et le premier ministre appartiennent à la même famille politique, l'Élysée do-



Marine Le Pen, en campagne à Hénin-Beaumont (62), le 14 juin.

mine le rapport de force. Le président s'appuie notamment sur le concept du « domaine réservé ». Cette théorie invoquée par Jacques Chaban-Delmas en 1959 réserve dans la pratique un monopole d'action sur les questions de défense et de politique étrangère au président. Mais, en cas de cohabitation, Matignon peut tenter de contes-

ter ce pré carré, comme le fit Lionel Jospin en 1999.

Pour l'heure, les constitutionnalistes divergent sur la viabilité de ce concept. Pour Benjamin Morel, maître de conférences en droit public, « le domaine réservé n'existe pas en droit ». Les prétentions de Jordan Bardella seraient donc légitimes. Julien Jeanneney, pro-

## Dans les Yvelines, duel entre deux anciens ministres de Macron

Il ne faut pas se fier au calme qui berce ce jeudi les charmants quais de Seine de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Il n'est qu'apparent. Dans les restaurants, chez les commerçants et sur les marchés de cette commune des Yvelines, la bataille fait rage. Et les mots échangés sont parfois rudes. Raphaël Glucksmann peut en attester. Venu pour afficher son soutien à Aurélien Rousseau, l'ex-ministre macroniste de la Santé désormais candidat sous la bannière du Nouveau Front populaire (NFP), l'ancien numéro un de la liste socialiste aux élections européennes est vivement interpellé par Nadia Hai, la députée sortante, alors qu'il s'apprête à monter dans sa voiture.

L'ancienne ministre de la Ville d'Emmanuel Macron, candidate sous les couleurs de la majorité présidentielle, lui lance, devant plusieurs journalistes : « J'espère que vous allez retrouver vos valeurs un jour, M. Glucksmann. » Une référence à l'alliance conclue avec les différentes forces de gauche, dont les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon. Réponse immédiate de l'intéressé : « Si j'avais partie liée avec le camp qui a mis la France dans ce chaos, je ferais preuve d'un peu plus d'humilité sur la question des principes. »

Alors que l'altercation se poursuit, plusieurs militants des deux camps s'invectivent, à quelques mètres de là. L'affrontement est à l'image de la tension qui règne dans le pays depuis la dissolution

de l'Assemblée nationale, il y a deux semaines, par Emmanuel Macron. Aurélien Rousseau et Nadia Hai ont pourtant deux profils pour le moins similaires. Tous les deux ont été ministres d'Emmanuel Macron. Tous les deux ont été considérés comme des personnalités de l'aile gauche macroniste. Tous les deux ont d'ailleurs combattu la loi immigration en décembre dernier : lui en démissionnant du gouvernement, elle en menant la fronde des troupes présidentielles à l'Assemblée. Aujourd'hui, ils s'affrontent sous deux pavillons différents.

« C'est le retournement le plus spectaculaire qu'il nous a été donné de voir ces dix dernières années. Aurélien Rousseau a écrit la réforme des retraites (il était directeur de cabinet de la première ministre Élisabeth Borne pendant l'examen du texte, NDLR), il a shooté nos amendements sur l'usure professionnelle. Et aujourd'hui, il vient nous expliquer qu'il milite pour la retraite à 60 ans aux côtés des Insoumis », tempête Nadia Hai en distribuant des tracts sur l'un des principaux marchés de cette ville d'Île-de-France. L'ancien ministre, lui, tente d'assumer ce changement d'écure. Il a quitté le gouvernement à la suite d'un « désaccord politique profond ». « Je n'étais pas l'autorité politique, je n'étais pas ministre de la réforme des retraites. Aujourd'hui, je mesure à quel point cette loi a été reçue comme une violence de la part du gouvernement », justifie-t-il, attablé à la terrasse d'un restaurant conflanais. Avant d'ajou-

ter : « J'ai rejoint le NFP avec ma sensibilité de social-démocrate et sur des engagements clairs pour le pouvoir d'achat et l'égalité femmes-hommes. »

C'est d'ailleurs pour cette raison que, à quelques jours du premier tour, c'est en compagnie de Raphaël Glucksmann que l'ex-ministre, originaire du Gard, a décidé de s'afficher. « Je n'ai pas de duel avec Nadia Hai, j'ai un infini respect pour elle. Je me bats contre le Rassemblement national, car je pense que nous sommes le meilleur obstacle contre l'extrême droite », martèle-t-il. Il l'a d'ailleurs annoncé d'emblée : si, au lendemain du premier tour, il termine derrière la macroniste dans une triangulaire avec la candidate (RN-LR Clotti) Babette de Rozières, il se désistera.

### Défiance vis-à-vis de Macron

Son adversaire, elle, veut éviter d'avoir à faire ce choix. Et préfère pour l'instant boxer contre celui qu'elle estime être son seul adversaire ici : « Contrairement à ce qu'il dit, la circonscription ne basculera pas dans le giron du RN. S'il avait vraiment voulu lutter contre l'extrême droite, il aurait dû se présenter dans sa circonscription du Gard, où le député sortant siège au côté de Marine Le Pen. »

Mais la macroniste le constate tous les jours, dans sa circonscription comme partout en France, la défiance vis-à-vis du président de la République s'est installée. Au milieu des étals, sur ce marché de Conflans-Sainte-Honorine, elle est à chaque échange confrontée au bilan du chef de l'État et à sa décision surprise de dissoudre l'Assemblée. Ses militants aussi. Exemples en quelques minutes : « Macron nous a déçus », « On ne sait pas ce qui lui a pris, hein », « Macron nous fait honte », ou encore : « Tout est de sa faute », « Il manque la photo de Macron, elle n'assume pas et on la comprend », « Je ne peux pas voter pour elle. Elle est avec Macron, il a fait quoi, Macron ? ».

En juin 2022, Nadia Hai avait été élue avec un peu plus de 55 % des voix face à la



Raphaël Glucksmann (à gauche) est venu soutenir le candidat NFP, Aurélien Rousseau, jeudi à Conflans-Sainte-Honorine (78). ISA HARSIN/SIPA

candidate de la Nupes. Cette fois, l'équation est différente. La dynamique aussi. À Conflans-Sainte-Honorine, Jordan Bardella a terminé largement en tête des élections européennes (22,6 %), devant Raphaël Glucksmann (17,2 %) et Valérie Hayer (15 %), la tête de liste de la majorité présidentielle. Ces derniers jours, l'inquiétude est donc grandissante. « On ne va pas se cacher : c'est difficile. Mais chaque voix compte, et même si on se prend des vents, on continuera de tracter jusqu'au bout », lâche, presque dépité, un militant macroniste. « Quel autre choix avait le président ? », défend quant à elle Nadia Hai. Avant de poursuivre : « Attendre novembre et la dissolution avec une motion de censure ? On s'est pris un râteau aux européennes, mais ce n'est pas pour ça qu'il ne faut pas partir au combat. »

Un peu plus loin, Raphaël Glucksmann est beaucoup plus sévère : « Le problème, c'est qu'après avoir joué à Néron en faisant la dissolution, le président joue à Ponce Pilate en refusant de choisir entre la gauche et l'extrême droite. Par sa faute, la France peut dans quelques jours être gouvernée par l'extrême droite, mais lui s'en lave les mains. » Et Aurélien Rousseau d'interroger : « Les macronistes font une grave erreur en mettant sur le même plan le RN et le Nouveau Front populaire. Si elle est derrière moi au soir du premier tour en cas de triangulaire, Nadia Hai se retirera-t-elle ? » Réponse dimanche soir. ■ **WB**

## Le Sénat, immu d'une France dé

Thomas Beker

En cet après-midi ensoleillé de la fin du mois de juin, difficile d'imaginer que la France traverse l'un des épisodes politiques les plus mouvementés depuis le début de la V<sup>e</sup> République. Dans la cour intérieure du Sénat, des élèves en rang d'oignons, encadrés par leurs institutrices, pénètrent dans la majestueuse salle des Conférences. « Ils sont beaux, leurs bureaux ! », s'exclame un blondinet qui en prend plein les yeux, les levant à onze mètres de hauteur pour admirer la coupole. Dans les coursives du Palais du Luxembourg, ces élèves en sortie scolaire croisent des figures historiques en peinture, mais un peu moins de sénateurs en chair et en os. Depuis la dissolution surprise de l'Assemblée nationale, beaucoup de parlementaires sont rentrés dans leur fief pour soutenir leurs homologues députés, candidats aux législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet.

Malgré une vie politique devenue instable, le Sénat affiche le calme des vieilles troupes. Tous les travaux législatifs ont certes été suspendus dès le lendemain de la dissolution, mais la Chambre haute continue ses activités à un rythme réduit. « Le Sénat est une assemblée permanente, rappelle Bruno Retailleau, chef de file de la droite sénatoriale. Nos missions de contrôle continuent, notamment les commissions d'enquête. »

Entre deux auditions, le président UDI de la commission culture, Laurent Lafon, se félicite que le Sénat « assure la continuité institutionnelle ». Jeudi 20 juin, les présidents des principaux clubs de football de Ligue 1 ont ainsi été entendus par les élus dans un contexte de flou autour des droits de diffusion pour la saison prochaine. Comme si, tel le mythe du nuage de



**Europe 1**

**7H-9H**  
**EUROPE 1 MATIN**  
**Dimitri Pavlenko**

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro





fesseur de droit public à l'université de Strasbourg, considère, quant à lui la question comme bien plus « épineuse d'un point de vue constitutionnel ». À ses yeux, la pratique a démontré « qu'en matière opérationnelle, les décisions sont traditionnellement prises par le chef de l'État, qui impose sa volonté à l'appareil militaire ». Quant aux pouvoirs du

premier ministre et du ministre de la Défense, ils tiennent « principalement à l'organisation des forces armées », précise-t-il.

Au-delà des débats juridiques, qui s'annonceraient vifs dans une telle configuration, certaines voix dans le sillage d'Emmanuel Macron s'étonnent de voir que la double finaliste de la pré-

sidentielle prenne le risque de déprécier la fonction de chef de l'État. Surtout si elle compte tenter une nouvelle fois sa chance en 2027. « Marine Le Pen est bien imprudente, poursuit-on de même source. Il est très bizarre de considérer que le titre de chef des armées est honorifique alors qu'elle envisage elle-même d'accéder à la fonction suprême. » ■

SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

## CONTRE-POINT PAR GUILLAUME TABARD

# JO : un élan gâché, une continuité souhaitable

Les « éléments de langage » se démodent très vite. La défaite aux européennes ? Un mauvais moment à passer, assumeraient jusqu'au 9 juin les proches d'Emmanuel Macron. Les commentaires seraient mauvais vingt-quatre heures, mais, heureusement, on allait oublier très vite la politique pour basculer dans la grande et belle aventure des Jeux olympiques. Et le chef de l'État allait pouvoir incarner un moment historique de concorde, de ferveur et de fierté nationales. La France enfin unie.

Las, la dissolution et les tensions du débat politique ont mis à bas ce beau scénario. Et ce sont les JO qui en pâtissent. L'événement lui-même n'est pas en cause. Rarement des JO ont été aussi bien préparés, tous domaines confondus. Cette maîtrise en amont est un exploit dont tous les acteurs - les équipes organisatrices de Tony Estanguet, les acteurs ministériels, Gérard Darmanin et Amélie Oudéa-Castéra, l'appareil de l'État coordonné par les préfets Marc Guillaume et Laurent Nuñez, les collectivités territoriales... - peuvent légitimement fiers.

Mais c'est l'élan d'optimisme et de patriotisme que l'on sentait monter depuis l'accueil de la flamme à Marseille qui a été occulté, sinon brisé. À vingt-huit jours de la cérémonie d'ouverture, on ne devrait parler que des JO ; on ne parle que du RN et de LFI. On devrait être dans une trêve euphorisante ; Emmanuel Macron agite le spectre de la « guerre civile ». La fête aura sans doute bien lieu dans un mois, mais ses prémices sont gâchées.

Un changement de majorité politique pèsera-t-il sur le bon déroulement des Jeux ? Dans l'hypothèse d'une victoire du RN, Jordan Bardella a d'ores et déjà dit qu'il faisait « toute confiance » aux équipes à l'œuvre et qu'il ne demanderait aucune modification. Tout au plus devra-t-il se résoudre à écouter

chanter Aya Nakamura dont il estimait qu'elle ne pouvait pas « représenter la France ». Quant au refus d'Anne Hidalgo d'apparaître aux côtés d'un Bardella premier ministre, on peut penser que les téléspectateurs s'en remettront... Une victoire de la gauche serait d'ailleurs source de tension puisque les Insoumis ont voté contre les projets de loi relatifs aux JO - des écologistes y sont aussi hostiles -, ont encouragé des mouvements de grève et ont réclamé que les athlètes israéliens ne défilent pas derrière le drapeau de leur État.

Mais la principale difficulté est la continuité de la gestion politique des JO, d'autant que Gérard Darmanin a d'ores et déjà prévenu qu'il quitterait la Place Beauvau dès le 8 juillet. Dire que tout est prêt ne suffit pas. Quelle que soit la qualité du travail des préfets et de leurs équipes, un tel événement de dimension planétaire ne peut se passer d'une autorité politique pleinement aux commandes. Des nouveaux titulaires à l'Intérieur et aux Sports auront-ils le temps et les moyens de se substituer au pied levé à Gérard Darmanin et à Amélie Oudéa-Castéra, qui maîtrisent le dossier sur le bout des ongles ? L'importance des JO justifierait que le souci de la continuité républicaine prime sur la tentation d'une cohabitation dure. Une prolongation ou, à tout le moins, un tuilage d'un mois serait souhaitable. Mais est-ce envisageable ? Cela dépendra de la bonne volonté des deux parties. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME  
TABARD

DANS LA MATINALE  
DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



## able « pôle de stabilité » pourvue de députés

Tchernobyl s'arrêtant aux frontières françaises, l'onde de choc de la dissolution s'était arrêtée aux portes du jardin du Luxembourg.

Protégé par la Constitution, le Sénat ne peut être renversé par le pouvoir présidentiel. Mais il reste dépendant de l'Assemblée nationale pour rédiger les textes, puisqu'ils doivent être votés dans les mêmes termes par les deux Chambres. Conséquence directe de la dissolution : toutes les lois en cours d'examen ont été abandonnées. De celle sur l'agriculture à celle sur la Nouvelle-Calédonie... « C'est très frustrant, parce que des textes vont tomber à l'eau », déplore Laurent Lafon. Une référence à peine voilée à la réforme de l'audiovisuel public, dont il est à l'origine. Il espérait une adoption dans les prochaines semaines.

**« Le Sénat aura un rôle de balancier stabilisateur des institutions, de respect de la Constitution, de contrôle du gouvernement et de protection des libertés »**

Gérard Larcher  
Président du Sénat

Dans les couloirs feutrés du Palais du Luxembourg, le petit lot de sénateurs encore sur place est majoritairement composé d'élus franciliens. C'est le cas de David Ros, élu PS de l'Essonne, qui reconnaît qu'« une écrasante majorité de (ses) collègues sont repartis faire campagne en circonscription ». « J'espère que le groupe socialiste à l'Assemblée sortira renforcé des législatives », ajoute-t-il.

Avec l'élection d'une majorité relative à l'Assemblée nationale en 2022 - une première depuis 1988 -, le Sénat est monté en puissance. L'ex-premier ministre Elisabeth Borne a tenu à y

faire examiner certains textes avant qu'ils ne soient débattus à l'Assemblée. Une façon de donner la priorité à un hémicycle jugé plus discipliné et constructif, à l'heure où les scènes de chahut venues de l'autre Chambre ne cessaient de faire la une de l'actualité - pagaille pendant la réforme des retraites, drapeaux palestiniens brandis dans les rangs Insoumis, gestes insultants, etc. « Avant, on me demandait systématiquement à quoi servait le Sénat... mais depuis deux ans, on ne me pose plus la question ! », s'enthousiasme Bruno Retailleau. Certains anticipent déjà le rôle que l'institution pourrait jouer après les législatives. David Ros parie qu'elle « gagnera encore en crédibilité au sein de la population », en cas de blocage à l'Assemblée. « Le Sénat, ce sera "the place to be" ! », lâche même le patron des Centristes, Hervé Marseille.

Sauf convocation d'une session extraordinaire d'ici là, la future Assemblée nationale doit se réunir au plus tard le 18 juillet prochain, afin d'élire son président et de lancer officiellement la nouvelle législature. Mais « rien ne dit que des textes pourront être votés dès juillet », observe prudemment Bruno Retailleau, dans l'attente des résultats des législatives. Et « rien ne garantit », ajoute Laurent Lafon, que les débats seront « plus calmes » dans le nouvel Hémicycle.

Jeudi, dans *Le Parisien*, Gérard Larcher a affirmé que « le Sénat aura un rôle de balancier stabilisateur des institutions, de respect de la Constitution, de contrôle du gouvernement et de protection des libertés ». Une façon, pour le président LR de la Chambre haute, de prévenir le futur gouvernement que le Palais du Luxembourg a bien l'intention de s'installer comme un contre-pouvoir intraitable. Une « responsabilité », souligne Gérard Larcher, « qui n'a jamais été aussi grande depuis des décennies ». ■

## Pourquoi la prochaine bataille présidentielle se jouera à l'Assemblée



DÉCRYPTAGE  
Wally Bordas

Tous l'ont bien compris. Quel que soit le résultat au soir du 7 juillet, une partie de l'avenir du pays s'écrit à l'Assemblée nationale. Et l'hypothétique destin présidentiel des prétendants à l'Élysée s'y dessinera probablement aussi. C'est pour cette raison qu'après avoir été la seule aspirante sérieuse à y siéger depuis juin 2022 en qualité de présidente de groupe RN, en contexte de majorité relative, Marine Le Pen continue d'y voir le meilleur tremplin en vue de 2027. À Jordan Bardella, le costume de premier ministre et à elle, les grandes manœuvres au Palais Bourbon. En cas de cohabitation, c'est là que le combat sera le plus âpre et que toute l'attention médiatique sera focalisée. En majorité relative aussi, c'est ici que beaucoup de choses se décideront, à coups de motions de censure et de propositions de loi.

La plupart des autres potentiels candidats sérieux ont également assimilé l'équation. Et ne referont pas la même erreur qu'en 2022, lorsque beaucoup avaient laissé le train passer, et voyant l'Assemblée nationale redevenir, après plusieurs années de disette, le centre névralgique de la politique française. Dès le lendemain de l'annonce surprise de la dissolution par le chef de l'État, l'ex-président des Républicains, Laurent Wauquiez, qui s'astreignait au silence depuis plusieurs années tout en se préparant en coulisses à l'échéance présidentielle a bousculé tout son calendrier pour se déclarer candidat dans son fief de Haute-Loire. Conscient que son avenir po-

litique se jouera à l'Assemblée, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a « pris son risque », dans une circonscription difficile où Jordan Bardella a gagné 16,4 points entre 2019 et 2024, un record en France.

François Hollande fait le même pari. Investi par le Nouveau Front populaire, l'ancien président de la République tentera de reconquérir son ancienne circonscription de Corrèze, où un député LR est pourtant solidement implanté. Il dit revenir pour « faire rempart à l'extrême droite » mais sait aussi, dans un paysage politique en pleine recom-

**En 2022, après cinq ans d'un calme relatif dû à une majorité pléthorique, l'Assemblée est redevenue le cœur battant de la démocratie française. Certains prétendants à l'élection suprême avaient d'ailleurs regretté, en privé, de ne pas avoir réintégré la Chambre basse**

position, qu'en assurant sa présence au Palais Bourbon, l'avenir de la gauche tantôt réunie tantôt éparpillée façon puzzle ne s'écrit pas sans lui. C'était d'ailleurs dans cette même Chambre basse que François Hollande s'était fait réélire, de 1997 à 2012, avant de conquérir l'Élysée.

Les autres potentiels prétendants seront légion. Il y aura d'abord Gabriel Attal, l'actuel premier ministre, qui ne devrait pas connaître de difficultés pour être réélu dans sa circonscription des Hauts-de-Seine. Gérard Darmanin, qui occupe le ministère de l'Intérieur depuis 2020, a

d'ores et déjà annoncé son souhait de « quitter » le gouvernement pour siéger à la Chambre basse. Les deux hommes auraient le profil pour presider le groupe macroniste après les législatives. Un groupe qui, si l'on en croit les différentes enquêtes d'opinion, pourrait fondre comme neige au soleil.

L'ancienne première ministre, Elisabeth Borne, qui ne cache pas non plus ses ambitions pour la suite, voudrait également être réélue, dans sa circonscription du Calvados. Mais celle qui avait fait une arrivée discrète au Palais Bourbon après sa sortie du gouvernement pourrait bien être mise en difficulté, dans un territoire où la gauche comme le Rassemblement national sont en progression. En comptant le possible maintien d'autres personnalités politiques comme Yaël Braun-Pivet, la présidente sortante de l'Assemblée, ou encore le député LR du Lot Aurélien Pradié, qui eux non plus n'écartient rien pour la suite, le Palais Bourbon pourrait redevenir, après le 7 juillet, le terrain de jeu de tous les principaux prétendants à la victoire en 2027.

Jean-Luc Mélenchon, qui a hésité à faire son retour à la Chambre basse, et Édouard Philippe, qui a encore fait le choix de ne pas se représenter, seront - si tous les candidats précités venaient à être élus - les grands absents, avec François Bayrou, de l'affrontement à venir au Palais Bourbon. Une erreur stratégique ? En 2022, après cinq ans d'un calme relatif dû à une majorité pléthorique, l'Assemblée est redevenue le cœur battant de la démocratie française. Certains prétendants à l'élection suprême avaient d'ailleurs regretté, en privé, de ne pas avoir réintégré la Chambre basse. En 2024, cette dernière pourrait bien se transformer en tremplin pour eux en vue de 2027.



# La gauche en embuscade après l'effondrement du vote Macron chez les Français de l'étranger

Célestine Gentilhomme

En cinq ans, le score du camp présidentiel a fondu de 15 points aux européennes dans ces bastions longtemps acquis.

D'aucuns y voient un mauvais présage. Le signe annonciateur que même les bastions – jusqu'ici inamovibles – du macronisme sont sur le point de basculer. En seulement cinq ans, le score du camp présidentiel a dégringolé de 15 points aux élections européennes (36,8 % en 2019, contre 21,99 % en 2024) chez les Français de l'étranger, catégorie de population habituellement acquise au chef de l'État. Suffisant pour rester en tête cette année encore, mais pour combien de temps ? « C'est un basculement total », alerte un parlementaire. Depuis 2017, Renaissance et ses alliés n'y avaient jamais tremblé, raflant la mise dans 9 des 11 circonscriptions qui recouvrent les quatre coins du globe. Mais les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet pourraient rebattre les cartes dans plusieurs de ces territoires, où les matches devraient être plus serrés qu'en 2022.

**« Les expatriés sont par exemple très attentifs à l'image que renvoie la France à l'étranger. Là encore, ça a beaucoup défavorisé Emmanuel Macron en 2024, son image s'étant dégradée à l'international »**

**Tudi Kernalgeen** Enseignant-chercheur à Sciences Po Rennes

« C'est la suite logique du délitement du macronisme partout sur le territoire français », constate un député de la majorité sortante. Candidate à sa succession en Amérique latine et dans les Caraïbes, Éléonore Caroît (Renaissance) ne veut pas extrapoler les enseignements des européennes : « Malgré la chute, on se maintient. C'était une campagne très particulière, beaucoup ne connaissaient pas notre candidate Valérie Hayer et suivaient les débats d'assez loin », tempore-t-elle. D'autant que l'électrochoc de la dissolution s'est propagé en dehors des frontières nationales. Appelés aux urnes avant leurs compatriotes métro-

politains – entre mardi et jeudi midi –, les presque 2 millions de Français inscrits à l'étranger ont nettement plus participé qu'en 2022, avec d'ailleurs un record de plus de 410 000 votants par internet. « Le vote électronique nous sauve. C'était une inconnue pour les départs en vacances, les communautés se vidant toujours à partir de la mi-juin », raconte Anne Genetet, députée sortante Renaissance de la zone qui comprend l'Europe orientale, l'Asie et l'Océanie. Sans toutefois savoir si ce sursaut de participation profitera ou non à son camp.

De son côté, la gauche unie sous la bannière du Nouveau Front populaire se met à rêver de conquérir jusqu'à la moitié des circonscriptions, après

avoir décroché un seul député (Maghreb, Afrique de l'Ouest) il y a deux ans. « Ceux qui ne s'étaient pas mobilisés aux européennes sont des électeurs modérés qui pourraient pencher pour la gauche », veut croire Mathilde Ollivier, sénatrice Écologiste des Français de l'étranger. Surtout, l'addition du score des quatre listes de gauche aux européennes dépasse les 40 % des voix dans 8 des 11 circonscriptions. Les socialistes, les écologistes comme les Insoumis y ont réalisé en moyenne de meilleurs résultats qu'au niveau national. « Le vote Hayer s'est diffusé sur d'autres candidatures qui étaient perçues comme modérées, à l'image de Raphaël Glucksmann », reconnaît la macroniste Éléonore Caroît. Son ad-

versaire du NFP, Sergio Conorado, y voit surtout la fin du règne du chef de l'État dans ces territoires historiquement plus centristes et libéraux que l'Hexagone. « Par sa ligne progressiste, Emmanuel Macron avait soulevé une part significative d'enthousiasme. Mais cet espoir est depuis retombé », étrille cet ancien député, balayé par la vague « dégaïste » de 2017.

À l'époque, ni la gauche ni la droite n'avaient résisté au raz-de-marée provoqué par le président à l'étranger. « Ces Français avaient vu en Macron un visionnaire qui prenait des risques comme eux, qui ont pour beaucoup quitté leur zone de confort en s'installant à l'étranger », retrace Anne Genetet. Mais depuis, des « faux

pas » ont terni cette image au-delà des frontières nationales, assure un élu de la majorité. « Le projet de loi immigration a été très mal reçu chez ces Français de l'étranger », regrette-t-on de même source, jugeant que le « tournant droitier » des dernières années a braqué une partie de cette population « ouverte sur le monde ». La sénatrice Verte des Français de l'étranger, Mélanie Vogel, renchérit : « Les ressorts identitaires ne parlent pas aux électeurs macronistes de 2017 à l'étranger, qui ont tendance à revenir vers la gauche. »

Il faut dire que les préoccupations de ces expatriés ne sont pas toujours les mêmes que leurs compatriotes de l'Hexagone. « Ils sont, par exemple, très attentifs à l'image que renvoie la France à l'étranger. Là encore, ça a beaucoup défavorisé Emmanuel Macron en 2024, son image s'étant dégradée à l'international », décrypte Tudi Kernalgeen, enseignant-chercheur à Sciences Po Rennes. Reste aussi la question de l'accès à l'éducation et aux établissements français implantés presque partout dans le monde. La gauche accuse le camp présidentiel de ne pas avoir rehaussé les bourses scolaires, alors que les frais augmentent dans tous les territoires. « Cela touche directement les familles issues de la classe moyenne pour lesquelles la scolarisation est très onéreuse », dénonce Mathilde Ollivier.

Depuis quelques années, de nouveaux profils ont également plié bagage pour s'installer à l'étranger. « Il y a de plus en plus de jeunes qui partent en volontariat à l'international et qui, à la fin, restent sur place », observe Anne Genetet. Un basculement sociologique qui peut expliquer, selon elle, la récente percée de la gauche dans certaines circonscriptions. « Ce sont l'équivalent des néoruraux en France », estime-t-elle, en référence à ces citoyens qui investissent les campagnes en quête d'un mode de vie alternatif. De jeunes expatriés, souvent surdiplômés, pour lesquels les enjeux climatiques peuvent être le premier moteur de mobilisation. « Ce sont aussi des jeunes qui sont comme leurs aînés très rétifs à un vote pour le RN. La gauche peut représenter ce vote de colère et de rupture », analyse un ancien élu. ■



Appelés aux urnes avant leurs compatriotes métropolitains, les presque 2 millions de Français inscrits à l'étranger ont nettement plus participé qu'en 2022, avec un record de plus de 410 000 votants par internet. THEO ROUBY / AFP

## En Israël, une élection législative marquée par le chaos de la guerre

John Timsit

Comment ne pas y penser ? Quelques mois après l'attaque terroriste subie par Israël, le 7 octobre 2023, la guerre entre l'État hébreu et le Hamas plane plus que jamais sur la campagne des législatives dans la 8<sup>e</sup> circonscription des Français de l'étranger, celle regroupant plusieurs pays du pourtour méditerranéen dont fait partie l'État hébreu.

C'est dans cette atmosphère pesante que les candidats tentent de mobiliser les électeurs, appelés aux urnes pour la troisième fois en deux ans – l'élection de juin 2022, invalidée pour irrégularités et manœuvres –, avait été rejouée au printemps suivant. C'est différent des précédents scrutins parce que le peuple juif et Israël ont connu leur plus grand pogrom depuis la Shoah », reconnaît le

député sortant apparenté LR Meyer Habib.

Alors que la mort a frappé de près ou de loin beaucoup d'Israéliens ces dernières semaines, le parlementaire à la double nationalité confie « faire campagne avec beaucoup de tristesse ». Vivant sous protection policière, ce proche du premier ministre Benjamin Netanyahu juge l'élection « cruciale » face à « l'antisémitisme d'extrême gauche qui n'a jamais été aussi fort ». Élu à quatre reprises depuis 2013, Meyer Habib croit en sa réélection malgré les multiples polémiques au centre desquelles il s'est retrouvé depuis le début du conflit. Une confiance puisée dans sa « popularité », qu'il perçoit chez les 70 000 Français résidant en Israël. Soit plus de la moitié du corps électoral de toute la circonscription. « La campagne est si rapide qu'on n'a pas le temps de tout parcourir », regrette-t-il.

Comment expliquer ce soutien répé-

té en faveur de Meyer Habib ? Ses charges contre les ambiguïtés des Insoumis, ainsi que ses positions pro-Netanyahu contre le Hamas ont renforcé sa visibilité médiatique auprès d'une partie de la population qui vit quotidiennement au bruit des sirènes d'alerte. Et donc sensible à une rhétorique très ancrée à droite. La preuve ? Eu égard à une abstention massive (92 %) aux européennes, la liste du parti d'Éric Zemmour, Reconquête, est arrivée largement en tête avec 25 % des voix dans toute la région, et 65,8 % rien qu'à Tel-Aviv. Loin devant les 11 % recueillis par la macroniste Valérie Hayer. De mauvais augure pour le camp présidentiel ?

« Il y a une inquiétude qui s'est ancrée, admet la candidate macroniste Caroline Yadan. Pour les Israéliens, l'ennemi principal, c'est l'islamisme. Ils ont peur pour leurs enfants, et ont l'impression que Zemmour va régler le problème. Ça suffit pour les rassurer. » Députée sortante de la 3<sup>e</sup> circonscription de Paris, et ancienne suppléante du ministre Stanislas Guerini, celle qui se revendique du « bloc républicain » se retrouve parachutée dans un territoire où elle doit « combler à vitesse grand V un déficit de notoriété ». Très visible dans l'Hexagone à la faveur de son engagement contre l'antisémitisme et pour le retour de la centaine d'otages encore détenus à Gaza, cette avocate en droit de la famille espère « fédérer » davantage que son adversaire. Avec un leit-

motiv : convaincre « de manière ferme et sans outrance ». Voilà le tempétueux Meyer Habib pris pour cible. Ce dernier a beau « desservir » « les intérêts des Français israéliens » par la forme qu'il donnerait à ses convictions, la Francilienne reconnaît tout de même le « rejet très clair de la politique étrangère d'Emmanuel Macron » en Israël.

### Considérations sécuritaires

À l'instar de beaucoup de circonscriptions des Français de l'étranger, la macronie pourrait encore régresser en Israël deux ans après le score de 31 % obtenu par le président-candidat au premier tour de la présidentielle de 2022. « Caroline Yadan ne peut pas s'attendre à de grands résultats en Israël », raille Meyer Habib, en rappelant que l'ancienne candidate centriste Deborah Abisror-De Lieme, jusque-là secrétaire général du groupe Renaissance à l'Assemblée, ne s'est même pas représentée. De l'autre côté de l'échiquier politique, le Nouveau Front populaire (NFP) est en grande difficulté. Ses appels en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza l'éloignent des considérations sécuritaires d'une partie de l'électorat franco-israélien. « C'est le seul pays au monde qui est menacé de disparition, la cible d'appels de haine. L'extrême gauche se perd dans ce type de discours, c'est hallucinant ! », tempête Caroline Yadan.

Une attaque qui n'atteint pas la candidate NFP. Fondatrice du parti de

gauche israélien Balad, Yaël Lerer n'a qu'une seule ligne de conduite : « Aucun crime de guerre ne doit être justifié. » Très critique sur la politique de Benjamin Netanyahu, elle juge que « la réponse ne peut pas être du même genre ». « Depuis le 7 octobre, je ne dors pas. Mais en France, on a l'impression que tous les Israéliens sont pro-Netanyahu, pro-massacres, mais ce n'est pas du tout le cas ! », tonne Yaël Lerer. Celle qui avait déjà porté les couleurs de la gauche en avril 2023 sort d'ailleurs la sulfateuse contre Meyer Habib. « Il n'est pas populaire, je suis beaucoup plus représentative que lui, il ne rassemble qu'une minorité : seuls 10 % des électeurs votent pour lui », pourfend cette éditrice. Qui estime avoir « de très fortes chances » de l'emporter grâce à la « mobilisation de personnes qui ne votent pas d'habitude ».

La militante franco-israélienne, de confession juive, défend également sa présence au sein de l'alliance de gauche avec La France insoumise, dont plusieurs de ses lieutenants ont été accusés de tenir des propos antisémites. « L'antisémitisme, c'est toujours l'extrême droite. Il y a beaucoup de déclarations que je ne n'ai pas aimées, mais elles ne sont pas antisémites, explique Yaël Lerer. C'est davantage une question de forme. » Une lecture qui n'est pas partagée par ses coreligionnaires français, dont 92 % estiment, selon un sondage Ifop pour Le Point, que LFI contribue à faire monter l'antisémitisme. ■

**OSP**

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**

01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

AVIS

En application de l'article R. 542-33-9 du code de l'environnement,

**Orano Recyclage**

a remis le 28 juin 2024 aux autorités administratives le rapport pour l'année 2023 relatif aux installations Orano de la Hague. Le rapport est disponible sur le site Internet d'Orano à l'adresse suivante : <https://www.orano.group/fr/groupe/publications-de-reference#lahague>.



# En Languedoc, le RN fait son chemin dans les milieux patronaux

Guillaume Mollaret Perpignan et Montpellier

Le parti est depuis longtemps implanté. Ce vote n'est plus tabou dans les milieux d'affaires.

« Je suis plutôt branché Macron, du moins celui de 2017... Le RN, ce n'est vraiment pas ma tasse de thé. Mais la Citadelle ne s'est pas effondrée depuis qu'Aliot (maire RN de Perpignan depuis 2020, NDLR) est arrivé à l'hôtel de ville », estimait, fin mars, le dirigeant d'une PME industrielle, attablé à la terrasse d'un café perpignanais. « On a eu un peu peur l'an dernier pour le tourisme quand Indochine a annoncé qu'il ne voulait pas jouer en concert à Perpignan. Mais ça n'a pas généré plus de mouvements que ça », avait renchéri le cafetier.

En Languedoc, le RN, implanté depuis des années, fait désormais partie du paysage. Le parti y a rassemblé 39,84 % des voix (près de 8,5 points de mieux qu'au niveau national) dans les quatre départements littoraux d'Occitanie lors des

nières élections européennes. Ainsi, avant la dissolution, dénombrait-on 13 députés RN sortants et une apparentée sur les 20 sièges dans l'Aude, le Gard, l'Hérault, et les Pyrénées-Orientales.

Et si les chefs d'entreprise d'ici comme ailleurs n'aiment guère afficher publiquement leurs opinions politiques, ce vote n'est plus tabou. « Marre de la bureaucratie » ; « Marre qu'on nous associe au CAC 40 alors qu'on veut juste gagner notre vie tranquille et que certains se la coulent douce à nos frais », voici ce qui revenait sur les lèvres des patrons présents le 1<sup>er</sup> mai au meeting RN pour les européennes à Perpignan.

Même chose parmi les agriculteurs, dans une région où ce secteur a un poids important. « La gauche n'est pas vraiment dans l'ADN des agriculteurs. Et là, elle n'est pas du tout dominée par des modérés.



Le 1<sup>er</sup> mai, Jordan Bardella avait tenu un meeting lors de la campagne des élections européennes au Palais des congrès de Perpignan, une ville dirigée par le Rassemblement national. JC MILHET / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Quand on voit ce qu'elle propose, on se dit qu'elle n'a pas du tout compris pourquoi a eu lieu cet hiver le plus grand mouvement agricole des trente dernières années », assène l'arboriculteur David Sève, représentant de la FDSEA dans le Gard. « Il faut comprendre qu'entre l'extrême gauche qui veut interdire tous les produits phytosanitaires et renforcer le plan Écophyto, d'un côté ; et le gouvernement qui n'a toujours pas versé à ce jour les primes bio à la PAC 2023 alors qu'elles étaient promises le 15 mars dernier, il est normal que certains soient tentés de voter pour des choses plus tranchées », analyse-t-il.

## Débats sur la main-d'œuvre étrangère

Voter pour un parti qui rejette l'UE alors que cette dernière est pourvoyeuse de subventions pour le secteur, ne serait-il pas contreproductif ? « Dans cette partie de la région, l'agriculture est dominée par la viticulture, l'arboriculture et le maraîchage. Elle touche donc proportionnellement moins d'aides que dans des départements d'élevage et de grandes cultures

céréalières », souligne David Sève, qui poursuit : « La pierre d'achoppement avec l'extrême droite, si elle passe, risque d'être sur la main-d'œuvre étrangère car nous en avons besoin... En Italie, il me semble tout de même que le gouvernement Meloni s'est montré pragmatique sur le sujet. Quel que soit le prochain premier ministre, j'enfoncerai une porte ouverte en disant qu'il faudra qu'il se montre pragmatique », observe-t-il, conscient que de nombreux agriculteurs ont, lors de plusieurs élections, déjà déposé un bulletin RN dans l'urne.

De fait, la gauche dans sa composition actuelle agit comme un repoussoir, tandis que le maintien d'un pouvoir centriste associé à la droite traditionnelle n'est même pas envisagé dans la plupart des conversations. « Le programme santé du RN fait trois lignes : on ne sait pas ce que veulent ces gens. L'extrême gauche veut qu'on disparaisse », commente le patron d'une clinique régionale, un secteur lui aussi en conflit avec le gouvernement depuis de nombreux mois. « Il y a l'extrême gauche qui veut tout prendre et niveler vers le bas, et de l'autre une extrême droite qui

ne représente absolument pas mes valeurs mais qui ne me veut pas de mal. Alors à choisir entre les deux, mon choix sera vite réglé », plaide un médecin libéral montpelliérain.

Dans ce contexte incertain, l'attentisme prévaut dans les entreprises. « Je vis assez mal l'histoire. Je pensais que la stabilité durerait trois ans de plus. En quelques jours, les taux d'intérêt ont évolué. Et on sent que déjà, les commandes rentrent moins : il y a de l'attentisme. L'extrême gauche me fait peur sur le plan économique et l'extrême droite sur le plan social », lâche Frédéric Salles, le dirigeant de Scop3, une société montpelliéraine spécialisée dans la reconditionnement de mobilier de bureau.

Un contexte national dont souhaitent se dégager les entreprises qui le peuvent. Le producteur d'énergies renouvelables Elements, installé à Montpellier, est à présent décidé à construire de nouvelles centrales à l'étranger. L'objectif de son patron, Pierre-Alexandre Cichostepski : « Aller chercher un peu d'international va nous aider à dérisquer l'activité France. » ■

## À Antibes, le LR Éric Pauget reste « droit dans ses bottes »

Stéphane Kovacs

Envoyée spéciale à Antibes Juan-les-Pins

« Nous avons besoin de comprendre : voter Les Républicains, ça veut dire quoi aujourd'hui ? » Des messages désembrés, comme celui de ce chef d'entreprise antibois, Éric Pauget en reçoit « des kilomètres » sur son smartphone depuis quinze jours. « Ça montre bien que le trouble est réel, observe le député LR sortant. Dans cette 7<sup>e</sup> circonscription, l'électorat est historiquement de droite républicaine. Mais quand on a vu les résultats des européennes, on a eu un choc : en additionnant les votes pour Jordan Bardella et Marion Maréchal, on dépasse les 40 %, avec des pointes à 45 % dans certains villages ! »

La décision de celui qui est encore président des LR, Éric Ciotti, de s'allier avec le Rassemblement national, a achevé de désorienter les électeurs. « LR, ex-LR, LR-RN, LR macroniste, Ensemble ou pas, on ne s'y retrouve plus du tout !, soupire une ménagère. J'aurais bien besoin de tout mon samedi après-midi pour étudier ça... »

Sur ses affiches, le logo LR est bien présent. « J'ai clairement dit mon positionnement, affirme Éric Pauget. Ancien porte-parole d'Éric Ciotti, je reste son ami, mais je ne cautionne pas son choix. Je reste droit dans mes bottes. Peu importent les étiquettes politiques, j'ai choisi d'y aller sur mon nom, ma tête et mon bilan. Je n'irai pas me dissoudre dans la macronie, qui abîme notre pays, ni rejoindre l'inconnu des extrêmes. »

À ses côtés, Alexia Missana, sa suppléante, n'est « pas encartée ». « Vu le contexte de ras-le-bol de la politique, on a été étonnés, lors de nos réunions publiques, de voir des gens qu'on n'avait jamais croisés, rapporte la jeune avocate. Nombreux sont ceux qui sont venus nous demander : "Qu'est-ce que je peux faire ?" »

Ce mercredi, la journée commence par un café devant une boulangerie du Rouret, à la rencontre des 4000 habitants de cette paisible commune sur les hauteurs d'Antibes. Jean-Philippe, agriculteur, raconte avoir eu « un vote de colère, RN, aux européennes ». Mais là, « on n'est pas dans la même démarche, explique-t-il. À l'échelon local, moi je vote pour celui qui pense comme moi ».

« Gaulliste classique » qui a suivi « tous les changements d'appellation des LR », le maire, Gérald Lombardo, décrit être « dans une valse-hésitation », entre « autorité et humanité » : « Quand est-ce

qu'on arrête cette vision de "start-up nation" et qu'on écoute les gens ?, interroge-t-il. Les drames comme celui de Crépol donnent envie de dire : "Stop ! Redonnez-nous cet équilibre qui nous faisait vivre ensemble dans un pays heureux. " »

À Roquefort-les-Pins, coquette commune de 7000 habitants, de jolies boutiques viennent d'ouvrir autour de la place du marché. « J'étais LR mais je ne voterai pas pour vous !, prévient d'emblée Nicolas, fonctionnaire. Ce qu'a fait Ciotti, il fallait le faire depuis longtemps ! Y a un truc qui m'énervait en France, c'est l'insécurité : en 2022, j'ai subi six agressions, dont une violente. Depuis, je suis en arrêt maladie. » Bruno, ancien cadre expatrié, s'inquiète, lui, « de la délinquance et des migrants ». Membre de la commission des lois, Éric Pauget embraye : « L'État verse 1 milliard d'euros de subventions par an aux associations qui gèrent les migrants, souligne-t-il. Parallèlement, la ligne budgétaire dédiée aux OQTF n'est que de 17,9 millions... »

## « Ça va cogner ! »

Un peu plus loin, Élodie, enseignante, alpague le député : « J'ai deux filles étudiantes qui sont à fond pour Bardella !, se désolait-elle. Mon aînée qui fait médecine à Nice dit que, dans certains quartiers, on n'est plus en France... » Éric Pauget réplique : « Vous n'essayez pas de leur dire qu'il y a ici un député très ferme sur le régalien ? C'est vrai que je ne suis pas sur TikTok... » À la poissonnerie, Yoan et Émilie ne savent « plus trop où donner de la tête ». « On travaille 15 heures par jour et on se paie 40 % en dessous de la grille salariale », déplore le jeune commerçant. « Vous êtes un bel exemple de la France qui travaille, qui investit, vous redonnez espoir ! », félicite Éric Pauget qui, « en tant que gérant de camping, sait ce que c'est que d'embaucher et de payer des taxes ». Mais le poissonnier reste perplexe : « Quand on rentre crevés, entre les factures et les enfants à gérer, on se demande si un parti peut nous aider plus qu'un autre... »

En 2022, Éric Pauget avait été réélu avec 59 % des voix au second tour, devant le candidat Ensemble/LREM. Ce dimanche, « ça va cogner !, prévoit-il. On sent que les électeurs veulent du changement, et les partis traditionnels ne représentent pas ce changement. D'ailleurs, les Français n'en peuvent plus des alliances de partis ! Les étiquettes politiques, c'est le passé... Dans cette période de trouble, il faut juste savoir rester solide et garder ses valeurs. » ■

# LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ hors-série



## MARCEL PAGNOL, L'ÉTERNEL ENFANT DES COLLINES

Cinquante ans qu'il a tiré sa révérence, et pas une ride à son œuvre. Sa saveur est intacte, la profondeur de ses héros inchangée. L'âme de Marcel Pagnol n'a cessé de rayonner sur sa Provence natale, des sentiers du Garlaban à la criée du Vieux-Port, qui bercèrent son enfance avant de lui servir de décor de cinéma. Ses œuvres exhalent la chaleur de l'été, le goût des grandes vacances et le parfum du thym mêlé à la lavande.

Pour célébrer l'anniversaire de sa mort, *Le Figaro Hors-Série* fait revivre en une luxueuse édition le dramaturge, le cinéaste et le romancier étonnant que fut Marcel Pagnol. Le récit de 9 journées de sa vie, le dictionnaire de ses personnages, illustré par les dessins cocasses de son ami Albert Dubout, les coulisses des tournages de « la bande à Pagnol », jusqu'aux adaptations de Daniel Auteuil, font de ce numéro exceptionnel le plus bel hommage rendu à l'artiste provençal. Une cure de jouvence au pays de l'enfance, coloré d'aventures et d'insouciance.

11€<sub>90</sub> 116 pages, édition de luxe, en vente actuellement chez votre marchand de journaux et sur [www.figarostore.fr/hors-serie](http://www.figarostore.fr/hors-serie)



Retrouvez Le Figaro Hors-Série sur X et Facebook





# Le nombre de personnes surveillées en France a atteint des records en 2023

Jean Chichizola  
et Christophe Cornevin

Plus de 24 000 personnes ont fait l'objet de « techniques de renseignement » l'an dernier. Soit une augmentation de 15 % en un an, notamment liée à la lutte contre les narcotrafics et à la prévention de l'ingérence étrangère.

Jamais autant de personnes n'ont été espionnées en France que l'année dernière. C'est ce que révèle le dernier rapport annuel de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). Publié ce jeudi, le document établit que 24 209 hommes et femmes ont été surveillés en 2023 par des « techniques de renseignement », allant des écoutes de téléphones portables à l'interception de messages électroniques via la pose de « mouchards » dans la sphère privée.

Ce chiffre, qui représente un bond de 15 % en un an, ne signifie pas pour autant que la France a chaviré dans un monde orwellien. En effet, le document démontre que cette augmentation est surtout liée à la montée en puissance de la traque contre le narcotrafic. « La prévention de la criminalité organisée devient le principal motif de surveillance en nombre de personnes », souligne le rapport, qui précise que 7 058 trafiquants présumés ont été espionnés. Soit une augmentation de 29 % par rapport à 2022, en partie imputable aux moyens déployés par les douanes.

« La menace liée au trafic de stupéfiants est désormais devenue un enjeu pour le fonctionnement normal de nos institutions », souligne le conseiller d'État honoraire Serge Lasvignes, président de la CNCTR, qui observe, en outre, que « pour la première fois, c'est une finalité autre que la prévention du terrorisme qui vient devant ».

En dépit de la menace islamiste qui reste à un niveau élevé, le nombre des profils radicalisés placés dans les radars des services est « en diminution du fait du démantèlement des réseaux », précise le rapport. Ce chiffre a baissé de 10 % en cinq ans et il ne connaît qu'une « légère hausse » (+7,5 %) en 2023. Au total, quelque 6 962 suspects gravitant dans la galaxie terroriste ont fait l'objet de « techniques » l'année dernière.

Parmi eux se trouvent des mineurs et de jeunes majeurs, ainsi que des profils originaires du Caucase et d'Asie centrale. À eux seuls, les islamistes ont concentré 37,6 % des techniques déployées par les services. « Cette forte sollicitation est révélatrice de l'intensité de la surveillance, sachant que certains profils peuvent être suivis depuis plus de dix ans », observe-t-on à la CNCTR.

S'agissant de la prévention des « violences collectives », celles perpétrées notamment par l'ultragauche et l'écologie radicale, le rapport relève que 2 551 personnes ont été surveillées en 2023 pour ce motif, contre 2 692 en 2022 et 3 021 en 2019 (-15,6 % par rapport à 2019). « Mais, insiste la commission, cette tendance à la baisse va de pair avec une stabilité du nombre des techniques utilisées dans un contexte où les activistes savent de mieux en mieux se protéger ». Les militants d'ultragauche prennent des cours d'« hygiène numérique », en utilisant notamment des téléphones jetables, dits « de guerre », pour éviter de se faire piéger.

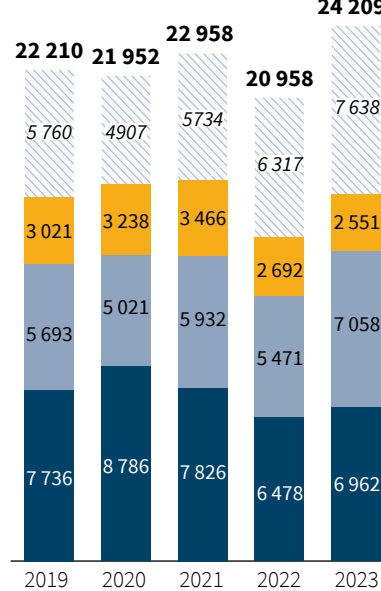
Enfin, l'activité des services a été percutée par la guerre en Ukraine et les agressions informationnelles menées par la Russie de Poutine contre la France. Le rapport témoigne ainsi d'une « mobilisation croissante des services de renseignements contre les ingérences étrangères ». Avant de conclure : « Cette finalité représente

## 24 209 individus ont été surveillés en 2023

Évolution du nombre de personnes surveillées par les services spécialisés de renseignements en France

Au titre de la prévention...

- ... du terrorisme
- ... de la criminalité et de la délinquance organisées
- ... liée au code de la sécurité intérieure\*
- Autres



\*C'est-à-dire la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions, des actions tendant au maintien ou à la reconstitution de groupements dissous, des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique.

Source : Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR)

désormais plus de 20 % du nombre total des techniques comme du nombre des personnes surveillées, soit une part nettement supérieure à celle constatée les huit années passées ».

## En 2023, les services de renseignements, aux premiers rangs desquels figurent la DGSE et la DGSI, ont demandé la mise en place de 94 902 mouchards en tout genre. Soit une augmentation de 29,1 % en cinq ans !

Même si des espions russes ont été expulsés après l'invasion de l'Ukraine, le renseignement français ne relâche pas la pression. « Une partie de ceux qui étaient administrativement connus sont certes partis, mais les services cherchent ailleurs maintenant », prévient-on au sein de la commission. Des journalistes étrangers soupçonnés d'être « à la solde de pouvoirs autoritaires » pourraient ainsi être dans le collimateur.

Géolocalisation en temps réel, « balisage » de personnes ou d'objets, pose de micros... En 2023, les services de renseignements, aux premiers rangs desquels figurent la DGSE et la DGSI, ont demandé la mise en place de 94 902 mouchards en tout genre. Soit une augmentation de 29,1 % en cinq ans ! Le « gendarme » des services secrets est formel : « Si, comme les années précédentes, les techniques les moins intrusives, consistant à recueillir des métadonnées, restent les plus utilisées (près de 60 % des demandes de techniques de renseignement), les services ont davantage recouru en 2023 à des techniques plus intrusives pour la vie privée. »

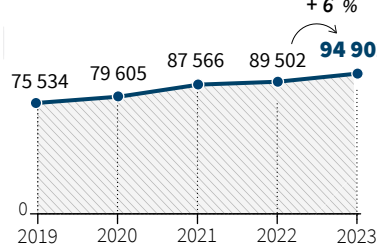
Chiffres à l'appui, la commission souligne que « les demandes de sonorisation, de captation d'images dans un lieu privé ou de recueil de données informatiques affichent une progression soutenue sur un an : +14,7 % de demandes en 2023 pour la captation de paroles prononcées à titre privé et la captation d'images dans un lieu privé par rapport à 2022 ; + 5,5 % pour la captation de données informatiques ».

« Les services s'efforcent de compenser le désormais faible apport des écoutes téléphoniques, décrypte le président Serge Lasvignes. Cette forme d'escalade paraît difficilement résistible, les personnes surveillées (notamment celles pratiquant des formes d'extrémisme violent) étant de plus en plus conscientes du risque d'une surveillance technique et aptes à s'en prémunir. »

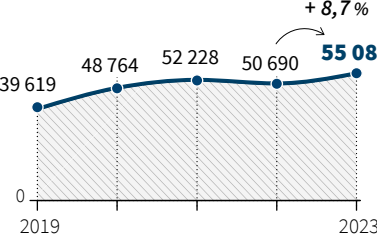
## La mise en œuvre des techniques de renseignement en progression

Principales techniques employées par les renseignements, en nombre annuel de mises en œuvre

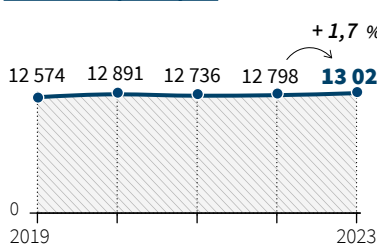
### Ensemble des techniques de renseignement



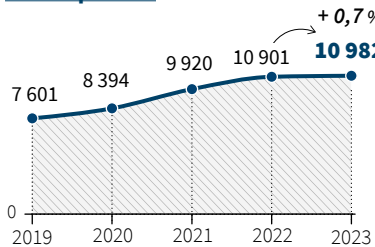
### Accès aux données de connexion en temps différé



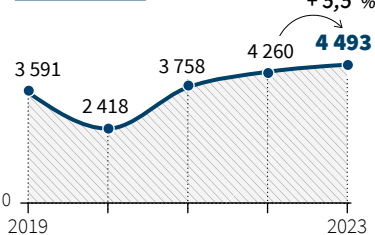
### Écoutes téléphoniques



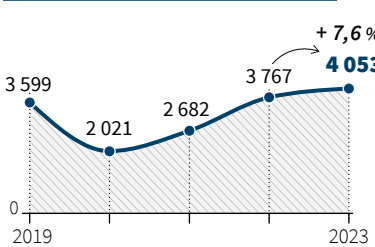
### Géolocalisations en temps réel



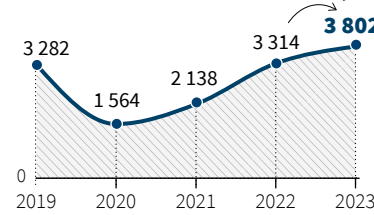
### Recueils et captations de données informatiques



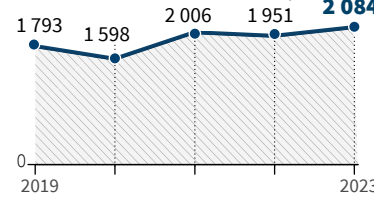
### Introductions dans des lieux privés



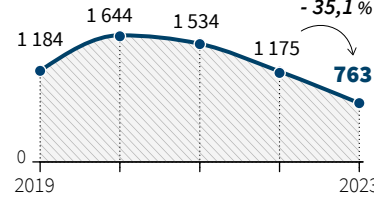
### Captations d'images et de parole dans un cadre privé



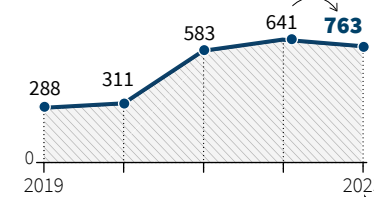
### Localisations des personnes ou des objets



### Accès aux données de connexion en temps réel



### Recueils de données de connexion par IMSI catcher



l'utilisation de techniques de renseignement de plus en plus intrusives permettant la captation d'une masse de données sans commune mesure avec ce qu'elle était « au temps des écoutes », le recours des systèmes de prétraitement et de traitement de ces données. »

L'année dernière, 136 contrôles « sur pièces et sur place » ont été réalisés tous services confondus, « soit environ un tous les trois jours », souligne Serge Lasvignes. Ce faisant, la commission « a atteint, à moyens humains quasiment constants, le plus haut niveau de contrôles a posteriori depuis sa création, en octobre 2015 ».

La CNCTR constate, comme dans ses précédents rapports, que « les services de renseignements, désormais dotés d'entités en charge de la diffusion et du respect du cadre légal, ont réalisé de sérieux efforts pour assurer le respect de la loi dans l'usage qui est fait des techniques ». Mais le rapport précise que « ces efforts ne sont toutefois pas parvenus à prévenir l'ensemble des manquements, dont certains sont d'ailleurs récurrents ».

## « À l'aune de la jurisprudence précédemment établie de la Cour européenne des droits de l'homme, une évolution du cadre légal français apparaît inévitable »

### Le rapport annuel du CNCTR

Des anomalies qui peuvent être observées lors de la mise en place de la technique de renseignement ou dans l'exploitation de cette dernière. Le rapport 2023 souligne que « les irrégularités relatives aux modalités de mise en œuvre des techniques (irrespect du périmètre, du champ d'application, par exemple, recueil de propos de personnes dont la surveillance n'a pas été autorisée...) sont les plus sensibles » et « à fort enjeu en termes de libertés publiques » mais qu'elles « se sont fortement raréfiées ».

Les anomalies dans les conditions d'exploitation du produit des techniques sont « moins problématiques en termes d'atteintes aux libertés publiques » mais « leur récurrence et leur persistance au fil des ans posent néanmoins question » et sont « préoccupantes ». D'où un appel aux services à « poursuivre leurs efforts en matière de formation et de contrôle interne ».

Le rapport 2023 est aussi l'occasion de saluer ce que Serge Lasvignes qualifie de « projet crucial » obtenu après

« des demandes répétées » : la création d'un nouveau dispositif, prévu pour être opérationnel en 2027, qui permettra à la commission d'« effectuer des contrôles de données à distance ».

Une véritable révolution qui prendrait la forme d'un centre virtuel collectant le résultat des écoutes téléphoniques et de la captation des données informatiques, avec un accès à distance pour les services de renseignements et pour la CNCTR. Le président Lasvignes insiste, comme il l'a fait depuis son arrivée à la commission, sur la nécessité de combiner contrôles a posteriori sur place et à distance.

Mais les rédacteurs du rapport mettent en garde : « Avec un effectif très limité (13 chargés de mission) pour, tout à la fois, examiner un volume sans cesse croissant de demandes de techniques et assurer le contrôle de leur mise en œuvre, la commission atteint désormais les limites de sa capacité. » Un « recalibrage » s'avère donc plus que nécessaire, car sans moyens supplémentaires cette avancée pourrait prendre des airs de coup d'épée dans l'eau.

Poursuivant sur ces réflexions d'avenir, la CNCTR rappelle qu'« à l'aune de la jurisprudence précédemment établie de la Cour européenne des droits de l'homme, une évolution du cadre légal français apparaît inévitable » en matière de contrôle des échanges avec les services étrangers, des fichiers dits de « souveraineté ». C'est aussi vrai en ce qui concerne le contrôle juridictionnel, puisque ceux qui se plaignent d'être espionnés se heurtent au secret de la Défense nationale portant atteinte au principe du contradictoire. La commission suggère de s'inspirer de l'exemple britannique, avec des avocats triés sur le volet et habilités à connaître le secret au nom de leurs clients, ces derniers restant dans l'ignorance.

Le futur est enfin aussi au menu du rapport 2023, un futur déjà très présent puisque, dans une étude inédite réalisée par des juristes et des ingénieurs « maison », la CNCTR analyse les conséquences du développement de l'intelligence artificielle en matière de renseignement, de surveillance des personnes, avec les risques de l'automatisation, et de contrôle de ces techniques, un contrôle que Serge Lasvignes souhaite « cohérent et efficace ».

Enfin, la commission a confié à l'ambassadeur pour le numérique, Henri Verdier, et au sous-directeur en charge de la cybersécurité au Quai d'Orsay, Léonard Rolland, une contribution sur le développement commercial des produits permettant la cyberintrusion. Car le renseignement prend aussi de plus en plus les couleurs du privé. ■



Jean-Marc Leclerc

Un rapport du Conseil de l'Europe place notre pays parmi les plus actifs en matière de probation. Mais les professionnels estiment la qualité du suivi perfectible.

Obligation de travailler ou de suivre une formation, de résider à un endroit précis, de se soumettre à des contrôles réguliers, à une injonction thérapeutique... La France figure parmi les pays champions des mesures alternatives à l'incarcération. Au même niveau que la Grande-Bretagne. Elle affiche un «taux de probation» de 283 mesures édictées l'an dernier pour 100 000 habitants contre 284 pour nos voisins britanniques. C'est quasiment le double de la moyenne calculée pour l'ensemble des pays étudiés par le Conseil de l'Europe, dans une étude qui vient de paraître.

Rappelons que le Conseil de l'Europe se définit comme «la principale organisation de défense des droits de l'homme en Europe». Elle a édité une première étude, le 6 juin, sur les faiblesses du système carcéral français, notamment le sous-dimensionnement du parc pénitentiaire. Que la France, dans ces conditions, s'illustre par une suractivité en matière de probation, que l'on appelle aussi «prison hors les murs», n'a rien d'illogique.

#### Des équipes débordées

La nouvelle enquête analyse «des données sur les personnes placées sous la surveillance de 41 services de probation des États membres du Conseil de l'Europe, qui font l'objet de différentes sanctions ou mesures en milieu ouvert, notamment des alternatives à la détention telles que la surveillance électronique, les travaux d'intérêt général, l'assignation à résidence, les traitements, la semi-liberté et la libération conditionnelle». On y apprend que, dans l'espace étudié, «au 31 janvier 2023, 1330838 personnes étaient placées sous surveillance de trente services de probation qui ont communiqué ces données». Ce qui fait un taux médian de probation de 164 personnes pour 100 000 habitants.

En tête de ce palmarès, devant l'Angleterre et la France, le Conseil de l'Europe place la Pologne (636 personnes en probation pour 100 000 habitants), la Turquie (434), la République moldave (320) et la Lettonie (290). Le professeur Marcelo Aebi, chef de l'équipe de recherche de



Avec un «taux de probation» de 283 mesures édictées l'an dernier pour 100 000 habitants, la France figure parmi les pays champions des mesures alternatives à l'incarcération. FRANK PERRY/AFP

## La prison hors les murs, une spécialité française à l'efficacité contestée

l'université de Lausanne, qui a réalisé cette étude pour le Conseil de l'Europe, déclare : «Dans certains pays où les taux d'incarcération et de probation sont élevés, les sanctions appliquées dans la communauté ne semblent pas toujours être utilisées comme des alternatives à la prison, mais plutôt comme des mesures supplémentaires, alors que dans d'autres pays ces sanctions sont encore rarement utilisées.»

Un chef de parquet chevronné réagit spontanément : «Tous ces chiffres le prouvent, les juges français recourent beaucoup à la probation, ce qui correspond à ce que je vois se mettre en place, après trente ans de carrière dans de nombreux tribunaux. Le nombre de probationnaires suivis par agent est encore élevé, malgré les renforts de ces dernières années. Ce qui a évidemment des conséquences sur la

qualité de la prise en charge. Reste à savoir ce qu'il en est de l'efficacité de la probation par pays sur la récidive, mais la note du Conseil de l'Europe ne le dit pas.»

Un avocat pénaliste du Sud-Ouest renchérit : «Le vrai problème n'est pas celui de la quantité de mesures annoncées, mais bien celui de la qualité du suivi.» S'il concède que la probation s'est beaucoup développée – «Aujourd'hui, le greffier

vous remet, le jour même de l'audience de jugement, la première date de convocation de votre client devant le service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip), alors que cela pouvait prendre six mois à un an autrefois» –, il estime également que les équipes des Spip sont débordées et peuvent commettre des erreurs.

Un conseiller d'insertion et de probation gère largement plus de 100 dossiers, alors que l'objectif, sous Christiane Taubira, qui avait lancé une vaste politique de recrutement, était de réduire ce nombre à 60 dossiers. «On est loin du compte, car, même renforcés, les Spip ont reçu de nouvelles missions, comme les enquêtes sociales rapides, en cas de comparution immédiate ou de placement en détention provisoire, ou bien celles préalables à la pose des bracelets électroniques», assure ce pénaliste.

#### 16 000 personnes sous bracelet

Un procureur de la République du centre de la France le reconnaît volontiers : «Contrairement à certains préjugés, les magistrats savent utiliser autre chose que l'emprisonnement ferme et se sont approprié la détention sous surveillance électronique» (plus de 16 000 personnes sous bracelet en France). Mais un ancien procureur général se fait plus critique : «La justice abuse du bracelet électronique, faute de places de prison en nombre suffisant. Souvenons-nous que l'un des tueurs du père Hamel en 2016 avait agi alors qu'il portait sur lui ce dispositif.»

Lui aussi considère que «le qualitatif devrait primer sur le quantitatif». Il poursuit : «La Turquie fait encore mieux que la France dans ce palmarès, en nombre de mesures prises, mais est-ce vraiment un modèle? Le problème de la probation, c'est le contrôle : comment le rendre plus efficace.»

Un autre magistrat, en poste à Paris, le dit sans fard : «Il faut savoir ce qu'on met derrière les mots. La probation à la française repose sur un accompagnement socio-éducatif bureaucratique, fondé essentiellement sur le déclaratif des condamnés qui se déplacent dans les services d'insertion et de probation, de manière plus ou moins régulière.»

Selon lui, «les conseillers n'ont pas les moyens de vérifier l'authenticité de toutes les pièces qu'on leur présente, ni de vérifier sérieusement le respect des interdictions qui sont prononcées par la justice, laissant ce travail aux forces de sécurité intérieure, qui ne l'exercent qu'à l'occasion de contrôles dans le cadre de leur activité.»

À l'entendre, également, «dans les pays anglo-saxons, les officiers de probation appartiennent aux Law Enforcement, ils ont des pouvoirs de vérification et d'arrestation, en cas d'infraction aux obligations et interdictions, et ne sont pas seulement des travailleurs sociaux.» Faut-il s'en inspirer et mieux armer juridiquement les Spip ? Cette réforme n'a pas encore prospéré, mais, sous un autre gouvernement, le chantier pourrait être rouvert. ■

## Les États-Unis scrutent la liberté religieuse, même en France

Jean-Marie Guénois

Parmi les 199 États étudiés dans son rapport annuel, le gouvernement américain consacre un long chapitre à notre pays.

Pour la 25<sup>e</sup> année consécutive, le Département d'État américain publie son «Rapport international sur la liberté religieuse» qui couvre l'année 2023. Il a été présenté le 26 juin à Washington, par le secrétaire d'État lui-même, Antony Blinken.

Dans 199 pays du monde, les ambassades et consulats américains scrutent ainsi l'état des législations touchant la liberté religieuse, l'application concrète de ces lois et les «abus» affaiblissant cette liberté. Ils cherchent aussi, affirment-ils avec des exemples précis, à défendre des situations où des individus seraient inquiétés, voire emprisonnés, pour leur croyance. Les États-Unis ne consacrent pas moins de 100 millions de dollars annuels pour ce chapitre de leur politique.

Si le rapport 2023 s'inquiète des conséquences des «horribles attaques terroristes du 7 octobre, journée la plus meurtrière de l'histoire d'Israël» avec le constat d'une «forte augmentation de l'antisémitisme et de l'islamophobie» dans le monde, l'ambassadeur extraordinaire, Rashad Hussain, en charge de ce rapport, n'a pas non plus épargné la Chine dans sa présentation, soulignant «les crimes contre l'humanité et le génocide que le gouvernement chinois perpètre contre les Ouïgours musulmans et les membres d'autres groupes minoritaires ethniques et religieux dans le Xinjiang. Cette répression fait suite à des décennies de persécution des communautés religieuses, qu'il s'agisse des bouddhistes tibétains, des chrétiens ou des adeptes du Falun Gong.»

Le document distribue donc les bons et les mauvais points aux gou-

vernements mais cherche à maintenir une certaine neutralité vis-à-vis des religions, qui se voient toutes défendues, a priori. Ainsi, ce passage emblématique du discours du secrétaire d'État, Antony Blinken, qui pointe, dans le même paragraphe, les situations au Pakistan et en Hongrie : «Au Pakistan, les lois sur le blasphème contribuent à entretenir un climat d'intolérance et de haine qui peut conduire à des actes d'autodéfense et à des violences collectives. En Hongrie, les autorités continuent d'utiliser des éléments de langage antisémites et une rhétorique antimusulmane, et pénalisent les membres de groupes religieux qui critiquent le gouvernement.»

Le niveau de détail de l'étude est impressionnant comme le démontrent les 25 pages consacrées à la France. L'ap-

plication de «la loi confortant le respect des principes de la République» du 24 août 2021 est particulièrement observée. Exemples : «la plus haute juridiction du pays a confirmé l'interdiction faite par la fédération nationale de football aux joueuses de football de porter le hidjab pendant les matchs et, en septembre (2023), le gouvernement a pris une décision interdisant aux athlètes françaises de porter le hidjab aux Jeux olympiques de Paris 2024». Plusieurs paragraphes sont consacrés à «l'interdiction du port de l'abaya dans les écoles publiques» dont «les juges ont estimé que l'interdiction ne violait pas les libertés fondamentales, notamment la liberté de religion.»

#### «Les actes antisémites ont augmenté de 1 000 %»

Le chapitre intitulé «Abus impliquant une discrimination ou une inégalité de traitement» vise notamment deux points : «Le 21 octobre, le ministre de l'Intérieur, M. Darmanin, a déclaré que le pays avait expulsé 89 islamistes étrangers radicalisés au cours de l'année. En 2021, M. Darmanin a déclaré avoir donné des instructions aux préfets régionaux pour qu'ils refusent les permis de séjour aux imams envoyés par un gouvernement étranger.»

Sur la laïcité, le rapport souligne «4710 infractions à la loi sur la laïcité» à

l'école en 2022-2023, «soit une augmentation de 150 %». Il rappelle par ailleurs que «le nombre total d'actes antisémites a presque quadruplé pour atteindre 1 676, contre 436 en 2022» et que «les actes antisémites ont augmenté de 1 000 % depuis les attentats du Hamas du 7 octobre, avec 1242 actes signalés après cette date, soit autant que les trois années précédentes réunies.»

Le document insiste sur l'action du personnel diplomatique américain sur le sol français : «Le 30 mars, l'ambassadeur a organisé un iftar interconfessionnel» puis «Le 4 avril, l'ambassadeur a organisé un seder de Pâques avec des dirigeants juifs, des dirigeants d'autres confessions et des membres du Parlement.» À ces «deux occasions», souligne-t-on, l'ambassadeur a délivré «un message démontrant le soutien des États-Unis à la liberté religieuse, à la diversité et à la tolérance sociale, et les listes d'invités reflétaient des participants interconfessionnels.»

L'enjeu principal, a expliqué Antony Blinken, est «la promotion de cette sagesse partagée, la défense des nombreuses religions qui y contribuent, la protection de la capacité des personnes du monde entier à choisir le rôle que la religion joue dans leur vie, si elle en joue un.» ■

SUIVEZ LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SUR RTL !

RTL MIDI

Présenté par Céline LANDREAU  
DIMANCHE 12H-13H



RTL

EN PARTENARIAT AVEC  
LE FIGARO

PHOTO : © THOMAS PAILLAS / AGENE 027 / RTL



Georges Malbrunot

Le pouvoir a validé les candidatures d'un réformateur et d'un conservateur pragmatique dans l'espoir d'attirer les électeurs ce vendredi.

Plus de 60 millions d'Iraniens élisent ce vendredi le président de la République islamique dans un contexte interne tendu par une fronde toujours larvée et un environnement extérieur plombé par les risques d'extension de la guerre Israël-Hamas au Liban, contre le Hezbollah, le principal allié de Téhéran au Moyen-Orient.

Après le retrait jeudi de deux candidats, quatre hommes briguent la succession d'Ebrahim Raïssi, mort dans un accident d'hélicoptère le 19 mai dernier, lors d'un scrutin, finalement plus ouvert que prévu. D'abord parce que, contrairement à la présidentielle de 2021, l'« État profond » iranien – c'est-à-dire le guide suprême, Ali Khamenei, quelques conseillers autour de lui et le Conseil des gardiens de la Constitution, qui a validé les candidatures – a laissé un réformateur, Massoud Pezechkian, se présenter face aux trois autres représentants de l'aile conservatrice, voire ultraconservatrice du régime islamique.

« Personne ne s'attendait à ce que M. Pezechkian, qui vient de nulle part, soit approuvé par le Conseil des gardiens de la Constitution », relève Vali Nasr, chercheur à l'université Johns-Hopkins de Baltimore (États-Unis). Ce chirurgien de 69 ans, ancien ministre de la Santé sous la présidence du réformateur Mohammad Khatami entre 2001 et 2005, avait été disqualifié au dernier scrutin de 2021. « C'est une figure intéressante, ajoute M. Nasr. D'abord parce qu'il est azéri d'origine (la principale minorité ethnique d'Iran), qu'il parle kurde (une région en rébellion depuis longtemps) et qu'il a la réputation de ne pas être corrompu. »

M. Pezechkian, qui a reçu le soutien de l'ancien président modéré Hassan Rohani et de l'ex-ministre des Affaires étrangères Javad Zarif, plaide pour un réchauffement des relations avec les États-Unis et l'Europe, afin de lever le millefeuille de sanctions qui handicape l'économie iranienne. Cette option constitue un net inflexionnement diplomatique, alors que, depuis 2021, Téhéran a réorienté sa politique étrangère vers la Russie et la Chine. Il a également déclaré vouloir régler la question persistante du port obligatoire du voile pour les femmes, l'une des causes du vaste mouvement de contestation de la fin



Un panneau électoral présentant les affiches des prétendants à la présidence iranienne, à Téhéran, le 22 juin. MAJID ASGARIPOUR/VIA REUTERS

## Iran : une ouverture contrôlée pour l'élection présidentielle

2022, qui n'a été étouffé que par une sanglante répression. « Depuis quarante ans, nous cherchons à contrôler le hidjab, mais nous n'avons fait qu'empirer la situation », a reconnu le candidat réformateur face à des étudiants.

« Depuis quarante ans, nous cherchons à contrôler le hidjab, mais nous n'avons fait qu'empirer la situation »

Massoud Pezechkian  
Candidat réformateur

Ses principaux adversaires sont deux purs produits du système politique iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, 62 ans, le président conservateur du Parlement et surtout ancien membre des tout-puissants gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime ;

et Saïd Jalili, 58 ans, un ancien négociateur nucléaire connu pour ses positions ultraconservatrices et inflexibles envers l'Occident. Ce dernier, proche du guide suprême, attirera les purs et durs du régime, certes moins nombreux que leurs opposants, mais qui se chiffrent encore en millions de personnes. Déjà trois fois candidat à la présidentielle, Ghalibaf, lui, recueillera les suffrages de ceux qui se souviennent de sa bonne gestion de la municipalité de Téhéran entre 2005 et 2017.

Pour créer la surprise et être élu à l'issue d'un scrutin qui, faute de vainqueur ce vendredi, connaîtrait un second tour, Massoud Pezechkian doit espérer une forte participation, contrairement à la présidentielle de 2021, marquée par une abstention record de 51 % (et 14 % de bulletins blancs), alors qu'aucun réformateur n'avait été autorisé à se présenter. Or de très nombreux Iraniens – les jeunes en particulier qui ne croient plus

en la possibilité de réformer la République islamique – devraient boudier les urnes. Pour le pouvoir et son chef, Ali Khamenei, qui a exhorté les Iraniens à aller voter, une forte abstention équivaldrait à un nouveau rejet d'une République islamique qui souffre déjà d'un déficit cruel de légitimité. D'où cette « opération d'ouverture contrôlée », envers les réformateurs, selon l'expression de Bernard Hourcade, spécialiste de l'Iran, décidée au plus haut sommet de l'État, afin d'attirer les abstentionnistes et les déçus du régime.

Selon Vali Nasr, « il ne fait aucun doute que le guide suprême et son entourage ont dressé le bilan de ce qu'avaient produit les années Raïssi, c'est-à-dire un Parlement ultraconservateur, un système administratif, des universités, et une bureaucratie purgés (des éléments réformateurs notamment), le tout marqué par un engagement idéologique qui l'emportait sur la compétence. Et pour quels résultats ? Un

gouvernement inefficace et une politique qui a conduit aux manifestations d'ampleur inédite (depuis la Révolution de 1979, NDLR). Donc si l'on se met à la place du guide suprême, on peut imaginer qu'il ne veuille plus d'un président qui aggraverait encore la situation, politique, sociale et économique » du pays pour les quatre années à venir. Des années cruciales, alors que la succession d'Ali Khamenei, âgé de 85 ans et à la santé fragile, se rapproche.

Reste à voir si les Iraniens, désabusés et surtout préoccupés par leurs conditions de vie, répondront à cette « ouverture contrôlée » ? Un sondage réalisé le 19 juin par le centre de recherches du Parlement évaluait la participation aux environs de 50 %, alors que la campagne semblait finalement en intéresser de plus en plus. Un autre donnait 23,5 % à Pezechkian, 16,9 % à Ghalibaf et 16,3 % à Jalili. Autant dire que les jeux ne sont pas faits. ■

## Les jeunes Iraniens, échaudés par la répression, hésitent à aller voter

Delphine Minoui

« À quoi bon voter ? Tous les mêmes ! » Mehdi, 18 ans, a pris sa décision. Quand ses copains songent à noircir leur bulletin d'un « Mort au dictateur » ou d'un « Femme, Vie, Liberté » – écho direct au récent soulèvement –, ce lycéen de Chiraz refuse même l'idée de se déplacer jusqu'aux urnes. « Pas question de cautionner le régime, qui s'en servira pour dire : Regardez, le taux de participation n'est pas si faible que ça ! », lâche-t-il via l'application WhatsApp. Échaudé, comme la majorité des primo-votants, par la sanglante répression des manifestations consécutives à la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, pour un voile mal porté, le jeune homme dénonce « un simulacre d'élection ». « Ce vote, poursuit-il, est antidémocratique, puisque les six candidats sont présélectionnés par le Conseil des gardiens de la Constitution ».

Organisé au pied levé, après la disparition, le 19 mai, d'Ebrahim Raïssi dans un crash d'hélicoptère, le scrutin suscite peu d'enthousiasme au sein de la nouvelle génération iranienne. « Notre horizon est bouché. L'économieériclète. Nos bouches sont muselées. Nous ne sommes pas dupes : comme son prédécesseur, le futur président piétinera nos demandes les plus élémentaires », avan-

ce Zohreh, 20 ans. Dans son entourage proche, certains amis envisagent de voter. « Ils sont sous pression de leur famille. Ou du système. Pour accéder à la fonction publique, il vous faut le fameux tampon de vote dans votre carte d'identité », explique cette native de Kazeroun, dans la province de Fars. Pour elle, pas question de faire la moindre concession : « Je n'ai confiance en aucun des candidats. Je ne voterai pas ! » Étudiante en droit, elle connaît trop bien les limites de l'exercice : « C'est écrit noir sur blanc dans la Constitution : bien qu'élu au suffrage universel, le président dispose d'un pouvoir limité. Finalement, c'est le guide suprême, Ali Khamenei, qui a le dernier mot. »

Ces dernières semaines, le régime théocratique a mis les bouchées doubles pour déjouer le manque d'enthousiasme, à renfort de textos, d'affiches et de débats télévisés. La question épineuse – et autrefois taboue – du foulard obligatoire s'est même invitée dans la campagne électorale. « Nous ne devrions en aucun cas traiter les femmes iraniennes avec une telle cruauté », a ainsi déclaré l'ex-ministre des services de renseignements, Mostafa Pourmohammadi, un des cinq prétendants conservateurs à la succession de Raïssi lors d'une table ronde organisée par la télévision d'État. « Nous ne pourrions pas obliger les femmes à porter le hidjab », a annoncé pour sa part le seul candidat réformiste, Mas-

soud Pezechkian, lors d'un rassemblement dans la ville d'Ispahan.

Malgré la fin des cours et la tenue des examens, les candidats et leurs représentants enchaînent également les meetings sur les campus universitaires pour donner des gages aux étudiants. Une semaine jour pour jour avant la tenue du scrutin, la Cour suprême iranienne a même annulé la condamnation

« Comment pouvez-vous, alors que vous tenez d'une main une épée, une potence, des armes et des prisons contre le peuple, placer de l'autre une urne devant ce même peuple et l'appeler de manière trompeuse et mensongère à se rendre aux urnes ? »

Narges Mohammadi

Prix Nobel de la paix 2023, emprisonnée en Iran depuis 2021

à mort du rappeur Toomaj Salehi, emprisonné depuis plus d'un an et demi pour son soutien au mouvement « Femme, Vie, Liberté ». Mais alors que dans les rues, la police des mœurs continue à harceler les femmes « mal voilées », les jeunes Iraniens ne se font aucune illusion. « La question n'est plus : je ne veux

pas de tel ou tel candidat. La question, c'est : je ne veux pas de ce régime, un point, c'est tout », s'est emporté un étudiant de l'université Amir-Kabir lors d'une rencontre avec M. Pezechkian, dont la vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux.

En l'absence de sondages fiables et indépendants, difficile de faire des prévisions sur le taux de participation. Le dernier scrutin présidentiel en donne cependant un avant-goût, avec seulement 49 % d'électeurs ayant voté (le chiffre le plus bas depuis l'avènement de la République islamique en 1979). « Le mécontentement n'a jamais été aussi flagrant, il traverse toutes les couches de la société », observe la sociologue Fatemeh Hassani. Certains candidats, poursuit-elle, ont beau présenter un programme plus alléchant, tout le monde sait que le nouvel élu aura les mains liées : incapable d'alléger la censure, de faire libérer les prisonniers politiques, de faciliter l'accès à internet, d'orienter la politique étrangère du pays. « Il fut un temps où, à la fin des années 1990, sous la présidence de Mohammad Khatami, les réformes furent porteuses d'espoir et garantes d'un possible changement. Mais la fraude électorale de 2009, et la répression de la "vague verte", a torpillé le processus démocratique insufflé par la société. Depuis, l'état ne cesse de se resserrer et le président, élu tous les quatre ans en Iran, est devenu un simple représentant du pouvoir », pour-

suit-elle. L'élection de Raïssi, en 2021, en fut la plus flagrante illustration : du mandat de ce mollah ultraconservateur, surnommé le « Boucher de Téhéran » pour son implication dans les exécutions de milliers d'opposants dans les années 1980. « Les jeunes retiendront le retour en force de la police des mœurs, à l'origine de la mort de Mahsa Amini, et l'extrême brutalité du régime pour étouffer les protestataires », ajoute la sociologue.

À la veille du vote anticipé par sa mort subite, les appels au boycott se sont multipliés. « Comment pouvez-vous, alors que vous tenez d'une main une épée, une potence, des armes et des prisons contre le peuple, placer de l'autre une urne devant ce même peuple et l'appeler de manière trompeuse et mensongère à se rendre aux urnes ? », s'est insurgée l'activiste embastillée Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix, dans une déclaration qu'elle est parvenue à faire sortir de prison. L'influente théologienne et opposante au hidjab obligatoire Sedigheh Vasmaghi appelle elle aussi à s'abstenir de voter. Très active sur sa page Instagram, suivie par près de 50 000 abonnés, elle estime que « le fossé n'a jamais été aussi profond entre un pouvoir théocratique rétrograde et dictatorial et la nouvelle génération assoiffée de liberté, très bien informée et connectée à internet et aux réseaux sociaux ». Le vrai changement, insiste-t-elle, « ne passera pas par les urnes ». ■



# Comment lutter contre le varroa, l'acarien vampire qui décime les abeilles

Anne-Laure Frémont Envoyée spéciale à Avignon

Des chercheurs étudient les mécanismes qui permettent aux pollinisateurs de se défendre face à ce parasite dévastateur.

Changement climatique, produits phytosanitaires, disparition de l'habitat liée aux monocultures, nouveaux virus, prédateurs féroces comme le frelon asiatique... Les pressions exercées sur les abeilles sont légion et se cumulent, aggravant leur vulnérabilité. Alors que « plus de 70 % des espèces cultivées en France – comme les fruits ou le colza – dépendent des pollinisateurs », le taux de mortalité des abeilles domestiques « est estimé entre 20 et 30 % par an », rappelle Thierry Caquet, directeur scientifique environnement à Inrae (l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Parmi ces menaces, le varroa est peut-être la plus redoutée des apiculteurs. Apparu au milieu du siècle dernier en Asie, cet acarien d'à peine un millimètre a débarqué en France en 1982, dans le Bas-Rhin. « Le varroa a tout changé », note Fanny Mondet, directrice adjointe de l'unité « Abeilles et environnement » sur le site Inrae d'Avignon (Vaucluse). Ce parasite se faufile dans les couvains (les cocons dans lesquels les larves d'abeille se développent, dans les alvéoles des ruches) avant qu'ils ne soient complètement refermés. Il se nourrit du sang de la larve et se reproduit à l'intérieur. Quand l'abeille sort de son cocon, il s'en va coloniser le reste de la ruche. Le parasite réduit la durée de vie des insectes, affaiblit leur système immunitaire et favorise la propagation de virus. « Une fois infestée, une colonie non traitée s'effondre et meurt en quelques mois dans la plupart des cas », note la chercheuse.

Au sein du « pôle abeilles » d'Avignon, l'Inrae, en collaboration avec l'Itsap (Institut technique et scientifique de l'apiculture et de la pollinisation) et l'Adapi (Association de développement de l'apiculture provençale), cherche comment éradiquer ce fléau devenu mondial : l'Australie, jusque-là dernier territoire épargné, a été infestée en 2022.

## Des abeilles « hygiéniques »

Pour cela, il faut d'abord détecter le parasite. Les chercheurs auscultent plusieurs fois par an des centaines de ruches de la région Paca. Pour Benjamin Basso, ingénieur, les gestes, sous la combinaison de protection, sont bien rodés : en s'approchant des quelques ruches alignées sur le site d'Avignon, il les enfume « pour prévenir les abeilles » de son arrivée et les calmer, puis retire un à un chaque cadre en bois de la ruche sur lequel grouillent les abeilles, afin d'évaluer leur nombre. Pour calculer le niveau d'infestation, il secoue un des cadres pour faire tomber quelques abeilles – qui s'agitent – afin de les récupérer dans un pot grillagé. Une fois piégés, les insectes sont saupoudrés de sucre glace : les microbilles de sucre font en effet perdre l'adhérence du parasite, qui se détache de l'abeille. Reste à renverser le pot et le secouer pour voir ces petites taches brunes retomber sur un plateau blanc.

La démarche peut sembler peu conventionnelle, mais en comptant combien d'acariens sont récoltés, les chercheurs en déduisent un pourcentage d'infestation de la ruche. « Pour le miel de lavande produit dans la région, on a évalué qu'une colonie dans laquelle on recense plus de trois varroas pour 100 abeilles à l'arrivée en miellée produira en moyenne 4 kg de miel en moins », note Fanny Mondet.

Pour se débarrasser du parasite, les apiculteurs ont peu de solutions. La principale est médicamenteuse : les ruches sont en général traitées deux fois par an, après la récolte de miel et en hiver. Mais l'arsenal de médicaments autorisés reste très limité, et le varroa commence à devenir résistant à certaines molécules. Le réchauffement climatique pourrait en outre rendre le traitement moins efficace. « Avant, en hiver, il y avait toujours une période plus froide où les reines cessaient de pondre, explique la chercheuse. Sans couvain, le varroa n'avait plus de nid dans lequel se développer. Avec des températures plus douces en hiver, les colonies vont pouvoir continuer

Un varroa sur une abeille. Une fois infestée, une colonie non traitée meurt le plus souvent en quelques mois.

à produire du couvain ; il est donc possible que la pression en parasites soit accrue. »

Il faut donc trouver d'autres moyens de lutte. Sur le site d'Avignon, les chercheurs explorent plusieurs pistes, à commencer par celle du comportement « hygiénique » des abeilles. Certaines d'entre elles, à l'âge adulte, vont en effet être naturellement capables de détecter que quelque chose ne va pas dans le couvain, même lorsqu'il est recouvert d'un opercule opaque. Elles vont alors le détruire et le nettoyer pour réduire la propagation du parasite. Un comportement qui serait transmis à leur descendance.

Le projet « Bee Healthy » (abeille en bonne santé), que Fanny Mondet coordonne, mobilise plusieurs disciplines comme la neurophysiologie, la biologie moléculaire et l'écologie chimique. Il a pour mission de mieux comprendre ce comportement hygiénique du pollinisateur. Une des hypothèses explorées est que ces cocons parasités émettent des substances chimiques (phéromones) détectées par les abeilles pour les inciter à faire le ménage. En laboratoire, Éliana Pal et ses collègues « décortiquent » ces phéromones pour savoir exactement quelle molécule peut induire un comportement hygiénique. Les scientifiques cherchent aussi à comprendre par quel mécanisme parfois, le couvain parvient à se débarrasser tout seul de l'acarien.

L'objectif est de développer une méthode permettant aux apiculteurs de déterminer eux-mêmes les colonies avec ce potentiel de résistance face au varroa. « Une fois qu'une colonie "intéressante" est identifiée, on peut l'utiliser pour élever de nouvelles reines ou des mâles. Les abeilles ouvrières descendant de ces reproducteurs sélectionnés vont hériter du patrimoine génétique de leur mère – c'est-à-dire les reines des colonies hygiéniques – et donc potentiellement exprimer une forte activité hygiénique », développe Fanny Mondet. Elle rappelle toutefois que « la transmission n'est jamais sûre à 100 % », du fait de l'influence de l'environnement sur les individus. ■



Le parasite (ici, en rouge) s'introduit dans un couvain, où il se nourrit du sang de la larve et où il se reproduit. Quand l'abeille sort du cocon, il va en coloniser un autre.

## Le changement climatique, principale menace pour les pollinisateurs

Marc Cherki

Les abeilles et tous les autres pollinisateurs jouent un rôle crucial pour la reproduction de nombreuses plantes à fleurs, qu'elles soient cultivées ou sauvages. Publiée dans Cabi Reviews, une étude passe en revue les différentes raisons de leur déclin. La cause la plus grave de cet effondrement est le changement climatique, avance Johanne Brunet, chercheuse honoraire du département américain de l'agriculture (USDA), à Madison dans le Wisconsin. « Le changement climatique a les effets négatifs les plus variés sur les pollinisateurs et constitue la menace la plus difficile à contrôler », explique la scientifique. « Pour les autres facteurs qui influencent les pollinisateurs, il existe des solutions locales. Par exemple, il est possible de disperser les pesticides la nuit quand les abeilles ne sont pas en quête de nourriture ».

En revanche, le changement climatique se manifeste surtout par des températures plus élevées et une modification profonde dans la disponibilité en eau. Des conséquences qui menacent une chute accrue des populations d'abeilles et de bourdons, mais aussi des autres pollinisateurs que sont les papillons, les chauves-souris et les oiseaux. Or 85 % des espèces de plantes et 87 % des principales cultures dépendent des pollinisateurs pour la production de semences.

« Ces conséquences menacent la sécurité alimentaire et la stabilité mondiale », rappelle la scientifique. En l'absence de pollinisation, il fau-

drait se résigner à avoir « un régime alimentaire à base de graines (blé, riz, maïs, etc.) dont les plantes sont pollinisées par le vent ». On pourrait également se nourrir de cultures sélectionnées pour s'autoféconder (des variétés de haricots, de tomates et d'épinards) et de rares fruits. Mais ces variétés pourraient réduire la diversité génétique et « rendre les plantes plus vulnérables aux parasites et aux maladies », explique l'article. Heureusement, malgré l'effondrement de plusieurs espèces, notamment des abeilles à miel, observé en France ou de la quasi-disparition de plusieurs espèces de bourdons, le pire n'est toujours pas le plus probable.

**« Des espèces de bourdons plus résistantes aux canicules et au manque d'eau sont massivement utilisées dans le monde, notamment en Espagne, où la pollinisation s'effectue parfois par bourdons »**

**Pierre Rasmont**  
Professeur honoraire en zoologie et en écologie

« Même si l'étude n'est pas originale, elle est intéressante, car elle regroupe l'état des connaissances sur la chute des pollinisateurs », juge Pierre Rasmont, professeur honoraire en zoologie et en écologie à l'université de Mons en Belgique. La mortalité des bourdons à cause du changement climatique est déjà bien documentée. Une vaste étude de 2015 réalisée par 20 laboratoires européens, et qui a utilisé plus de 1 million de mesures sur des bourdons, a conclu que « les risques climatiques sont extrêmement élevés » et que des efforts d'atténuation seront nécessaires pour « garantir la fourniture durable des services de pollinisation, auxquels ils (les bourdons) contribuent considérablement ». Le scientifique belge rappelle, par ailleurs, que certaines populations d'insectes, selon les espèces et l'abondance de certaines plantes, vont totalement disparaître à cause du stress thermique provoqué par des canicules plus fréquentes. Un effet qui peut être aggravé quand certaines popula-

tions sont soumises à d'autres stress comme des pesticides ou des ressources florales déficientes.

Les canicules peuvent « diminuer la survie des larves » des pollinisateurs, complète l'experte américaine. Elle précise que les modifications sur la disponibilité en eau affectent la qualité et la quantité de pollen et de nectar produits par les plantes et « comme il s'agit de la seule source de nourriture des abeilles, cela influence leur état de santé et leur survie ». Ainsi, « le contrôle pour essayer de diminuer les effets climatiques demande une collaboration internationale, car il s'agit de la plus sérieuse menace pour les pollinisateurs », prévient Johanne Brunet.

Face au déclin anticipé des pollinisateurs, des parades ont été élaborées. Des espèces de bourdons plus résistantes aux canicules et au manque d'eau ont été sélectionnées et élevées en grande quantité, ce qui garantit la pollinisation même avec un climat qui se réchauffe. « Elles sont massivement utilisées dans le monde et produites principalement par deux groupes internationaux, l'entreprise belge Biobest et la néerlandaise Koppert, notamment pour les 40 000 hectares de cultures sous serre de la région d'Almería, en Espagne, où la pollinisation s'effectue par bourdons », indique Pierre Rasmont. Pour réussir cette prouesse d'élever des insectes qui normalement « hibernent », il avait eu l'idée de sélectionner une variété de bourdons méditerranéenne, plus adaptée aux températures élevées et aux climats arides. Avec l'essor de cette méthode, ces bourdons mieux adaptés aux canicules concurrencent et même supplantent les bourdons sauvages. Ils contribuent aussi à disséminer des parasites et des maladies chez ces derniers. Le même phénomène est constaté en Amérique du Sud, où l'usage de bourdons spécialisés dans la pollinisation est en augmentation. Cette méthode « pourrait favoriser une invasion et le déplacement des abeilles indigènes », prévient la publication.

De manière moins risquée selon Pierre Rasmont, la pollinisation est améliorée, notamment au Maroc, grâce à la plantation de fleurs attractives au bord de cultures fruitières. Un autre moyen d'offrir des ressources aux pollinisateurs serait de créer des jardins dans les zones urbanisées, conseille l'article. ■



# Finale du Top 14 : l'UBB veut échapper à l'appétit de l'ogre toulousain

David Reyrat

Bordeaux Bègles dispute ce vendredi la première finale de sa jeune histoire. Face aux tenants du titre jamais rassasiés.

Depuis quelques jours, sur les réseaux sociaux, supporters toulousains et bordelais ont lancé la finale. Se chambrant allègrement. Une pique a particulièrement animé les échanges, parfois courtois, parfois plus grinçants : « *Le Stade Toulousain a plus de boucliers de Brennus que l'UBB d'années de présence en Top 14.* » La comparaison, certes ironique, est cependant réelle : 22 titres de champion de France contre treize saisons en élite pour le club girondin, à l'histoire récente sous cette appellation puisqu'il est né en 2006 de la fusion du Stade Bordelais et du CA béglais.

Alors, forcément, au moment de jauger des forces en présence avant cette finale au fort accent du Sud-Ouest, le club en rouge et noir apparaît comme le grand favori, une assertion vérifiée en jetant un oeil sur les cotes déséquilibrées des bookmakers (1,25 contre 3,75). S'il était besoin d'en rajouter, une statistique a de quoi effrayer Damian Penaud et ses partenaires. Depuis le dernier acte de la Coupe d'Europe 2008 perdu contre les Irlandais du Munster, les Toulousains ont remporté toutes les finales (9) qu'ils ont disputées. Ajoutant trois Champions Cup (2010, 2021 et 2024) et six titres nationaux (2008, 2011, 2012, 2019, 2021, 2023) à leur palmarès XXL.

On peut constater, à la vue de cette rutilante série, que la nouvelle génération incarnée, entre autres, par Antoine Dupont et Romain Ntamack, brûle de s'inscrire dans la légende toulousaine comme la plus prolifique. Déjà cinq trophées dans l'armoire depuis 2019. Et un appétit toujours pas rassasié. « *On n'est jamais blasé* », nous confirme le demi d'ouverture, en passe de reléguer la légende Emile (6 titres de champion de France, 2 coupes d'Europe) en père de. « *C'est même l'inverse. Plus on gagne de titres, plus on a envie d'en gagner d'autres.* » Avec un sang-froid de vieux briscard à seulement 25 ans, Romain Ntamack renchérit. « *Depuis la saison 2018-2019, on est, au minimum, en demi-finales des deux compétitions. Avec l'expérience, on arrive à gérer de mieux en mieux ces matchs décisifs. Avec cette maturité, on peut être malmené en première mi-temps. Il n'y a jamais d'affolement dans les vestiaires à la pause. On reste calme en toutes circonstances.* »

Ce n'est donc pas le coup de poker – ou de bluff, réponse au coup d'envoi ce vendredi à 21h05... – du manager de l'UBB, Yannick Bru, qui va déstabiliser la phalange toulousaine. Annoncé forfait jus-

qu'à la fin de la saison après la rechute de sa blessure aux ischio-jambiers lors de la dernière journée de la saison régulière du Top 14, le 8 juin, Matthieu Jalibert pourrait en effet être de retour sur la pelouse du Vélodrome de Marseille. Tout comme le pilier Tameifuna, surnommé « Big Ben », dont la puissance ne sera pas de trop. « *On préfère forcément les avoir avec nous, mais on n'impose rien. Ce sont les joueurs qui décideront. Mais eux veulent participer...* » Sachant le tempérament de l'ouvreur, il y a fort à parier qu'il sera présent. Pour rassurer ses coéquipiers, lancer son escouade offensive. Et disputer un nouvel épisode de la série « *les meilleurs ennemis* » dont il partage l'affi-

che avec Romain Ntamack. Ce qui ne manquerait pas d'épiciser cette finale. De la rééquilibrer un peu.

Parce que, outre l'expérience toulousaine des grands rendez-vous, l'UBB risque également de souffrir d'un manque de fraîcheur. Depuis leur sacre au bout des

**« On n'est jamais blasé. C'est même l'inverse. Plus on gagne de titres, plus on a envie d'en gagner d'autres »**


**Romain Ntamack**

Demi d'ouverture du Stade Toulousain

prolongations, fin mai contre le Leinster, les champions d'Europe ont été mis au repos. Pour quelques difficultés à retrouver le rythme en demi-finale contre le Stade Rochelais il y a une semaine. Une remise en jambes pour aborder cette finale avec le plein d'énergie. Côté Bordelo-Béglaï, en revanche, ça tire de partout. Lors du barrage (contre le Racing 92), puis la demi-finale (face au Stade Français), ils ont plongé physiquement au fil des minutes, tapotant sur la jauge en espérant que l'aiguille ne plonge pas dans le rouge avant le coup de sifflet final.

Ce serait plié d'avance donc, dans un Stade-Vélodrome qui ne réussit pas au meilleur joueur du monde. À Marseille,

Antoine Dupont a reçu le seul carton rouge de sa carrière (contre l'Afrique du Sud en 2022) avant d'y subir, un an plus tard, sa grave blessure aux maxillaires contre la Namibie, une fracture qui contraria la suite de sa Coupe du monde. « *Nous sommes les Petit Poucet*, reconnaît le capitaine des novices, Maxime Lucu. *Mais, en sport, tout peut se passer en 80 minutes. L'issue d'un match n'est jamais écrite d'avance.* » Et ce, même si une équipe s'apprête à disputer sa trentième finale de championnat de France et l'autre sa première... ■

+  » Lire aussi **PAGE 32**



Considéré comme un prodige par ses pairs et les anciennes gloires de l'ovale, Antoine Dupont (ici, au centre, en janvier, face au Racing 92) tentera de conduire le Stade Toulousain vers son 23<sup>e</sup> sacre national, vendredi, à Marseille, face à l'Union Bordeaux Bègles. LOIC BARABOUX/ICON SPORT/ICON SPORT

## Antoine Dupont est-il déjà le meilleur joueur de tous les temps ?

Thomas Larroquette

Tout est question de subjectivité. De génération, aussi. De Gareth Edwards à Serge Blanco, en passant par Jonah Lomu et Jonny Wilkinson, chacun a sa préférence. Son idole. Mais, depuis quelques saisons, un joueur – français, qui plus est – épate, détonne et impressionne : Antoine Dupont. Le demi de mêlée international à XV (52 sélections) et à 7 (15 sélections) enchaîne les grandes partitions, sans rature ni demi-mesure. Recevant louanges et admiration sur toute la planète rugby. D'où la question qui commence à poindre : Super Dupont fait-il déjà partie des meilleurs joueurs de tous les temps ? Pour y répondre, *Le Figaro* a donné la parole à trois légendes de ce jeu. Dan Carter (112 sélections avec les All Blacks), Philippe Sella (111 sélections) et Vincent Clerc (67 sélections). Qui ont accepté de jouer le jeu.

### ■ « Un phénomène, un génie du rugby »

VINCENT CLERC. – « Techniquement, physiquement, stratégiquement et en matière d'investissement, il coche toutes les cases du meilleur des meilleurs dans tous les secteurs. Son activité est phénoménale, il se trompe rarement dans ses choix. Il peut taper

des deux pieds et avec une grande précision. On a rarement eu un joueur à ce niveau-là, qui a aussi peu ou pas de faiblesses. Tout ce qu'il fait est maîtrisé. Ce qui m'impressionne, chez lui, c'est l'intensité qu'il met offensivement et défensivement. Ce n'est pas un joueur qui s'économise. Avec tous les matchs qu'il joue, avoir cette régularité et être aussi décisif, c'est impressionnant ! Certains joueurs peuvent être considérés comme les meilleurs du monde, mais, contrairement à eux, lui est décisif dans les grands rendez-vous. Et c'est ce qui fait la différence. Il fait basculer les matchs à lui tout seul. »

PHILIPPE SELLA. – « Il apporte énormément à un collectif. Il a des qualités physiques qui font partie de l'exceptionnel et un remplacement impressionnant. On a l'impression que les équipes pour lesquelles il joue ont des joueurs supplémentaires avec lui (*rires*). Il est beau à voir jouer, il est bon, il attire tous les supporters... Il apporte surtout à ses coéquipiers grâce à sa rigueur et sa façon de jouer. Il tire tout le monde vers le haut. Il a ce regard, cette posture qui amènent ses coéquipiers à se surpasser. Il est magnifique. J'ai essayé de lui trouver quelques défauts. Mais je n'y arrive pas ! Il a un mélange d'instinct et de savoir... C'est énorme ! Et surtout, il apprend toujours. Il perfectionne toujours son jeu. Il y a d'autres joueurs, mais lui, il est au-

dessus. C'est un phénomène, un génie du rugby. »

DAN CARTER. – « Il fait tout dans le bon ordre et il rend tout meilleur. J'ai joué contre lui lorsque j'étais en France (*au Racing 92, lorsque Dupont jouait à Castres, NDLR*). Maintenant, je le regarde jouer. Je pense que l'une de ses principales forces, c'est qu'il rend tout plus facile. Il prend toujours la bonne décision au bon moment. Il voit tous les espaces. Ce qui m'impressionne le plus chez Antoine Dupont, c'est sa mentalité. Il est très calme, très clair, posé et décisif. Il n'est jamais énervé, il ne perd jamais le contrôle. Sa discipline est exceptionnelle. Ce que j'aime le plus aussi, c'est tout ce qui tourne autour des matchs. Il peut passer le ballon, il peut taper au pied, il peut courir, il peut plaquer, il est rapide... Il a tous les attributs pour être le joueur parfait. Ce n'est pas juste une ou deux qualités, mais plusieurs, et c'est rare pour un joueur. »

### ■ « On ne peut que l'aimer »

VINCENT CLERC. – « Psychologiquement, il apporte énormément à ses coéquipiers. Surtout, il est très humble, avenant et calme. Ce n'est pas quelqu'un qui aime particulièrement se mettre en avant. »

PHILIPPE SELLA. – « Personnellement, j'admire ce qu'il peut faire sur le terrain, mais aussi le comportement

qu'il a en dehors. Il est très humble et sympathique. On a envie de le connaître, de le rencontrer. Il a ce côté aimant. On pourrait presque dire que c'est un surhomme, mais c'est un homme ! Je le vois sur un podium avec une médaille d'or autour du cou. Je l'adore ! Et on ne peut que l'aimer par ce qu'il fait, mais aussi par ce qu'il est. On a envie de le suivre partout. »

### ■ « Déjà le meilleur joueur du monde actuel »

VINCENT CLERC. – « Je crois que c'est encore un peu tôt pour dire qu'il est le meilleur joueur de l'histoire. On définit ce titre honorifique plutôt sur une fin de carrière, mais Antoine, il lui reste quelques belles années. Il n'en est qu'à la moitié. Bien qu'il soit, sans conteste, le meilleur joueur du monde actuel. Et puis, les générations sont tellement différentes... Après, il en fait déjà partie, et je pense qu'il est déjà au panthéon des meilleurs joueurs de l'histoire. On peut être encore surpris par Antoine, oui (*rires*). Quand on voit sa finale de Coupe d'Europe, les actions défensives qu'il fait, le jeu au pied... On le découvre ou redécouvre dans tous les registres. Il est encore surprenant. On se demande où il va s'arrêter. Ce joueur n'a pas de limites et peut encore nous surprendre pendant un petit moment. »

PHILIPPE SELLA. – « Il faudrait faire le bilan par rapport à ce qui s'est fait dans le passé, mais, quand on y réfléchit bien, il fait partie des meilleurs joueurs français, s'il n'est pas déjà le meilleur joueur français. Il y a eu des Walter Spanghero ou Serge Blanco, mais lui a un don pour le rugby qui semble tellement naturel... Vous savez, j'ai vénéré et j'ai eu la chance de jouer avec Jean-Pierre Rives. Il avait un côté généreux. Quelqu'un d'exceptionnel. Et Dupont, il a cette générosité. Il a un mélange de plusieurs grands. Ce n'est pas un Jonah Lomu, mais il a de la force en lui, il sait se tirer d'une situation délicate. Il a de Serge Blanco cette vitesse, ce pied... En fait, il sait tout faire, et il n'a pas fini de nous épater. »

DAN CARTER. – « Il est sur le bon chemin pour devenir le meilleur joueur de tous les temps ! Il est encore jeune (*27 ans, NDLR*). C'est incroyablement, ce qu'il a pu réaliser sur ces quatre ou cinq dernières années. Mais, pour considérer un joueur comme le meilleur de l'histoire, il faut qu'il joue encore un peu plus longtemps (*rires*). Selon moi, c'est encore un peu tôt. Mais il rentre définitivement dans le débat pour ce titre. » ■

**FINALE TOP 14**

**TOULOUSE** vendredi 21h05 Fr. 2, C+ **BORDEAUX B.**



# Romane Dicko : « Le judo m’a vraiment aidée à être mieux dans mon corps »

Cédric Callier

Lors des JO de Paris 2024, la judokate française, invaincue depuis plus d’un an et 23 combats, visera l’or. Et aussi le rôle de porte-drapeau.

Certes, le gabarit – 1,80 m et un poids de forme annoncé autour des 120 kg – et la puissance qui se dégage du corps de Romane Dicko ont de quoi impressionner au premier regard. Pourtant, ce qui marque véritablement l’esprit, chez cette jeune femme de 24 ans, c’est davantage ce magnifique sourire qui ne cesse d’illuminer son visage. Symbole d’une éternelle joie de vivre. Même dans la douleur, même lorsqu’elle est victime en début d’année de nombreuses insultes racistes et grossophobes, après la diffusion d’une vidéo d’elle aux côtés d’une danseuse classique sur ses réseaux sociaux. Mais jamais Romane Dicko ne perd ce « smile », qu’elle revendique. Et qui pourrait l’amener sur le toit de l’Olympe le 2 août, elle qui a été médaillée de bronze en 2021 aux Jeux de Tokyo, puis championne du monde en 2022.

LE FIGARO. – Romane, comment vous sentez-vous à moins d’un mois du début des Jeux ?

ROMANE DICKO. – Je me sens très bien et, honnêtement, j’ai vraiment hâte que cela commence. Autant il y a eu un moment où je ressentais le besoin d’avoir du temps pour me préparer, autant là j’ai envie d’être le 2 août (*le jour de sa compétition en individuel, NDLR*). Et je suis d’autant plus impatiente que ma première et seule expérience olympique fut des Jeux sous Covid à Tokyo et, là, être à la maison, avec tout le public, ce sera énorme.

Avez-vous hâte aussi de porter le drapeau le 26 juillet lors de la cérémonie d’ouverture ? (*Rires.*) Oui, j’espère tellement le porter. Ce sera aux athlètes français de choisir et on verra. Quoi qu’il arrive, cette cérémonie d’ouverture sera une immense fête.

Alors pourquoi faut-il voter pour vous ? Je ne sais pas s’il faut vraiment que je fasse campagne, car ma priorité est de remporter le titre à Paris et, pour ça, je dois bien m’entraîner jusqu’au bout. Maintenant, pourquoi faudrait-il voter pour moi ? Parce que je fais partie d’une génération entre deux, qui représente à la fois le présent et l’avenir. Et, si les athlètes votent pour moi, ils peuvent compter sur mon sourire, ma joie, mon enthousiasme, mon bonheur pour donner de l’élan à tout le monde.

Quel rapport entretenez-vous avec votre corps ?

Je pense que nous sommes de bons colocataires. Pas tous les jours, comme dans n’importe quelle colocation, mais on vit bien ensemble, on s’entend bien, donc c’est cool. (*Rires.*)

Avez-vous des inquiétudes, sur le plan physique, concernant votre après-carrière ?

Je n’ai pas peur, car j’estime déjà que la peur n’évite pas le danger. Avec le métier que je fais, dans une telle discipline, il est évident que j’aurais des séquelles, comme n’importe quelle autre judokate de haut niveau. Après, les miennes seront peut-être un peu plus importantes en raison de mon poids, mais je verrai ça plus tard... Je ne veux pas me mettre de barrière aujourd’hui par rapport à ce que je pourrais craindre qu’il m’arrive dans dix ou quinze ans. J’ai plus envie de kiffer mon aventure et, s’il doit y avoir des conséquences plus tard pour moi sur le plan physique, peut-être était-ce le prix à payer pour vivre tous ces moments fa-

buleux. En tout cas, je ne m’en fais pas pour ça. Et puis il y a beaucoup de gens qui exercent des métiers très durs physiquement, qui souffrent beaucoup arrivés à un certain âge et qui n’ont pas la chance de vivre ce que moi je vis. Donc, je n’ai ni le droit d’avoir peur ni de me plaindre.

Teddy Riner dit souvent que le sport de haut niveau n’est pas bon pour la santé. Partagez-vous son avis ?

Totalement, et aucun sportif de haut niveau ne vous dira le contraire. Faire du sport est bon pour la santé, mais, à un très haut niveau, on pousse nos corps dans des retranchements que même nous n’aurions pas imaginés. Mentalement aussi. Vivre sans cesse des hauts, des bas, de devoir composer avec la concurrence, la pression des médias, du public, du staff... Tout est hyper traumatisant. Mais on revient tous les jours, car on aime cela, car on vit des moments impossibles à vivre ailleurs.

N’estimez-vous pas quand même que, dans votre catégorie ou celle des +100 kg chez les hommes, certain(e)s ont un surpoids qui pourrait s’avérer inquiétant pour leur santé ?

Chacun fait du sport de haut niveau, ce qui signifie que nous sommes tous suivis par des médecins. Si la personne est sur le tapis, c’est qu’elle est en bonne santé. Il ne faut pas toujours associer excès de poids et mauvaise santé. Ces personnes s’entraînent tous les jours très dur et, si elles peuvent le faire, c’est la preuve qu’elles sont en bonne santé.

Après le harcèlement – sur fond de racisme et de grossophobie – que vous avez subi récemment sur les réseaux sociaux à la suite de la publication d’une vidéo de vous en compagnie d’une ballerine, vous aviez dit « avoir les épaules suffisamment solides pour prendre du recul vis-à-vis de cela ». Mais les avez-vous toujours eues ?

Bien sûr que non. Quand j’étais plus jeune, je n’avais pas cette confiance en moi, cette capacité à encaisser. Il y a cinq ou six ans, je n’aurais certainement pas eu la même réaction vis-à-vis de ce type de messages. J’ai grandi, évolué, construit une meilleure colocation avec mon corps, comme je le disais au départ. Donc oui, aujourd’hui, j’ai les épaules pour ne pas me laisser affecter par cela, mais cela a été un travail quotidien que j’ai mis en place. En tant qu’ado, on connaît tous et toutes des problèmes de confiance en soi, d’acceptation de soi, de son corps. Et ce n’est pas facile de réussir à passer outre.

Conservez-vous des souvenirs de moqueries dont vous avez été la victime ? Non, pas spécialement. J’ai toujours eu la chance d’avoir un entourage bienveillant à mon égard. A l’école, je n’ai pas de souvenirs non plus qu’on se moquait de moi. Simplement, c’était plus moi qui ne me sentais pas à l’aise, car j’étais plus grande, plus lourde... J’étais la fille « plus plus » et, quand on est jeune, on ne veut pas être plus quelque chose, mais juste comme tout le monde. On veut entrer dans les cases sans déborder, pour éviter d’être montré du doigt. Donc, je n’aimais pas cela, je n’étais pas à l’aise. Aujourd’hui, en mûrissant, j’ai compris qu’être « plus » n’était pas forcément négatif. Que je pouvais déborder des cases sans que cela soit grave. Et, ce qui est encore mieux, c’est de se créer ses propres cases. C’est le résultat d’un travail quotidien, mais que chaque personne fait, je pense. Qui n’a pas, à un moment de sa vie, travailler sur lui-même ? Et je



Romane Dicko a remporté, le 4 février, la médaille d’or des +78 kg au Paris Grand Slam 2024.

JOLY VICTOR/ABACA

suis contente d’avoir évolué sur ce point en ayant compris que je pouvais avoir de bonnes relations avec mon corps, même s’il y a des moments difficiles.

Dans ce travail sur vous-même que vous évoquez, quel rôle le judo a-t-il eu ? Le judo m’a vraiment aidée à être mieux dans mon corps. Le haut niveau aussi. Le fait de performer booste la confiance et l’estime de soi. Mais, même sans la performance, je suis persuadée que le judo, et le sport en général, m’aurait aidée. Quand tu pratiques un sport, tu rencontres des gens qui sont comme toi, qui ne vont pas te juger. Grâce au judo, quelque part, je me suis rencontrée moi-même. Au départ, tu peux ne pas aimer ton corps, mais, après, tu dois travailler avec, bouger avec et tu peux performer avec, ce qui te fait du bien. Donc le sport m’a énormément aidée. Et encore plus le haut niveau, car plusieurs fois j’ai remercié mon corps de m’avoir permis d’atteindre tel objectif ou de me permettre de réaliser mon rêve de vivre des Jeux olympiques à la maison. Comment je pourrais lui en vouloir après ça ? (*Rires.*)

Par ses valeurs, le judo était-il le sport idéal pour vous ?

Peut-être, c’est difficile à dire de manière certaine. Ce qui est sûr, c’est qu’il n’y a pas beaucoup de sports où une femme peut faire plus de 100 kg et performer. (*Sourire.*) En judo, que tu fasses 37 kg ou 170, tu peux en faire et tu n’auras pas de jugement. Il y a de la place pour tout le monde dans ce sport. C’est pour cela que je l’adore. Quel que soit votre poids, votre taille, votre catégorie sociale, vous pouvez faire du judo. Et il y a un vrai code moral, qui ne se résume pas à huit mots inscrits sur une feuille (*politesse, respect, sincérité, courage, honneur, modestie, contrôle de soi et amitié*), c’est quelque chose qu’on ressent réellement sur un tapis. Même si je n’avais pas été perfor-

mante, j’aurais quand même pris un plaisir immense à faire du judo. Je suis fière de pouvoir le représenter sur ces Jeux.

On ne sent pas d’ailleurs chez vous de sentiment revanchard de faire taire certains, qui se seraient moqués de vous ou qui n’auraient pas cru en votre potentiel...

Non, c’est vrai, ce n’est pas quelque chose qui me motive ou m’anime. Il y aura toujours des mauvaises personnes qui vous diront que vous êtes trop ceci, pas assez cela. Ma fierté d’être là où j’en suis, elle est uniquement vis-à-vis de moi-même, de me dire que la petite Romane de 13 ans qui n’était pas bien dans son corps et qui se posait beaucoup de questions est devenue aujourd’hui une championne du monde. Je suis fière de m’être démontrée que le poids n’était pas une fin en soi. Et, si un jour je dois être revancharde, ce sera par rapport à moi-même. Je vis juste pour moi.

Vous parlez de la Romane de 13 ans. Imaginait-elle devenir la championne en quête d’un titre olympique à Paris que vous êtes ?

Absolument pas. J’ai vécu beaucoup de choses, très belles ou très dures. J’ai dû traverser des moments compliqués, notamment des blessures, des contre-performances aussi, comme lors des Mondiaux à Doha l’année dernière (*élimination au 1<sup>er</sup> tour*) qui m’ont traumatisée. S’il fallait tout recommencer, sans doute que je changerais deux ou trois choses sur la route que j’emprunterais. Mais, en même temps, c’est cette route qui me définit, qui a fait de moi la femme que je suis aujourd’hui et peut-être que, sans cela, je n’aurais pas eu la même abnégation, la même force. Il y a eu beaucoup de bosses, mais cela m’a menée à la sélection olympique et j’espère qu’elle va se poursuivre avec une magnifique médaille d’or autour du cou à Paris. ■

## 8<sup>ES</sup> DE FINALE EURO

SUISSE	samedi 18 h	ITALIE
ALLEMAGNE	21 h	DANEMARK
ANGLETERRE	dimanche 18 h	SLOVAQUIE
ESPAGNE	21 h	GÉORGIE
FRANCE	lundi 18 h	BELGIQUE
PORTUGAL	21 h	SLOVÉNIE
ROUMANIE	mardi 18 h	PAYS-BAS
AUTRICHE	21 h	TURQUIE

## EN BREF

### Football : Sagnol promet que la Géorgie « va se battre » contre l’Espagne

Auteur de la plus belle surprise du premier tour de l’Euro, en se qualifiant pour les 8<sup>es</sup> de finale à l’occasion de sa première participation à une grande compétition européenne, la Géorgie affrontera l’Espagne dimanche. Après avoir battu le Portugal (2-0), mercredi, Willy Sagnol, son entraîneur, a affirmé : « *L’Espagne est probablement l’équipe la plus forte du 1<sup>er</sup> tour* », mais « *ce qui est sûr, c’est qu’on va se battre jusqu’à la dernière minute.* »

### Basket : draft historique pour les Français

Zaccharie Risacher (choisi par Atlanta) et Alexandre Sarr (retenu par Washington) ont été sélectionnés en première et deuxième positions de la draft NBA, dans la nuit de mercredi à jeudi, signant un doublé inédit dans l’histoire du basket français, tout juste un an après la sélection en numéro 1 de Victor Wembanyama. Tidjane Salaün (4<sup>e</sup> position) et Pacôme Dadiet (6<sup>e</sup>) ont été aussi draftés en bonne position.







Comment fonctionne le mécanisme des sanctions imposées par Bruxelles ? Qui en tire les ficelles ? Quelle est l'efficacité de ces mesures qui ciblent la Russie ? Pour comprendre, « Le Figaro » est allé voir sur place.



PAR  
**Renaud Girard**  
Envoyé spécial à Bruxelles

D'avantage que les Américains, les Européens furent saisis de stupeur et d'effroi lorsque les forces russes envahirent l'Ukraine le 24 février 2022. La Russie était en effet un partenaire commercial majeur des Européens, alors que son commerce avec l'Amérique était négligeable. L'atteinte au droit international et à la sécurité de leur continent leur apparut telle qu'ils décidèrent, au mépris de leurs intérêts économiques, de sanctionner lourdement la Russie. Pas moins de quatorze « paquets » de sanctions en tous genres ont été pris contre elle à Bruxelles depuis cette date. Pour gérer cette guerre d'un genre nouveau – l'Europe occidentale ne sanctionna pas une seule fois l'Union soviétique pendant les quarante-cinq années de la guerre froide (1946-1991) –, s'est construite à Bruxelles toute une immense machinerie.

Le général en chef de cette guerre des sanctions existe en chair et en os. Nous l'avons rencontré. Ses armes ne sont pas des canons servis par des artilleurs, mais des ordinateurs commandés par des hauts fonctionnaires internationaux. Ses champs de bataille ne comportent pas de tranchées mais se situent sur la toile, où opèrent les banques et les sociétés de commerce internationales. Son QG n'est pas un bunker, mais un très vaste bureau bien clair, au sixième étage du rond-point Schuman à Bruxelles, protégé par un service de sécurité intraitable. C'est le haut représentant chargé de la Politique étrangère et de sécurité commune (Pesc), l'Espagnol Josep Borrell, qui exerce ce pouvoir. Après le président du Conseil européen et la présidente de la Commission européenne, il est, en importance, le troisième personnage de l'Union européenne (UE). Il est aussi, de droit, vice-président de la Commission, dont il peut à loisir mobiliser les services. La Commission emploie quelque 32 400 personnes, dont les trois quarts jouissent d'un statut de fonctionnaire. La Pesc a été instituée par le traité de Maastricht (février 1992) et confirmée par le traité de Lisbonne (décembre 2007), lequel régit constitutionnellement le fonctionnement de l'UE.

**« Les Russes se sont adaptés et sont passés maîtres dans l'art du contournement des sanctions. Mais nous allons prendre des mesures pour rendre ce contournement beaucoup plus dangereux pour les entreprises qui s'y risquent »**

**Josep Borrell** Haut représentant chargé de la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE

« Il est faux de dire que nos sanctions contre la Russie ne marchent pas, même si les apparences sont contre nous », déclare d'entrée de jeu Josep Borrell, dans son bon français, à l'accent guttural. Le FMI prévoit une croissance de 3,2 % pour la Russie en 2024 et la patrie de Poutine parvient toujours à fabriquer chaque année ses deux sous-marins nucléaires. « Les Russes se sont adaptés et sont passés maîtres dans l'art du contournement des sanctions. Mais nous allons prendre des mesures pour rendre ce contournement beaucoup plus dangereux pour les entreprises qui s'y risquent », assure le haut représentant. De plus, il constate que la Russie a subi, à cause de la guerre et des sanctions, une considérable fuite de ses cerveaux dans les secteurs technologiques, et qu'à long terme son industrie en souffrira beaucoup.

En tant que mesure de politique étrangère, les sanctions contre un pays étranger sont décidées par le Conseil des ministres de l'UE à l'unanimité. Elles sont proposées par le haut représentant mais peuvent également l'être par les États membres eux-mêmes, lesquels disposent de services de renseignements capables de monter des dossiers. Les pays Baltes et la Pologne, qui s'estiment directement menacés par Moscou pour des raisons géographiques et historiques, ont été particulièrement actifs dans ce domaine. La procédure que suivent les sanctions européennes est aujourd'hui bien huilée. Une fois que le Conseil a pris, sur proposition du haut représentant, une décision de principe de sanctionner un



**Josep Borrell, au Parlement européen, à Strasbourg, le 18 octobre 2023.**  
DPA/PICTURE ALLIANCE VIA GETTY IMAGES

# Au cœur de la grande machine des sanctions de l'Union européenne

État étranger (dite décision Pesc), le haut représentant et la Commission présentent une proposition conjointe de règlement au Conseil.

Ces propositions sont d'abord soumises pour examen au groupe géographique ou thématique compétent, puis au groupe des conseillers pour les relations extérieures, dit Relx, qui s'occupe de toutes les questions juridiques, financières et institutionnelles de la Pesc. Puis elles sont transmises au Coreper (Comité des représentants permanents des États membres à Bruxelles), où se font en pratique les dernières négociations, avant que le Conseil les adopte, si aucun État membre ne vote contre. De tous les Vingt-Sept, la Hongrie est l'État membre le plus réticent à adopter de nouvelles sanctions contre la Russie.

À la différence des autres règlements ou directives, le Parlement européen n'est pas appelé à se prononcer en matière de Pesc. Il est simplement informé. En revanche, le secrétariat général du Conseil (3 200 employés dont 2 500 fonctionnaires) a auparavant effectué un gros travail de vérification de la légitimité et de la légalité des sanctions, car elles peuvent être attaquées, comme toutes les mesures restrictives décidées par le Conseil, devant le Tribu-

nal de l'UE. Le règlement définit les critères retenus pour l'application des sanctions. En l'espèce, ils peuvent être très larges. Il suffit d'être une personne, physique ou morale, « apportant un soutien matériel ou financier au gouvernement de la Fédération de Russie », ou « tirant avantage de ce gouvernement », pour être sanctionné. En tant qu'acte juridique d'application générale, le règlement est contraignant à l'égard de toute personne ou entité au sein de l'UE. Il a force de loi pour toutes les autorités publiques, les opérateurs économiques et les personnes privées en Europe. Personne n'y échappe et les dérogations sont très encadrées.

La décision du Conseil entre en vigueur dès sa publication au *Journal officiel* de l'UE. La décision Pesc et le règlement sont publiés en même temps afin d'accroître leur efficacité, ce qui est crucial dans les mesures de gel des avoirs. Le règlement européen qui permet de sanctionner des personnes physiques eu égard à la guerre russo-ukrainienne a un nom si long qu'on l'appelle simplement le règlement 269/2014. Comme le chiffre l'indique, les premières sanctions contre la Russie ont été prises par l'Union européenne en 2014, après l'annexion de la Crimée. À partir de 2022, le

Conseil a ajouté de très nombreuses sanctions au titre du règlement 269/2014 (pour les sanctions individuelles) ou du règlement 833/2014 (pour les sanctions sectorielles). Ces sanctions sont renouvelées tous les six mois. En raison de la règle de l'unanimité sur les décisions de politique étrangère, il suffirait qu'un seul des vingt-sept membres de l'UE (comme la Hongrie ou la Slovaquie) s'oppose au renouvellement des sanctions pour qu'elles soient abandonnées. Mais cela n'est jamais arrivé.

Il y a deux types de sanctions, les sanctions sectorielles et les sanctions individuelles. L'un des principaux secteurs de l'économie russe visés par les premières est évidemment celui de l'énergie. « Vous pouvez constater que nous n'avons pas été maximalistes, se félicite Borrell. Certes les importations européennes de pétrole et de gaz russes ont considérablement baissé, mais nous ne les avons pas entièrement supprimées, afin d'éviter une montée des prix au ciel. »

**« L'Europe n'est pas la Corée du Nord, où être l'enfant d'un ennemi du peuple suffit pour être puni »**

**Gabriel Lansky** Avocat

David O'Sullivan, l'envoyé spécial international pour la mise en œuvre des sanctions de l'UE, estime que l'État russe a « 400 milliards d'euros de moins à dépenser chaque année » du fait des sanctions européennes. Mais, disent les critiques, la Russie a réussi à écouler son gaz et son pétrole via la Chine et l'Inde. De surcroît, en Europe, le gaz russe a été en grande partie remplacé par l'importation de gaz de schiste américain, considéré comme écologiquement diabolique par les Européens avant 2022. Enfin, la chute de l'énergie dans l'UE a rendu ses industries beaucoup moins compétitives par rapport aux industries américaines. En revanche, les sanctions technologiques européennes ont déjà un fort impact en Russie. Depuis décembre 2023, l'UE a interdit la fourniture à la Russie des logiciels de conception et de fabrication industrielles. Dans le transport aérien, beaucoup d'avions russes sont cloués au sol, faute de pièces détachées. Dans le domaine énergétique, les technologies européennes de forage horizontal vont faire cruellement défaut à la Russie. Il y a aussi les sanctions individuelles. Elles visent les personnalités russes qui participent à l'effort de guerre contre l'Ukraine, comme les chefs politiques, les chefs militaires, ou les dirigeants d'entreprises du complexe militaro-industriel. Elles gèlent leurs avoirs dans l'UE et leur interdisent de pénétrer sur le territoire de l'UE. Tous les députés de la Douma ayant voté pour la guerre sont sanctionnés, ainsi qu'un nombre significatif d'oligarques.

À l'égard des hommes d'affaires russes, le Conseil de l'UE a été critiqué pour sa politique de « taper dans le tas », sur la base d'informations n'émanant parfois que d'articles de presse. Le 10 avril 2024, le Tribunal a annulé les sanctions visant l'oligarque Mikhaïl Fridman, le fondateur de l'immense banque russe Alfa Bank. Le Tribunal a reproché au Conseil de n'avoir pas apporté la preuve que Fridman avait la moindre responsabilité dans l'agression de l'Ukraine ou dans l'actuelle poursuite de la guerre contre Kiev. Avoir été un ami de Poutine ou un pilier de l'économie russe dans le passé ne suffit pas à faire de vous un adversaire des « objectifs ou des valeurs de l'UE », passible de sanctions, ont estimé les juges européens.

Le Conseil est aussi critiqué pour manquer de considération à l'égard des décisions de justice. Le cas d'Alexander Pumpyanskiy est emblématique. Ce Russe, arrivé en Suisse à l'âge de 15 ans pour faire ses études, y est resté et a pris la nationalité suisse. Il a été mis sur la liste noire (ce qui l'empêche d'utiliser la moindre carte de crédit) car son père, Dimitri Pumpyanskiy, est le fondateur de TMK, le Vallourec russe, et qu'Alexander était membre de deux conseils d'administration du groupe. Dès le début de la guerre, le fils a démissionné de ses mandats. Le 29 novembre 2023, le Tribunal a déclaré que les sanctions imposées par le Conseil depuis septembre 2022 étaient illégales, et a ordonné d'enlever Alexander de la liste noire. Le Conseil a renoncé à faire appel, mais a remplacé le jeune Russe sur la liste dans son paquet de sanctions de mars 2024, sous le motif de « lien familial proche engendrant bénéfice ». « Que voulez-vous que je fasse ?, s'insurge Alexander, que nous avons rencontré à Genève. Je ne reçois aucun argent de mon père et de Russie depuis belle lurette, mais je ne peux pas faire en sorte que je ne sois plus le fils de mon père ! », dit-il dans son français parfait. Qui plus est, les sanctions, qui avaient été décidées par le Conseil contre les parents d'Alexander, ont été annulées par le tribunal cette semaine. Quand nous avons demandé au Conseil en quoi les sanctions imposées à Alexander Pumpyanskiy pouvaient faire pression sur le Kremlin, nous n'avons pas obtenu de réponse car, nous a-t-on dit, l'affaire était « pendante devant le Tribunal ».

Pour le grand avocat viennois Gabriel Lansky, spécialiste des sanctions, le Conseil est allé trop loin. « L'Europe n'est pas la Corée du Nord, où être l'enfant d'un ennemi du peuple suffit pour être puni », explique ce juriste réputé, proche du Parti social-démocrate d'Autriche. « Un organe administratif qui, en raison des spécificités du traité de Lisbonne, détient également un pouvoir législatif, ne devrait pas s'acharner contre le même homme sous des motifs très peu différents, en foulant aux pieds une décision de justice. Cela enfonce le principe de séparation des pouvoirs. » À raison, les hauts fonctionnaires du Conseil sont fiers de servir un État de droit, ce que n'est pas la Russie. Les États membres, le haut représentant, les fonctionnaires européens à leur service devraient donc se montrer extrêmement scrupuleux quand ils proposent au Conseil des mesures « restrictives » contre telle ou telle famille. Car ces sanctions fonctionnent – de facto sinon de jure – comme de véritables peines. ■



# « L'extrême centre cherche à monopoliser le pouvoir au détriment du jeu normal de la démocratie »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Ronan Planchon**

LE FIGARO. – Vous avez forgé en 1980 l'expression « extrême centre ». Comment la définir ?  
ALAIN-GÉRARD SLAMA. – En France, il existe historiquement une droite et une gauche qui correspondent à deux visions du monde. Depuis la crise boulangiste jusqu'au rêve de François Bayrou, le mythe d'un centre à vocation gouvernementale n'a jamais tenu. Le centre droit a rejoint la droite et le centre gauche a rejoint la gauche. Cet équilibre a permis de contenir les extrêmes des deux bords.  
Le scrutin majoritaire à deux tours, mis en place sous de Gaulle, est consubstantiel au clivage droite-gauche. Mitterrand, après avoir opté pour une politique « à gauche toute », a intégré à partir de 1983 dans son gouvernement des personnalités modérées, à l'image de Jacques Delors, pour ne pas être dépendant du Parti communiste. Dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, cette stratégie a permis de maintenir un équilibre et de fédérer des majorités parlementaires stables. L'extrême centre, une formule qui s'est imposée à moi en 1980, dans un essai, *Les Chasseurs d'absolu. Genèse de la gauche et de la droite* (Grasset), brise cet équilibre, puisqu'il cherche au contraire à monopoliser le pouvoir au détriment du jeu normal de la démocratie, qui repose sur cette alternance gauche-droite.

Cette dissolution est-elle la conclusion d'une coagulation politique contraire à la nature du régime pluraliste, avec un extrême centre créé de toutes pièces par le président de la République, face à des oppositions perpétuellement exclues des affaires ?  
Valéry Giscard d'Estaing entendait « gouverner au centre ». Emmanuel Macron, lui, a voulu un gouvernement « du centre ». La différence, c'est qu'Emmanuel Macron a voulu nier la réalité des sensibilités de droite et de gauche en les camouflant sous le mot de « rassemblement ».  
Dans sa conférence de presse du 31 décembre 1964, de Gaulle a déclaré qu'il était foncièrement néfaste que la fonction et le champ d'action du président de la République soient confondus avec celui du premier ministre. Selon lui, en cas d'une obstruction

parlementaire, sur le terrain législatif et budgétaire « on aboutirait à une opposition chronique entre les deux pouvoirs. Et alors, il en résulterait, ou bien la paralysie générale, ou bien des situations qui ne pourraient être tranchées que par des pronunciamentos, ou bien la résignation d'un Président mal assuré qui, sous prétexte d'éviter le pire, choisirait de s'y abandonner en se soumettant, comme autrefois, aux injonctions, aux volontés des partisans. » Pourtant, nous y sommes, car le pouvoir présidentiel aujourd'hui, depuis la mise en place du quinquennat en particulier, a confondu les fonctions du premier ministre et du président.  
Cette dissolution reposait sur une très mauvaise analyse de la situation. Emmanuel Macron a cru qu'il lui serait possible de retrouver une majorité rassemblant des sensibilités de droite et des sensibilités de gauche. L'histoire a montré que c'est un leurre. Poincaré et Clemenceau ont joué de la situation de la guerre et de l'après-guerre de 1914-1918 pour constituer des majorités de ce type, qui n'ont pas tenu. La substitution de majorités gouvernementales aux majorités électorales a probablement tué la III<sup>e</sup> République et à coup sûr achevé la IV<sup>e</sup> République. La majorité gouvernementale doit toujours refléter la majorité électorale pour maintenir la légitimité et la stabilité du système politique.

L'extrême centre, c'est aussi la politique « apoliticienne », prétendument rationnelle et fondée sur l'expertise. Les difficultés que rencontre l'extrême centre, est-ce d'une certaine manière la revanche de la politique ?  
En effet. Dans son discours de Bayeux, de Gaulle n'a cessé de rappeler que la confiance entre le président et le peuple devait être réciproque. Quelle confiance le peuple peut-il accorder à un président qui semble faire aussi peu crédit à son gouvernement ?  
Le présidentielisme excessif a confondu les fonctions du premier ministre et du président de la République – au détriment de la figure de chef de l'État. Sous de Gaulle, le premier ministre était certes révocable ad nutum, mais il disposait d'une marge de manœuvre plus importante. C'est Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture, qui a mis en place l'Europe agricole, pas de Gaulle.

Aujourd'hui, tout est de la compétence du président de la République. Conséquence : le pouvoir parlementaire a été gravement atteint, et l'extrême centre lui a mis un coup supplémentaire en voulant le confier aux experts, aux technocrates. En voulant parachever la dépolitisation de la société, l'extrême centre a précipité son retour.

En tentant d'empêcher le débat droite-gauche dans le cadre des institutions, l'extrême centre ne risque-t-il pas de le faire déborder dans la rue ?  
En effet. La droite et la gauche, après Chirac et Mitterrand, n'ont pas su trouver des leaders capables d'imposer à leurs extrêmes le respect de la règle du jeu. Le suffrage universel, tel qu'il a été réformé en 1962, nécessite de prendre en compte la sensibilité politique du camp adverse : cela passe par gouverner au centre pour se maintenir au pouvoir.  
Étant donné que les partis de gouvernement ne trouvent plus de possibilités d'expression au sein de l'Assemblée nationale, ils se sont réfugiés vers l'extrême droite et l'extrême gauche. Leur seul moyen d'expression, aujourd'hui, ce sont les médias audiovisuels et également les séries télévisées, avec les conséquences que l'on connaît : course au buzz permanent pour tenter d'exister, dégradation du niveau du débat...

La dissolution pourrait-elle signer la mort de l'extrême centre ?  
Oui, parce que l'extrême centre n'est pas viable. On aimerait pouvoir en conclure qu'Emmanuel Macron garde les moyens de choisir de quel côté il est s'il veut se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin de son quinquennat. Idéalement, lui seul a, ou plutôt avait, la possibilité de rassembler autour de lui une droite et une gauche républicaines capables de maintenir les mouvements politiques radicalisés de droite ou de gauche, qui ont toujours existé, sur les marges de l'omelette.  
Le malheur est qu'il a fait – ou que ses conseillers, bien mal choisis, lui ont fait faire – une analyse totalement trompeuse de la situation. Tout témoigne que notre pays et avec lui l'Europe se heurtent à une remise en cause d'une ampleur, d'une gravité objective sans précédent, des valeurs et des principes issus de la révolution anthropologique des Lumières. ■



ALAIN-GÉRARD SLAMA

Pour l'historien qui a forgé le concept d'« extrême centre » en 1980, la dissolution de l'Assemblée nationale signe la fin d'un mythe qui nie la réalité des sensibilités de droite et de gauche en les camouflant sous le mot de « rassemblement ».

## L'Algérie s'inquiète face aux élections françaises

Ainsi donc, par le jeu politique des deux côtés de la Méditerranée, la France et l'Algérie se trouvent chacune en période électorale, la France en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale, l'Algérie à cause de la date de l'élection présidentielle avancée par le président Tebboune au 7 septembre. Les images du G7 à Bari ont montré deux hommes qui, peut-être dans quelques mois, représenteront deux pays une nouvelle fois en crise.  
Tout allait bien jusqu'à il y a peu : il y a quelques jours encore, on parlait du réchauffement entre Paris et Rabat après plusieurs années de brouille politique et, côté algérien, on préparait une possible visite d'État du président Tebboune à Paris pour « septembre ou octobre ». Les deux ministères des Affaires étrangères comme les ambassades s'y activent.  
Or, on ne sait toujours pas si, à Alger – bien que les signaux se multiplient en ce sens – Abdelmadjid Tebboune sera le candidat (et donc le président) choisi par l'armée. Tout semble le montrer, mais à ce jour, les « décideurs » algériens n'ont pas rendu leur choix public, empêchant donc le président de déposer officiellement sa candidature. Et dans ce schéma, il a besoin de l'appui de Paris, mais d'un appui discret puisque la campagne électorale algérienne sert immanquablement de prétexte à injurier l'ennemi habituel, la France.

Du côté français, il est peu probable que la « décision hasardeuse » selon les termes utilisés par Lionel Jospin en 1997, permettra la reconduction à l'identique de la majorité sortante.  
Alger, pour sa part, n'aime pas l'incertitude et ne peut donc se réjouir d'un changement à Paris qui risque de diminuer le pouvoir d'un interlocuteur auquel, malgré ses foudrues, on s'était habitué ici. Dans ce contexte, l'Algérie ne se prive pas d'intervenir dans le débat politique français : d'abord, en envoyant au front ses porte-parole habituels, médias et journalistes proches ou stigmatisés du pouvoir, puis le recteur de la Mosquée de Paris, immédiatement convoqué à Alger et chargé de mettre en garde les électeurs français (d'origine algérienne, mais pas seulement) contre le « danger fasciste » et « les nostalgiques de l'Algérie française » selon les termes en usage à Alger. Mais, comme le pouvoir algérien sait composer avec la réalité, il lui faudra évidemment s'adapter.  
Dans l'hypothèse d'une victoire du Front populaire-Nupes, il devra, ses gênes venant de la gauche révolutionnaire, officiellement se réjouir. Mais en réalité, l'Algérie, gardant un mauvais souvenir des septennats mitterrandiens, n'aime pas particulièrement la gauche française, trop irréaliste, idéologue et « droit de l'homme » à ses yeux.

Pour Alger, le bon interlocuteur est finalement celui qui vient de la droite modérée, gaulliste ou giscardienne, interlocuteur qui a tant à se faire pardonner aux yeux du pouvoir algérien et qu'à Alger on sait facilement « rouler dans la farine ».  
La pire inconnue pour Alger serait évidemment un pouvoir issu du RN et un Jordan Bardella premier ministre. Là, c'est le saut dans le vide pour le système algérien : des interlocuteurs inconnus, jeunes, n'ayant jamais exercé le pouvoir, ignorants de l'Algérie et de ses règles comme de son système, réputés proches des pieds-noirs et n'ayant jamais fait le « voyage à Alger » préalable habituel à toutes les élections françaises. Tout ce qu'Alger connaît d'un Jordan Bardella, c'est son discours sur l'immigration et la promesse de renégocier ou mettre fin à l'accord franco-algérien sur l'immigration du 27 décembre 1968. Lorsque Édouard Philippe, Éric Ciotti, Manuel Valls, le RN et Éric Zemmour ont, quasiment d'une seule voix, appelé à mettre en œuvre les préconisations de la note de la Fondapol sur l'abrogation de l'accord de 1968, Alger a compris que l'affaire devenait sérieuse et qu'il fallait réagir.

**« Le président Tebboune avait sans doute imaginé signer un traité ou une déclaration d'amitié entre la France et l'Algérie : ce "traité d'Amboise" (appelons-le ainsi) que la légende aurait pu comparer au traité de l'Élysée de 1963 et qui aurait dû sceller un "partenariat stratégique" franco-algérien. Avec Jordan Bardella, on voit mal une telle déclaration »**

Or, dans une campagne électorale algérienne, puisque les élections algériennes suivront les françaises, Tebboune a besoin d'un appui parisien, appui suffisamment explicite pour rassurer mais suffisamment discret pour continuer à critiquer la France. Le pouvoir algérien avait dès lors construit sa relation future avec Paris, à l'occasion de la visite d'État prévue à l'automne, autour de quatre points.  
D'abord, la consolidation de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968, que des esprits chagrins ont déterré et critiqué et auquel ces derniers voudraient mettre fin. Alger comptait bien maintenir les avantages exorbitants obtenus en 1968 et toujours valables et les consolider. Il semble peu probable qu'un gouvernement Bardella renonce à abroger cet accord.

En second lieu, le président algérien comptait rapporter à Alger quelques nouveaux gestes mémoriels : la commémoration de la journée du 17 octobre 1961, opportunément remise sur le devant de la scène par le vote d'une résolution parlementaire, quelques pièces ayant appartenu à l'émir Abdelkader et peut-être l'amorce de futures (et difficiles) négociations sur l'indemnisation par la France des essais nucléaires effectués à Reggane au début de la V<sup>e</sup> République et poursuivis – avec l'accord du gouvernement algérien, mais cela, on le tira – jusqu'en 1967. Là aussi, cela semble peu probable.  
Enfin, Tebboune aurait pu rentrer à Alger avec une photo que les hagiographes n'auraient pas hésité pas à comparer aux photos immortalisées du général de Gaulle et du chancelier Adenauer à Reims en 1962 ou des deux dirigeants français et allemand, François Mitterrand et Helmut Kohl à Verdun en 1984 : une photo du président Macron l'embrassant à Amboise devant les tombes des membres de la famille de l'émir Abdelkader. Il y aurait eu de belles images reprises dans *Paris Match* et dans le *Moudjahid*, de quoi faire pleurer les Algériens de France comme ceux du bled. Mais pas sûr qu'une photo de deux « lame ducks » vaille le déplacement en France, surtout avec un Bardella en arrière-plan.  
Tebboune avait sans doute imaginé signer un traité ou une déclaration d'amitié entre la France et l'Algérie : ce « traité d'Amboise » (appelons-le ainsi) que la légende aurait pu comparer au traité de l'Élysée de 1963 et qui aurait dû sceller un « partenariat stratégique » franco-algérien. Avec Jordan Bardella, on voit mal une telle déclaration.  
Enfin, il faudrait prendre en compte le positionnement d'un nouveau gouvernement français vis-à-vis de Rabat et de l'épineuse question du Sahara occidental.

Finalement, rien ne se passe donc comme prévu et l'Algérie doit se féliciter de n'avoir pas à se frotter aux urnes et ne dépendre que des généraux. La dissolution de l'Assemblée nationale en France rebat les cartes au Maghreb et a des répercussions non seulement en France mais aussi de l'autre côté de la Méditerranée. Les conciliabules entre les présidents Macron et Tebboune à Bari, lors du G7 sont destinés à rassurer l'opinion algérienne : tout devrait continuer comme avant avec une éventuelle cohabitation en France. Mais il est clair que la période qui s'ouvre est loin d'être un long fleuve tranquille pour le pouvoir algérien. ■  
\*Xavier Driencourt est diplomate et ancien ambassadeur de France en Algérie. Il a publié « L'Énigme algérienne. Chroniques d'une ambassade à Alger » (Éditions de l'Observatoire, mars 2022).



XAVIER DRIENCOURT

À Alger, où les élections législatives sont scrutées de près, on s'inquiète de l'éventualité d'un nouveau gouvernement qui pourrait rebattre les cartes au Maghreb, explique l'ancien ambassadeur de France en Algérie\*.



# Fait-on encore campagne sur un programme ?



LE BLOC-NOTES  
Laurence de Charette

Au stade où nous en sommes, les programmes, nous disent les sondeurs, ne comptent plus, ou si peu. On peut le déplorer ; mais comment s'en étonner tout à fait ? À l'issue du scrutin des européennes, les Français ont assisté, avec le passage à l'acte de la dissolution, à un jour sans fin de craquage des partis suivi d'une sorte de réflexe de ré-accolement parfaitement décomplexé qui a vu, notamment, les socialistes bon teint se jeter, mus par un grand élan de sauve-qui-peut, dans les bras des islamo-gauchistes qu'ils prétendaient combattre ; et une part des autres courir en tous sens – parfois en rond.

Le nouveau contexte présente le double inconvénient d'agir comme un accélérateur de radicalité et de donner, plus que jamais, aux appareils des allures de fabriques à combines et à postures.

La dramatisation de l'instant, notamment par le président, pour ne pas dire l'hystérisation de la bataille électorale, qui plus est, voudrait interdire le débat de fond – face au « danger imminent », l'heure ne serait plus à la réflexion, mais à l'action réflexe. Il ne s'agirait plus de choisir un projet, mais un rejet. Chacun son apocalypse...

Il n'est pas si fréquent de voter deux fois d'affilée, on peut donc regretter le faible apport de ces deux « campagnes » successives sur le plan doctrinaire – sans doute même un peu régressif. Les débats télévisés ont jusqu'ici montré trois blocs – le camp présidentiel, le RN et une gauche dominée par LFI – évoluant chacun dans leur couloir de nage.

La situation a au moins le mérite de placer les questions sécuritaire et migratoire là où les Français les veulent : sur le haut de la pile. Mais une campagne qui ne serait pas dévorée par ce sentiment d'urgence, à la fois factice et réel – né d'une brutalisation des institutions, mais aussi, en profondeur, du considérable ressentiment populaire –, n'aurait sans doute pas si chichement traité d'autres enjeux essentiels, comme celui de l'éducation et de l'avenir des générations qui suivent. Las, les grandes injonctions morales qui hantent les plateaux phagocytent la pensée et rétrécissent les horizons.

Gabriel Attal a, certes, répété son attachement à la sauvegarde de l'école, indéniablement l'un des piliers, à moyen et long terme, du redressement français. On aurait mauvaise grâce à ne pas recon-

naître au premier ministre ses bonnes actions pour la cause : bien qu'éphémère, son passage à la tête de l'Éducation nationale apparaît encore comme une éclaircie salutaire dans un paysage de désolation : au cours de ces 5 mois et 20 jours rue de Grenelle, l'hôte passer des lieux n'a-t-il pas interdit sans barguigner le port de l'abaya, ce que son prédécesseur prétendait ne pas faire, et redonné aux professeurs le dernier mot sur le redoublement ? L'honnêteté impose également de créditer Gabriel Attal d'une série de promesses sur la justice des mineurs.

Las, la fin du « collège uniforme » et l'annonce de groupes de niveau en sixième et en cinquième, elle, a déjà fait long feu, victime de l'opposition des syndicats et de l'hostilité de Nicole Belloubet – un comble. Ne reste qu'à saluer l'intention fugace, certes, mais réelle... Tant il est vrai qu'elle a, précisément, fait défaut dans le projet d'Emmanuel Macron : on cherche, encore, le fil rouge qui pourrait bien relier les nominations du défen-

**« Il n'est pas si fréquent de voter deux fois d'affilée, on peut donc regretter le faible apport de ces deux « campagnes » successives sur le plan doctrinaire – sans doute même un peu régressif »**

seur reconnu des fondamentaux à l'école Jean-Michel Blanquer au wokiste Pap Ndiaye, ou de l'ex-championne de tennis Amélie Oudéa-Castéra à la socialiste Nicole Belloubet – dans une sorte d'alternance intérieure qui évoque plus l'œuvre désespérée de Pénélope, dé faisant la nuit l'ouvrage du jour, que le fruit d'un aboutissement politique.

Tandis que Gabriel Attal s'époumone à défendre un pseudo-bilan, Nicole Belloubet n'hésitait pas au reste, lundi dernier, à pousser, pour la rentrée prochaine, un nouveau « programme d'éducation à la vie affective et sexuelle » dès le CP défendu par le Planning familial...

Le Rassemblement national, de son côté, envisage le dossier par le prisme salutaire de l'autorité – bienfaisant, certes, mais non pas suffisant pour sauver les générations à venir de la perte des savoirs, de l'appauvrissement des esprits et du rapt des intelligences et des capacités criti-

ques par les plateformes prédatrices qui rôdent derrière nos écrans.

Le Nouveau Front populaire tient sans conteste la palme, en négatif : écouter les interventions politiques et syndicales du meeting de Montreuil suffit à désespérer les caractères les plus optimistes. Derrière la promesse creuse de la « gratuité réelle » de l'école, se bousculent en réalité toutes les vieilles lunes qui ont fait tant de mal à l'école : délirés pédagogistes, négation du mérite, rejet haineux de l'excellence... L'abrogation annoncée de Parcoursup en symbolise l'état d'esprit délétère, véritable exhortation à la médiocrité, quand on se souvient qu'avant la mise en place du logiciel d'inscription postbac (une plateforme certes perfectible) le tirage au sort servait de mode de sélection aux filières des universitaires les plus demandées.

Trois toutes récentes actualités devraient pourtant convaincre de l'urgence d'un sursaut.

Il y a quelques jours, d'importants mécènes de Sciences Po, qui fut, jusqu'à il y a peu, l'un des grands fleurons français et la fabrique de l'élite nationale, ont décidé de ne plus associer leurs noms à celui de l'école, ravagée à tous les niveaux par le wokisme et désormais l'antisémitisme.

Hier également, les sénateurs ont rendu un rapport alertant sur la diffusion d'un « antisémitisme latent » ou « d'atmosphère » à l'université.

Cette semaine encore, à Saint-Étienne-de-Cuines, en Savoie, des enseignants ont refusé de voir leur collège baptisé Robert-Badinter. Non parce qu'ils seraient nostalgiques de la peine de mort, ou bien ardents partisans d'une autre figure française, mais au motif que « le nom de Badinter risque malheureusement pour certains élèves d'évoquer un peu trop le nom de leur supermarché » (Intermarché), ont-ils avancé... Pauvre école.

## Se souvenir des éléphants

Le « dédagisme » ne prend pas la tournure attendue. Depuis la dissolution, les éléphants tentent leur retour dans les décombres du « nouveau monde » de 2017. François Hollande, d'abord, a ressurgi, la mine hâlée et les dents blanches, en Corrèze. Nicolas Sarkozy, ensuite, s'est fendu de l'une de ces cartes postales bien sentie qu'il affectionne (version longue). Puis, Lionel Jospin s'est autorisé à livrer sa pensée complexe aux journalistes et DSK, à son tour, a jugé indispensable de partager sa morale des choses. Mélenchon s'est remis à parler de lui à la troisième personne... ■

# Des européennes aux législatives : des ressorts de vote si différents ?



CHRONIQUE  
John Timsit

C'est Emmanuel Macron qui a mis en garde le premier. Dans des confidences accordées au Figaro Magazine au lendemain de la dissolution, à la suite de la débâcle de son camp lors des européennes, le président de la République avait refusé d'extrapoler ses mauvais résultats du 9 juin aux scores attendus aux législatives des 30 juin et 7 juillet prochains. Ne « croyant pas aux sondages », il avait exhorté les Français à ne « pas regarder les scores par circonscription à l'aune » des rapports de force des européennes. Objectif ? Miser sur un changement de comportement d'une partie de l'opinion, qui redouterait une cohabitation avec des extrêmes, de gauche ou de droite.

Si l'actuelle majorité fait le pari que les deux élections, aux enjeux et modes de scrutins bien différents (national et proportionnel à un tour pour les européennes, local et majoritaire à deux tours pour les législatives), n'entraînent pas les mêmes motivations de vote, est-il pour autant justifié ? À la lumière des sondages, il n'en est rien puisque les électeurs placeraient, comme il y a deux semaines, le Rassemblement national largement en tête et lui laissent même entrevoir une majorité relative. Loin devant une gauche revigorée par l'alliance du Nouveau Front populaire, puis la macronie reléguée en troisième position.

« Il y aura des évolutions, mais pas de bouleversement par rapport aux européennes », pointe le politologue Pascal Perrineau. Si la hausse prévue de la participation (66 %, selon le rolling Ifop-Fiducial du 27 juin) peut jouer dans certaines configurations

locales, elle touche simultanément toutes les strates de la population. » Avec une hiérarchie des préoccupations – pouvoir d'achat, immigration, sécurité, ou protection sociale – qui reste peu ou prou la même, les électeurs devraient renforcer la tripolarisation de la vie politique déjà à l'œuvre aux européennes, eu égard à une « offre électorale beaucoup plus réduite », indique le directeur général adjoint d'Opinionway, Frédéric Micheau.

Cette analyse mérite toutefois d'être nuancée. Malgré les nuages qui planent au-dessus de sa tête, le camp présidentiel a en partie « raison », relative Frédéric Dabi, directeur général opinion de l'Ifop. « Il n'y a pas pour le moment d'effondrement du bloc centriste (21 % d'intentions de vote), bien au-dessus des 14,6 % de Valérie Hayer, qui n'avait atteint que la moitié du score d'Emmanuel Macron en 2022 », fait valoir le spécialiste. Autre argument avancé par Frédéric Micheau : « Les eurodéputés sont moins bien identifiés que les députés nationaux, les Français peuvent donc avoir un lien un peu plus établi avec eux. » Traduction : des électeurs macronistes, qui n'ont pas choisi Valérie Hayer aux européennes, pourraient voter « utile » pour des candidats implantés et connus.

La majorité a beau être en capacité de sauver les meubles ici ou là, en s'appuyant sur ses réseaux locaux et misant sur un possible retour au bercail de ses sympathisants, l'humeur du pays n'a pas changé d'un iota depuis le dernier verdict des urnes. Après sept années au pouvoir, Emmanuel Macron cristallise bel et bien tous les mécontentements.

Le 10 juin, une enquête de l'institut Ipsos pour France Télévisions et Radio France révélait à cet

égard que « le climat avait été lourd au moment de voter » la veille. 85 % des personnes interrogées « avaient cité au moins un sentiment négatif pour décrire leur état d'esprit » (inquiétude, incertitude, colère...) – des émotions présentes chez un électeur centriste sur deux. Pourquoi en serait-il autrement pour le choix de la représentation nationale, alors que le président a lui-même reconnu ce lundi dans une lettre publiée dans la presse quotidienne régionale un « rejet parfois même de la colère tournée contre (lui) » ? Prédomineraient, d'après Pascal Perinneau, l'« envie d'en découdre » et « un sentiment antiélitiste » chez beaucoup de Français. « On sera sur une réplique des européennes, où s'était déjà exprimé un vote défouloir, prédit Frédéric Dabi. Toute la question est de savoir si la réplique sera de moyenne ou de forte intensité. Et s'il y aura une poussée d'un vote plus rationnel ? Pour l'instant, ce n'est pas le cas. »

La brièveté de la campagne – trois semaines seulement – n'est pas étrangère à la probable répétition du scénario des européennes. « Il aurait fallu plus de temps pour une restructuration des thèmes et une recomposition de la scène politique », considère Pascal Perrineau. Et d'insister sur les précautions à prendre avant de connaître les configurations de second tour : « Il faudra être attentif au comportement des électeurs, de gauche modérée ou de centre droit, en cas de triangulaires. » Le sursaut de « l'arc de la raison » contre les extrêmes est-il alors envisageable dans l'entre-deux tours ? Pas vraiment, répond Frédéric Micheau : « La stratégie de la peur peut encore marcher, mais avec beaucoup moins d'efficacité que par le passé. » ■

## LE FIGARO

Dassault Médias  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Président-directeur général  
Charles Edelstenne  
Administrateurs  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

Président  
Charles Edelstenne

Directeur général,  
directeur de la publication  
Marc Feuillée

Directeur des rédactions  
Alexis Brézet  
Directeur délégué de la rédaction  
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction  
Gaëtan de Capèle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,  
Photo, Révision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincent (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences).

Directeur artistique  
Pierre Bayle  
Rédacteur en chef  
Frédéric Picard (Web)  
Directeur délégué  
du pôle news  
Bertrand Gié  
Éditeurs  
Robert Mergui  
Anne Pican

FIGAROMEDIAS  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél.: 01 56 52 20 00  
Fax: 01 56 52 23 07

Président-directeur général  
Aurore Domont  
Direction, administration, rédaction  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél.: 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax: 01 55 56 70 11.  
Gérez votre abonnement. espace Client: www.lefigaro.fr/client  
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine  
Club Prestige: 599 €. Club: 529 €. Semaine: 415 €. Week-end  
Prestige: 429 €. Week-end: 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.  
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen  
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :  
Édition nationale  
1<sup>er</sup> cahier 18 pages  
Cahier 2 Économie  
8 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 8 pages  
Cahier 4 Légende Bulgari  
20 pages  
Sur certaines éditions:  
Supplément 5 Magazine  
200 pages  
Cahier TV 60 pages  
Supplément 6 Madame  
100 pages  
Promo Portage Bulgari  
diffusion sur une partie  
du territoire national





BVLGARI

ROMA 1884



# LE FIGARO économie



## UKRAINE

BRAS DE FER SUR LA DETTE,  
LE FRONT FINANCIER  
DE LA GUERRE **PAGES 20 ET 21**

## DÉFENSE

LE PARI DE SAFRAN ET MTU  
POUR L'HELICOPTÈRE DE COMBAT  
FRANCO-ALLEMAND **PAGE 23**



## L'État rachète les câbles sous-marins de Nokia

Réunies dans Alcatel Submarine Networks, ces infrastructures, qui assurent la transmission du trafic internet, sont hautement stratégiques. **PAGE 25**

### > FOCUS

## CASINO : ACCORD DE PRINCIPE SUR LE PLAN SOCIAL

« C'est un petit exploit social », estime la direction du groupe Casino. Tard dans la soirée de mercredi à jeudi, elle a trouvé un « accord de principe » avec les représentants du personnel sur le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) mis sur la table fin avril. Ce n'était pas gagné d'avance. Ce plan social est l'un des plus importants de ces dernières années, avec une suppression nette de 1 293 à 3 267 emplois. Le nombre final dépendra du sort des 25 super et hypermarchés Casino que le groupe (qui possède les enseignes Monoprix, Franprix ou Vival) cherche à céder d'ici septembre. L'accord scellé concerne en particulier les deux sujets les plus conflictuels des négociations et les plus coûteux. À savoir, le montant des indemnités de départ supralé-gales et le congé de reclassement, qui consiste à rémunérer les salariés pendant quelques mois le temps de trouver un autre emploi. « Les discussions ont été âpres mais cela s'est fait dans l'intérêt de l'entreprise et des salariés », a indiqué jeudi Philippe Palazzi, le directeur général du groupe repris en début d'année par un consortium mené par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. La direction indique que l'accord de principe sera formalisé dans les prochains jours. « Il y a un accord de principe mais il reste des points à discuter, comme, par exemple, le reclassement interne », nuance un syndicaliste. Fin 2022, Casino employait 50 000 personnes en France. Après les cessions de ses grandes surfaces, l'effectif était tombé à moins de 30 000, avant même le PSE.

MANON MALHÈRE

## Hausse de 1,2 % des allocations chômage au 1<sup>er</sup> juillet

C'est un nouveau coup de pouce pour les demandeurs d'emploi. Les partenaires sociaux, qui ont la charge du régime, sont tombés d'accord ce jeudi pour revaloriser l'ensemble des allocations chômage de 1,2 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Au total, deux millions de personnes devraient être concernées par cette mesure, dont le coût total pour les caisses du régime s'élèvera à 150 millions d'euros en 2024 et 210 millions à partir de 2025 en année pleine, selon les calculs de l'Unedic, l'organisme gestionnaire. Cette hausse intervient après deux précédentes décidées en 2023. La première, de 1,9 %, au 1<sup>er</sup> avril, puis à nouveau 1,9 % au 1<sup>er</sup> juillet. À chaque fois, l'objectif des organisations syndicales et patronales

est de protéger les demandeurs d'emploi de l'augmentation des prix enregistrée dans le pays. Selon l'Insee, celle-ci s'établissait en mai à 2,3 % sur un an. Pour l'Unedic, « cette décision tient compte à la fois du contexte économique et de l'équilibre financier du régime ». La CGT ne partage pas cet avis. Dans un communiqué publié dans la foulée, la centrale radicale

s'en est prise à « l'obstination criminelle du patronat ». Elle reproche à ce dernier de n'avoir pas accédé à sa demande de « prendre en compte l'inflation annuelle moyenne 2023, à 4,9 % ». L'occasion également pour le syndicat de redire tout le mal qu'il pense de la nouvelle réforme d'assurance-chômage dont le décret est attendu pour le 1<sup>er</sup> juillet.

THOMAS ENGRAND

### le PLUS du FIGARO ÉCO

#### EMPLOI

Ces entreprises qui vont chercher les jeunes décrocheurs **PAGE 22**

### LA SÉANCE

DU JEUDI 27 JUIN 2024

**CAC 40**  
7530,72 -1,03%

**DOW JONES**  
39194,03 +0,17%

**ONCE D'OR**  
2345,00 (2345,00)

**PÉTROLE (Brent)**  
86,210 (85,000)

**EUROSTOXX 50**  
4902,09 -0,28%

**FOOTSIE**  
8179,68 -0,55%

**NASDAQ**  
19730,24 -0,11%

**NIKKEI**  
39341,54 -0,82%

### L'HISTOIRE

## En vingt ans, chaque Français a réduit de 5 kg sa ration de viande bovine

Côte de bœuf grillée au barbecue, bavette saignante, bourguignon mitonné... On le savait, la viande en général, et celle de bœuf en particulier, jugée trop chère et décriée par les jeunes pour son mauvais bilan carbone, a de moins en moins la cote auprès des Français. Les chiffres du ministère de l'Agriculture publiés jeudi viennent de confirmer ce désamour. Selon Agreste, le service de statistiques du ministère, en vingt ans, la consommation moyenne de viande bovine a chuté de près de 20 %. Elle est passée de 26,3 kg équivalent-carrosse (kgéc) par habitant en 2003 à 21,3 kgéc l'an dernier. Soit tout de même 5 kg disparus de l'assiette de chaque Français, en moyenne, sur une année. À noter, cette unité relevée par les statisticiens prend en compte les os et la graisse. Bœuf et veau sont

clairement les dindons de la farce. Toutes viandes confondues, toujours sur vingt ans, la consommation n'a reculé que de 5,8 %. Elle s'est établie à 83,5 kg par habitant. Après l'épidémie de Covid, les Français avaient mangé un peu plus de viande. En 2022 et 2023, la flambée d'inflation a, logiquement, pesé sur la consommation, en retrait de 1,4 % sur un an. L'Hexagone suit une tendance mondiale puisque le poulet occupe toujours plus de place dans nos assiettes. Il représentait il y a vingt ans 14 % de la consommation de viande des Français. Sa part a doublé, à 28 %. « La France a de plus en plus recours aux importations », note le ministère. Aujourd'hui, la moitié du poulet consommé dans le pays provient de l'étranger, en premier lieu de Pologne et de Belgique. ■

F. N.-L.  
(AVEC AFP)



## AGIR

sur tous les lieux de vie  
pour que chacun s'y sente bien

**PROPRÉTÉ**

**FACTOTUM**

**FACILITY MANAGEMENT**

**MAINTENANCE**

**SÉCURITÉ**

**HOSPITALITY**

Samsic Facility, on est bien ensemble

[samsic-facility.fr](http://samsic-facility.fr)



Un véritable bras de fer entre Kiev et ses créanciers privés est engagé. Alors que les combats militaires continuent de faire rage, une autre bataille, financière, se déroule en coulisses. Le gouvernement de Volodymyr Zelensky est en pleine négociation avec un groupe d'investisseurs qui détient environ 20 milliards de dollars de dette ukrainienne. Le délai de grâce qui suspendait les paiements, consenti au lendemain de l'invasion de 2022, expire en août. Alors que le premier round des discussions a échoué, Kiev est pris dans une course contre la montre pour restructurer sa dette afin de continuer à bénéficier du plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI).

L'institution basée à Washington « définit clairement que le gouvernement devra économiser plus de 4 milliards de dollars cette année », indique Oleksandra Betliy, du cercle de réflexion IED, installé à Kiev. En échange du financement du FMI de 15,6 milliards de dollars sur quatre ans, l'État s'est engagé à mettre en place plusieurs réformes notamment fiscales et de lutte contre la corruption. Réduire la dette est la pierre angulaire de ce programme de prêt, visant à garantir que le pays puisse assurer ses obligations financières tout en se reconstruisant. Selon les données du ministère des Finances, la dette garantie par le gouvernement s'élevait à 152 milliards de dollars fin avril, contre 98 milliards de dollars en décembre 2021 (70 % des emprunts sont dus à l'étranger).

Kiev a ainsi proposé aux détenteurs d'obligations souveraines une réduction de 60 % de la valeur de leurs titres, là où les créanciers n'envisageaient pas plus de 20 % de décote. Parmi eux, on trouve le plus important gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock, avec 10 500 milliards de dollars sous gestion,

# La bataille de la dette, front financier de la guerre en Ukraine

Clara Galtier

Le gouvernement négocie avec ses créanciers privés. Faute d'accord d'ici août, le pays, sous perfusion du FMI et de l'Occident, pourrait être en défaut de paiement.



Des armées fortes doivent être soutenues par des économies fortes pour gagner les guerres

**Sergii Marchenko**  
Ministre ukrainien de l'Économie

et le français Amundi. Si aucun accord n'est trouvé d'ici août, l'État ukrainien devrait payer 3 à 4 milliards de dollars par an, faute de quoi il se retrouverait en défaut de paiement. Le ministère des Finances privilégie une restructuration à la prolongation d'un gel des remboursements car « cela aiderait l'Ukraine à regagner l'accès aux marchés et à soutenir la reconstruction », note le cabinet Capital Economics.

« Il semble qu'ils (les investisseurs, NDLR) ne prennent pas en compte les perspectives négatives de l'évolution de l'économie ukrainienne », regrette Oleksandra Betliy. Après avoir renoué avec la croissance l'année dernière, le rythme a été revu à la baisse de 4,6 % à 3,5 % cette année, à la suite de la campagne de bombardements russes visant les infrastructures énergétiques. Près de 70 % des capacités de production ont été détruites, 9 gigawatts (GW) ont été neutralisés, l'équivalent de la moitié du pic de consommation électrique en hiver, selon les autorités. Ces dommages vont peser sur les recettes fiscales du gouvernement, de nombreuses entreprises étant lourdement impactées par les coupures de courant. Un coup dur alors que la collecte d'impôt a rebondi l'année dernière après le choc de 2022, portée par les réformes fiscales exigées par le FMI, tels que des contrôles fiscaux améliorés, l'augmentation de certaines taxes ou la facilitation des paiements via des plateformes numériques.

Si les incertitudes demeurent, la croissance devrait être tirée par les exportations dans le secteur technologique qui prospèrent face à une demande internationale soutenue. L'agriculture reste un pilier de l'économie ukrai-

nienne, la puissance agricole s'étant adaptée aux blocages russes en mer Noire et continue d'exporter céréales, tournesol et maïs. La relocalisation de certaines entreprises manufacturières vers des zones plus sûres à l'ouest permet également de maintenir un certain niveau de production.

## Soutien international

Les problèmes d'électricité sont le vrai sujet en ce moment, assure ce patron dans la métallurgie, le moratoire en cours sur la dette ne représentant pas de menace existentielle. « On en parle assez peu dans les milieux d'affaires. Les Ukrainiens, avec le FMI, souhaitent surtout éviter que les aides occidentales soient utilisées pour payer les créanciers au-delà du minimum », explique le chef d'entreprise, pour qui le sujet de l'endettement « ne pèse pas sur l'effort de guerre ». Reste que l'échec des négociations a déjà eu un effet immédiat : l'annonce a provoqué une chute brutale de la valeur de la dette souveraine, les obligations en dollars à 10 ans enregistrant leur plus forte baisse depuis avril. « Comme toute négociation, c'est un peu théâtralisé », commente Nicolas Veron, cofondateur du think-tank européen Bruegel et chercheur au Peterson Insti-

tute for International Economics. Mais à l'évidence, il est de l'intérêt des prêteurs privés de faire en sorte que l'Ukraine soit en capacité de leur rembourser quelque chose. »

Cette situation ajoute une pression supplémentaire au pays très affaibli et qui doit à la fois maintenir à flot son économie, financer la guerre et trouver des fonds pour la reconstruction. Un casse-tête chinois, alors que le déficit budgétaire pour cette année atteint 43 milliards de dollars, soit le montant attendu des recettes de l'État, tandis que les dépenses ont doublé (82 milliards de dollars.) « La défense représente 52 % des dépenses, souligne Oleksandra Betliy. Cependant, il est évident que le gouvernement devra les revoir à la hausse car le budget a été établi dans la perspective que

**152 milliards de dollars**

Dette publique de l'Ukraine fin avril



Des ouvriers ukrainiens inspectent une centrale électrique endommagée par des bombardements russes, le 10 avril, à Kharkiv.



Chef d'entreprise à Kharkiv, Pavlo Syrota a fait l'acquisition d'un groupe électrogène pour sa société d'impression textile.



## À Kharkiv, les entreprises s'efforcent de tourner malgré les destructions du système

Clara Marchaud  
Envoyée spéciale à Kharkiv

Avant le 24 février 2022, la société de Pavlo Syrota imprimait rarement des drapeaux. « Peut-être douze par jour », tente de se souvenir ce chef d'entreprise. Aujourd'hui, sa firme, basée dans un entrepôt d'une impasse tranquille de Kharkiv, en produit environ 120 quotidiennement. « Pour les militaires, parfois pour des décorations, mais ne soyons pas naïfs, c'est surtout pour les enterrements », souffle l'entrepreneur aux traits tirés.

Le grondement de la foudre se mélange avec celui des bombardements en cette fin juin pluvieuse, derrière les fenêtres de l'établissement Fabricon. Elles avaient été soufflées par une explosion à l'été 2023 puis réparées immédiatement par l'homme d'affaires. Les bombes planantes envoyées par la Russie - 2 400 en juin, dont 700 à Kharkiv - ne sont pourtant pas le principal problème de l'entrepreneur ukrainien.

Depuis le 22 mars, Moscou a lancé une nouvelle campagne d'attaques sur les infrastructures énergétiques, avec

des conséquences « pires qu'à l'hiver 2022-2023 », selon le ministre de l'Énergie, Herman Halouchchenko. Moscou a déjà détruit, endommagé ou saisi près de 70 % des capacités de production d'électricité du pays, soit 9 gigawatts (GW) perdus. La capacité de production disponible du système électrique ukrainien a été réduite à 11,5 GW, la consommation actuelle se situant entre 12 GW et 13 GW.

Outre les coupures volontaires pour stabiliser le réseau qui visent les particuliers, les entreprises sont également fortement touchées. À Kharkiv, seconde ville du pays, à quarante kilomètres de la frontière russe, toutes les centrales qui approvisionnaient la région ont été détruites en mars et avril. « Sans électricité, nous n'irons nulle part car tout notre équipement a besoin d'énergie », s'inquiète l'imprimeur Pavlo. Spécialisée dans l'impression sur textile, Fabricon emploie dix personnes contre trente-deux avant la guerre. Le chef d'entreprise a dû trouver des solutions pour continuer à faire tourner son affaire sans source stable d'électricité. À l'extérieur de son atelier, un générateur de 12 kW permet de faire fonctionner deux de ses appa-

reils : l'imprimante et la machine à transfert. « Nous l'avons achetée l'année dernière, mais nous avons commencé à nous en servir au printemps 2024, quand il y a eu beaucoup de coupures. En mars-avril, nous l'utilisons 24 h/24 mais aujourd'hui, c'est plutôt deux à trois heures par jour », explique Pavlo. L'appareil, importé d'Europe, lui a coûté 6 000 dollars. « Normalement en Ukraine, c'est plutôt 12 000 euros, 1 000 euros le kilowatt. Il y a une immense pénurie », poursuit-il.

## « Salut temporaire »

Dans les rues des villes ukrainiennes, le vrombissement des générateurs résonne quasiment sans interruption. Encore plus quand il y a des bombardements qui provoquent des coupures d'urgence, comme, samedi dernier, la huitième attaque massive depuis fin mars. Dans l'atelier, des bidons de diesel trônent à côté d'un autre générateur. « Le diesel coûte 20 dollars par litre et on perd 40 à 60 litres par jour. Faites le calcul, ça nous coûte un bras. De plus, il faut préparer le groupe électrogène assez souvent, changer les filtres, l'huile... Les générateurs ne constituent qu'un salut temporaire », souffle Pavlo qui

s'inquiète pour l'hiver. Le système de chauffage est également lié à l'électricité et consomme autant que toutes ses machines réunies.

« Le générateur est suffisant pour toute la chaîne de production, mais nous en avons acheté un autre, au cas où », souffle-t-il en faisant visiter son entreprise où surtout des femmes travaillent, les hommes étant mobilisés. Elles cousent, repassent, impriment. « Tous ces investissements ont coûté cher, mais nous perdriions beaucoup plus par jour si nous arrêtons la production », estime le patron, qui a recommencé à travailler dès avril 2022, alors que la Russie était encore aux portes de la ville.

Ces coupures font baisser la productivité des employés, mais peuvent aussi causer des pertes de production, explique Anna Derevianko, directrice exécutive du groupe European Business Association (EBA), qui représente les intérêts de 900 grandes entreprises étrangères et ukrainiennes. « Tous les secteurs sont affectés, mais certains sont plus agiles et flexibles que d'autres, comme dans les services, par exemple », note la directrice. À Kharkiv comme dans le reste du pays, les prix se répercutent souvent sur le consom-

mateur. Pavlo a choisi de baisser ses marges de production pour conserver ses clients, surtout situés en Ukraine. « Le plus compliqué, c'est pour les secteurs et les productions très gourmands en énergie, notamment la métallurgie, le BTP... Ces entreprises doivent être compétitives sur le marché global alors que leurs coûts de production augmentent », poursuit Anna Derevianko. Certaines entreprises « essentielles à l'économie », comme les banques et les télécoms, ne subissent pas de coupures programmées, seulement des coupures d'urgence.

## Systèmes alternatifs

« C'est dramatique, mais pas encore critique », ajoute la représentante de l'EBA. Cela coûte cher et toutes les sociétés ne peuvent pas se le permettre. Elles doivent investir à un moment où elles sont déjà fragiles. » Le gouvernement a également augmenté le prix de l'électricité début juin, passé de 2,64 hryvnias par KWh à 4,32 hryvnias par KWh pour inciter à la baisse de la consommation. Pour les entreprises, la hausse est de 20 % la nuit, le double du prix de la journée.

Outre les importations directes, Kiev s'efforce d'attirer les investissements



les combats soient moins intenses dès la mi-2024, ce qui n'est pas le cas. »

Face à ces défis, l'Ukraine peut compter sur un soutien international de taille. Ses alliés et investisseurs publics, qui comptent des grandes puissances comme la France, le Canada, le Japon ou encore le Royaume-Uni, ont suspendu jusqu'en 2027 le remboursement de la dette et plaident pour un traitement comparable de la part des créanciers privés. Depuis le début de la guerre, l'Ukraine a reçu environ 85 milliards de dollars de financement budgétaire de ses partenaires internationaux, dont 36 milliards de l'UE et 23 milliards de dollars des États-Unis, sans compter le paquet d'aides de 60 milliards de dollars approuvé récemment par Washington. L'accès aux marchés financiers n'est, en réalité, pas déterminant pour Kiev ; dans l'immédiat, « c'est l'aide de l'UE, la variable clé », souligne Nicolas Véron. Les pays du G7 viennent de s'accorder sur le principe d'un prêt solidaire de 50 milliards de dollars, financé par les futurs revenus annuels des actifs russes gelés.

Les besoins financiers globaux de l'Ukraine dépassent les 100 milliards de dollars par an et ceux de la reconstruction postguerre sont estimés à 400 milliards par la Banque mondiale. Le FMI pousse à l'accélération des privatisations des entreprises publiques, nécessaires pour attirer des capitaux étrangers et renflouer les caisses de l'État. Kiev, aux abois, espère vendre dans un premier temps environ 100 millions de dollars d'actifs dont l'un des plus grands producteurs mondiaux de titane, l'entreprise United Mining and Chemical Company. Pour tenir, face à la Russie, chaque dollar compte. « Des armées fortes doivent être soutenues par des économies fortes pour gagner les guerres », déclarait, récemment, Sergii Marchenko, le ministre ukrainien de l'Économie. ■



À Kharkiv, Fabricon produit désormais en majorité des drapeaux pour les enterrements de militaires ukrainiens.

V. MADIEVSKY/UKRINFORM. C. MARCHAUD POUR LE FIGARO. B. ELMENTHALER/FUTURE IMAGE VIA REUTERS CONNECT

## Le projet d'impôt local des multinationales suspendu aux États-Unis

Florentin Collomp

La réforme de l'OCDE visant à taxer les profits des géants numériques dans les pays où ils sont réalisés est menacée.

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) est engagée dans une course contre la montre pour finaliser son projet de réforme de la taxation des multinationales. Elle s'est donné jusqu'au 30 juin pour conclure le traité qui concrétiserait l'un des volets de la réforme : le « pilier 1 », à savoir l'imposition des profits des multinationales dans les pays où ils sont réalisés, pour éviter l'évasion et l'optimisation fiscales. Faute de consensus en fin d'année dernière, les négociations avaient été prolongées de six mois.

La belle unanimité des 136 pays qui avaient approuvé l'accord conclu à l'automne 2021 sous l'égide de l'OCDE a volé en éclats. L'organisation a demandé à tous les pays signataires leur réponse avant la fin de la semaine à un projet de traité qui leur a été soumis pour traduire l'intention en actes. Le texte était encore l'objet de tractations entre l'Inde, qui souhaite garder la mainmise sur les montants auxquels elle taxe les bénéfices des sociétés, et les États-Unis, notamment. Des négociations politiques à haut niveau sur des sujets très techniques, détaillant des règles forfaitaires pour définir ces bénéfices taxables.

Il s'agit d'harmoniser la taxation de la centaine des plus grandes entreprises mondiales - géants du numérique mais pas seulement - réalisant plus de 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires, avec une rentabilité supérieure à 10 %. Seul un quart de ces bénéfices dits « résiduels », au-delà de la marge de 10 %, seront réaffectés proportionnellement aux pays où l'activité commerciale a eu lieu. Au total, l'OCDE estime à environ 200 milliards d'euros les recettes à se partager. Mais les États pourraient voir cette manne s'évaporer avant même de s'être matérialisée.

### Nouvelle convention fiscale internationale

Le sort du projet repose en grande partie sur les États-Unis. Si Washington approuve le traité, « cela enverra un signal fort qu'on a mis un pied dans la porte », tente de positiver Pascal Saint-Amans, concepteur de la réforme à l'OCDE, avant de partir dans le privé. Cela risque de ne rester qu'un geste symbolique puisque le Congrès refuse de ratifier un tel texte, ce qui en réduirait considérablement la portée, vu qu'une large partie des entreprises concernées sont américaines. Les républicains sont vent debout contre la réforme, accusant Joe Biden, qui la soutient, de « capitulation fiscale ». Si le démocrate était réélu avec une confortable majorité en novembre, peut-être alors le ciel se dégagerait-il pour le projet. Mais cela semble assez improbable. Or, pour entrer en vigueur, l'accord doit être entériné par au moins 30 pays signataires, dont au moins 60 % des multinationales concernées doivent être originaires.

Déjà, les États-Unis n'avaient pas adopté le « pilier 2 » de la réforme, l'impôt minimum à 15 % des multinationales, qui a toutefois commencé à entrer en vigueur ailleurs, notamment en Europe. La Chine ne l'applique pas non plus. Ce qui n'empêche pas les pays le souhaitant de le faire unilatéralement, dans l'espoir d'atteindre une masse critique.

Dans l'attente des négociations du « pilier 1 », les États signataires de l'accord OCDE avaient accepté de geler leurs taxes nationales sur les géants du numérique. Or, face au risque d'échec, plusieurs sont prêts à les réinstaurer unilatéralement. C'est déjà le cas du Canada depuis le début de l'année, avec effet rétroactif. La France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Inde, la Nouvelle-Zélande ou la Turquie ont

aussi des dispositifs prêts à être dégaînés, si le projet mondial échoue.

De leur côté, les pays en développement fourbissent leurs armes. Malgré le ralliement de nombre d'entre eux, souvent à contrecœur, à la réforme de l'OCDE en 2021, ils placent désormais leurs espoirs dans les Nations unies pour établir une nouvelle convention fiscale internationale plus juste. Un consensus entre pays pauvres, mené par le Nigeria, contre les pays riches, qui pourrait achever de tuer le processus OCDE.

La justice fiscale est l'une des priorités du G20 présidé par le Brésil. Sous l'égide de son président Lula da Silva, une nouvelle initiative, soutenue par la France, vise à créer une taxe mondiale sur les ultrariches. Le projet prévoit une taxation de 2 % sur le patrimoine des milliardaires, qui pourrait rapporter 200 à 250 milliards de dollars globalement. ■



JORGES SCHWENK/IMAGO VIA REUTERS CONNECT

À Washington, le refus du Congrès de ratifier le traité, qui vise de nombreuses entreprises américaines, en réduirait considérablement la portée.

## électrique

étrangers vers son secteur énergétique privé. Le gouvernement cherche notamment à créer un réseau décentralisé de génération d'électricité, où les entreprises pourraient produire pour couvrir leurs besoins mais aussi revendre de l'énergie. Les grosses entreprises ont déjà mis en place des systèmes de génération alternative, notamment au gaz. « Le rôle des partenaires est clé ici pour aider l'Ukraine à renouveler son réseau, mais aussi pour donner plus de défenses antiéeriennes afin d'éviter que la Russie ne continue à détruire ce que l'on reconstruit, poursuit Anna Derevianko. Les entreprises ukrainiennes n'ont pas le choix, il faut s'adapter, l'économie doit survivre. »

Pavlo, lui, ne pense pas à relocaliser son entreprise comme de nombreux entrepreneurs de Kharkiv l'ont fait. « Tant qu'il n'y a pas de combats ici et qu'il n'y a pas de frappes sur notre bâtiment, on restera. On ne peut pas déménager en un claquement de doigts », souffle l'imprimeur. Et puis nos familles, celles de nos employés et l'usine sont ici. On paie les salaires. On paie les impôts. On continue à faire tourner l'économie. notre terre est ici, notre patrie est ici. » ■

## Plus que des services, nous vous apportons du confort, de la convivialité et de la sérénité.

**PROPRETÉ**

**FACILITY MANAGEMENT**

**SÉCURITÉ**

**FACTOTUM**

**MAINTENANCE**

**HOSPITALITY**

**Samsic Facility, on est bien ensemble**

samsic-facility.fr



# Ces entreprises qui vont chercher les décrocheurs pour les réinsérer

Louise Darbon

Alors que chaque année 100 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme, des entreprises s'engagent pour former, et parfois embaucher, ces profils souvent cabossés.

« **C'**est à nous de lutter contre ce phénomène. Si nous, chefs d'entreprise, on ne le fait pas, c'est le drame », s'émeut Matthieu Turin, traiteur parisien, à l'évocation de ces centaines de milliers de Français qui décrochent de l'école chaque année. Ils sont 100 000 tous les ans à sortir du système scolaire sans diplôme. Aboutissant à ce qu'au premier trimestre 2024 la part des jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en études (les « Neets », selon l'acronyme utilisé par l'Organisation mondiale du travail) ait atteint 12,6 %, soit en hausse légère de 0,4 point par rapport à 2019. Et ce alors que sur la même période le chômage baissait de 1 % en France et que les emplois se créaient par centaines de milliers. L'État, conscient du problème, a créé le contrat d'engagement jeune (CEJ) en 2022, pour accompagner ces « Neets » vers le travail. Si les grandes entreprises sont nombreuses à financer des formations, notamment via leur fondation, encore faut-il pouvoir assurer l'insertion sur le marché du travail de ces décrocheurs pour que ces initiatives portent leurs fruits. Car les ramener vers le travail est une nécessité si la France veut atteindre le plein-emploi d'ici 2027, objectif affiché d'Emmanuel Macron.

**« Si on veut que les gens viennent travailler dans nos entreprises, c'est à nous de leur expliquer comment fonctionne le monde du travail, et comment on y évolue »**

Matthieu Turin Traiteur parisien

« De nombreux acteurs, notamment associatifs, luttent contre le décrochage scolaire. Mais pour les entreprises, c'est plus compliqué face à des décrocheurs sans diplôme, éloignés du marché du travail et qui n'ont pas les codes de l'entreprise ou la facilité à s'intégrer dans cet environnement où il faut se montrer agile », reconnaît ainsi Jean-Christophe Vidal, directeur général adjoint de Konexio, une association qui propose des formations au numérique, notamment à destination des décrocheurs, via son programme « Explore ton talent ».

« Le numérique donne une méthode de travail et de raisonnement qui peut être utilisée dans tous les métiers », avance-t-il. « Le numérique, ce sont des métiers qui permettent d'intégrer des gens qui n'ont pas forcément des acquis éducatifs très importants », confirme Olivier Schiller, patron de Septodont, une ETI spécialisée dans la fabrication de médicaments et dispositifs médicaux destinés à la médecine dentaire. L'entreprise a ouvert une « maison du numérique » gratuite pour favoriser l'autonomie numérique de la population du « quartier prioritaire de la ville » de Saint-Maur-des-Fossés où est implanté son siège social, et une « école sociale du numérique » à l'Université Paris Est Créteil pour offrir des formations à destination des décrocheurs et des personnes éloignées de l'emploi.

Car, « partout dans le monde, nous essayons de contribuer au développement des territoires sur lesquels on est implanté : c'est le propre des ETI familiales de ne pas réfléchir qu'à court terme sur les résultats trimestriels, mais plutôt sur le temps long avec à l'esprit la transmission aux générations futures et la réalisation d'un impact positif sur la société », détaille le dirigeant. « Quand on investit ainsi sur la jeunesse et l'inclusion, c'est une logique d'investissement d'avenir, un engagement structurant et profond intégré à une démarche RSE », confirme Sylvain Reymond, directeur général de la communauté « Les entreprises s'engagent ». « Les entreprises ont conscience du fait que la course aux talents est de plus en plus difficile. Et savoir que tant de Français sont laissés sur le bord de la route paraît inadmissible à certaines », ajoute Jean-Fran-

çois Vidal, de Konexio, qui souligne la nécessité de « créer une envie, une opportunité et des rencontres en lien avec le monde de l'entreprise ».

« Tout est une histoire de réseau, et c'est aussi cela qu'on apporte à nos élèves », poursuit-il. « Les grandes structures financent les formations, et les petites ont davantage tendance à recruter. Ça correspond à un véritable engagement sociétal, parfois même lié au parcours du dirigeant ou du recruteur lui-même », constate cet acteur de l'économie sociale et solidaire.

« Si mon entreprise fonctionne comme ça, c'est parce que des gens m'ont fait confiance, et que sans eux je n'en serais pas là où j'en suis », affirme ainsi Éric Varin, patron d'une entreprise de plomberie chauffage qui ne forme des jeunes en décrochage. « Le principe est simple : les

compagnons qui forment les apprentis actuels sont d'anciens apprentis ; c'est un cercle de formation permanent », explique ce dirigeant d'entreprise qui ne « regarde pas les notes » de ces jeunes issus de milieux défavorisés et « un peu perdus ».

Et peu importe que leur adaptation prenne du temps, selon celui qui a vu un jeune mettre cinq ans à s'acclimater, « il faut leur demander d'apprendre bien, pas d'apprendre vite ». « Le chef d'entreprise qui veut faire du gain tout de suite se trompe. Si vous travaillez pour le long terme, si vous investissez dans ces jeunes, ils resteront car c'est leur entreprise, celle qui les a sortis des quartiers. C'est un état d'esprit », conclut-il.

« Il ne faut pas se voiler la face, ce ne sont pas des employés lambda, ils ont souvent besoin de plus d'accompagnement au

quotidien », renchérit Matthieu Turin, qui ne rechigne pour autant pas à embaucher des personnes éloignées de l'emploi chez Matthieu et Pauline, sa société de traiteur événementiel. Il y a deux ans, lui et son associée ont embauché un jeune décrocheur en CDI, en tant que préparateur de commandes. « Il n'arrivait pas à rester en emploi, après avoir décroché très vite de l'école. Alors, on a désigné un tuteur pour le suivre tout le temps, l'accompagner au quotidien, car il avait du mal à prendre des initiatives. Aujourd'hui, il est toujours là, et c'est une révélation », se réjouit le chef d'entreprise, qui n'a « aucun problème avec le fait qu'il y a des gens qui ne sont pas faits pour le système scolaire, et qui peuvent se révéler au travail ».

Animé par l'idée que l'entreprise, avant d'être un business, est « une

aventure humaine », Matthieu Turin insiste sur la responsabilité des entreprises dans la réintégration de ces profils dans le monde du travail, particulièrement à l'heure où son secteur de l'hôtellerie-restauration – comme d'autres – souffre de difficultés de recrutement. « Si on veut que les gens viennent travailler dans nos entreprises, c'est à nous de leur expliquer comment fonctionne le monde du travail, et comment on y évolue », pense-t-il. Un engagement sociétal qui se concrétise par l'emploi de plusieurs collaborateurs aux parcours atypiques et parfois compliqués, tous issus de Bezons, dans le Val-d'Oise, ville où est implantée l'entreprise de Matthieu Turin, animé d'une volonté de « faire travailler l'écosystème autour de (lui) ». ■



Au premier trimestre 2024, la part des jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en études a atteint 12,6 %, soit une hausse légère de 0,4 point par rapport à 2019. NICOLAS GUYONNET/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

## « Le cadre, c'est la première chose qu'on leur apprend »

Profitant des timides rayons de soleil de ce mois de juin capricieux, Gautier\* finit sa pause entre deux averses. Polo gris, pantalon de travail et chaussures de sécurité aux pieds, le jeune homme, à peine sorti de l'adolescence, a tout l'air d'un professionnel lorsqu'il rappelle les consignes de sécurité – « pas de bijou, pas de bague, pas de collier » – avant de rejoindre l'atelier, où vrombissent des machines dernier cri, prêtes à répondre aux commandes des clients. Et pourtant, ce lundi-là, Gautier n'est pas à l'usine, mais à l'école. Dans un établissement un peu particulier où l'on apprend autrement. À l'École de production Maurice Leroux de Salbris (Loir-et-Cher), on prend la maxime « C'est en forgeant que l'on devient forgeron » au pied de la lettre : on « fait pour apprendre ». « Les jeunes apprennent en réalisant de vraies commandes, pour de vraies entreprises », précise Dominique Gardy, président de la Fédération nationale des écoles de production. La théorie vient après. »

L'établissement, indépendant et hors contrat (donc non reconnu par l'État), qui délivre une formation en tournage et en fraisage, n'est pas le seul en France à proposer cette troisième voie, entre le lycée professionnel et le CFA. Depuis peu, les écoles de production – un concept né en 1982,

mais laissé à l'abandon –, pullulent. Ayant reçu le soutien du gouvernement via la signature d'un appel à manifestation d'intérêt après le Covid, ces projets ont bénéficié du fonds France Relance. Et de 23 en 2020, elles sont aujourd'hui 67 à proposer des formations diplômantes en chaudronnerie, usinage, couture, restauration, etc. à des jeunes « potentiels décrocheurs », selon l'expression de Dominique Gardy.

**« Les jeunes apprennent en réalisant de vraies commandes, pour de vraies entreprises. La théorie vient après »**

**Dominique Gardy**  
Président de la Fédération nationale des écoles de production

« Mon père a vu un reportage à la télé sur les écoles de production, c'est comme ça que je suis arrivé », raconte Romain – outils à la main et bouchons vissés dans les oreilles –, qui, après avoir refait une année de troisième au collège, était un peu perdu. Aujourd'hui, il s'apprête à être diplômé d'un CAP en usinage et va poursuivre vers un bac pro. « J'ai trouvé ce que je veux faire, donc je suis content », conclut-il avant de retourner à ses machines,

aux côtés d'Adam, un mineur isolé soudanais envoyé par le département il y a cinq mois et qui apprend le français à l'École Maurice Leroux.

« Romain, il se voit vraiment dans le métier, c'est une réussite, il a reçu la médaille d'or du département lors du concours de meilleur apprenti de France », raconte fièrement Jonathan Mouvet, l'un des « maîtres professionnels » encadrant les jeunes. Car, dans l'atelier, ce sont de vrais professionnels issus du monde de l'entreprise qui transmettent leur savoir et leur passion. Ce jour-là, ils sont trois à surveiller le travail des deuxièmes années de CAP, tandis que les premières années suivent leurs cours théoriques dans le bâtiment d'à côté.

« Tous sont une réussite, même s'ils ne continuent pas dans le métier, parce qu'on leur a redonné confiance en eux », insiste ce professionnel reconverti. « Ils disent qu'ils n'aiment pas les maths, mais ils les utilisent tout le temps sur les machines », sourit-il devant des formules de trigonométrie griffonnées sur un grand tableau blanc.

Ici, on croit aussi que la confiance en soi passe par la responsabilisation. « On leur confie des commandes sur des machines complexes et dangereuses qui demandent de la rigueur au niveau de la sécurité, et ils doivent rendre des comptes aux clients : ils se sentent considérés. Ils apprennent des réflexes scoli-

res, mais aussi des réflexes de collaborateurs », explique Constance de Marne, la directrice de l'établissement, qui rappelle la devise de l'école Maurice Leroux : « Respect, confiance, entraide. »

« Nous faisons un gros travail sur le savoir-être, parce qu'il n'y a pas de savoir faire sans savoir être », poursuit-elle. « Certains profils sont difficiles, il ne faut pas le nier, ça reste des adolescents », avoue Jonathan Mouvet, qui n'hésite pas à recadrer ceux qui « ne partent pas dans le bon sens ». « Le cadre, c'est la première chose qu'on leur apprend », renchérit, affairé sur une machine, le chef d'atelier – un ancien gérant de société, qui, par soif de transmission, a choisi de finir sa carrière à l'École Maurice Leroux.

Dans les écoles de production, on est convaincu que c'est « gagnant, gagnant, gagnant ». « Gagnant pour les jeunes qui sont plus de 90 % à sortir diplômés, avec cinq ou six offres d'emploi qui les attendent, avance Dominique Gardy. Mais aussi gagnant pour les entreprises, car tous les métiers sont en tension. Elles nous confient du travail en sachant qu'il participe à la montée en compétences de jeunes qui seront leurs futurs collaborateurs. Enfin, gagnant pour le territoire, car on remet ces jeunes sur le chemin de la formation et de l'emploi. » ■

L. D. (ENVOYÉE SPÉCIALE À SALBRIS)



Pierre Avril Correspondant à Berlin

Safran et son homologue allemand MTU s'allient pour développer le moteur d'un engin de nouvelle génération.

À la différence du char et de l'avion de combat, personne ne sait à quoi ressemblera précisément l'hélicoptère européen du futur. C'est dans ce trou noir que s'engouffrent les deux sociétés française et allemande Safran et MTU, persuadées que du tunnel surgira bientôt la lumière. Les deux industriels ont signé mercredi à Berlin, à l'ambassade de France, un accord bilatéral de coopération industrielle visant à développer le moteur censé équiper le nouvel engin, et dont ils envisagent une mise en service en 2040. Le joint-venture créé pour l'occasion - à parts égales - est appelé à agréger de nouveaux fournisseurs européens.

« Pour nous, c'est naturel : l'Europe aura besoin d'une nouvelle génération d'hélicoptères d'attaque ou de transport pour la défense. Si nous attendons les bras croisés, les clients se retrouveront dans quelques décennies à devoir acheter sur étagère des Apache ou des Boeing américains. Nous devons absolument éviter cette situation et c'est pourquoi nous avons pris la décision très tôt de créer ce marché, et de montrer que la coopération au sein de l'Union européenne (UE) peut prévaloir sur les querelles », déclare Michael Schreyögg, le patron de la division moteurs de MTU, lors d'un entretien accordé au Figaro et à Die Welt en présence de son homologue de Safran Hélicoptères, Cédric Goubet.

**« Pour nous, c'est naturel : l'Europe aura besoin d'une nouvelle génération d'hélicoptères d'attaque ou de transport pour la défense »**

Michael Schreyögg

Patron de la division moteurs de MTU

Côté européen, les besoins militaires actuels sont principalement pris en charge depuis 2000 par le NH 90 développé à l'origine entre la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie, à travers un consortium dominé par Airbus Hélicoptères installé à Aix-en-Provence. Depuis sa mise en service, cet appareil a connu plusieurs défaillances, conduisant notamment la Norvège, il y a deux ans, à rompre un contrat de livraison conclu il y a



Les représentants de Safran et MTU, mercredi, à l'ambassade de France, à Berlin. SAFRAN

## Hélicoptère de combat : le pari industriel franco-allemand

vingt ans. Le même Airbus Hélicoptères fournit également le Tigre depuis 2002, qui arrive également en bout de course chez plusieurs clients. Entre-temps, la demande s'est transformée.

« Tous les scénarios indiquent qu'on doit désormais voler bas et vite, de jour et de nuit, ce qui signifie des moteurs puissants d'environ 4000 ou 5000 chevaux, à la fois robustes et financièrement abordables », définit Michael Schreyögg. « Le tout avec le même poids, afin que les utilisateurs puissent minimiser leurs coûts d'exploitation : tel est le véritable défi », ajoute Cédric Goubet, le patron de la division moteurs du groupe Safran.

Aujourd'hui, l'Otan et l'UE esquissent, séparément, les bases d'un programme de développement d'un hélicoptère de nouvelle génération. Avec l'aide de sept États-membres, dont la France et l'Alle-

magne, la Commission européenne finance des études en ce sens, avec pour horizon de départ, la décennie 2030. Vingt-sept motoristes, dont Safran, y sont associés. Par ailleurs, sept autres membres de l'Alliance atlantique (France et Allemagne incluses, sans les États-Unis), mènent une étude conceptuelle en vue du remplacement de la flotte européenne actuelle, composée d'environ 900 appareils. « Nous sommes au tout début du voyage », répète Cédric Goubet.

Les développements industriels du nouvel avion de combat (Scaf) et du char MGCS sont, eux, déjà encadrés et financés par Paris et Berlin, malgré les conflits récurrents entre entreprises (1). En revanche, bien qu'embryonnaire, l'hélicoptère du futur sera susceptible de bénéficier d'un demi-siècle de coopération industrielle étroite et diversifiée entre

Safran et MTU. Exemple, les deux entreprises exploitent une usine commune à Châtelleraut produisant des revêtements en céramique destinés aux turbines. « Un partenariat solide et confiant dans lequel nous avons appris à partager », vantent les deux acteurs.

Au nom de la « souveraineté européenne », Safran a également fait le choix de s'allier avec son partenaire allemand plutôt qu'avec le britannique Rolls-Royce, autre entreprise de référence avec lequel l'industriel tricolore développe des systèmes de propulsion de missiles de croisière. Plutôt qu'avec Londres, qui a choisi la voie du Brexit, l'entreprise française et son homologue allemande comptent sur le soutien politique et financier de Paris et Berlin.

« Par notre initiative, nous cherchons à motiver l'Europe et les États membres. Car

le temps presse et il faut plus de volonté politique », plaide Michael Schreyögg. Pour le dirigeant allemand, la perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, devrait servir d'épouvantail et de stimulus pour les Européens.

Aucun des deux, en revanche, ne mentionne spontanément la probabilité, en France, d'un futur gouvernement RN, traditionnellement méfiant à l'égard de la coopération franco-allemande. « S'agissant de projets stratégiques, nous pouvons espérer une certaine continuité », déclare Cédric Goubet. « En soixante ans, nous avons établi une relation très stable avec la France, et c'est la voie à suivre », conclut le patron allemand de MTU. ■

(1) Dassault, propriétaire du « Figaro », et Airbus sont notamment impliqués dans le projet Scaf.

## Saint-Gobain se renforce dans la chimie de la construction

Emmanuel Eglhoff

Le groupe français acquiert le britannique Fosroc, très présent au Moyen-Orient et en Inde, pour 960 millions d'euros.

L'appétit quasiment pantagruélique de Saint-Gobain n'est jamais assouvi. Après avoir racheté l'australien CSR pour 2,7 milliards d'euros en début d'année, puis le canadien Bailey en avril pour 600 millions, le géant des matériaux de construction a annoncé jeudi avoir signé un accord définitif pour l'achat de la société britannique Fosroc pour 960 millions d'euros. « L'acquisition de Fosroc est parfaitement alignée avec les objectifs stratégiques de Saint-Gobain, en permettant de renforcer notre présence mondiale dans la chimie de la construction, et de développer nos positions dans des pays émergents à forte croissance, notamment en Inde et au Moyen-Orient », se réjouit Benoit Bazin, le PDG de Saint-Gobain.

Fosroc, qui devrait réaliser un chiffre d'affaires de près de 490 millions de dollars cette année en affichant une marge d'excédent brut d'exploitation (Ebitda) très élevée, à 18,7 %, réalise en effet 37 % de son activité au Moyen-Orient, 37 % en Inde, 16 % en Asie-Pacifique et 10 % en Europe. Ce qui est

étonnant pour une entreprise née au Royaume-Uni. Mais l'histoire de Fosroc est particulière puisque l'entreprise s'est développée sous la houlette du groupe pétrolier BP, qui lui a fait bénéficier de ses relations dans le monde du pétrole pour lui permettre de s'implanter au Moyen-Orient. L'Écossais Jim Hay, qui l'a racheté en 2002 à BP, s'est ensuite installé à Dubaï pour renforcer encore le groupe sur toute la région, notamment l'Inde. Ce qu'il a réussi à faire. Aujourd'hui, c'est le même Jim Hay qui cède l'entreprise à Saint-Gobain.

Si Fosroc renforce l'empreinte géographique du groupe français dans son ensemble, il la complète surtout à la perfection pour sa division chimie de la construction. Ces trois dernières années, Saint-Gobain s'est considérablement renforcé dans ce domaine à travers deux acquisitions majeures : le français Chryso, qui était très présent en Europe, acquis en 2021 pour 1 milliard d'euros, et l'américain GCP, particulièrement actif sur la zone Amériques, qui lui a coûté 2 milliards d'euros en 2022. Outre ces deux opérations majeures, le

groupe « a réalisé une trentaine d'acquisitions d'une taille plus modeste depuis 2021 », précise encore Benoit Bazin.

Un intérêt qui s'explique par la grande dynamique de ce secteur, qui affiche une croissance mondiale de 6 % à 7 %

**« Le marché mondial de la chimie du bâtiment représente 100 milliards d'euros. Notre activité ne représente qu'un peu plus de 6 milliards d'euros. Il existe encore des possibilités pour s'y développer »**

Benoit Bazin PDG de Saint-Gobain

par an, quand la construction au sens large se contente de 2 % à 3 %. La chimie de la construction consiste d'une part à créer des adjuvants et des additifs pour le béton et le ciment afin d'en modifier les caractéristiques, et d'autre part à développer des applications tech-

niques pour la construction (pour l'étanchéité, les joints, le revêtement de sol...). Le métier est ancien, mais il est en pleine expansion. Aussi bien dans les pays développés, où il bénéficie de l'attrait pour la construction bas carbone, qui nécessite de plus en plus d'additifs dans le ciment afin de conserver les caractéristiques du ciment traditionnel. Mais également dans les pays émergents, où les besoins en infrastructures et l'évolution des modes constructifs poussent également à faire plus attention aux caractéristiques des bétons et ciments. « Sur les dernières années, Fosroc a enregistré une croissance à deux chiffres de son activité », précise Benoit Bazin. Et cela devrait se poursuivre.

Cette dynamique et ces marges se paient - logiquement - au prix fort. Les 960 millions d'euros payés exclusivement en numéraire par Saint-Gobain représentent 11,3 fois l'excédent brut d'exploitation attendu pour Fosroc cette année. Un multiple qui descend à 7,1 fois en tenant compte des synergies attendues par l'opération sur les trois prochaines années. Surtout, cette opé-

ration ne va guère peser sur la structure financière de l'acquéreur. Malgré l'acquisition de Fosroc, mais également celles de CSR et Bailey, réalisées également en 2024, Saint-Gobain précise qu'il gardera « un ratio de dette nette sur Ebitda dans le bas de la fourchette, fixée entre 1,5 et 2 ».

Désormais, cette branche chimie de la construction devrait représenter un chiffre d'affaires de 6,2 milliards d'euros. Son activité a été multipliée par 2,2 en seulement cinq ans ! Cette branche affiche une présence dans 73 pays, compte plus de 300 sites de production et emploie 13 000 salariés. C'est un axe de développement majeur pour Saint-Gobain, qui y a consacré pas moins de 5 milliards d'euros en acquisitions. Et le mouvement va se poursuivre aussi bien en bénéficiant de la dynamique interne qu'à travers des acquisitions. « Le marché mondial de la chimie du bâtiment représente 100 milliards d'euros, explique Benoit Bazin. Notre activité ne représente qu'un peu plus de 6 milliards d'euros. Il existe encore des possibilités pour s'y développer. » ■



Elsa Bembaron

Des panneaux solaires souples ou flottants, des centaines de bornes de recharge pour voitures électriques : l'électricité renouvelable est mise à l'honneur.

Avant les exploits sportifs, les exploits techniques. EDF a fait du Village olympique une zone de démonstration grandeur nature de quelques innovations. Une nécessité aussi pour répondre aux ambitions du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop), qui veut réduire de moitié les émissions carbone liées par rapport à la moyenne des éditions de Londres 2012 et de Rio 2016. Les athlètes qui arriveront sur le site dans moins d'un mois découvriront rapidement la première innovation : une grande ombrière en toile. Ce chapiteau vient apporter un peu d'ombre sur l'immense gare routière provisoire dédiée aux déplacements des sportifs et de leurs équipes pendant l'événement. Mais, s'ils lèvent les yeux, ils verront que les 800 m<sup>2</sup> de surface sont recouverts de panneaux solaires souples, de 1,3 millimètre d'épaisseur, 16 fois moins lourds que des équipements classiques.

« Quand on démontera la structure, il suffira de la rouler, comme de la moquette, pour l'installer ailleurs. Le montage et le démontage se font en deux ou trois jours »

Franck Chauveau

Directeur développement grands projets Île-de-France

L'ombrière fournira l'électricité pour les équipements du Team Processing Center, un vaste hall lui aussi provisoire, qui abrite les éléments nécessaires à la gestion de l'accueil des participants : portiques de sécurité, ordinateurs, imprimantes pour les badges... Et, comme l'accueil se fait surtout de jour, une centrale solaire est pertinente pour répondre à ces besoins, équivalents à ceux d'une centaine de logements. Cerise sur le gâteau, le Français Solar Cloth est à l'origine



Parmi les innovations mises au point par EDF pour le Village des athlètes, ce ponton solaire flottant sur la Seine (ce jeudi, à Paris). HUGO AYMAR/HAYTHAM-REA / EDF

## EDF multiplie les innovations pour verdir les Jeux olympiques

de cette technologie. « Quand on démontera la structure, il suffira de la rouler, comme de la moquette, pour l'installer ailleurs. Le montage et le démontage se font en deux ou trois jours », explique Franck Chauveau, directeur développement grands projets Île-de-France et démonstrateurs JOP 2024 chez EDF. La structure est d'ailleurs déjà réservée pour un autre événement cet automne. L'espace sera transformé en un parc urbain de 3,5 hectares et le bitume sera réutilisé.

Un peu plus loin dans le Village, direction la Seine, à proximité de la passerelle qui relie Saint-Denis à L'Île-Saint-Denis : un ponton recouvert de panneaux solaires a été amarré ce 27 juin au matin. Cette centrale flottante fournira l'électricité du Village Plaza, un lieu de vie et de rencontres équipé notamment d'écrans géants et abritant un supermarché éphémère. C'est aussi un concentré d'innovations, « la première centrale solaire flottante mobile. Il a fallu obtenir des autorisations de naviga-

tion. Nous n'avions pas l'habitude de traiter ça », relate Franck Chauveau. Autre particularité : tout le dispositif tient dans un petit conteneur posé sur le ponton. À la façon d'un camion Playmobil, il contient un petit chariot pour mettre en place les panneaux solaires sur le ponton et les équipements nécessaires à leur fonctionnement : onduleur et disjoncteur. Le français Ecosun a développé ce système, imaginé pour apporter de l'électricité dans des zones non raccordées. Un des objectifs de ces deux premières installations est de démontrer que les événements éphémères peuvent tout à fait être alimentés en électricité par des sources renouvelables et qu'il n'est plus nécessaire de recourir à des générateurs diesel. EDF s'est logiquement d'abord concentré sur les réponses liées à la production d'électricité renouvelable, comme demandé par le Cojop. L'occasion aussi pour l'entreprise de démontrer l'intérêt des panneaux solaires en milieu urbain.

Le dispositif d'EDF est complété par un bâtiment tertiaire dans le quartier du Belvédère, toujours dans le Village olympique. « Le bâtiment a été conçu pour que sa consommation soit lissée. Il n'y a pas de période de pointe », explique Franck Chauveau. Son toit est recouvert de panneaux solaires, et il abrite des batteries stationnaires. Sept bornes de recharge « bidirectionnelles » permettront d'utiliser l'électricité de voitures électriques, en cas de besoin. Le dispositif sera testé cet été et les économies réalisées pourront alors être quantifiées. Enfin, un parking provisoire installé sur un terrain de foot a été équipé de 200 bornes de recharge pour voitures électriques, en à peine une semaine ! 1200 des 3000 véhicules officiels des JO sont électriques. EDF a installé trois de ces parkings provisoires (les deux autres sont au Bourget et sur l'hippodrome d'Auteuil), soit un total de 800 bornes. Elles sont alimentées par 8 parcs éoliens et 2 solaires repartis sur tout le territoire. À

la fin des Jeux, ces bornes seront réutilisées sur des sites EDF, alors que le groupe y installe 2000 bornes par an.

Les sportifs passeront aussi beaucoup de temps dans d'anciennes centrales électriques à charbon d'EDF. Les deux grandes halles construites au début des années 1900 fournissaient l'électricité aux industries, jadis foisonnantes au nord de Paris. Converties en centrale au fioul, elles ont été fermées et désaffectées dans les années 1970, avec la montée en puissance du parc nucléaire et des centrales hydrauliques. La grande halle qui abritait la centrale de Saint-Denis I a été entièrement rénovée pour les JO, transformée en salle d'échauffement et de musculation pour les athlètes. Saint-Denis II est connue pour abriter la Cité du cinéma, transformée en une immense cantine pour les Jeux. De l'électricité carbonée du début de la révolution industrielle aux JO les moins émetteurs de CO<sub>2</sub> de l'histoire moderne, la boucle est bouclée. ■

## Ascometal : déception après l'abandon du repreneur italien

Amélie Ruhlmann

Le tribunal examine, ce vendredi, les offres de reprises déposées pour sauver quatre sites de l'aciériste tricolore.

Pour quelque 800 salariés du groupe sidérurgique Ascometal, c'est un suspense difficile à vivre. Ce vendredi, le tribunal de Strasbourg se prononce sur le devenir des quatre sites de l'aciériste.

Placé en redressement judiciaire en mars et remis en vente par son propriétaire, Swiss Steel, Ascometal a suscité l'intérêt de plusieurs candidats. Fin avril, cinq repreneurs potentiels s'étaient manifestés pour reprendre un ou plusieurs des cinq sites industriels du groupe (Hagondange, Le Marais, Les Dunes, Custines et Fos-sur-Mer). Le cumul de ces offres de reprise partielle devait permettre de sauver la quasi-totalité des salariés de l'aciériste. Or, si le site de Fos-sur-Mer a été repris comme espéré par le groupe Marcegaglia, le devenir des autres usines est plus qu'incertain.

Entre l'audience du 26 avril et la date limite de dépôt des offres fixée au 12 juin, la quasi-totalité des repreneurs potentiels ont jeté l'éponge. Le groupe italien Venete, qui envisageait de reprendre les sites d'Hagondange, de Custines, du Marais, qui travaillent pour l'industrie automobile, ainsi que pour le Centre de recherche sur les aciers spéciaux (Creas), a définitivement abandonné ; il ne déposera pas

d'offre améliorée. L'espagnol Sidenor, intéressé par les sites des Dunes et de Custines, a lui aussi choisi de passer son chemin. Et il se murmure qu'Europlasma, entreprise française spécialisée dans le traitement des déchets dangereux, aurait également quitté la table des négociations. À la veille de l'audience, il ne demeurerait donc qu'un seul candidat en lice, le fonds d'investissement britannique Greybull.

Rien ou presque ne s'est déroulé comme prévu. Le groupe familial Venete avait la faveur des syndicats, des élus locaux et, dans une certaine mesure, de l'État. Fin 2023, il s'était présenté comme un potentiel acquéreur d'Ascometal, avant que le projet ne capote. Après le dépôt de bilan, il avait renouvelé devant le tribunal de Strasbourg son intérêt pour les trois usines du « cluster automobile », du groupe. Sa proposition comprenait la reprise de la totalité des 700 salariés et un investissement de 150 millions d'euros.

Le groupe italien avait posé quelques conditions au sauvetage de l'aciériste. À commencer par le financement du désamiantage et du dépolluissage du site d'Hagondange par son ancien propriétaire, Swiss Steel. Une opération dont le coût est estimé

entre 11 et 14 millions d'euros. Venete souhaitait également que l'État soutienne le projet à court terme, avec un prêt public de 10 millions d'euros et une garantie d'emprunt aux projets stratégiques. À moyen terme, le groupe italien sollicitait une participation de Bpifrance au capital de la société à créer pour la reprise, dans le cadre d'un accord de gouvernance et de participation à définir avec la Caisse des dépôts italienne.

### La dissolution peut-être responsable

Les négociations ont patiné. L'État, qui s'était engagé à travers le Comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri) à aller dans le sens du groupe italien, aurait tardé à formaliser ses engagements par écrit. Dans une lettre adressée au CSE (comité social et économique) d'Hagondange le 17 juin, Venete annonçait quitter la table des négociations, faute d'accord quant à la levée des conditions suspensives de son offre et l'entrée au capital de la puissance publique. Selon certains, c'est la dissolution qui aurait freiné le gouvernement. Une hypothèse que Matignon, impliqué dans le dossier, s'évertue pourtant à récuser. À en croire un conseiller du premier ministre, le Ciri aurait « tout fait »

pour retenir Venete, « candidat très crédible », autour de la table.

Certes, en début de semaine, l'État a fini par consentir in extremis à ce que Bpifrance entre au capital de la société à créer pour la reprise à hauteur de 15 à 20 millions d'euros. Trop tard pour le groupe transalpin, qui s'est définitivement retiré du dossier. « C'est un gâchis incompréhensible. Si l'engagement du gouvernement avait été plus rapide, Venete aurait redéposé une offre et les sites auraient été sauvés par un repreneur solide », commente Julien Freyburger, vice-président LR du conseil départemental de la Moselle. L'élu s'était engagé, à travers sa communauté de communes, à monter au capital de la société créée pour la reprise à hauteur de 15 millions d'euros. À la place de l'État, donc. « On m'a prié de laisser le gouvernement et le Ciri à la manœuvre », assure-t-il.

Bercy a-t-il fait preuve de « suspicion » vis-à-vis du candidat italien, comme le suggère l'élu ? Ce qui est certain, c'est que les projets des autres repreneurs potentiels, Europlasma et Greybull, étaient moins disants en reprises de sites et plus gourmands en deniers publics. Les deux acteurs demandaient des fonds de développement économique et social (FDES) al-

lant de 40 à 80 millions d'euros selon les projets. L'obtention de ces aides étant conditionnée, selon la CFDT, à « un schéma financier équilibré » et « un vrai projet social ».

Greybull, qui pourrait être le seul repreneur potentiel à se présenter ce vendredi au tribunal, s'engage à reprendre tous les emplois industriels et la majorité de ceux du holding. Mais l'investisseur souffre de l'échec de la reprise d'une partie des activités du géant de l'acier britannique British Steel, en 2016. La liquidation de ce dernier avait plongé Ascoval, à l'époque filiale de British Steel, dans une incertitude de plusieurs mois.

Les juges seront-ils prêts à désigner Greybull, avec le risque que l'histoire se répète ? L'inquiétude est de mise à Hagondange, où l'usine de l'aciériste concerne plus de 1000 emplois directs et indirects. Il semble peu probable que les trois sites puissent supporter le coup d'un nouveau report, tant financièrement que moralement. Pour Julien Freyburger, les salariés mosellans « sont à bout ». Alors que le spectre d'une liquidation plane sur le site d'Hagondange, une poignée de sénateurs mosellans ont adressé une lettre au président de la République. Dans l'espoir, malgré tout, d'un dénouement surprise. ■



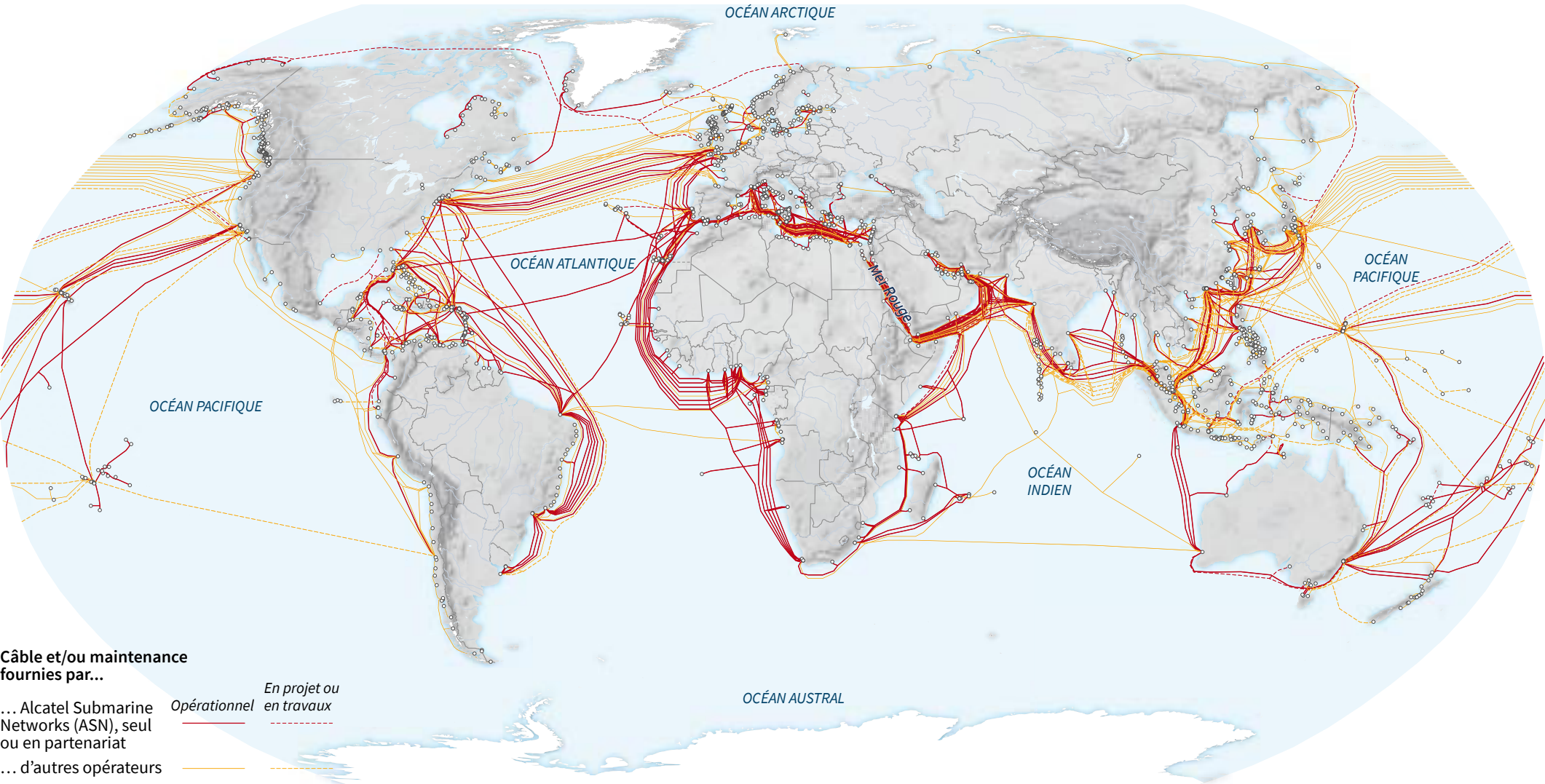
# L'État français rachète la très stratégique activité des câbles sous-marins de Nokia

Lucas Mediavilla

Alcatel Submarine Networks est un leader mondial sur ces infrastructures par lesquelles passent 99% du trafic internet.

## La toile mondiale des câbles sous-marins

Réseau mondial de câbles sous-marins en fibre optique, en juin 2024



Sources : Telegeography ; Alcatel Submarine Networks

Infographie : D. Ingusto LE FIGARO

Un véritable serpent de mer, qui arrive à son terme. Jeudi matin, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé que l'Agence des participations de l'État avait signé une promesse d'achat pour acquérir 80 % d'Alcatel Submarine Networks (ASN), propriété depuis 2015 de l'équipementier télécoms Nokia. Bercy estime qu'il déboursera un peu moins de 100 millions d'euros pour cette entreprise spécialisée dans la conception, le développement, la pose et la maintenance de câbles sous-marins. La transaction sera définitive d'ici la fin de l'année. « Cette entreprise est l'un des leaders mondiaux des câbles sous-marins, elle a des concurrents américains et asiatiques. Il n'y a pas d'autres sociétés en Europe qui possède ce savoir-fai-

re et cette part de marché », justifie-t-on à Bercy. La somme exacte, qui sera connue au moment du bouclage de l'opération et intégrera la dette, ne semble pas énorme. Mais le timing ne manquera pas d'interroger, en pleine période électorale. Avec ce rachat, qui succède à celui des turbines nucléaire Arabelle il y a un mois, l'État montre qu'il se soucie plus que jamais des questions de souveraineté. Du côté du ministère, on évacue tout opportunisme politique. « Les négociations ont démarré il y a un an, assure Bercy. C'est une décision qui est complètement dans le périmètre de ce que peut faire le gouvernement dans cette période. C'est aussi une opération pour laquelle les crédits ont été votés en loi de finances. » « Tous les partis politiques seraient en faveur de cette acquisition », martèle l'exécutif.

Dès 2017, la direction de Nokia France avait engagé des réflexions sur la cession de cette activité, qui n'est pas au cœur de son métier d'équipementier télécoms sur la connectivité terrestre. Cette année-là, le groupe finlandais disait avoir reçu au moins deux offres pour la vente d'ASN, ajoutant toutefois qu'il serait vigilant quant au fait de ne pas brader cet actif. En 2019, l'État avait demandé à Orange – qui dispose d'une activité de maintenance de câbles sous-marins avec six navires câbliers via sa filiale Orange Marine – de racheter ASN. Mais cela ne s'est jamais matérialisé. « La conception et la fabrication n'étaient pas une activité dans laquelle Orange souhaitait se développer », souligne-t-on à Bercy. Avec Nexans, la France dispose d'un autre leader dans le secteur des câbles qui aurait pu être candidat, mais l'État a

aussi écarté l'idée. « C'est une entreprise qui fabrique et pose des câbles principalement électriques dont la technologie, la nature et les distances sont très différentes », explique-t-on encore. Quant aux autres candidats potentiels, ils ne convenaient pas à l'État, qui disposait depuis 2015 et la vente d'Alcatel à Nokia d'un droit de regard pour le repreneur. Ces derniers mois, les 450 câbles sous-marins faits de fibre optique qui relient les continents de la planète se sont invités dans le contexte des tensions géopolitiques grandissantes à l'échelle mondiale. L'activité est stratégique, car près de 99 % du trafic internet transcontinental passe par ce type d'infrastructures. Après le sabotage du gazoduc Nord Stream, Emmanuel Macron avait demandé un renforcement de la surveillance autour de ces câbles déposés entre 3 000 et 6 000 mètres de profondeurs, qui peuvent être la cible d'opérations de sabotage, mais aussi d'espionnage.

Au début de l'année, plusieurs câbles Internet ont d'ailleurs été sectionnés au bord de la mer Rouge, point de passage critique entre l'Asie et la Méditerranée. Les géants du numérique (Google, Meta, par exemple) et les opérateurs télécoms, principaux opérateurs de ces câbles, ont certes créé des redondances pour parer aux coupures. Mais des congestions ne sont pas impossibles si plusieurs câbles devaient être mis hors jeu en même temps. Or la France, avec ses nombreuses façades maritimes, est le pays le plus interconnecté d'Europe, et dès lors un point névralgique pour la souveraineté numérique du continent. C'est « une activité stratégique et qui l'est de plus en plus puisque les infrastructures peuvent faire l'objet d'attaques », acquiesce-t-on à Bercy, jugeant qu'« à partir du moment où Nokia avait décidé de ne plus mettre l'objet au cœur de sa stratégie, on courait le risque d'un désinvestissement ». ASN est un des trois leaders mondiaux sur ce secteur, en compagnie du groupe américain SubCom et du japonais NEC, avec 30 % de part de marché. Elle a déployé pas moins de 800 000 km de réseaux dans le monde, emploie 2 000 collaborateurs, répartis entre la France (1 300 collaborateurs), le Royaume-Uni ou la Norvège. Un gros site industriel est notamment implanté à Calais.

La valeur de l'entreprise, dette comprise, atteindrait 350 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a plus que doublé entre 2019 et 2023 pour atteindre 1,1 milliard d'euros. La rentabilité de l'activité, elle, ne semble pas particulièrement forte. La marge d'Ebitda – un indicateur de la rentabilité opérationnelle d'une entreprise – s'afficherait en dessous des 10 %, selon nos informations. Dans un communiqué, Nokia insiste d'ailleurs sur le fait que cette cession pourrait lui permettre d'augmenter la rentabilité de sa division infrastructure. De son côté, Nokia se félicite d'avoir trouvé « un propriétaire naturel pour l'entreprise ». S'il reste actionnaire minoritaire à hauteur de 20 % pour assurer une phase de transition, l'équipementier finlandais a vocation à se désengager pour que l'État puisse monter à 100 %. Bercy promet de garder l'ensemble des salariés français et de


« C'est une opération pour laquelle les crédits ont été votés en loi de finances »  
Ministère de l'Économie

conserver la logique d'investissement. « La société est sur une trajectoire de croissance (...). Il y a eu beaucoup d'investissements dans des navires et des outils industriels, on va maintenir cette stratégie. » De quoi répondre aux inquiétudes sur le ralentissement évoqué de l'activité ces derniers mois. Avec ce rachat d'ASN, l'État ne risque-t-il pas d'alimenter une concurrence avec Orange Marine, filiale de l'opérateur Orange dont il est actionnaire ? Interrogé par Le Figaro, Bercy insiste sur le fait que l'opérateur télécoms n'a qu'une activité en commun avec celle d'ASN, sur la maintenance des câbles. Or comme le souligne Sébastien Crozier, patron du syndicat CFE-CGC de l'opérateur : « La demande sur ce marché est très forte, il y a un fort besoin de navires câbliers. » À travers Orange Marine et désormais l'ASN, acteur complètement intégré dans le secteur des câbles sous-marins, la France dispose dans son giron de la plus importante flotte de navires câbliers dans le monde. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 27 JUIN											
LE CAC											
	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR
ACCOR .....	38,51	-0,64	38,92	38,46	0,225	+11,3	LVMH .....	715,5	-1,58	735,6	714,6
AIR LIQUIDE .....	163,48	-0,81	166,32	162,94	0,087	-7,18	MICHELIN .....	36,17	-1,09	36,59	36,12
AIRBUS .....	130,64	-0,26	132,48	129,88	0,194	-6,54	ORANGE .....	9,314	-0,83	9,44	9,286
ARCELOMITTAL SA .....	21,24	-0,61	21,6	21,21	0,295	-17,27	PERNOD RICARD .....	128,5	-2,17	131,65	128,35
AXA .....	30,37	-0,95	30,61	30	0,25	+2,98	PUBLICIS GROUPE SA .....	101,1	-1,46	103,05	100,9
BNP PARIBAS ACT.A .....	60,02	-0,38	60,68	59,58	0,3	-4,11	RENAULT .....	47,3	+0,11	47,71	45,79
BOUYGUES .....	29,84	-2,07	30,47	29,83	0,27	-12,54	SAFRAN .....	197,8	+0,48	201,2	197,6
CAPGEMINI .....	187,95	-0,32	189,9	187,45	0,183	-0,42	SAINT GOBAIN .....	73,2	-0,3	73,82	73
CARREFOUR .....	13,38	-1,29	13,54	13,32	0,308	-19,23	SANOFI .....	89,86	-1,02	90,46	89,64
CREDIT AGRICOLE .....	12,93	-0,39	13,03	12,875	0,143	+0,61	SCHNEIDER ELECTRIC .....	226,3	-0,4	228,7	226
DANONE .....	57,24	-1,45	58	57,12	0,194	-2,45	SOCIETE GENERALE .....	22,17	-0,25	22,24	21,92
DASSAULT SYSTEMES .....	34,96	-1,74	35,42	34,69	0,107	-20,97	STELLANTIS NV .....	18,556	-4,01	19,218	18,48
EDENRED .....	40,32	-4,11	42	40,32	0,361	-25,53	STMICROELECTRONICS .....	36,315	-1,43	37,13	36,225
ENGIE .....	13,415	-1,69	13,635	13,335	0,245	-15,72	TELEPERFORMANCE .....	101,4	+0,7	104,4	98,6
ESSILORLUXOTTICA .....	203	-1,65	206,9	202,7	0,088	+11,78	THALES .....	150,5	-0,95	152,8	150,45
EUROFINS SCIENT. ....	47	-1,05	48,19	46,89	0,294	-20,31	TOTALENERGIES .....	62,04	0	62,36	61,88
HERMES INTL .....	2173	-1,27	2211	2169	0,043	+13,25	UNIBAIL-RODAMCO-WE .....	73,54	+1,16	74,62	72,96
KERING .....	341,75	+4,67	346,35	337,65	0,311	-14,35	VEOLIA ENVIRON. ....	28,11	-1,88	28,58	28,02
L'OREAL .....	422,85	-3,37	441,35	415,15	0,07	-6,17	VINCI .....	98,9	-2,22	101,35	98,9
LEGRAND .....	94,42	-0,32	96,32	94,18	0,233	+0,34	VIVENDI SE .....	9,78	-0,55	9,88	9,758

LES DEVISES				MONNAIE				1 EURO=			
AUSTRALIE .....				DOLLAR AUSTRALIEN				1,6078	AUD		
CANADA .....				DOLLAR CANADIEN				1,4647	CAD		
GDE BRETAGNE .....				LIVRE STERLING				0,8459	GBP		
HONG KONG .....				DOLLAR DE HONG KONG				8,3521	HKD		
JAPON .....				YEN				171,66	JPY		
SUISSE .....				FRANC SUISSE				0,9604	CHF		
ETATS-UNIS .....				DOLLAR				1,0696	USD		
TUNISIE .....				DINAR TUNISIEN				3,366	TND		
MAROC .....				DIHRAM				11,103	MAD		
TURQUIE .....				NOUVELLE LIVRE TURQUE				35,172	TRY		
EGYPTE .....				LIVRE EGYPTIENNE				51,1215	EGP		
CHINE .....				YUAN				7,7745	CNY		
INDE .....				ROUPIE				89,242	INR		
ALGERIE .....				DINAR ALGERIEN				144,0891	DZD		

L'OR				VEILLE				31/12			
Lingot 1KG .....				69 970,00				+16,39 %			
Lingot 100g .....				7 008,00				+16,36 %			
Lingot 50g .....				3 510,00				+16,33 %			
Lingot ONCE (31,10g) .....				2 187,41				+16,29 %			
Lingot 10g .....				710,90				+16,12 %			
Lingot 2,5g .....				185,65				+15,39 %			
20FF NAPOLÉON .....				436,61				+16,4 %			
20FF SUISSE .....				4317,30				+16,4 %			
SOUVERAIN .....				545,90				+16,4 %			
KRUGGERAND .....				2 327,39				+16,4 %			
50 PESOS .....				2 280,12				+16,4 %			
10 DOLLARS .....				1 137,80				+16,4 %			
20 DOLLARS .....				2 274,61				+16,4 %			



Accédez au cours instantané



# À la rentrée, M6 veut sortir le grand jeu tandis que RTL toilette sa grille

Caroline Sallé

La chaîne relance « Que le meilleur gagne », format culte des années 1990. La radio recrute Faustine Bollaert.

Est-ce le climat incertain, pour ne pas dire anxio-gène, qui pousse à davantage de légèreté ? Après avoir relancé « Le Maillon faible » à l'automne dernier - un format culte de TF1 dans les années 2000 - puis « Le Juste Prix » qui a fait les belles heures de la Une il y a trente ans, M6 s'apprête à ressusciter un autre jeu culte des années 1990. Autrefois sur Antenne 2 (devenue France 2), « Que le meilleur gagne » sera présenté en soirée par l'ex-animateur de « Top Gear France », Philippe Lellouche et la comédienne Anne-Sophie Girard. Le principe ? 200 candidats anonymes, répartis en quatre grandes familles selon leur tranche d'âge, répondent à une série de questions à choix multiples pour tenter de remporter jusqu'à 40 000 euros. Une mauvaise réponse et c'est l'élimination.

Le jeu est un segment dans « lequel on a été assez peu présents et dans lequel on accélère », a indiqué David Larramendy, qui a succédé à Nicolas de Tavernost à la tête du groupe M6. La chaîne veut en faire, avec la fiction, un axe de développement important. Elle lancera d'ailleurs un autre jeu inédit et feuilletonnant, « 99 à battre », dans lequel une centaine de candidats de tous âges s'affronteront en même temps dans une série de défis.

## Isabelle Saporta et Étienne Gernelle sur RTL

En pariant sur les jeux et les programmes cultes du petit écran, M6 espère séduire un public large et familial. Preuve que les grandes franchises constituent des valeurs refuges pour les diffuseurs, le groupe continuera de miser sur ses divertissements familiaux à succès à l'image de « Pékin Express » qui célébrera son 20<sup>e</sup> anniversaire, « Les Traîtres », « Le Meilleur Pâtissier », présenté par Cyril Lignac et la nouvelle recrue Laëtitia Milot, « L'Amour est dans le pré », avec Karine Le Marchand...

De Julien Courbet à Stéphane Rotenberg en passant par Bernard de la Villardièrre, les incarnations phares de la chaîne seront au rendez-vous. Placé sous contrôle judiciaire et dans l'attente de son procès pour violences commises sur deux anciennes compagnes, Stéphane Plaza pourrait également revenir à l'an-



Anne-Sophie Girard et Philippe Lellouche animeront la nouvelle version du jeu « Que le meilleur gagne » sur M6. Et Faustine Bollaert prendra les rênes d'une émission de témoignages de personnalités connues sur RTL, en début de soirée.

tenne. La chaîne assure poursuivre sa collaboration avec l'animateur popularisé grâce à des émissions comme « Maison à vendre » et « Chasseurs d'appart ».

De son côté, RTL tente de remuscler son jeu, après une saison en demi-teinte. La radio a souffert du départ de Pascal Praud, parti sur Europe 1. Et son grand rival France Inter n'a cessé de creuser l'écart. Avec 7,18 millions d'auditeurs chaque jour, le navire amiral de Radio France a largement distancé RTL, écouté par 5,37 millions de Français. La filiale du groupe M6 s'apprête donc à remettre un peu de fuel dans sa grille. Pas de changement structurel en vue mais des aménagements. La matinale devrait être allongée et elle laissera plus de place à l'information. L'émission animée par

Julien Courbet, « Ça peut vous arriver », diffusée actuellement entre 9 heures et midi sera par ricochet moins longue. Il faut dire que l'animateur sera bien occupé sur M6.

Pour remplacer, le matin, l'éditorialiste et intervieweuse politique Alba Ventura, en partance pour la matinale de TF1 aux côtés de Bruce Toussaint, RTL va faire appel à deux personnalités médiatiques. L'ancienne PDG des Éditions Fayard, Isabelle Saporta, reprendra le billet « Un point, c'est tout ! » diffusé à 6 h 50 dans « RTL petit matin ». Une pastille dans laquelle la chroniqueuse « posera son regard sur un événement de l'actualité pour donner un avis tranché : coup de cœur, coup de gueule, coup de griffe », indique RTL dans un communiqué. Pas-

sée par Europe 1, RMC ou encore France 2, l'éditrice et ex-journaliste retrouve quasiment la place qu'elle occupait sur la grille à la rentrée 2018. Chaque matin peu avant 7 h 15, elle y livrait un billet d'humour, « C'est comme ça ». La révélation publique de sa liaison avec le leader écologiste de l'époque, Yannick Jadot, l'avait poussée à démissionner en mai 2019. Autre arrivée, celle d'Étienne Gernelle, le directeur de l'hebdomadaire *Le Point*, qui assurera de son côté l'édito de « RTL Matin » à 7 h 15. Lui aussi connaît un peu la maison. Au printemps dernier, il avait eu l'occasion de se roder en remplaçant Alba Ventura durant deux mois.

La station vient aussi de recruter Faustine Bollaert, l'une des incarnations phares des après-midi de France 2, sa-

crée personnalité télé préférée des Français par le dernier classement de *TV Magazine*. Elle sera aux manettes d'une émission quotidienne d'une heure, en début de soirée, autour de témoignages de personnalités connues ou d'anonymes venus retracer des parcours de vie singuliers. Cette arrivée coïncide avec le départ de Flavie Flament qui animait « Jour J » chaque jour de 20 heures à 21 heures depuis quatre saisons. Début 2025, la station tournera aussi définitivement la page Philippe Bouvard, qui tenait toujours, à 94 ans, une chronique hebdomadaire sur la station. Figure emblématique des « Gros-ses Têtes », le journaliste et amuseur aura passé soixante ans sur RTL. Un record de longévité. ■



ADE ADJOUM6, NATHALIE GUYONIFY

## La publicité va faire son arrivée sur le réseau social BeReal

Keren Lentschner et Chloé Woitier

Voodoo détaille sa stratégie pour stimuler la croissance de l'application qu'il a acquise pour 500 millions d'euros.

La licorne Voodoo n'a pas perdu de temps. Moins d'un mois après avoir racheté le réseau social français BeReal pour 500 millions d'euros, l'éditeur tricolore d'applications et de jeux pour mobile passe à l'offensive. Alors que BeReal n'a jamais été monétisé par ses fondateurs, Voodoo introduira dès cet été de la publicité dans cette application de partage de photos « authentiques », prisé des moins de 30 ans et qui revendique 40 millions d'utilisateurs mensuels. De nouvelles fonctionnalités vont aussi faire leur apparition dans les prochains mois afin d'augmenter le temps passé sur le service.

« Nous voulons amener BeReal au niveau où il doit être, avec plusieurs centaines de millions d'utilisateurs, en nous appuyant sur nos forces », déclare Aymeric Roffé, qui a été nommé à la direction générale du réseau social à la place de l'un de ses deux cofondateurs, Alexis Barreyat. Aymeric Roffé prend l'exemple de l'application américaine Musical.ly, dont la croissance stagnait avant qu'elle ne soit acquise par le chinois ByteDance. Elle est aujourd'hui connue sous le nom de TikTok.

Né en 2019, BeReal (« être authentique ») a séduit la génération Z avec un concept original : une fois par jour, les utilisateurs reçoivent une notification.

Ils ont alors deux minutes pour se prendre en photo avec les caméras avant et arrière du smartphone. L'application française s'est imposée comme l'anti-Instagram, connu, lui, pour ses filtres qui permettent d'embellir la réalité. Dopé par le Covid, BeReal a eu un succès rapide et retentissant, notamment aux États-Unis. « BeReal a mis le doigt sur quelque chose de fort », applaudit son nouveau directeur. Mais depuis près de deux ans, la croissance s'est essouffée. Surtout, le réseau social ne générerait pas de revenus, ce qui a amené à sa vente à Voodoo.

BeReal avait fait un premier pas vers les annonceurs en février dernier en enrôlant des célébrités et des marques - comme Puma, Adidas ou MAC Cosmetics - pour proposer à ses utilisateurs de voir leurs coulisses. Mais, pour cela, il fallait s'abonner à leurs comptes. Bientôt, ces clichés publicitaires, que Voodoo promet respectueux de l'ADN « authentique et sans filtre » de l'application, s'intercaleront entre le visionnage des photos envoyées par les amis de l'internaute. « Nous avons de premiers retours positifs des marques et des agences. Elles sont très demandeuses de nouveaux formats, les canaux traditionnels ayant moins d'impact sur la nouvelle génération », confie Aymeric Roffé.

Voodoo n'est pas novice en matière de réseaux sociaux. Spécialiste du jeu

dit « hyper casual » (principes de jeu très simples et parties de moins de 5 minutes), il a engagé sa diversification dès 2018 vers d'autres marchés. Il a ainsi acquis en 2021 WeMoms, un réseau social à destination des mères de famille. Un autre réseau social, Wizz, a lui vu le jour lors d'un « hackaton » interne à Voodoo. Peu connu en France, il permet aux adolescents et jeunes étudiants de trouver des internautes de

**« Les marques et les agences sont très demandeuses de nouveaux formats, les canaux traditionnels ayant moins d'impact sur la nouvelle génération »**

Aymeric Roffé  
Directeur général de BeReal

leur âge avec qui discuter en ligne. Wizz revendique 5 millions d'utilisateurs par mois dans vingt pays, les États-Unis étant son premier marché. Un quart des adolescents américains l'ont déjà téléchargé au moins une fois.

« Tester, mesurer, itérer rapidement » : Voodoo compte répliquer ses recettes « pragmatiques » qui ont permis à Wizz, mais aussi à ses jeux vidéo, de décoller à force d'ajustements cons-

tants. « Il y a des nouvelles choses sur Wizz toutes les deux semaines », souligne son directeur Thomas Donniger. De fonctionnalités inédites vont donc arriver rapidement sur BeReal, à commencer par l'envoi de vidéos prises sur le vif, et l'introduction probable d'une messagerie. Objectif, inciter les utilisateurs à multiplier les connexions quotidiennes en leur donnant de nouvelles choses à faire.

« Nous allons très vite essayer de nouvelles choses », promet Aymeric Roffé, qui entend « capitaliser sur l'expérience acquise avec Wizz ». Comme d'autres acteurs du jeu mobile, Voodoo est en effet adepte du micro-prototypage. « Nous faisons beaucoup de benchmarks, d'entretiens avec des utilisateurs pour mieux comprendre leurs usages, et de tests », explique Thomas Donniger. Voodoo modifie ainsi sans cesse ses applications auprès d'un échantillon réduit d'utilisateurs. « Nous mesurons l'impact de ces nouveautés puis décidons de les abandonner ou bien de les déployer à l'échelle. »

L'équipe regarde les tendances tous azimuts, à commencer dans l'univers du gaming où elle teste 700 nouveaux concepts par mois. Voodoo garde aussi un œil sur les innovations « made in China », comme le live shopping - elle a d'ailleurs développé son propre service.

Le groupe s'intéresse aussi à la voix, devenue l'un des moyens des jeunes de rechercher de l'information ou d'interagir via des messages éphémères. BeReal, qui a jusque-là grossi via le bouche à oreille, va aussi bénéficier d'une des forces de Voodoo : l'acquisition d'utilisateurs via le marketing et la publicité.

Quelques mois après l'entrée en vigueur du Règlement européen sur les services numériques et alors que la plupart de ses rivaux (Meta, TikTok, Snapchat...) sont accusés de négligence, Voodoo sait qu'il sera aussi attendu au tournant sur la question de la sécurité des jeunes utilisateurs. « C'est le premier sujet sur lequel nous nous sommes mis au travail dès l'acquisition de BeReal », confie Thomas Donniger.

Voodoo travaille déjà avec des prestataires sur le contrôle de l'âge (avec les outils de reconnaissance faciale de Yoti) et la modération de contenu. En début d'année, Wizz a été suspendu de l'App Store et de Google Play après des soupçons sur la présence de prédateurs sexuels sur l'application. Elle est revenue en ligne quelques semaines plus tard, après un audit poussé de Google et Apple sur ses mécanismes de sécurité. « 100 % du contenu est modéré avant même sa diffusion », assure Thomas Donniger. La bataille se jouera aussi sur ce terrain-là. ■



# LE FIGARO et vous



**THÉÂTRE**  
RENCONTRE AVEC  
JEAN ROBERT-CHARRIER,  
À LA TÊTE DE TROIS SALLES  
PARISIENNES **PAGE 29**



**VIN**  
À PAUILLAC, LE CHÂTEAU  
GRAND-PUY DUCASSE FAIT PEAU NEUVE.  
ENTRETIEN AVEC SA DIRECTRICE,  
ANNE LE NAOUR **PAGE 31**

CHRISTOPHE MARTIN/FESTIVAL D'ANJOU ; VICTORIA HEBRARD PHOTO ; JÉRÔME PRÉBOIS/© 2024 CHAPTER 2 - PATHE FILMS - MG ; HARLEY WEIR ; HERMÈS



## Monte-Cristo Pierre Niney sort de l'ombre

Le comédien de 35 ans est Edmond Dantès dans une nouvelle adaptation au cinéma du roman de Dumas. Un rôle qui le fait rentrer dans la cour des grands acteurs populaires. **PAGE 28**



**Le nouveau  
colorama  
de la haute  
joaillerie  
Hermès**

**PAGE 30**



## Les Étoiles du classique: des accords qui claquent

**Thierry Hillériteau**

La troisième édition du festival saint-germanoï s'est ouverte dans un feu d'artifice de cordes, et de jeunes virtuoses à la belle complicité.

Les musiciens attaquent l'*andante con moto* du quatuor D.810 de Schubert. Le thème de *La Jeune Fille et la Mort* déroule son implacable tragédie sur un tempo plus vif qu'à l'accoutumée: les interprètes susurrent la mélodie du bout de l'archet. Sur le souffle. Dans l'assistance chacun retient le sien. L'osmose est parfaite.

Au premier violon, une corde claque. Le temps suspendu suspend celui du concert. Dehors, Phoebus pique du nez mais le

mercure est encore haut. Le violon estampillé Guadagnini d'Iris Scialom en a fait les frais. « C'est mon premier été avec lui », précise-t-elle au micro du maître de cérémonie, Clément Rochefort.

### Un archet monté sur ressorts

En ce 26 juin, au Théâtre Alexandre Dumas de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), les grands noms de la lutherie sont de sortie. Pour son ouverture, le festival Les Étoiles du classique a convoqué la crème des jeunes

solistes issus du conservatoire de Paris, dont quatorze instrumentistes à cordes. Guadagnini, Vuillaume, Gagliano, copies de Stradivarius. Ce n'est plus Saint-Germain-en-Laye mais Crémone-sur-Seine. Au plateau violons, altos et violoncelles rutilent. Le public jubile. Au diapason de ces virtuoses qui font feu de tout bois dans ce *Palladio* pour cordes de Jenkins à la noblesse palatine, ou ces *Danses roumaines* de Bartok emmenées par un Thomas Lefort à l'archet monté sur ressorts.

Le directeur artistique et fondateur (avec le mécène Patrick Petit) de la manifestation s'est fixé pour mission de soutenir les meilleurs jeunes talents issus comme lui du CNSM de Paris ou d'écoles prestigieuses. Il sait fédérer. Témoins ces moments chambristes qui ponctuent le concert comme autant d'odes à la simplicité, l'amitié et la complicité entre musiciens et instruments, pourtant dotés de personnalités déjà bien affirmées. *Passacaille* d'Halvorsen,

moins Dantès que dantesque pour électriser le Théâtre Dumas, sous le jeu pyrotechnique du violoniste Grégoire Torossian et de la contrebassiste Lorraine Campet.

Douce mélancolie gluckiste (*Danse des ombres heureuses*) dans la flûte rêveuse de Victoria Creighton et le piano nuancé de Jean-Baptiste Doulcet. *Trio élégiaque* de Rachmaninov qui révélera, au côté de Doulcet et du premier violon du Divan Orchestra, Mohamed Hiber, la sensibilité à fleur de peau du

violoncelliste Cameron Crozman... Autant de promesses d'aubes rayonnantes pour une jeune scène classique qui a trouvé avec ces Étoiles du classique ses Champs-Élysées. La manifestation attend cette année 7000 spectateurs. Elle rassemble jusqu'à dimanche 200 jeunes solistes, dont soixante uniront leurs forces lors de deux concerts symphoniques d'exception, dirigés par Julien Leroy et Nicolas Chalvin. ■

[www.lesetoilesduclassique.fr](http://www.lesetoilesduclassique.fr)



**Benjamin Puech**

Héros de Dumas au cinéma, comique réjouissant sur les plateformes, le trentenaire mène sa carrière à bride abattue, mais en cultivant un certain secret.

Is cherchaient un acteur à la diction exceptionnelle, capable de jouer plusieurs personnages à la fois, de monter à cheval et de pratiquer l'escrime. Bref, un virtuose. Les réalisateurs Alexandre de La Patellière et Matthieu Delaporte ont conclu qu'il leur fallait Pierre Niney. «*Pour nous, c'était lui ou personne.*» L'acteur a accepté immédiatement. Et le tournage n'a pas été de tout repos. «*Je pense qu'il a frôlé le chaos physique*», glisse Delaporte. Le prix à payer pour qu'à 35 ans, l'âge auquel Daniel Auteuil tournait *Jean de Florette* ou celui auquel Depardieu prêtait ses traits à Danton, l'ancien plus jeune pensionnaire de la Comédie-Française tienne son grand rôle populaire.

En plus d'être à l'affiche du plus gros budget cinématographique de l'année, Niney vient de cocréer une série humoristique avec Igor Gotesman pour Netflix, *Fiasco*. L'histoire d'un réalisateur paumé qui ne rencontre que des embûches sur son tournage. Le trentenaire incarne une nouvelle génération d'acteurs qui s'affranchit des trajectoires balisées du métier et ne se limite pas au cinéma. Niney ne craint pas de sauter des plateformes aux salles obscures, ni de mélanger les genres, passant du burlesque volontairement lourdaud de *Fiasco* à la langue du XIX<sup>e</sup> siècle de *Monte-Cristo*. Amoureux de Jim Carrey comme de Romain Gary, de Shakespeare et de Buster Keaton, le trentenaire ne veut pas avoir à choisir.

Et tant pis si des esprits chagrins s'étonnent de le voir, en 2021, faire le clown dans la télé réalité et «*LOL : qui rit sort !*», diffusée sur Prime Video. Les candidats de cette émission, qui est passée sous les radars des plus de 35 ans, s'éliminent en se faisant rire les uns les autres. Niney, génial dans l'exercice, a retrouvé à cette occasion certains de ses potes – Géraldine Nakache, Jonathan Cohen... –, qu'il croise régulièrement sur les tournages. Ces dernières années dans

**« Il a vraiment besoin d'aller dans sa propre cuisine. Pierre a ses secrets de fabrication, son mystère »**

**Matthieu Delaporte** Réalisateur

*La Flamme* et *Le Flambeau*, séries parodiques imaginées par Jonathan Cohen. Plus tôt, en 2016, dans *Five* réalisé par Igor Gotesman. Il y donnait la réplique à un autre proche, François Civil, qui, comme lui, fait partie de cette génération d'acteurs à l'aise sur Netflix comme à Cannes.

L'ascension de Pierre Niney s'est faite au pas de course. Il déboule à la Comédie-Française à 21 ans. Y brille rapidement. Ceux qui l'ont vu dans *Un chapeau de paille d'Italie* de Labiche, en 2012, n'ont pas oublié son hilarante performance. Au Français, il apprend à projeter la voix et à ne pas craindre le ridicule. Les cinéastes le remarquent. Son rôle dans *Comme des*



## Le talentueux Mister Niney

frères d'Hugo Gélin lui vaut un premier beau succès.

*Le Figaro* le présente alors comme «*le jeune premier qui ira loin*». On le dépeint en jeune homme pressé, ce dont il convient. En 2015, l'académie des César lui accorde un prix pour *Yves Saint Laurent*, de Jalil Lespert. Les propositions affluent, Niney quitte la Comédie-Française. Il a 26 ans. Le public le découvre ensuite dans *Sauver ou périr* en 2018 (1 million d'entrées) ou dans le troisième volet de la saga *OSS 117* en 2021 (1,6 million).

Depuis, le comédien gère sa carrière avec un souci du contrôle permanent. À l'instar de Monte-Cristo, il ne s'en remet pas à la Providence. Ses choix de films illustrent sa volonté de limiter les prises de risque. Il tourne avec des réalisateurs qu'il connaît. Il a ainsi collaboré à deux

reprises avec Frédéric Tellier (*Sauver ou périr*, *Goliath*) et Yann Gozlan (*Un homme idéal*, *Boîte noire*). Sa grande technicité sert leurs thrillers. Un genre qui lui plaît.

Soucieux de l'«*ambition*» des films, Niney opte le plus souvent pour un cinéma grand public, s'engage dans des productions susceptibles d'avoir un succès commercial. De *La Promesse de l'aube*, l'adaptation du roman de Gary signée Éric Barbier, au thriller engagé *Goliath* de Frédéric Tellier, grâce auquel cet écolo convaincu a pu défendre une cause qui lui tient à cœur, la lutte contre les pesticides. Contrairement à un Belmondo, qui savait l'intérêt d'alterner un Philippe de Broca et un Godard, on le voit rarement aux génériques de longs-métrages d'auteur. Deux exceptions notables : *Frantz* de François Ozon, en 2016, et *Le Livre des solutions* de Michel

Gondry, en 2023. Une production plus confidentielle dans laquelle il incarne un réalisateur drôle et bipolaire, sorte de double de Gondry. Et un joli succès en salle avec 450 000 spectateurs.

À cette carrière déjà riche, son ancienne professeur de théâtre, Brigitte Jaques-Wajeman apporte une série mais intéressante réserve dans *Society* : «*Il est toujours bien. Mais je ne l'ai jamais vu renversant au cinéma. Il y a quelque chose qui n'est pas en jeu : le sentiment que quelque chose d'essentiel agit. (...) J'adorerais que les réalisateurs osent plus de choses avec lui.*»

Les cinéastes qui le font tourner vantent souvent, en plus de ses qualités humaines, son agilité à se fondre dans ses personnages. Comme «*un acteur de composition de tradition anglo-saxonne*», précise Alexandre de La

**Pierre Niney, dans *Le Comte de Monte-Cristo*. Les cinéastes qui le font tourner vantent souvent, en plus de ses qualités humaines, son agilité à se fondre dans ses personnages.**

Patellière. Musique dans les oreilles, Niney passe des heures à lire et à se préparer. «*Il a vraiment besoin d'aller dans sa propre cuisine. Pierre a ses secrets de fabrication, son mystère*», témoigne Matthieu Delaporte. Le jeune homme semble à la recherche d'une certaine perfection technique. À la fin de l'envoi, il veut toucher. «*Il est beaucoup dans le contrôle, mais possède également une fragilité, qu'il aime de moins en moins avouer, et montre pourtant de plus en plus dans son jeu. Cela, c'est de l'or*», observe Frédéric Tellier.

«*Pierre aime se réinventer, chercher ce qu'il n'a pas encore expérimenté*», poursuit Tellier, qui l'avait transformé en pompier défiguré dans *Sauver ou périr*. Le réalisateur lui avait proposé par la suite le personnage du courageux avocat aux prises avec l'industrie agrochimique dans *Goliath* : Niney lui avait répondu qu'il préférerait le rôle de l'affreux lobbyiste. Après des auteurs du *Comte de Monte-Cristo*, le comédien a insisté sur la part sombre et vertigineuse du personnage – «*C'était même son mantra*», précise Delaporte. Comme si le comédien souhaitait se confronter à une noirceur inhabituelle chez lui.

**« Il est beaucoup dans le contrôle, mais possède également une fragilité, qu'il aime de moins en moins avouer, et montre pourtant de plus en plus dans son jeu. Cela, c'est de l'or »**

**Frédéric Tellier** Réalisateur

Le trentenaire, qui vit dans le calme d'une maison à la campagne, à l'abri d'une célébrité envahissante, cultive son jardin secret. On le devine pudique. Il ne s'épanche pas sur sa famille ou ses parents : un père professeur de cinéma, une mère artiste et auteur. Ce qui ne l'empêche pas d'investir, plus que tous ses confrères, les réseaux sociaux. «*J'aime ce rapport direct sans journalistes, sans attaches de presse. (...) Les filtres me font parfois un peu peur, l'idée que la parole soit changée, tronquée*», expliquait-il au média Brut, en mai dernier. 1,8 million de personnes, dont beaucoup de jeunes, suivent son compte Instagram, qu'il gère mieux qu'un community manager. Cette exposition lui sert de caisse de résonance à ses projets artistiques. Ou commerciaux. Car, au contraire d'un Vincent Lindon qui s'y est toujours refusé, il ne craint pas de jouer les bruns ténébreux sur des publicités Lacoste, dont il est «*l'ambassadeur*» depuis le mois de février.

Ce touche-à-tout s'est récemment mis à la production. Il songe aussi à retourner à la réalisation, expérimentée il y a une dizaine d'années avec une série humoristique pour Canal+, *Casting(s)*, et un court-métrage méconnu et malin, *Pour le rôle*. Le tournage du nouveau thriller de Yann Gozlan, où il incarnera le gourou d'un groupe de développement personnel, l'attend à l'automne. «*Ce doit être troublant pour lui de se dire qu'avec Monte-Cristo, il a déjà atteint un sommet dans sa carrière*», réfléchit à haute voix Matthieu Delaporte. Sommet ou non, à 35 ans, Pierre Niney est effectivement monté très haut. Plus dure sera la suite ? ■

CHAPTER 2/PATHE FILMS/MG FILMS/FARGO FILMS

## « Le Comte de Monte-Cristo », un film de cape et d'épée jubilatoire et solaire

**Olivier Delcroix**

Le cinéma français redécouvre enfin Dumas. Il était temps. Se replonger dans les classiques de la littérature serait-il aussi la solution pour endiguer la vague de désaffection qui s'est abattue sur les salles de cinéma ? «*Un pour tous, tous pour un !*», pourrait-on répondre en manière de mantra.

Après *Les Trois Mousquetaires*. D'Artagnan et *Milady* en 2023, inégal diptyque signé Martin Bourboulon, voici donc *Le Comte de Monte-Cristo*, de Matthieu Delaporte et Alexandre de La Patellière.

Cette fois, le panache est au rendez-vous. Le duo Delaporte et de La Patellière

vient du théâtre. Ces hommes de plume travaillent ensemble depuis vingt ans, sur *Le Prénom* comme sur *Un dîner d'adieu*, voire des comédies plus légères encore. On les a retrouvés en scénaristes de *D'Artagnan*. Cette fois, ils passent derrière la caméra pour adapter eux-mêmes le chef-d'œuvre de Dumas. Bien leur en prend.

Avec ce feuilleton flamboyant de 1400 pages, l'auteur de *La Reine Margot* enfourchait le Pégase du récit total, proposant un voyage échevelé au cœur de tous les genres romanesques, de la romance à la vengeance en passant par le thriller, la comédie humaine et le film d'évasion. Incarné au fil des années par près d'une quinzaine d'acteurs, sur grand écran comme à la télévision, Monte-

Cristo a fini par devenir l'archétype du «*revenge movie*». L'alpha et l'omega du film de vengeance.

### Petit théâtre de la vengeance

Les réalisateurs sont allés chercher Pierre Niney, 35 ans, pour incarner Edmond Dantès. L'acteur de *Boîte noire* et de *Mascarade* n'attendait que ça. Monte-Cristo était son livre fétiche depuis l'adolescence. Il faut dire que la partition est si tentante ! Toutes les émotions s'y reflètent au fil des années. Edmond Dantès est d'abord un jeune marin marseillais arrêté le jour de son mariage avec Mercédès (Anaïs Demoustier). Accusé d'être un partisan de Bonaparte, il est injustement embastillé au château d'If durant quatorze ans, puis finit

par s'évader grâce à l'aide de l'Abbé Faria pour mieux revenir sous l'identité du Comte de Monte-Cristo... La vengeance peut commencer.

Le grand avantage de cette fresque tourbillonnante à la française est qu'elle suit les états d'âme du héros au plus près de son courant de conscience, de la naïveté du jeune homme mis à terre par un groupe de puissants cyniques jusqu'au marionnettiste mystérieux qui orchestre méticuleusement son petit théâtre de la vengeance, au risque d'y perdre son âme. Il y a du Batman dans Edmond Dantès/Monte-Cristo. Jusqu'où peut-on se faire justice soi-même sans basculer du côté obscur de la force ? Grâce à ce long-métrage ample et maîtrisé, le héros de Du-

mas, sorte de Christ noir revanchard, revit surtout pour mieux offrir aux spectateurs l'occasion d'un film de cape et d'épée ardent, jubilatoire et solaire alors que son protagoniste demeure ténébreux. Parfois, le premier degré sied mieux aux grandes tragédies romantiques... Matthieu Delaporte et Alexandre de La Patellière en apportent la preuve avec brio. ■

**« Le Comte de Monte-Cristo »**  
**Drame historique de Matthieu Delaporte et Alexandre de La Patellière**  
**Avec Pierre Niney, Bastien Bouillon, Anaïs Demoustier**  
**Durée : 2h58**  
**Notre avis : ●●●○**



# Jean Robert-Charrier, le salut des planches

Nathalie Simon

Ce quadragénaire à la tête de la Porte Saint-Martin et du Petit Saint-Martin vient de prendre la direction des Bouffes Parisiens. Portrait d'un homme qui veut réconcilier public et privé.

« Je reviens du Festival d'Anjou, je n'ai pas rangé mon bureau », prévient Jean Robert-Charrier, le directeur artistique du Théâtre de la Porte Saint-Martin (1000 places), du Petit Saint-Martin (200 places) et depuis le 10 juin des Bouffes Parisiens. Une photographie de Laurent Terzieff côtoie un portrait de la fidèle Catherine Hiegel, la Callas fait de l'œil à Michel Bouquet et une bicyclette traîne à côté du minicanapé. « Ça fait bien cinq ans que je cherchais une salle intermédiaire de 600 places, explique le quadragénaire, soutenu par Marc Ladreit de Lacharrière (Fimalac). Il m'a suivi quand on s'est intéressés au Théâtre de l'Atelier, puis à celui d'Hébertot, puis à l'Athénée et enfin à l'Espace Cardin. Je ne saurais pas diriger n'importe quelle salle. Les Bouffes Parisiens, c'est une petite Porte Saint-Martin. On a réussi à créer une identité. »

Jean Robert-Charrier a la même ambition pour son « nouveau » théâtre. « Je voudrais qu'il intègre vite la maison en profitant du travail que nous avons effectué ici, avance-t-il. Le public a pris du temps pour prendre ses marques. Maintenant que ça fonctionne et qu'on est sollicités de toute part, la transition doit se faire rapidement. Il faut changer notamment la charte graphique des Bouffes Parisiens, qui est la même depuis Jean-Claude Brialy, il y a trente-cinq ans. » Cet amoureux des planches inaugurera le lieu en janvier 2025 avec un seul-en-scène d'Isabelle Nanty écrit et mis en scène par Vincent Dedienne. « Je suis content, ça fait vingt ans qu'elle n'a pas joué sur scène. »

François Cluzet s'illustrera ensuite dans un solo adapté d'un roman de Denis Michelis *Encore une journée divine*, mis en scène par Emmanuel Noblet. Fidèle à son habitude, Jean Robert-Charrier reprendra un spectacle venant du théâtre public : *La Tendresse*, de Julie Berès. Il peut se targuer d'avoir fait découvrir, à Isabelle Adjani et Marion Cotillard, Joël Pommerat, une figure du théâtre subventionné. Lui-même a eu la révélation en voyant son adaptation de *Cendrillon*. Il se souvient d'un entretien atypique dans son bureau avec le metteur en scène : « J'ai vu le lapin de Nelson, la comédie avec Chantal Ladesou, passer entre les jambes de Joël Pommerat, il y avait tout pour qu'on ne travaille pas ensemble. »

**« On a essayé de faire en sorte que les productions de la Porte Saint-Martin soient au niveau des reprises du théâtre public, pour que le spectateur habitué au théâtre public ne soit pas perdu quand il vient chez nous »**

Jean Robert-Charrier

Le dramaturge a d'ailleurs d'abord refusé d'être programmé au Théâtre de la Porte Saint-Martin, avant de revenir sur sa décision. Jean Robert-Charrier lui avait gardé le créneau horaire. « Il avait peur des séries longues, que le spectacle s'use », se souvient-il. Peur vaine : *La Réunion des deux Corées* se joue à guichets fermés jusqu'au 14 juillet. « On a essayé de faire en sorte que les productions de la Porte Saint-Martin soient au niveau des reprises du théâtre public, pour que le spectateur habitué au théâtre public



CHRISTOPHE MARTIN/FESTIVAL DANJOU

ne soit pas perdu quand il vient chez nous », explique Jean Robert-Charrier, qui continuera à inviter ses « idoles » : Alain Françon et Catherine Hiegel. Il a sollicité cette dernière pour jouer *Les Gratitudes*, de Delphine de Vigan, au Festival d'Anjou, qu'il dirige depuis 2020. En septembre, la comédienne reviendra au Théâtre de la Porte saint-Martin pour mettre en scène *La serva amorosa*, avec Isabelle Carré, plus de trente ans après avoir interprété le rôle-titre à la Comédie-Française.

**« Le vivier d'acteurs et d'actrices n'est pas renouvelé. Après Pierre Arditi, François Berléand, Patrick Chesnais, André Dussollier ou Fabrice Luchini, quelles sont les vedettes capables de déplacer les foules ? »**

Jean Robert-Charrier

Il est loin le temps où le jeune Jean avait annoncé à sa mère qu'il abandonnait ses études de droit. C'était en revenant de Paris, où elle l'amenait applaudir Laurent Terzieff, Claude Brasseur, Michel Bouquet, Geneviève Casile ou Suzanne Flon. Jean-Claude Camus, ex-producteur de Johnny Hallyday et directeur du Théâtre la Porte Saint-Martin lui tend alors la main. « Je suis arrivé sans un rond à Paris, je logeais dans une chambre de 7 mètres carrés, raconte Jean Robert-Charrier. Je prenais des cours de théâtre avec Michel Fagadau à la Comédie des Champs-Élysées. Pour les payer, je bossais la nuit dans un fast-food place de Clichy. Un camarade qui était "postier" (il déchirait les billets, NDLR) quittait sa place, il m'a suggéré d'appeler le théâtre. J'ai sauté sur l'occasion. J'ai rencontré Jean-Claude Camus et l'administratrice de l'époque. Ils m'ont engagé parce qu'il ne fallait pas avoir de compétences particulières pour déchirer les billets ! » Le garçon de 20 ans tombe « fou amoureux » du théâtre. Si bien qu'au bout d'une dizaine de jours il écrit une lettre, qu'il a toujours, à l'administratrice. Il lui affirme qu'il a eu une « illumination » et sent qu'il est fait pour diriger une salle. « Ils ont dû rire », lance Robert-Charrier. À la fin de son contrat de postier, il demande s'il peut rester : « J'ai eu trop de chance. Il se trouve que la secrétaire du théâtre prenait une semaine de congé sans solde. Je l'ai remplacée. Dans le tout petit bureau, j'avais accès à un ordinateur sur lequel il y avait toute la vie du théâtre. Je passais la journée à travailler et le soir à élaborer un projet pour le théâtre. Il n'y avait pas encore d'accès à internet, de règlement intérieur et de charte graphique. Du haut de mes 20 ans, je me suis dit qu'il y avait tout à faire. » Son stage terminé, l'ambitieux jeune homme pose son dossier sur le bureau de Jean-Claude Camus : « Ça l'a amusé, lui aussi avait débarqué de sa province pour travailler avec Johnny Hallyday. »

**« Les Bouffes Parisiens, c'est une petite Porte Saint-Martin. On a réussi à créer une identité », confie Jean Robert-Charrier.**

Le producteur le nomme à la tête du Théâtre de la Porte Saint-Martin en 2009. Son poulain a 25 ans, la presse souligne qu'il est le plus jeune direc-



Sous le haut patronage de  
**Monsieur Emmanuel MACRON**  
Président de la République

Fondation Marguerite et Aimé Maeght

## Fondation Maeght

60 ans  
présente

**Amitiés, Bonnard-Matisse**  
exposition du 29 juin au 6 octobre 2024

**Fondation Maeght**  
623 chemin des Gardettes  
06570 Saint-Paul-de-Vence

Tous les jours 10h-18h  
(19h en juillet-août)

Concerts, danse, lectures...  
www.fondation-maeght.com  
@fondationmaeght f @

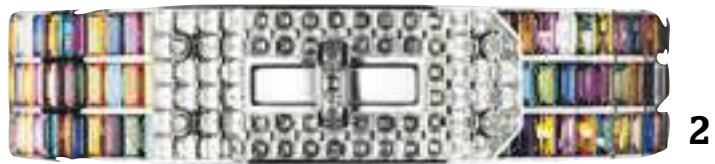
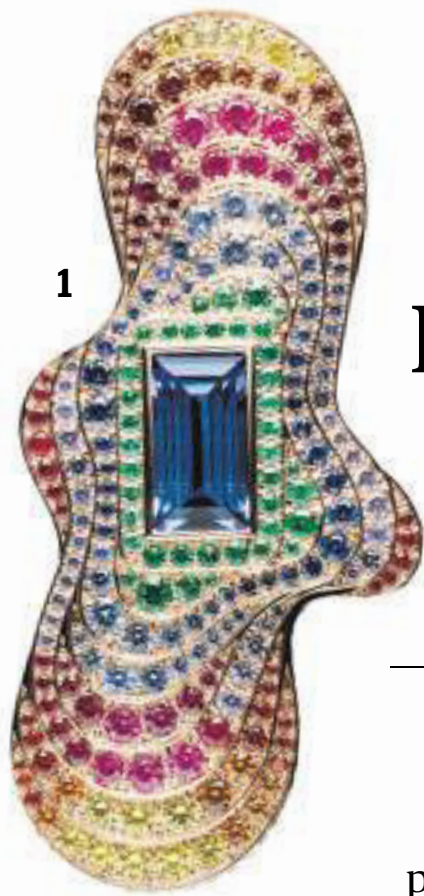
Grand mécène de l'extension  
**DASSAULT**  
HISTOIRE ET PATRIMOINE

Grand mécène des célébrations du soixantenaire **CHRISTIE'S**  
Partenaires médias **The New York Times** **LEFIGARO** **BeauxArts** Magazine

L'International Council de la Fondation est Grand mécène de l'exposition « Amitiés, Bonnard-Matisse »

Henri Matisse, *Mouvement de danse*, 1945. Collection particulière, courtesy Dina Vierny, Paris. Photo Jean-Louis Losi © Succession H. Matisse  
Pierre Bonnard, *Nu de dos à la toilette*, hiver 1934. Collection Centre Pompidou - Musée National d'art moderne - Centre de création. Photo Centre Pompidou, MNAM-CCI, Dist. GrandPalaisRmn / Jean-Claude Planchet  
Direction artistique : Ateliers Bernard. Graphisme : Cat-com





# La haute joaillerie Hermès en Technicolor

Élodie Baërd

Pour la première fois, le directeur de création de la bijouterie, Pierre Hardy, explore la couleur. C'est pourtant l'une des signatures du sellier dont les archives répertorient plus de 75 000 références de teintes pour la soie.

Pierre Hardy est un cérébral qui aime les concepts. Pour cette nouvelle collection de « haute bijouterie » (appellation maison pour les lignes de haute joaillerie), le directeur de création d'Hermès s'est replongé avec délectation dans les théories séculaires autour des couleurs : sont-elles subjectives ou objectives ? Comment les hiérarchiser ? Quelles sont leurs relations, leurs vibrations, leurs températures ?... Il s'intéresse particulièrement au Bauhaus, dont l'approche de la couleur était non pas décorative mais fonctionnelle et rationnelle, pour créer des illusions d'optique et des effets visuels. Ses souvenirs d'étudiant en école d'art, dans les années 1970, ont refait surface. « On avait des professeurs, un peu gourous, qui menaient des expériences avec nous : ils nous laissaient pendant une heure regarder une couleur et observaient ce que nous produisions ensuite, convaincus que de chacune émane une forme, raconte-t-il. Ainsi, du rouge naissaient souvent des carrés ; du bleu, des ronds ; du jaune, des triangles... »

Ses réflexions ont donné son nom à cet ensemble de 58 pièces de haute joaillerie : « Les formes de la couleur ». Elles

l'ont aussi guidé dans la création d'une dizaine de bagues, comme une introduction à cet exercice, figurant au sens propre les couleurs primaires et secondaires. Il y a ainsi un modèle, rond, bleu, fait de saphirs et de calcédoine ; un autre carré, rouge, serti de grenats taille princesse et de rubis ; un autre encore triangulaire, jaune, composé de bérils et de

**« Je voulais trouver une façon d'exprimer ce phénomène fondamental - la couleur, chez Hermès - et construire une identité forte, autonome et indépendante »**

**Pierre Hardy** Directeur de création de la bijouterie Hermès

saphirs. Mais aussi une forme trapèze orange, un ovale violet. « Elles sont assez naïves, et ressemblent presque à des bagues de super-héros avec chacune son pouvoir », s'amuse le créateur. Mais la collection n'en reste pas là et explore des esthétiques très éclectiques, allant du coup de pinceau du peintre (« plus Lichtenstein que Picasso ») évoqué sur

des boucles d'oreilles jusqu'au maquillage avec ces colliers qui diffractent et diffusent la lumière et son prisme de couleurs sur le cou, comme un enlumineur. Certains verront dans le ras-de-cou Supracolor un clin d'œil à la pochette de l'album *The Dark Side of the Moon*, des Pink Floyd, avec son triangle en quartz et diamants et les rayons multicolores qui en sortent. Ou encore des inspirations psychédéliques sur des bagues et des colliers dessinant des joyeuses vagues de dégradés de 1400 pierres.

Il y en a pour tous les goûts. Peut-être un peu trop. Mais cette avalanche de Pantone - et cette créativité débridée - indique une certaine maturité de la joaillerie chez Hermès. Pierre Hardy s'est longtemps refusé à céder à la couleur, préférant, jusqu'alors, or rose et diamants blancs ou noirs. Cet ancien danseur, agrégé d'arts plastiques, a beaucoup tourné autour des formes signatures d'Hermès que sont la chaîne d'ancre, le fermoir Kelly, le clou, le vocabulaire équestre... « Il fallait construire une légitimité, s'approprier les territoires de ce métier nouveau pour la maison, ne pas aller à l'évidence », défend celui qui est en charge de la création de ce département depuis 2001. Certains archétypes

sont encore là cette année, comme le cheval, le fermoir bâton, les sacs bijoux... tous passés en technicolor. Cela leur donne une allure très différente - l'équidé, par exemple, s'apparente à une licorne ou une « chimère » - car « la forme se transforme avec la couleur », s'amuse-t-il. Comme sa collection de 2022 qui explorait l'ombre en un contre-pied génial aux joailliers obsédés depuis des siècles par l'éclat et la lumière, cette haute joaillerie (plus joyeuse) opère un pas de côté, et, du même coup, enrichit la grammaire du sellier. « Je voulais trouver une façon d'exprimer ce phénomène fondamental - la couleur, chez Hermès - et construire une identité forte, autonome et indépendante. » Pierre Hardy reste toutefois bien dans les clous du sellier avec cet arc-en-ciel de bijoux artistiques. C'est d'ailleurs dans un musée, celui des arts déco, à Paris, dimanche soir, que la collection a été présentée à la presse. ■

1. Bague double Color Vibes en or rose serti d'une tanzanite (4,40 carats) et pavé d'émeraudes, saphirs, grenats et rubis.
2. Bracelet Color Icon serti d'améthystes, saphirs, aigues-marines, grenats et diamants.
3. Bague Portraits de la Couleur en or rose, grenat, rubis et laque rouge.
4. Collier Supracolor, serti d'un quartz rutile triangle, et de perles en pierre de lune blanche, orange et grise, spinelles noirs et gris, calcédoine, chrysoprase, quartz rose et tourmaline rose.

GUIDO MOCAFICO, HERMÈS

## Le Gaultier sensuel de Nicolas Di Felice

Hélène Guillaume

Point de marinière chez le Belge désigné, cette saison, pour imaginer la haute couture de JPG. Mais des drapés envoûtants qui rappellent à quel point l'œuvre de l'ex-enfant terrible de la mode est prolifique.

Voilà longtemps qu'on n'avait vu le « vaisseau » de Jean Paul Gaultier, au 325, rue Saint-Martin, à la lumière du jour ! On a supprimé ce qui occultait

les verrières de la nef et recouvert d'un blanc hypnotique la scène d'où sortent habituellement les mannequins. En revanche, on n'a pas installé la clim, ce qui est mieux pour la planète,

certes, mais est dur à vivre ce mercredi en fin d'après-midi, alors que le public est serré sur les bancs et que le show a beaucoup de retard. Ceci dit, la torpeur qui nous envahit sied plutôt bien à cette collection signée Nicolas Di Felice qui explore la facette sensuelle et envoûtante de l'ex-enfant terrible de la mode.

**« De Jean Paul, on a tendance à voir toujours les mêmes archétypes. Je me suis vraiment attaché à travailler sur des aspects que l'on connaît moins »**

**Nicolas Di Felice** Designer

Pour ceux qui n'auraient pas suivi, depuis son départ en retraite, en 2020, Jean Paul Gaultier confie les clés de son studio de haute couture à un designer différent chaque saison (de la Japonaise Chitose Abe de Sacai, pour le galop d'essai à la Britannique Simone Rocha, en janvier dernier). Tous ont plus ou moins réinterprété les codes cultes de la maison, de la marinière très *Querelle de Brest* au corset aux seins télescopiques de Madonna. Cette fois, c'est donc au tour de l'enfant de Charleroi, qui, par ailleurs, officie brillamment à la direction artistique de Courrèges. Et comme souvent chez les Belges (de la mode), on ne fait rien comme les autres. « De Jean Paul, on a tendance à voir toujours les mêmes archétypes, les mêmes détails ou pièces



**Mercredi après-midi, le défilé Jean Paul Gaultier haute couture par Nicolas Di Felice.**  
YANNIS VLAMOS

nom qui était un film à lui seul ! C'est un couturier-contreur. »

L'histoire de cette couture de l'hiver 2024-2025 ? « Pour moi, Jean Paul a été le premier à montrer les vraies gens, à mettre en avant les différences, et il a ouvert la voie à tant de monde ! Comme si ses shows nous disaient : « Vous pouvez venir à Paris et être qui vous voulez, parce que vous serez accepté. » C'est pour cela que pour ce défilé les premiers mannequins sont anonymes derrière leur voilette ou leur plastron qui monte jusqu'au front. Et, au fur et à mesure, les filles se « mettent à nu » et révèlent qui elles sont vraiment. » Les 33 passages monochromes (noir, bleu Klein, bleu ciel, kaki, bronze, blanc, poudré...) jouent sur l'épure des matières (gazar, jersey, cuir...). Aux robes ultraféminines aux drapés virtuoses succèdent des bustiers-pantalons en une pièce ou des plastrons moulants façon escrimeur cousus de centaines et centaines d'agrafes. « Elles évoquent le fameux corset mais elles sont habituellement cachées. Je sais que pour beaucoup, haute couture signifie décoration et broderies. Je ne suis pas cet homme-là. Ces petits crochets de métal sont mes broderies à moi... » ■





Les travaux du château Grand-Puy Ducasse, domaine situé en bordure de fleuve, à Pauillac, sont terminés. Les visiteurs peuvent découvrir l'escalier monumental hélicoïdal qui dessert les trois étages du bâtiment principal, le cuvier et ses 46 cuves suspendues telles des ogives rivées au toit. Autant de solutions techniques trouvées par les cabinets d'architectes Bernard Mazières et BPM. Mais la propriété développe aussi une offre œnotouristique prise en compte dans l'agencement des nouveaux bâtiments.

**LE FIGARO. – Après plusieurs années de travaux, le chantier est-il terminé ?**  
**ANNE LE NAOUR.** – Oui. Nous sommes dans les finitions. Je n'oserais pas encore dire que c'est terminé, mais en tout cas nous n'avons jamais été aussi près du but... Surtout, le cuvier est achevé depuis septembre dernier, donc nous avons pu y vinifier le millésime 2023.

**Ces nouvelles installations ont-elles changé votre façon de travailler ?**  
Elles ont tout changé. Nous avions un outil qui ne nous donnait pas une grande souplesse pour nous adapter aux différentes spécificités des millésimes qui se suivent et ne se ressemblent pas. Ici, à Grand-Puy Ducasse, nous avons un parcellaire très atypique. Sur 40 hectares de vignes seulement – ce qui fait de nous un des plus petits crus classés de Pauillac –, nous disposons de 60 parcelles culturelles que se partagent trois cépages – cabernet sauvignon, merlot et petit verdot – sur 14 types de sols. Notre vignoble est réparti sur tout le territoire de l'appellation Pauillac.

**Et votre outil de vinification n'était pas adapté à cette diversité...**  
Je me souviens très bien des premiers jours qui ont suivi ma prise de fonction en 2010. Grand-Puy Ducasse était un château dont je dégustais le vin depuis longtemps, mais en ne connaissant que la façade. Je ne savais pas du tout où étaient les vignes, et, quand je l'ai découvert, je me suis dit : « *Tiens, c'est étonnant que ce ne soit pas plus régulièrement intéressant dans la bouteille parce qu'il y a de très beaux terroirs.* » J'ai vite compris que ce qui était le plus limitant, au-delà peut-être des objectifs qui avaient été donnés à certains de mes prédécesseurs, c'était l'outil de vinification. Puisque, pour traiter ces singularités, nous n'avions que 23 cuves de vinification. En moyenne, elles contenaient 175 hl. Sur des récoltes un peu faibles en volume, il nous arrivait de mettre parfois jusqu'à 15 petites parcelles dans une même cuve.

**Vous voulez dire que la précision n'était pas au rendez-vous ?**  
C'était extrêmement compliqué. La connaissance de plus en plus fine de notre vignoble nous a permis de pallier certains manques et d'enrichir notre connaissance, millésime après millésime. Nous savions que tel raisin s'assemblerait parfaitement avec tel autre parce qu'à partir du millésime 2011 nous avons réalisé beaucoup de microvinifications. C'est ce qui nous a permis de faire mûrir notre réflexion concernant nos besoins pour le nouveau cuvier. L'outil devait nous permettre de traiter cette singularité parcellaire, non pas en ayant une cuve par parcelle – un non-sens, puisque, millésime après millésime, une parcelle ne va pas du tout donner les mêmes quantités de raisins –, mais simplement d'avoir différents contenants de différentes tailles. Ils devaient être suffisamment petits pour nous permettre de nous adapter au millésime et de faire de la vinification parcellaire, voire intraparcellaire, de nous adapter à la date de récolte et de choisir la procédure de vinification. Désormais, nous travaillons en fonction de la matière première qui est issue d'une parcelle donnée, d'une vigne, etc. Cela change tout.

**Pourquoi avez-vous décidé de suspendre les cuves ?**  
Elles sont suspendues au plafond et portées par des pieux en béton qui s'enfoncent pour certains dans le sol, à 23 mètres de profondeur. Nous sommes en bordure de rivière, donc il faut trouver de la roche dure pour assurer la stabilité de la structure. Ces gros piliers en béton portent eux-mêmes des poutres métalliques et un plancher ferrailé pour pouvoir résister au poids des cuves pleines. Il se trouve que cela donne un effet esthétique absolument sublime, mais ce n'était pas du tout notre



## Anne Le Naour : « Créer un lien affectif avec nos visiteurs »

Propos recueillis par **Stéphane Reynaud**

Performances techniques, projet œnotouristique...

Le château Grand-Puy Ducasse retrouve la lumière après de longues années de travaux. Les explications d'Anne Le Naour, directrice générale des grands crus du Crédit agricole.

objectif premier, évidemment. Nous cherchions la solution qui nous permettrait de rester dans l'empreinte historique du château. En multipliant le nombre de cuves par plus de deux. Pour cela, nous aurions aimé pouvoir creuser, pour récupérer des espaces au sol et aménager un chai à barrique enterré, mais ce n'est pas possible parce que nous sommes très près de l'eau. Dès que nous creusons, l'eau remonte. Nous aurions aimé pouvoir monter les bâtiments plus en hauteur, mais bien sûr nous sommes concernés par la loi littoral et le plan local d'urbanisme. Donc, après avoir étudié un grand nombre de possibilités, nous avons choisi la solution du cuvier suspendu qui permet de supprimer toutes les allées entre les cuves. Et la cuve tronconique inversée s'impose dans le dispositif. C'est de cette façon que nous avons abouti à ce cuvier suspendu.

**Le château Grand-Puy Ducasse jouit d'une position unique, à la fois sur les rives de la Gironde et dans la ville de Pauillac. Comment allez-vous l'exploiter ?**  
Nous sommes le seul château situé sur les quais de Pauillac qui vinifie sur place depuis deux cents ans. Avec ce vignoble singulier et cette activité au cœur de Pauillac depuis au moins 1820, nous sommes en quelque sorte le plus pauillac des pauillacs. Bon, c'est plus facile à dire maintenant que nous avons l'outil pour révéler le meilleur de chacun des grands types de sols de Pauillac, ce qui n'était pas le cas avant. L'idée est aussi d'utiliser cette situation unique et privilégiée de chai urbain en bordure de fleuve. Ce n'est pas pour rien que nous avons modifié les grilles du château. Nous avons des contraintes d'accès pour les personnes à mobilité réduite. L'idée est d'accueillir les visiteurs avec une offre un peu différente. Nous parlons plus de tourisme que d'œnotourisme. Je pense qu'un visiteur qui n'est pas fêru de dégustation en vin ni passionné par les crus de Bordeaux peut trouver son compte ici, parce que nous allons lui parler d'histoire. Nous allons lui parler de l'évolution du monde viticole en France depuis la fondation du domaine en 1675 jusqu'à nos jours.

**Qui a mis en place ce dispositif narratif ?**  
Nous nous sommes rapprochés de l'entreprise Les Bâisseurs de mémoire, qui est spécialisée dans les recherches de fonds d'archives des entreprises. Cela a été une collaboration au long cours pour inventer ce parcours qui commence avec les fondateurs et mène jusqu'à ce fameux chai suspendu. L'idée est de pouvoir offrir un format de visi-

te courte qui va passer uniquement par les installations techniques et qui peut être envisagé sur une durée de vingt à trente minutes. Et pour nos clients professionnels ou pour les VIP, nous avons des offres sur mesure.

**Qui le château va-t-il accueillir ? Une clientèle classique, française,**

**étrangère, les croisiéristes qui vont s'arrêter à Pauillac ?**  
Bien entendu, nous comptons sur tous ceux-là, et sur nos clients négociants, qui seront toujours nos visiteurs réguliers. Tout l'espace a été pensé pour offrir une grande modularité dans l'utilisation des espaces, de sorte qu'on ait aussi la capacité d'accueillir le grand pu-



GOODDAY : CHÂTEAU GRAND-PUY DUCASSE

**À gauche, le chai suspendu du château Grand-Puy Ducasse. Ci-dessus, Anne Le Naour, directrice générale des grands crus du Crédit Agricole.**

blic, sur des formats de taille de groupe inférieur à une vingtaine de personnes pour ne pas dégrader la qualité d'accueil.

**Combien de personnes comptez-vous accueillir chaque année ?**  
Nous espérons assez rapidement franchir la barre des 4000 visiteurs. Mais la grande inconnue, ce sont les fameux bateaux de croisière qui peuvent vite changer la donne et augmenter considérablement ces prévisions.

**Ce tourisme est-il une vraie piste à creuser alors que le vignoble bordelais traverse une crise grave ?**  
J'en suis absolument persuadée. À Bordeaux, nous avons un système de distribution qui a fait ses preuves, mais qui néanmoins multiplie les intermédiaires. Alors que je crois que tous autant que nous sommes, nous avons envie de connaître les équipes qui font le vin que nous buvons. C'est pourquoi nous voulons créer un lien affectif avec la propriété. Il me semble que cette offre que nous allons développer répond à ces attentes. ■

NOUVEAU

# L'ART DE VOYAGER

Globe-trotteur

City-guide

Carnet de route

Repérage

Escale

Inspirez-vous, évadez-vous aux quatre coins du monde avec Le Figaro Voyage.

140 PAGES

8€<sub>50</sub> | EN VENTE ACTUELLEMENT

Disponible dans tous les points de vente et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)



# Éric Bayle : « La finale du Top 14 prend aux tripes »

Propos recueillis par **Laurent Louët**

Le patron du rugby sur Canal+ dévoile un dispositif spécial en clôture de la saison.

La pointe d'accent qui colore ses commentaires rappelle ses origines basques. Éric Bayle est un fervent passionné au caractère bien trempé. Au fil des ans, son style alliant ferveur et rigueur entretient la marque de fabrique de sa chaîne.

LE FIGARO. – Le Stade Toulousain face à l'Union Bordeaux Bègles, est-ce le casting idéal en finale du Top 14 ?  
ÉRIC BAYLE. – Ce sont deux clubs parmi les principaux fournisseurs de joueurs au XV de France. D'une certaine manière, ce n'est pas loin de la finale de rêve. Après, finale et spectacle sont deux mots qui ne vont pas toujours bien ensemble...

Y a-t-il un dispositif particulier sur Canal+ pour cette finale à Marseille ?  
Nous prenons l'antenne au stade une heure et demie avant le coup d'envoi du match, avec Astrid Bard et Guilhem Garrigues, et la tenons jusqu'à minuit. L'avant-match comprendra tous les moments clés de la préparation des joueurs : l'arrivée au stade, la reconnaissance du terrain, l'échauffement des stars avec Dupont, Ntamack, Penaud...

On suivra de très près Louis Bielle-Biarrey, aussi. Nous aurons un micro sur un coach de chaque équipe, des reportages sur les parcours des équipes avant la finale. Le dispositif est très solide autour de nos consultants : Sébastien Chabal, Richard Fourthe, Marie-Alice Yahé et Thierry Dusautoir. Je commenterai le match avec Marc Lièvremont. On doit avoir une quarantaine de caméras au total sur ce match.

C'est votre 25<sup>e</sup> finale au micro. Et toujours la même excitation ?  
Ah oui ! Pour tous ceux qui aiment le rugby – et nous sommes très nombreux – la finale du championnat prend aux tripes. Moi, j'ai été élevé dans le mythe du bouclier de Brennus. Je suis né en 1963, année de la finale Dax-Mont-de-Marsan dont mon père m'a parlé pendant des années. Adolescent, je suis monté au Parc des Princes avec mes potes pour la finale entre Bayonne, mon club, et Agen. J'en avais les larmes aux yeux. L'émotion primaire du rugby se puise dans la finale du championnat. J'en tremble à chaque fois. Le sang coule différemment dans les veines d'un amoureux de rugby un jour de finale !

« Nous voulons donner au rugby une qualité de captation inédite », explique Éric Bayle.

L'an dernier, Canal+ avait produit un documentaire sur la phase finale du Top 14. Est-il reconduit ?  
Cette année, nous avons commencé à tourner dès les barrages. Le film va durer une heure et demie et s'appellera *Objectif Brennus*. Nous avons suivi les six équipes avec des accès en « inside ». Je pense que cela va être exceptionnel. C'est Étienne Pidoux qui réalise. Il sera diffusé avant le deuxième test-match du XV de France en Argentine que nous retransmettrons le samedi 16 juillet, à 19 heures.

Quel bilan de la saison qui se termine tirez-vous ?  
Ce fut une saison particulière avec l'in-

terruption de la Coupe du monde et la déception qui a suivi. Nous avons vécu un Top 14 exceptionnel, avec une dizaine d'équipes longtemps dans la bagarre pour les premières places. On a fait des gros scores, avec plusieurs matchs au-dessus de 800 000 téléspectateurs et près du million.

Le départ d'Isabelle Ithurburu pour TF1 ne semble pas avoir perturbé le « Canal Rugby Club »...  
J'aime bien dire que l'équipe Canal+ doit ressembler à une vraie équipe de rugby. Le collectif prime. Notre équipe est solide, on peut perdre un élément important et le remplacer par quelqu'un d'aussi efficace et brillant. Le niveau n'est pas affecté. J'aurais même plutôt tendance à penser qu'on progresse d'année en année.

Pour environ 140 millions d'euros par saison, Canal+ a acquis les droits du Top 14 et de la Pro D2 jusqu'en 2032. Faut-il attendre de nouvelles évolutions ?  
Les nouveautés se voient à l'antenne. Notre objectif est de rapprocher nos abonnés de la pelouse. Nous voulons donner au rugby déjà très télégénique une qualité de captation inédite. La diffusion est là aujourd'hui, dans la qualité, puisque nous sommes déjà à sept matchs par week-end. ■

**Finale du Top 14**  
**À partir de 19 h 30, match à 21 heures sur Canal+**

» Lire aussi **PAGE 12**

JOHNNY FIDELIN/ICON SPORT/CANAL+

# Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Fashion Week

Hélène Guillaume

Création, glamour, radicalité et jeux de pouvoir... Loïc Prigent retrace l'histoire de la semaine des collections, officiellement lancée en 1974.

« C'est quoi, la *fashionouik* de Paris ? », nous demandait récemment une petite fille encore ignorante des choses de la mode. La demoiselle est un peu jeune pour visionner le documentaire de Loïc Prigent *Paris, capitale de la mode. 50 ans de Fashion Week!* Mais, pour sa grande sœur ou son frère aîné (car on sait la nouvelle génération de garçons très intéressée par le sujet) comme pour ses parents, le film de 1 h 35 raconte tout de cet événement qui fête son demi-siècle et semble revenir plus souvent que le beau temps dans la capitale. C'est en effet en 1974, à la suite d'une réunion dans l'appartement rue de Seine de la plus intellectuelle des stylistes, Sonia Rykiel, avec Karl Lagerfeld, l'Allemand de

la griffe Chloé, et le Japonais Kenzo Takada, que les vénérables maisons de couture parisiennes et de jeunes maisons de prêt-à-porter vont s'allier au sein de ce qui s'appelle aujourd'hui la Fédération de la haute couture et de la mode.

### Déflagration japonaise

Le but est d'organiser leurs défilés deux fois par an, la même semaine, afin de découpler leur visibilité et de profiter de la venue des acheteurs internationaux. « *Coup de tonnerre, la mode vient de muter à tout jamais et de basculer dans la modernité* », résume la voix off (désormais bien connue des amateurs de mode) de Loïc Prigent. À travers des témoignages de designers (Gaultier, Jacquemus, feu Mugler, Maria

Grazia Chiuri), de « muses » (Inès de la Fressange, Farida Khelfa), d'experts du secteur et moult documents d'archives, on suit l'émergence du prêt-à-porter (avec Saint Laurent Rive Gauche) qui va renverser l'hégémonie d'une haute couture moribonde. Les années 1980 portent la starisation des Mugler, Montana, Jean Paul Gaultier, Alaïa ; la décennie suivante va sacrer les supermodèles Claudia Schiffer, Carla Bruni, Cindy Crawford, Naomi Campbell – « *J'étais avec des cameramen qui n'osaient même pas les regarder. Ils me disaient : "Ce sont des extraterrestres"* », se souvient Viviane Blassel, qui suivait alors les défilés pour le JT de TF1. Dès les premières années, la « Semaine des collections », comme on l'appelait en-

core, ouvre les bras aux designers étrangers. Et en particulier aux Japonais Comme des Garçons et Yohji Yamamoto, dont la mode anti-glamour provoque une véritable déflagration – en témoigne la savoureuse archive télé de 1984 où la plume du *Figaro* Janie Samet lance à la caméra : « *C'est une mode de mutants!* » La journaliste sera à peine plus tendre envers la vague des Belges et leur poésie radicale. Plus tard, les Britanniques (Galliano chez Dior, McQueen chez Givenchy) et les Américains (Marc Jacobs chez Louis Vuitton, Tom Ford chez Saint Laurent) prendront l'ascendant sur la scène parisienne. Il n'y aurait pas non plus de « *fashionouik* » sans jeu de pouvoir des groupes de luxe et des puissants Karl Lagerfeld, Anna

Wintour, Bernard Arnault et François-Henri Pinault. L'explosion des chiffres d'affaires de ces empires est à l'image du gigantisme des shows contemporains et leurs célébrités du premier rang (en tête, Catherine Deneuve, « *qui n'a pas loupé un défilé Saint Laurent depuis 1965!* »). Mais la véritable star reste Paris et sa tour Eiffel, l'avenue Montaigne, le Grand Palais ou encore les rives de la Seine, autant de lieux qui ont accueilli et/ou inspiré un défilé ces cinquante dernières années. ■

**« Paris capitale de la mode! 50 ans de Fashion Week! »**  
**À 21 h 05, sur France 5**  
**Notre avis : ●●●●**

## MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

### PROBLÈME N° 6643

#### HORIZONTALEMENT

1. Retient la vedette. – 2. Manquâmes de reconnaissance. – 3. Leurs ouvrages sont mis en page. – 4. Jamais sans sa Têt aqueuse. Constellation d'étoiles dans l'hémisphère nord. – 5. Fait jaillir du gaz naturel par derrière. Fit jaillir du gaz naturel par derrière. – 6. Facilitait l'abattage dans la galerie. – 7. Du plus oriental des pays arabes. – 8. Son invention fit un boum retentissant. Constellation d'étoiles en pleine campagne. – 9. Dément. En l'espèce. – 10. Livre d'autrefois. – 11. Sorties en criant. Beau domaine. – 12. Portent une coquille.

#### VERTICALEMENT

1. Font le signe de la croix. – 2. Ersatz de grive. Assemblée pour fortifier la charpente. – 3. Signent de la croix. – 4. Chasse. On peut le coller sur n'importe quoi. Diffuseur de lumière. – 5. Témoin lumineux. Prendre à la gorge. – 6. Lançai un appel au peuple. Bruit sec. – 7. Fille de Gascons. La colère est passée. – 8. Opérations menées contre le maquis.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 6642

#### HORIZONTALEMENT

1. Calèches. – 2. Otorhino. – 3. Noueuses. – 4. TMP. Spet. – 5. Rien. – 6. Ose. Gnon. – 7. Va. Caïeu. – 8. Éta. Lest. – 9. Rife. To. – 10. soF. Tir. – 11. Énumérer. – 12. Estérase.

#### VERTICALEMENT

1. Controversée. – 2. Atomisations. – 3. Loupée. Affût. – 4. Ère. Me. – 5. Chus. Galeter. – 6. Hispanie. Ira. – 7. Enée. Cèstres. – 8. Sostenuto. Ré.

### LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



## MOTS MÉLANGÉS

RCI JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ATHÉE	CURÉE	ÉTUDE	PIZZERIA	USAGER
BAUDROIE	CYANURE	GAROU	RÉTRÉCI	UTÉRIN
BÉANT	ÉCOUTE	GEAI	SAGAIE	UTOPIE
CACHOU	ENCEINTE	IGLOO	SOUCI	ZAPPER
CENDRE	ÉPINARD	MARCASSIN	STRIDULER	
CHAPE	ESSE	ÔTER	TIRER	
CORROSION	ÉTOLE	PÉDICURIE	TRAVERS	

N	H	S	A	C	U	O	P	R	E	E	E	S	S	E
I	R	E	T	O	O	I	E	N	I	I	A	E	G	R
S	D	I	H	R	Z	R	C	O	R	A	C	C	E	U
S	R	C	E	Z	I	E	R	U	Z	G	H	G	T	N
A	A	E	E	T	I	D	C	O	O	A	A	O	I	A
C	N	R	V	N	U	I	U	O	S	S	P	R	H	Y
R	I	T	T	A	D	D	R	L	U	I	E	P	O	C
A	P	E	B	E	R	R	E	G	E	T	O	L	E	U
M	E	R	P	B	E	T	E	I	U	R	E	N	T	R

2	6	8	4	7	9	5	3	1
5	3	7	6	1	8	9	4	2
4	9	1	3	2	5	7	8	6
8	1	2	5	9	7	3	6	4
3	4	5	1	6	2	8	9	7
9	7	6	8	4	3	2	1	5
1	5	3	2	8	4	6	7	9
6	2	9	7	3	1	4	5	8
7	8	4	9	5	6	1	2	3

2	5	6	9	1	8	3	7	4
4	8	7	2	5	3	6	9	1
9	3	1	7	6	4	8	5	2
3	4	5	8	9	1	2	6	7
6	1	8	4	2	7	9	3	5
7	2	9	5	3	6	1	4	8
8	9	2	6	4	5	7	1	3
5	7	3	1	8	9	4	2	6
1	6	4	3	7	2	5	8	9

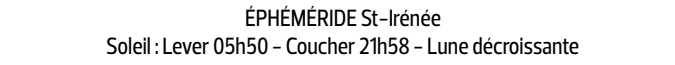
SOLUTION DU N° 4769

SOLUTION DU N° 4770

### SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :  
POTEAU – COULIS – BOUCAN.



[illegible]



# Arthur Teboul, l'écriture incandescente



PAR  
Eugénie Boillat

Chanteur du groupe Feu! Chatterton et auteur de deux recueils de poésie, l'artiste parisien puise autant son inspiration dans la littérature que dans le monde instable qui l'entoure.

Une partie de la France l'a découvert lors de la panthéonisation de Missak Manouchian en février dernier, lorsque, dans le froid de l'hiver et un silence sépulcral, sa voix cassée mais douce a chanté *L'Affiche rouge* d'Aragon. Quand il rencontre *Le Figaro*, un matin du mois de juin, il porte une casquette vissée sur ses cheveux bruns en bataille et un grand costume noir qui habille une chemise fleurie. Arthur Teboul, c'est d'abord une allure, un style, une assurance timide. « *Demander l'addition dans un café lui coûte* », s'amuse sa mère, Sylvie. Ce que le chanteur du célèbre groupe Feu! Chatterton confirme, attablé dans un café du 10<sup>e</sup> arrondissement : « *Je suis timide, oui.* » Mais le jeune homme de 36 ans - qui s'apprête à sortir, le 30 août, un album de reprises piano-voix avec Baptiste Trotignon - a une explication : « *La timidité, c'est une forme d'orgueil. Je veux apparaître toujours dans la brillance.* » Ou la « *flamboyance* ». Il tient à préciser.

Car Arthur Teboul affine. Il ajoute, il enrichit sans cesse son propos. Un amoureux de la langue depuis l'école primaire « *expérimentale* » du 20<sup>e</sup> arrondissement parisien qu'il fréquentait enfant. À l'époque, il écrit déjà des textes, de « *rap* » cette fois. « *C'est cette école qui m'a donné foi en l'expression et les arts. Ça a été fondateur.* » Avec ses camarades, ils montent une pièce de théâtre et réalisent même une tournée dans les Yvelines. Il découvre la scène, qu'il retrouvera quelque quinze ans plus tard comme chanteur d'un groupe multirécompensé. Entre-temps, il passe par un collège de zone prioritaire avant d'atterrir sur les bancs prestigieux du lycée public Louis-Le-Grand puis d'une classe préparatoire pari-



KARINE LE OUAÏ/DIVERGENCE POUR LE FIGARO

**Arthur Teboul, qui s'apprête à sortir un album de reprises piano-voix avec Baptiste Trotignon, c'est d'abord une allure, un style et une assurance timide.**

sienne. « *Ce parcours m'a permis de naviguer entre des mondes qui ne se ressemblent pas.* »

Déjà touché par la prose, l'adolescent s'éprend, dès la classe de première, de « *littérature classique* » : Lautréamont, Baudelaire, Rimbaud. « *On découvrirait une langue subversive, révolutionnaire, bouleversante, qui nous faisait voir le monde autrement.* » Son ton devient sérieux, car le sujet est grave : « *Je ne veux pas passer pour un donneur de leçon mais la langue c'est une arme, c'est un feu, c'est sensuel. Elle nous émancipe, c'est un grand pouvoir. J'en veux pour*

*preuve : quand vous la maîtrisez, les gens pensent d'emblée que vous êtes bien né.* » En plus des grands auteurs, Arthur rencontre pendant ces années ceux qui deviendront ses compagnons de route : « *Clem* » et « *Seb* ». Pendant les cours ou en soirée, il leur chuchote à l'oreille des textes qu'il écrit de son côté. Il trépigne. Quelque chose l'attend. « *Ce qui m'a attiré chez Arthur, c'était cette créativité qui n'avait pas vraiment de forme. C'est le même depuis vingt ans : il a beaucoup d'énergie créatrice* », raconte aujourd'hui Clément Doumic, guitariste du groupe.

Et cette énergie va se renouveler pendant les années de classe préparatoire qu'il décrit tout à la fois comme « *difficiles* » - à cause de la charge de travail - mais « *magnifiques* ». « *Pour mesurer ce dont on est capable, il faut être mis à l'épreuve. On voudrait que tout soit facile, mais ce qui nous résiste dessine nos contours* », avance-t-il, le sourire aux lèvres. Les années passent et les trois garçons se retrouvent, comme toujours. « *Un soir, à une fête, je vais à l'oreille de Clem et je lui débite un nouveau texte. À une rousse. C'était inspiré de Baudelaire* ». Le texte lui revient : « *Fille du feu, des fauves et de la lave.* » Sa langue se délie, les mots s'envolent. Il bute. « *Je me souviens plus, c'est vieux.* » Mais ce soir-là, Clem tombe sous le charme, la magie opère. Les trois amis forment un premier groupe avec deux camarades qui quitteront finalement l'aventure, puis un deuxième. « *On voulait que ça devienne sérieux* », explique le chanteur.

Clem, Seb et Arthur sont finalement rejoints par Raphaël et Antoine, des « *amis d'amis* ». Feu! Chatterton devient réel. Le nom ? Une référence à un tableau de 1856 d'Henry Wallis. « *On y voit un jeune homme étendu sur un lit dans une chambre de bonne à Londres. Il a les cheveux rouges, le visage laiteux, il est fascinant. Au bout de son bras, il y a un flacon vide, on comprend qu'il s'est suicidé.* » L'explication s'étend, car, chez Arthur Teboul, les idées fusent, les références se multiplient.

Ses chansons comme sa poésie - l'artiste a déjà publié deux recueils, *Le Déversoir* et *L'Adresse* aux Éditions Seghers - se nourrissent tout à la fois de

ses lectures, de ses rencontres, des musiques qu'il écoute, mais aussi de l'actualité et du monde qui l'entoure. « *Paris, c'est une drôle de ville, lance-t-il au cours de la discussion. Quand on est né ici, on ne peut pas la quitter, mais elle est de plus en plus violente.* » Comme les rapports entre les hommes, poursuit-il, pensif. « *Le sentiment qui ressort de tout ça, c'est la haine.* » Il hésite. « *Générale. La brutalisation de tous les rapports humains et l'incapacité à ne pas être d'accord sans s'étriper.* » Sa voix ralentit. Il n'est pas là pour parler politique, mais il n'y peut rien, le chaos du monde le travaille.

**« Je ne veux pas passer pour un donneur de leçons, mais la langue, c'est une arme, c'est un feu, c'est sensuel. Elle nous émancipe, c'est un grand pouvoir. J'en veux pour preuve que, quand vous la maîtrisez, les gens pensent d'emblée que vous êtes bien né »**

**Arthur Teboul**

Chanteur de Feu! Chatterton et poète

« *C'est dur de sentir que nous sommes les générations du déclin de l'Occident* », ose-t-il. Car Arthur Teboul a la liberté de parole et de pensée des grands poètes. « *Parfois, je pense à la chute de l'Empire romain. On voit l'histoire, des frises chronologiques, des courbes, mais quand on le vit, on se dit : "Mais l'histoire, ce sont des destinées humaines, des tragédies à l'échelle de l'individu."* » Mais l'art y peut toujours quelque chose. « *Le fait de se réunir dans une salle...* » C'est déjà ça ? « *On en est là, oui, on n'a tellement plus rien qui nous fédère.* » En cela, le chanteur de Feu! Chatterton se démarque d'autres artistes : loin de vouloir partager son avis, il évoque ses textes et leurs chansons. « *Dans mon travail, si on m'écoute bien, il y a des idées. L'avantage de la poésie et de la musique, c'est qu'elles me permettent de transformer mes angoisses, mes petites choses en quelque chose de plus lumineux.* » ■

NOUVEAU

## S'INSTALLER, TRAVAILLER, ÉTUDIER, ENTREPRENDRE

Retrouvez notre plateforme d'information actualisée VIVRE AU CANADA sur [www.lefigaro.fr/canada](http://www.lefigaro.fr/canada)

**8€<sub>90</sub>** | En vente actuellement  
chez votre marchand de journaux et sur [www.lefigarostore.fr](http://www.lefigarostore.fr)

Achetez le magazine directement en scannant ce QR Code avec votre smartphone



## UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

### **Boléro** (bo-lé-ro) n. m. **Air qui génère du liquide.**

La justice va trancher et dire si le *Boléro* de Ravel tombe ou non dans le domaine public. Le nom du célèbre morceau vient de l'espagnol *bolero*, qui désigne un danseur professionnel.

C'est devenu un tube international. Ce danseur est en quelque sorte le beau héros de Ravel. On peut même en concevoir une certaine lassitude : seize minutes géniales et entêtantes.

Et certains de penser *in petto* : ras le boléro de Ravel.

Maurice Ravel est mort assez vite après sa composition et l'œuvre tombe dans le domaine public. Manque de bol pour ses héritiers. D'où une contestation qui voudrait associer à sa composition le peintre du ballet, disparu bien plus tard.

La proposition est rocambolesque mais aurait l'intérêt d'accorder du répit aux ayants droit pour qui l'équation est simple : plus de *Boléro*, plus d'obole.

On peut se dire que cela fait longtemps que le *Boléro* appartient à tout le monde, définition même du domaine public.

Mais peut-être, est-ce une conception bolchevik du sujet... ■



The background is a painting of a woman's face, looking slightly to the right. She has dark, wavy hair. Overlaid on the painting is a large, ornate diamond necklace. The necklace has a wavy, serpentine design with several large pear-shaped diamonds hanging from it. In the upper part of the painting, there are several snakes, some with red eyes, coiled around the woman's head.

# LE FIGARO LÉGENDE

**Bulgari**  
*Tous les chemins  
partent de ROME*

En partenariat avec BVLGARI



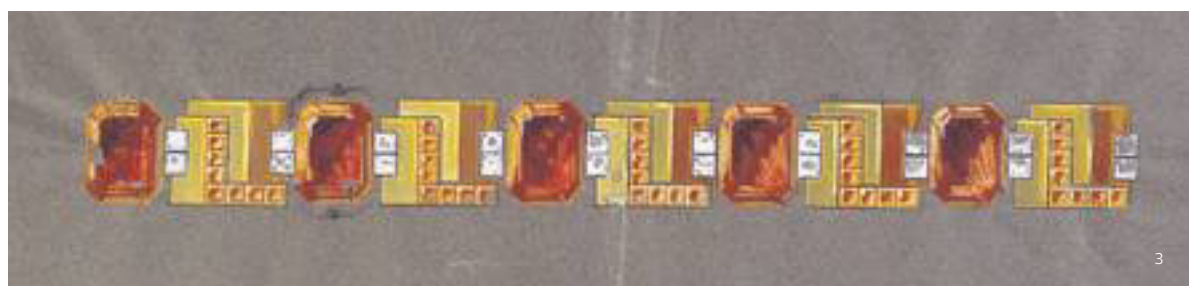
# Mythologie romaine

**BULGARI CÉLÈBRE  
CETTE ANNÉE  
LES 140 ANS D'UNE  
HISTOIRE  
SINGULIÈRE QUI  
FAIT RÉSONNER LA  
GRANDE HISTOIRE.  
MYTHIQUE  
JOAILLIER DE LA  
VILLE ÉTERNELLE,  
LA MAISON N'A  
JAMAIS CESSÉ DE SE  
RENOUVELER, À  
L'IMAGE DE LA CITÉ  
QUI L'A VUE NAÎTRE  
ET RAYONNER  
PARTOUT DANS  
LE MONDE.**



## Édito

**D**u 26 juin au 11 novembre 2024, Rome s'invite au Louvre. Un événement exceptionnel pour l'art antique et ses amateurs qui voient 62 sculptures de la plus importante collection privée au monde s'installer dans les appartements d'Anne d'Autriche nouvellement restaurés, en regard d'une trentaine d'œuvres des collections permanentes du musée. Cette exposition, Bulgari n'en est pas seulement le mécène : « *C'est grâce au travail de la Fondazione Torlonia soutenu par la maison Bulgari que les marbres exposés ont été minutieusement restaurés dans les ateliers des Laboratoires Torlonia après un travail d'étude scrupuleux*, explique Alessandro Poma Murialdo, président de la Fondation Torlonia. *Bulgari, nous accompagne depuis le tout début des activités de la Fondation Torlonia.* » Cet engagement du joaillier, qui s'inscrit dans le cadre plus large de sa politique de mécénat, tient particulièrement à cœur à Jean-Christophe Babin, président-directeur général de Bulgari et président également de la fondation homonyme : « *Nous avons déjà permis de contribuer à la restauration de 120 chefs-d'œuvre de la collection Torlonia qui en compte un peu plus de 600, et envisageons de doubler ce nombre dans les prochaines années. Mais le but est avant tout la diffusion et la connaissance de la sculpture antique romaine et donc l'organisation d'expositions comme celle du Louvre.* » Rendre à Rome ce que Rome a donné : la griffe, qui fête cette année ses 140 ans, revendique fièrement son patrimoine, tout entier lié à la Ville Éternelle. Elle y a puisé ses codes, son esthétique, son approche de la couleur et du volume... Dans la boutique historique de la via Condotti, auprès des directeurs artistiques et du président de la maison, dans les hôtels Bulgari et les réserves de la collection Torlonia, *Le Figaro Légende* est parti rencontrer celles et ceux qui, collection après collection, écrivent la légende Bulgari. Un constat s'impose : tous les chemins partent de Rome. Et de là, bien sûr, rayonnent dans le monde entier. **J. H.**



JÉRÔME HANOVER

**L**'histoire de Bulgari, comme toutes les histoires romaines, commence en Grèce, au nord de l'Épire, dans le massif du Pinde, que l'Antiquité pensait consacrer au dieu Apollon et aux Muses, ces filles de Zeus qui présidaient aux arts libéraux. Dans le petit village de Kallarytes (130 habitants aujourd'hui), la famille travaille l'argent, tradition ancestrale qui, dans la région, remonte à l'époque byzantine, où les premières mines sont découvertes dans les montagnes. Boucles d'oreilles ou de ceinture, gaines et fourreaux pour les épées, tout empreints de l'esprit de la capitale de la Thrace. Le 18 mars 1857 naît Σωτήριος Βούλγαρης – que l'on prononçait « Sotirios Boulgaris » –, unique survivant d'une fratrie de onze enfants. Sans doute la famille avait-elle un jour émigré de Bulgarie. L'Épire est alors sous domination ottomane, l'occupation est féroce, les dangers sont permanents, les Russes et les Turcs se font la guerre dans les Balkans tandis que la famille Boulgaris travaille pour les beys albanais. Sotirios et son père, Georgis, partent s'installer à Corfou, cette île de la mer Ionienne qui les rapproche déjà un peu de l'Italie. Deux ans plus tard, en 1880, notre jeune orfèvre achève seul la traversée et, via Brindisi, atteint Naples où, quelques mois après son arrivée, le cambriolage de sa petite boutique lui fait perdre tous ses biens. Mais pas ses espoirs : cap au nord, il arrive à Rome avec moins d'une lire en poche. Comme tous les héros grecs

passés d'une mythologie à l'autre, Sotirios Boulgaris latinise son nom et devient Sotirio Bulgari, ainsi qu'Aἰνείας (Aineias) est devenu Aeneas (Énée, en français), grand-père de Romulus et Rémus, en atteignant le littoral du Lavinium depuis les vestiges fumants de Troie, pour fonder la civilisation romaine, nous raconte Virgile dans l'*Énéide*. En 1884, via Sistina, dans le quartier cosmopolite d'une ville universelle, entre l'hôtel d'Angleterre, celui de Russie et la villa Médicis, Sotirio ouvre la première boutique à son nom, qu'il déménagera dix ans plus tard via Condotti, adresse que Bulgari n'a jamais quittée depuis. « *Antiquités, bijoux*, Argenteria artistica, *curiosités* », annonce la devanture, moitié en italien, moitié en français, et l'on devine sur une photo de 1900, malgré les outrages du temps aux nuances de noir et blanc, que les vitrines regorgent de boucles de ceinture, de plats et de calices, de colliers et de couverts.

Le succès est au rendez-vous, en quelques années, Sotirio ouvre d'autres boutiques à Sanremo, Naples et Sorrente de l'autre côté de la baie, à Bellagio sur le lac de Côme, ainsi qu'en Suisse à Lucerne, Saint-Moritz et Pontresina. Aux bijoux d'orfèvrerie s'ajoute maintenant la joaillerie, « *diamants, perles et autres pierres précieuses* », précise l'annuaire du commerce romain de 1915. Pour ce nouveau métier, ses deux fils, Costantino et Giorgio, à peine plus âgés que ne l'était Sotirio lorsqu'il arriva à Rome, s'initient au goût parisien, car si depuis plus de deux siècles, les artistes de toute l'Europe font leur Grand Tour en Italie pour se confronter aux maîtres de la peinture, de la sculpture et de l'architecture, la joaillerie de l'époque est, quant à elle,

très marquée par le goût français : Paris, passage obligé de ce Grand Tour en miroir. Beaucoup de platine, des diamants, peu de couleurs : la prépondérance du style guirlande et ensuite de l'Art déco ne laisse pas beaucoup de place aux initiatives vernaculaires. Pourtant, chez Bulgari, le traitement particulier du volume tend déjà à prouver qu'une esthétique propre est en train de naître, une joaillerie romaine qui petit à petit se libérera de la tutelle de la rue de la Paix et de la place Vendôme. Le style Bulgari s'affirme : l'or jaune prédomine – réminiscence de l'orfèvrerie antique en totale rupture avec la tradition française –, arrivent les premières pierres taillées en cabochon que Paris boudait, les mélanges de couleurs... Un design typiquement italien qui s'appuie sur les savoir-faire dont il exalte la beauté, poursuivant son expression dans tous les objets du quotidien. Une esthétique qui naît de ses éléments constitutifs, certes (ses pierres, par exemple), mais ne se limite pas à eux. Une créativité qui s'adresse plus aux sens qu'à l'esprit. Cette dimension culturelle, Bulgari la doit à Costantino, indubitablement l'érudit de la famille, expert et collectionneur, spécialiste de l'art antique et à travers les âges, qui publia entre 1958 et 1974 les cinq volumes de plusieurs décennies de recherches universitaires, *Argentieri, bijoutiers et orfèvres d'Italie*, ouvrage qui aujourd'hui encore fait référence.

Au milieu des années 1960, la troisième génération de Bulgari reprend les rênes de la Maison. Anna, fille de Costantino, poursuit les recherches de son père sur l'orfèvrerie italienne – elle publiera elle aussi un livre incontournable sur le sujet – en parallèle de la création de bijoux et d'argenterie. Sa sœur, Mari-



## 1884

Ouverture de la première boutique Bulgari, à Rome



## 1948

Premier modèle de montre-bracelet Serpenti



## 1993

Lancement du premier parfum *Eau Parfumée au Thé Vert*



## 1999

Lancement de la bague B.zero1





na, se partagera entre la création et l'administratif. Les trois fils de Giorgio, Gianni, Paolo et Nicola, se complètent et leurs appétences propres ouvrent de nouvelles perspectives à la Maison, signant les esthétiques riches et variées qui font le Bulgari de l'époque. Gianni – réputé célibataire le plus convoité d'Italie – se passionne pour le design et la modularité des bijoux, créant ainsi des lignes esthétiques qui vivent encore aujourd'hui. Paolo, le deuxième frère, plus discret et réservé, est l'expert-gemmologue. Il a la réputation de maîtriser toutes les techniques et les savoir-faire. L'usage systématique du cabochon en position dominante offre des volumes particuliers et confère aux bijoux une douceur accentuée par des lignes arrondies et plus lisses. Si les pierres sont toujours d'une grande qualité, sélectionnées avec soin, la priorité n'est pas donnée à leur valeur intrinsèque. Loin des conventions établies entre précieuses, dures ou semi-précieuses, Bulgari rend hommage à la beauté de toutes les gemmes. Les turquoises, les améthystes, les citrines, les calcédoines n'ont pas à rougir en regard des rubis, des saphirs et des émeraudes. Nicola, que l'on dit extraverti et bouillonnant, passionné d'archéologie, collectionne depuis toujours les pièces anciennes. Il se forme à Amsterdam auprès d'un tailleur de pierre, mais sa passion de

numismate l'emporte : il fait revivre les premiers objets où son père incrustait des pièces anciennes – des boîtes à cigarettes principalement –, hommages sans doute aux traditionnels ornements de ceinture que Sotirios et Georgis proposaient à Corfou bien avant l'aventure romaine, du temps où les Bulgari s'appelaient Boulgaris. Pour Nicola, les pièces antiques ressuscitent l'héritage gréco-romain de la Maison. Il les traite comme des pierres

*C'est vers 1980 que toutes les caractéristiques du design qui avaient pris forme au fil des années se sont réunies et cristallisées en un style reconnaissable : volume, couleurs vives, formes épurées, motifs décoratifs stylisés et conscience de l'Antique pour définir l'incomparable esthétique de Bulgari.*

AMANDA TRIOSSI et DANIELA MASCETTI

précieuses, montées sur de longues chaînes, en chevalière ou en boucles d'oreilles. Au début des années 1980, Francesco Trapani, fils de Lia, sœur des trois frères, rejoint ses oncles dans l'entreprise familiale fondée par son arrière-grand-père, dont il prendra la direction générale en 1984, à tout juste 27 ans. À peu près au même moment, Lucia Silvestri – dont nous aurons l'occasion de

reparler, pages 8 et 9 – entre au service de gemmologie de Bulgari. Dans le livre *Bulgari* (Éditions Electa), Amanda Triossi et Daniela Mascetti affirment : « C'est vers 1980 que toutes les caractéristiques du design qui avaient pris forme au fil des années se sont réunies et cristallisées en un style reconnaissable : volume, couleurs vives, formes épurées, motifs décoratifs stylisés et conscience de l'Antique pour définir l'incomparable esthétique de Bulgari. » Et d'attribuer à Andy Warhol une conversation avec Nicola Bulgari : « Eh bien, je dirais que votre joaillerie est l'esprit des années 1980. Tout le monde essaie de copier votre style. » La période – et elle court jusqu'à aujourd'hui – est en effet marquée par une conscience patrimoniale générale de la Maison. Un peu comme si tout ce qui avait construit Bulgari de façon empirique pendant un siècle était devenu le vade-mecum d'une joaillerie à nulle autre pareille. Les codes et l'esthétique de la Maison, si typiques et reconnaissables, donnent aussi naissance à une joaillerie plus abordable, des pièces reproductibles, des icônes du quotidien, qui font entrer chez Bulgari une clientèle inédite et préparent la Maison au nouveau millénaire. En 2011, Bernard Arnault et le groupe LVMH rachètent le joaillier romain. Arrivé deux ans plus tard à la présidence de Bulgari, le Français Jean-Christophe

Babin recentre la Maison sur ses fondamentaux, redéveloppe la haute joaillerie tout en maintenant à leur poste les deux directeurs artistiques : Lucia Silvestri à la joaillerie et Fabrizio Buonamassa à l'horlogerie. L'arrivée, cette année, de la créatrice athénienne Mary Katrantzou au poste de directrice créative de la maroquinerie et des accessoires fait résonner l'histoire originelle et le périple de Sotirios depuis la Grèce jusqu'à Rome. Aujourd'hui que la Maison fête ses 140 ans, elle affirme plus que jamais sa singularité dans l'univers de la joaillerie, tant par son histoire que par ses créations. Une légende vivante qui a su faire siens deux mille ans d'histoire romaine, sans cesse réinventés, et prouver, à l'instar des penseurs de la Renaissance, qu'il n'y a pas plus moderne que l'Antiquité.

Couverture : Collier Haute Joaillerie Serpenti Aeterna en platine serti de 7 diamants D flawless taille poire (140 carats) et de 698 diamants taille bague (61,81 carats), Carlo Maria Mariani, Incantamento – huile sur toile, Bulgari, 2024 – © Bulgari Historical Archives.

1. Façade de la boutique historique Bulgari via dei Condotti, Rome – © Bulgari; 2. Dessin d'un collier par Ubaldo Crescenzi – © Bulgari Historical Archives; 3. Dessin d'un bracelet en métal jaune serti de pierres orange et blanches, années 1940 – © Bulgari Historical Archives; 4. Collier, broche et bracelet en or serti de pierres semi-précieuses et précieuses, années 1970. Campagne publicitaire Antique Jade Background, 1965-1975 – © Golo Bacci – Roma; 5. Broche « En Tremblant » en or et platine serti de diamants taille brillant, 1962, appartenant à la Collection Heritage Bulgari – © Ph. Barrella – Studio Orizzonte Gallery; 6. Gianni Bulgari, Paolo Bulgari et Nicola Bulgari dans la boutique de via dei Condotti, Rome, 1974 – © Ph. Fiorenzo Niccoli Bulgari Historical Archives; 7. Sotiria, Leonilde et Giorgio Bulgari en vacances à Venise, Venise, été 1932 – © Bulgari Historical Archives; 8. Façade de la boutique historique Bulgari via dei Condotti, Rome – © Bulgari Historical Archives.



2004

Ouverture du premier hôtel Bulgari, à Milan



2011

Rachat de Bulgari par le groupe LVMH et sortie du premier sac Serpenti



2013

Jean-Christophe Babin devient président-directeur général de Bulgari



2017

Début du mécénat de la Fondation Torlonia



2024

Présentation de la collection de Haute Joaillerie et Haute Horlogerie Aeterna, pour célébrer les 140 ans de la Maison





# Jean-Christophe Babin :

« *L'ANCRAGE ROMAIN DE BULGARI EST UNE SOURCE DE FIERTÉ* »

**LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BULGARI DEPUIS 2013 ÉVOQUE SA PASSION POUR LA VILLE ÉTERNELLE ET SON AMBITION POUR LA MAISON.**

**En 2011, LVMH rachète Bulgari. Quelle est alors son ambition pour le développement de la joaillerie et de l'horlogerie du Groupe ?**

La division joaillière de LVMH était encore en développement, mais l'observation des grands noms du secteur prouvait que la catégorie était en très forte croissance, au moins aussi importante que celle de la mode, de l'ordre de 8 % par an. Bulgari était alors centrée sur l'Italie et les destinations de vacances des Italiens, que ce soit la montagne, avec Saint-Moritz, ou la mer, avec Portofino. Il y avait donc un très fort potentiel d'internationalisation. Les icônes de la Maison étaient jeunes : la bague B.zero1 est née à la fin des années 1990, Octo, la montre de tous les records, date de 2012... Ce qui augurait un potentiel de croissance énorme. La Maison était donc, paradoxalement, très récente en matière de statut, malgré sa longue histoire.

**Quels sont vos objectifs lorsque vous devenez président-directeur général en 2013 ?**

Je dirais qu'ils étaient d'ordre qualitatif, psychologique. Lorsque le luxe fait du beau, de l'exceptionnel, du pertinent, du différenciant, j'aurais tendance à dire que les ventes suivent. Un objectif de chiffre d'affaires ne mène nulle part, s'il n'est pas aligné avec la désirabilité de la marque. En rachetant l'une des plus belles Maisons de joaillerie au monde, Bernard Arnault voulait renforcer cette désirabilité et que Bulgari soit considérée mondialement, clairement et spontanément comme incontournable, dans le domaine de la haute joaillerie en particulier. Comme toujours chez LVMH, les objectifs de croissance, de chiffre d'affaires et de profitabilité sont fixés par le management de chaque Maison en comité exécutif, avec les équipes et les marchés des différents pays – soumis bien sûr au Groupe –, parce que Bernard Arnault veut que chaque président se comporte en véritable entrepreneur. C'est la force de ce Groupe, car qui mieux qu'un entrepreneur peut avoir la connaissance de sa marque, de ses équipes, de son environnement concurrentiel, de sa clientèle, de ses produits et services pour proposer ensuite une vision et la mettre en œuvre au quotidien en alignant tous les collaborateurs ? C'est la raison pour laquelle mes objectifs, en arrivant à la tête de Bulgari, étaient autant qualitatifs que quantitatifs. D'ailleurs, si l'on regarde l'évolution de Bulgari dix ans après, on constate que nous nous sommes éloignés du business plan d'acquisition initial tout en portant des résultats bien meilleurs qu'escomptés.

**Quelle image aviez-vous de la Maison et comment l'avez-vous fait évoluer ?**

À mes yeux, c'était avant tout une maison de joaillerie avec une sensibilité méditerranéenne qui la rendait très différente et intéressante par rapport aux autres marques parisiennes ou new-yorkaises. Elle avait connu un rythme de croissance très soutenu dans les années 1990, mais c'était notamment grâce à une diversification excessive et elle s'était un peu éloignée des codes génétiques majeurs de la marque, que ce soient ceux des symboles joailliers comme B.zero1 ou Serpenti ou ceux liés à la romanité, avec une dimension transversale et culturelle. Or nous sommes une entreprise italienne : entrer dans un magasin Bulgari à Hong Kong, c'est être en vacances en Italie ! Il faut que tout résonne italien. C'est pourquoi il est important pour moi de préciser que les chiffres et la désirabilité doivent coexister.

**Plus encore que l'Italie, c'est Rome que vous avez remise à l'honneur...**

Ramener Rome de façon totalement explicite au cœur de la maison a été l'une de mes premières décisions en arrivant chez Bulgari. Il y a, dans cette ville, deux mille sept cents ans d'architecture, et pourtant l'ensemble reste très homogène parce que tout a été construit de façon grandiose, quelle que soit la période. Malgré les différents styles, ce gigantisme a créé un équilibre esthétique, de façon assez paradoxale car il aurait pu engendrer une impression de chaos. La joaillerie Bulgari est un peu à l'image de la ville : les importantes pierres colorées, les inspirations variées.

Lorsque les grandes maisons de joaillerie sont nées, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'y avait bien sûr pas de télévision, pas Internet, les journaux restaient très locaux, chacune des villes s'est fait le creuset esthétique d'inspirations

spécifiques : Paris, monochromatique avec sa pierre de taille et son architecture haussmannienne rigoureuse, a naturellement inspiré une joaillerie très différente de la nôtre. Bulgari, miroir de Rome, est née de ce contexte architectural, artistique qui l'a fortement influencée ; le patrimoine de la maison s'est ainsi créé. Bien sûr, la sagesse, c'est de le faire évoluer sans le changer. La romanité de Bulgari s'exprime également dans la richesse des inspirations. L'Empire romain est un formidable mélange de cultures à la fois grecques, égyptiennes, phéniciennes, étrusques, carthaginoises. Il a bâti sa force et sa puissance en intégrant à la fois ce qui l'a précédé et ce qu'il a conquis. Entre Auguste et Constantin, il y a à peu près 80 empereurs dont plus d'un tiers sont d'origine étrangère.

**Votre présidence est donc marquée par le recentrage sur le métier historique et les fondamentaux de Bulgari. Ces deux éléments seuls suffisent-ils à expliquer le succès de la Maison ?**

Oui, mais il y a un troisième élément qu'il ne faut pas sous-estimer : à la fin des années 2000, Bulgari avait atteint un point de rupture, le chiffre d'affaires stagnait malgré plusieurs strates de diversification. La famille était même convaincue que l'entreprise avait finalement atteint son plein potentiel, une espèce de plateau, et qu'elle pouvait être vendue. Le constat heureusement était erroné. Bulgari était une entreprise familiale qui s'était remarquablement développée, mais qui n'avait pas encore atteint son plein potentiel. Elle avait déjà prouvé qu'elle était une Maison audacieuse et avait déjà réussi à affirmer une identité propre. Toutefois, elle pouvait aller encore plus loin pour être en concurrence avec les grands noms de la haute joaillerie. J'ai d'emblée voulu élever le niveau d'ambition. Selon moi, qui ne suis pas romain d'origine, cet ancrage de la Maison doit être une source de fierté : Rome a inventé le monde occidental, en a défini l'art et l'architecture, a façonné les lois qui sont toujours en vigueur dans la plupart des pays... Le peuple romain est un des peuples fondateurs de l'humanité moderne et reste aujourd'hui dépositaire, héritier d'une culture unique. Cette prise de conscience a été un électrochoc pour les collaborateurs, qui ont ainsi pris conscience, sans arrogance, que la Maison n'avait rien à envier aux leaders du marché de la joaillerie.

**Quelles ont été ensuite les grandes étapes de développement de Bulgari ?**

Une fois ces fondamentaux posés, et surtout partagés – l'important dans une entreprise, c'est l'adhésion des collaborateurs à la stratégie –, tout s'est déroulé assez facilement. L'observation rapide de la marque montrait les nombreuses choses à faire pour accélérer la confiance et la croissance, c'était tactique mais relativement simple parce que le cadre était posé. Je prends quelques exemples : les comptoirs étaient assez peu approvisionnés, bien que nous possédions un important stock. Nous ne propositions pas encore de montres en or et en acier. L'or jaune n'était pas assez souvent proposé parmi nos best-sellers, alors que c'est la couleur la plus demandée, notamment aux États-Unis. Or la recherche d'authenticité de la clientèle l'imposait – surtout depuis la période Covid-19. Il suffit d'aller dans n'importe quel musée d'archéologie pour se rendre compte qu'un masque funéraire de pharaon est en or jaune, pas en or rose ! L'authenticité passe par la couleur d'origine du matériau. La collection Divas' Dream est une grande réussite, elle a permis d'insuffler davantage de féminité à la marque, de douceur aussi, et de romantisme. C'est un motif inspiré des mosaïques des thermes de Caracalla, donc typique-

ment romain, permettant de développer le narratif de la Maison – ce qui est pour moi un point obsessionnel –, mais qui dans le même temps rappelle la feuille de ginkgo, sacrée en Chine et au Japon.

**Quelles seront les prochaines étapes ?**

Bulgari s'est refocalisée sur ses métiers de base, en donnant des rôles clairs à chacun. Le cœur restera bien sûr la haute joaillerie et la joaillerie. L'horlogerie marche sur ses deux jambes : d'une part, des montres joaillères comme Serpenti, Divas' Dream ou Lucea – très liées au métier d'origine mais aussi à la romanité de la Maison –, d'autre part, des montres contemporaines comme Octo qui multiplient les records du monde. Les parfums et la maroquinerie attirent la jeune clientèle. Aujourd'hui, la plupart de nos sacs découlent de la ligne Serpenti. Les parfums commencent à converger vers l'ADN global de la marque, même si c'est une catégorie plus lente à faire évoluer, puisque la distribution dépend aussi des partenaires. Nous avons créé la collection LE GEMME, inspirée de la Gems Road, un voyage qui raconte l'histoire des précieuses gemmes qu'offre la nature, et qui sont l'essence même de ces parfums aux multiples facettes. Ce sont des parfums exceptionnels à la fois par leur contenu (les senteurs, la composition, leur sophistication) et grâce aux flacons en forme d'obélisque qui ancrent la collection dans l'imaginaire de l'Antiquité et qui en font de véritables parfums joailliers. Les hôtels nourrissent la Maison par le haut en proposant une expérience exceptionnelle. Le futur de Bulgari sera la continuation et l'intensification de cette focalisation obsessionnelle autour de la joaillerie et de l'horlogerie avec une matrice qui est Rome. Il s'agit plus que tout de garder à la fois cette unicité, cette exclusivité et un narratif unique au monde, puisque porter Bulgari, quelle que soit la catégorie de produits, c'est d'une certaine façon être dépositaire de vingt-sept siècles d'histoire de l'art et de l'architecture. Que ce soit conceptuellement, à travers une inspiration claire, ou concrètement, grâce aux célèbres colliers Monete par exemple, sertis de pièces de monnaie impériales. En matière de développement géographique, il n'y a plus de pays ni d'emplacements majeurs où Bulgari n'est pas présente de nos jours.

**Aujourd'hui, diriez-vous que vous vous sentez romain ?**

Oui, complètement ! Je suis fier d'être italien dans l'âme. Il n'y a pas que Rome, d'ailleurs. J'ai vécu dix ans à Milan, mes enfants sont italo-franco-suisse, et je vais souvent à Nice et sur la Riviera, qui sont, pourrait-on dire, la partie italienne de la France ! Je considère l'Italie comme mon premier pays.

*Propos recueillis par Jérôme Hanover.*





Image page de gauche : Montre secrète  
Octo Roma Haute Horlogerie en platine sertie  
d'un camée et de diamants avec bracelet  
en alligator. Collection Meditteranea (2023) –  
© Bulgari. Image page de droite :  
Jean-Christophe Babin, P-DG de Bulgari S.p.a.  
– © Bulgari.





# Sur grand écran ad vitam æternam

AU CINÉMA, SUR LE PAPIER GLACÉ DES MAGAZINES, LES TAPIS ROUGES DES GRANDS ÉVÉNEMENTS AUSSI BIEN QU'AU QUOTIDIEN, DANS LEUR INTIMITÉ, LES ACTRICES ONT ÉCRIT LA LÉGENDE BULGARI.



Au panthéon de la clientèle Bulgari, on retrouve depuis le début du siècle des têtes couronnées, des ambassadeurs, de grands industriels... En 1935, lorsque le roi en exil, Alphonse XIII d'Espagne, marie sa fille, l'infante Beatriz, à Alessandro Torlonia, prince de Civitella Cesi, c'est Bulgari qui garnit la corbeille de mariage. À l'inventaire : plusieurs bracelets pavés de diamants, un diadème où pendent sept aigues-marines poires taillées en briolette et la parure assortie. L'infante confiera, par la suite, ses pierres de famille au montage démodé pour que « *Bulgari apporte sa touche stylistique* », explique Vincent Meylan dans son livre *Bulgari : les trésors de Rome* (Éditions Télémaque), comme les « *gros diamants provenant du sautoir de la reine Victoria Eugénie (re)sertis en pendentifs sur une série de fleurs* », cite-t-il en exemple. De ce formidable ensemble, on compte aujourd'hui dans la collection Héritage du joaillier deux colliers à double et triple rangs où alternent tailles brillant et baguette. On ne saurait lister le nombre de créations Bulgari que le chah d'Iran offre à la princesse Soraya, future reine consort, lors de leur séjour à Rome : bracelets et boucles d'oreilles en rubis et diamants, colliers soleil, bracelets fleurs, bagues solitaires, perles... Pour lui souhaiter un prompt rétablissement alors qu'elle est atteinte d'une fièvre typhoïde, il fait déposer tous les jours un bijou sur son oreiller. Mais ce sont surtout les étoiles du cinéma qui ont écrit la légende Bulgari. Ava Gardner, Zsa Zsa Gabor, Ursula Andress, Grace Kelly, Gina Lollobrigida, Claudia Cardinale... Richard Burton répète à souhait : « *Le seul mot d'italien qu'Elizabeth (Taylor) connaît est Bulgari.* » Dans son autobiographie, *Elizabeth Taylor: My Love Affair with Jewelry* (Éditions Thames & Hudson), la star affirme : « *Indubitablement, un des plus grands avantages à tourner Cléopâtre à Rome était la petite boutique Bulgari. J'avais l'habitude de rendre visite à Gianni Bulgari les après-midi et nous nous racontions nos histoires.* » C'est ici qu'elle enrichit sa collection d'émeraudes. En cabochons sur une broche fleur, en solitaire trônant au

milieu d'une broche, taillées en poire pour une paire de boucles d'oreilles. Pièce maîtresse sans doute : un sautoir en diamants et saphirs et son cabochon de près de 53 carats. La maison rachètera d'ailleurs cette pièce historique lors de la vente des bijoux de l'actrice, organisée par Christie's en 2011, afin qu'elle intègre sa collection patrimoniale. À l'époque de la grandeur du cinéma et des studios italiens, lorsque Cinecittà était un « Hollywood-sur-Tibre », selon l'expression consacrée par le magazine *Time*, Bulgari séduit tout autant les actrices à la ville qu'à la scène. Ingrid Bergman, dans *La Rancune* de Bernhard Wicki, et ses diamants montés sur platine au cou, aux oreilles ou dans les cheveux ; Silvana Mangano dans *Violence et Passion* de Luchino Visconti, et sa broche de diamants tout en volume ainsi que son propre sautoir en or, citrine et onyx ; Audrey Hepburn, dans *Liés par le sang* de Terence Young ou *Vacances romaines* de William Wyler – sur le tournage duquel elle vient régulièrement chez Bulgari couvrir d'objets précieux ses amis et sa famille ; Anna Magnani qui porte ses bijoux Bulgari personnels dans *Le Bandit* d'Alberto Lattuada ; Jessica Lange dans *King Kong* de John Guillermin... Bulgari aussi : les bijoux du film de Sergio Leone *Il était une fois en Amérique*, ceux que Sharon Stone étale sur son lit dans *Casino* de Martin Scorsese, les rubis de Sophia Loren dans *Prêt-à-porter* de Robert Altman... Les liens entre le joaillier et le cinéma sont si forts et anciens que la maison a aujourd'hui choisi tout naturellement d'autres actrices pour ambassadrices : Zendaya, Anne Hathaway, Priyanka Chopra Jonas et Liu Yifei. On se souvient du collier que porte la première sur son armure, à la projection de *Dune : deuxième partie* de Denis Villeneuve, à Londres : un saphir ovale de plus de 28 carats et 62 carats de diamants et saphirs le mettant en majesté. À Milan, à Rome, à Paris, à Sidney pour les avant-premières de *Challengers* de Luca Guadagnino, sur le tapis rouge du Met Gala, sur les publicités de Bulgari ou durant les événements qu'organise la maison, on retrouve Zendaya avec la collection Serpenti ou des modèles de haute joaillerie. Les actrices perpétuent ainsi le mythe cinématographique du joaillier et écrivent aujourd'hui la légende Bulgari de demain. **J. H.**



1. Zendaya figurant dans la campagne de marque Bulgari Eternally Reborn, 2024 – © Ph. Zoey Grossman ; 2. Ingrid Bergman durant les reprises du film *La Rupture* porte de la joaillerie Bulgari qu'elle a personnellement choisie pour le tournage dans la boutique Condotti, Rome, 1964 – © Cinémathèque de Paris ; 3. Sophia Loren durant une conférence de presse porte des boucles d'oreilles en platine serties d'émeraudes et de diamants, Londres, 1965 – © George Freston/Hulton Archive/Getty Images ; 4. Elizabeth Taylor, assistant au bal masqué à l'hôtel Ca' Rezzonico, porte des boucles d'oreilles, une broche convertible, 1958-1960, et un collier, 1962, anciennement dans la collection d'Elizabeth Taylor, Venise, 1967, Collection Héritage Bulgari – © AFP/Getty Images ; 5. Anna Magnani, participant à l'événement de mode d'Emilio Schuberth à Rome, porte des broches en platine serties de rubis et de diamants, 1955-1958, Rome, 1959 – © Reporters Associati ; 6. Monica Vitti porte des

bijoux Bulgari, dont un collier en platine serti d'émeraudes et de diamants, 1961 – © Karen Radkai/Condé Nast Italy, shooting for Vogue Italia, 1963 ; 7. Anne Hathaway figurant dans la campagne de marque BULGARI Eternally Reborn, 2024 – © Ph. Zoey Grossman. Images page de gauche : Broche « En Tremblant » en platine sertie de diamants jaunes et de diamants taille brillant, 1960, appartenant à la Collection Héritage Bulgari – © Ph. Barrella – Studio Orizzonte Gallery ; Boucles d'oreilles en or et platine serties de saphirs et de diamants, 1960, appartenant à la Collection Héritage Bulgari – © Ph. Barrella – Studio Orizzonte Gallery ; Plaque « David di Donatello » en or, 1958, anciennement dans la collection de Marilyn Monroe, Collection Héritage Bulgari – © Ph. Barrella – Studio Orizzonte Gallery. Image page de droite : Broche « En Tremblant » en platine sertie de diamants, 1957, appartenant à la Collection Héritage Bulgari – © Ph. Barrella – Studio Orizzonte Gallery.





2



3



4



5



6



7





# La femme qui fait chanter les gemmes

**ARRIVÉE CHEZ BULGARI AU DÉBUT DES ANNÉES 1980, AU DÉPARTEMENT DE GEMMOLOGIE, LUCIA SILVESTRI EST AUJOURD'HUI À LA FOIS DIRECTRICE DE CRÉATION DE LA JOAILLERIE ET DIRECTRICE DES ACHATS DE PIERRES. UNE FONCTION DOUBLE QUI ENTRE EN RÉSONANCE AVEC L'HISTOIRE ET L'ESTHÉTIQUE DE LA MAISON.**

## Comment a commencé l'aventure Bulgari pour vous ?

Initialement, j'étais convaincue de vouloir devenir nutritionniste, mais l'attrance que j'ai ressentie pour les pierres a tout changé. À l'époque, en 1980, les trois frères Bulgari cherchaient une jeune personne qui pourrait s'occuper de l'achat des pierres semi-précieuses, car ils ne souhaitaient pas se limiter aux gemmes importantes. La maison était encore modeste, il n'y avait que cinq boutiques dans le monde, mais ils avaient la volonté de se développer. Cet univers était nouveau pour moi, je n'avais pas étudié la gemmologie. C'est en découvrant une table presque recouverte de pierres que j'ai immédiatement ressenti une véritable connexion. J'étais très timide mais j'ai commencé à les toucher, jusqu'à ce que M. Bulgari me propose de les associer entre elles. J'ai fait quelques combinaisons de couleurs spontanément, intuitivement. Cela me semblait tellement naturel que j'ai même pensé réveiller les affinités d'une vie antérieure ! Il y a eu une espèce d'alchimie entre Rome, les couleurs, ma personnalité et les attentes des frères Bulgari, la confiance qu'ils m'ont offerte. Eux aussi ont tout de suite compris que c'était pour moi comme une destinée. J'ai été pendant des années aux côtés de Nicola et Paolo Bulgari, voyageant avec le premier pour l'achat des pierres et travaillant avec le second. Les frères Bulgari ont été mes mentors, mes professeurs. Je continue de les voir et je me sens quelque part comme leur héritière.

## Comment naissent vos collections de joaillerie ?

La première source d'inspiration vient des gemmes elles-mêmes. Tout de suite après, il y a Rome. Bien sûr. C'est la ville où je suis née, une ville pleine d'énergie, d'atmosphères. Les couleurs y sont particulières, proches de celles des pierres que la lumière révèle en entrant par la fenêtre de mon bureau. Les voyages aussi sont très importants pour moi : les différentes cultures, les traditions, les gens qui enrichissent mon imagination partout dans le monde, en

Inde particulièrement. La combinaison des couleurs est vraiment le point de départ de la création, et ce, depuis mes débuts chez Bulgari. Toujours partir de la pierre et des associations pour penser l'idée du bijou. Lorsque je suis convaincue, les équipes se mettent à dessiner. Et puis on retravaille, je suis le processus du début à la fin, j'achète les pierres et je reste toujours ouverte aux idées, aux suggestions...

## Y a-t-il des associations que vous vous interdisez ?

Je ne me retiens jamais. J'aime voir la beauté naître de ces combinaisons. Selon moi, tout repose sur l'harmonie. Bulgari a été la première grande maison à mélanger les émeraudes et les améthystes par exemple, d'importantes gemmes avec des pierres moins rares. Ou encore les citrines avec les rubis. Mon challenge chaque année est de trouver de nouvelles unions de couleurs. L'année dernière, nous avons réuni des kunzites et des morganites, deux nuances de rose. Le résultat est très féminin, élégant et moderne. C'était la première fois en quarante-cinq ans que je mariais ces deux pierres : personne ne l'avait jamais fait. Bleu et vert est aussi une association que j'adore. Kunzites et péridots également. J'aime par ailleurs marier les différentes tailles : les rondes, les ovales, les carrées, les cabochons... Les pierres dures et les translucides. L'association de turquoises et d'émeraudes est très Bulgari, c'est une de nos signatures. Comme la nacre, l'onyx et la turquoise. Les pierres dures ne parlent pas tout à fait le même langage, elles ne sont pas les actrices principales, mais plutôt un accompagnement des pierres translucides. Mais je n'oublie pas pour autant que « *diamonds are a girl's best friend* » ! Comme pour le collier Serpenti Aeterna de la collection des 140 ans – le plus précieux que la maison ait jamais réalisé – et ses sept diamants gouttes. Nous voulions créer une pièce unique à Bulgari, donnant le rôle de protagoniste aux diamants à l'intérieur de la famille Serpenti. Le collier a nécessité deux mille huit cents heures de travail.

Défi supplémentaire : les sept pierres solitaires sont portées par une structure sinueuse en platine, sertie de 698 diamants baguettes, pesant 61,81 carats. Celle-ci coule avec la souplesse d'un serpent vers l'arrière du collier révélant le symbole ophidien qui, jouant le rôle de fermoir, représente la renaissance éternelle. Au total : 140 carats de diamants comme les 140 ans de la maison.

## On dit que les pierres vous parlent, est-ce exact ?

Oui ! C'est ce genre de relation que j'ai avec elles. Je ressens leur personnalité, elles me rendent heureuse. Tous les matins, on se dit : « *Bonjour. Comment vas-tu ?* » Regardez ce saphir, il me dit : « *Je suis beau, je suis heureux, je te donne mon élégance, ma sophistication.* » Il est superbe, voyez sa couleur, sa taille ! Toutes les pierres sont un peu mes enfants !

## C'est alors une tristesse de vous en séparer ?

Non, au contraire. C'est un bonheur de partager cet amour avec les clientes, de les voir avec ces beautés. Je me fais souvent la réflexion qu'elles se sont trouvées, comme on dit pour un couple. J'espère qu'elles aimeront les porter, car ce ne sont pas des œuvres d'art pour un coffre-fort, il faut se réjouir de les avoir sur soi. En tant que femme, je fais tout mon possible pour créer des pièces qui seront faciles à porter, même en haute joaillerie. La fluidité, la flexibilité sont très importantes. Rien n'est jamais rigide ni figé. Il faut toujours avoir le plaisir de la cliente en tête.

## Au-delà de la haute joaillerie, vous créez aussi des collections plus accessibles. Est-ce un travail différent ?

C'est un challenge de travailler des pièces plus accessibles parce que la compétition est plus grande, mais j'éprouve le même plaisir. Y compris pour des pièces en or, nous accordons la même attention à la beauté et à la qualité que pour les collections de haute joaillerie. **J. H.**



“ La première source  
d’inspiration vient des  
gemmes elles-mêmes. Tout  
de suite après, il y a Rome. Bien sûr.  
C’est la ville où je suis née, une ville  
pleine d’énergie, d’atmosphères. ”





# Serpenti, l'animal totem

AU RICHE  
BESTIAIRE DE LA  
JOAILLERIE, LE  
SERPENT EST  
L'INCARNATION  
MÊME DE  
BULGARI. NÉ DE  
LA RENCONTRE  
ENTRE LE BIJOU  
ET LA MONTRE, IL  
EST DEvenu DEPUIS  
LE BEST-SELLER  
DE LA MAISON, ET  
SIGNE AUSSI LA  
MAROQUINERIE.

**L** s'enroule autour du poignet qu'il enserre une fois, deux fois, trois fois ; se love sur une poitrine ; plonge dans un décolleté ; se clippe sur une oreille dont il semble mordre le lobe ; étire le doigt. On jurerait que ses yeux de rubis attisent le feu prométhéen ; ils ont parfois la profondeur glaciale du saphir ou les émeraudes des yeux pers de Minerve. Il arrive que sa langue libère le mécanisme qui découvre le cadran de montre caché dans sa gueule. À l'occasion, il se mord la queue ; dans d'autres circonstances, il est amphisbène. Ses écailles sont d'émail, de nacre, d'or ou de diamant, tour à tour réalistes ou stylisées à l'extrême. Il y a plus de Serpenti chez Bulgari qu'il n'existe d'espèces de serpents dans le règne animal. *Primus inter pares*, ce modèle de montre de 1948 sur un bracelet Tubogas qui joue déjà sur le paradoxe et raconte toute l'ambivalence de la symbolique : l'esthétique fonctionnelle inspirée du design industriel qui figure la flexibilité du corps du serpent, et la tête, presque naturaliste dans sa réalisation. Deux univers réunis comme une chimère. Il incarne à la fois la beauté et le danger : cette chevelure splendide de Méduse, dont le regard pétrifie les hommes. Car ce serpent, il ne faut pas aller le chercher dans la Rome papale : il est tout sauf biblique. Il parle de désir et non de tentation. D'audace et d'indépendance. De sensualité et de puissance féminine. Les Grecs – qui l'avaient repris des Égyptiens – l'appelaient « *Agathos Daimon* » (littéralement, le « bon génie »).







Alexandre le Grand lui fit construire un temple dans la ville qui porte son nom. C'est la divinité protectrice du foyer et de la famille. Il est arrivé à Rome au poignet de Cléopâtre, faisant sensation auprès des orfèvres de ce premier siècle avant Jésus-Christ. Pour Bulgari, il exprime donc un retour à l'antique et illustre la ville creuset des cultures où se mêlent les influences de tout l'Empire bien – bien – avant que l'on parle d'inclusivité et de diversité. « Dans les différentes civilisations, le serpent est représenté par des valeurs et symboles différents, mais il incarne toujours l'idée de pouvoir, de séduction, de métamorphose et de renaissance, explique Jean-Christophe Babin, P-DG de Bulgari. Dans tous les imaginaires, le serpent qui se mord la queue est lié à l'infini, à l'éternité. Derrière l'animal, il y a une symbolique très puissante et universelle. »

Les modèles se multiplient dans les années 1950. « Le serpent devient une toile sur laquelle Bulgari peut déployer l'étendue de sa créativité : des écailles lisses, gravées ou pavées de diamants, (...) une tête couronnée d'un cabochon de rubis ou une crête de diamants taille marquise. Bulgari a réalisé le serpent à son image, lui conférant une sensualité à la fois sophistiquée et joyeuse », écrit Fabienne Reybaud dans le livre *Bulgari: Beyond Time* (Éditions Assouline). En 1962, en marge du tournage de *Cléopâtre* de Joseph L. Mankiewicz, Elizabeth Taylor est photographiée portant au poignet un modèle en or jaune, platine et diamants. Publicité pour le film, le cliché œuvre indirectement à la notoriété de Bulgari. Et de même que la reine d'Égypte avait popularisé le bijou deux millénaires auparavant, son incarnation hollywoodienne lui redonne ses titres de noblesse. Cléopâtre et Taylor, deux influenceuses avant l'heure. On se souvient également de Diana Vreeland, rédactrice en chef du magazine américain *Harper's Bazaar* dans les années d'après-guerre puis de *Vogue* jusqu'en 1971, papesse de la mode et éternelle trendsetteuse avec, autour du cou, un modèle que Bulgari avait pourtant imaginé comme une ceinture. Ses écailles en émail blanc et rose et ses yeux de saphir,

“ On retrouve le serpent dans de nombreuses civilisations où, avec des valeurs et des symboles différents, il incarne toujours l'idée de pouvoir. ”

JEAN-CHRISTOPHE BABIN

elle les porte non comme un sautoir – ce que les proportions du modèle induisaient naturellement –, mais en ras-de-cou, doublement enroulées comme une écharpe. Longtemps pièces uniques de haute joaillerie, les serpents deviennent une collection à part entière en 2000 et un pilier de l'identité de la Maison, si profondément ancrés dans l'imaginaire romain de Bulgari qu'un simple pendentif triangulaire sur une chaîne peut désormais permettre à l'animal totem de surgir avec évidence. Pour fêter les 75 ans du premier modèle, la Maison a inauguré l'année dernière la Serpenti Factory, un projet international qui s'appuie sur la très forte présence du serpent dans l'art (Miró, Calder, Klee, Niki de Saint Phalle...) pour commissioner des artistes contemporains et enrichir encore le corpus. Premières commandes : Davide Quayola, Daniel Rozin, Sougwen Chung ou Cate M. L'œuvre multimédia utilisant l'intelligence artificielle de Relik Anadol a déjà fait un tour d'Europe, s'arrêtant sur la place du Dôme à Milan, à la galerie Saatchi à Londres ou au musée national Thyssen-Bornemisza à Madrid. **J. H.**

Images page de gauche : Marisa Berenson porte des colliers et des bagues en or sertis des pierres de couleur et des diamants Bulgari – © Gian Paolo Barbieri/Condé Nast US, published on Vogue US, USA, April, 1969 ; Bracelet Serpenti Viper en or rose sertie de diamants taille brillant. Bulgari – © Bulgari ; La princesse Lidia Sforza de Gonzano porte un bracelet Serpenti en or sertie d'émail noir et blanc et de diamants (1965) ainsi que des ceintures Serpenti. Collection Bulgari Heritage – © Henry Clarke/Condé Nast via Getty Images, published on Vogue US, August, 1968 ; Sketch d'un bracelet Serpenti jaune et blanc – © Archives historiques de Bulgari ; Bague Serpenti Viper en or blanc sertie de diamants taille brillant. Bulgari – © Bulgari ; Montres-bracelets Serpenti Tubogas en or, or blanc et acier, serties d'éléments en émail, de rubis et de diamants, années 1960-1970 – © Gaio Bacci – Roma. Images page de droite : Bracelets Bulgari en émaux chauffés au feu – © Irving Penn/Condé Nast US, 1971 ; Collier Serpenti en or rose sertie de diamants taille brillant et d'éléments en onyx. Bulgari, 2023 – © Bulgari ; Amanda Welish par Gian Paolo Barbieri – © Gian Paolo Barbieri, 2016 ; Sac à main Serpenti Forever en cuir de veau opale ivoire – © Bulgari ; Le mannequin italien Benedetta Barzini portant des bracelets et des ceintures – serpent par Gian Paolo Barbieri pour l'article paru dans le Vogue US le 15 septembre 1968 s'intitulant « From Italy: The Absolute Jewels » – © Gian Paolo Barbieri, 1968.





# Parlez-vous

L'ESTHÉTIQUE PARTICULIÈRE DU JOAILLIER ROMAIN EST UN VÉRITABLE LANGAGE. IL REPOSE SUR UN VOCABULAIRE, UN IMAGINAIRE : DES CODES QUI SONT COMME UNE SYNTAXE.



## Rome, ville ouverte

Imaginaient-ils, Ovide, Virgile, Tite-Live et les poètes latins, qui les premiers appelaient Rome la « Ville Éternelle », que deux mille ans après, l'héritage antique de la cité deviendrait l'alpha et l'oméga du langage d'un joaillier ? Tout chez Bulgari rappelle son ancrage romain. À commencer par le *U* de son nom qui s'écrit *V* depuis 1934 sur la façade de la boutique historique via Condotti, réminiscence du temps où la même lettre était tour à tour voyelle ou consonne. On découvre dans les archives d'orfèvre de la maison des seaux à glace dessinés comme des colonnes antiques, des façades de temple inspirant des broches, des colliers et des bracelets. Des pièces de monnaie antiques montées comme des pierres sur des bijoux contemporains deviennent, à partir des années 1960, une signature de la maison. Leur design, stylisé, parfois ramené à un simple trait d'épure, se retrouve dans la montre Bulgari Bulgari où la gravure du patronyme répété sur la lunette rappelle les inscriptions qui entouraient le visage des empereurs sur les pièces. C'est le même clin d'œil qui préside à la création de la bague B.zero1 dont la forme et le volume évoquent également le Colisée. **J. H.**

“ Tout chez Bulgari rappelle son ancrage romain. À commencer par le *U* de son nom qui s'écrit *V* depuis 1932 sur la façade de la boutique historique via Condotti. ”





# le Bulgari ?



## Tout sur le cabochon

C'est une pierre qui exalte sa minéralité, plus proche de son état géologique qu'elle ne le serait une fois facettée. Sa forme arrondie lui vaut son nom – de l'ancien français « *caboce* », la tête – qu'elle a gardé en italien comme en anglais. Chez Bulgari, le cabochon est la taille de prédilection. Il s'inscrit naturellement dans une esthétique du volume propre à la maison. Dès les années 1930, on le retrouve en fermoir de sac sur des modèles globes, comme une mise en abyme de leur forme. Il rend plus sensuelle la géométrie de l'époque Art déco, stylise des pétales de fleurs lorsque la joaillerie se fait plus figurative et devient une véritable signature dans les années 1960. Le cabochon offre un autre regard sur la couleur des pierres.



## Tubogas, les temps modernes

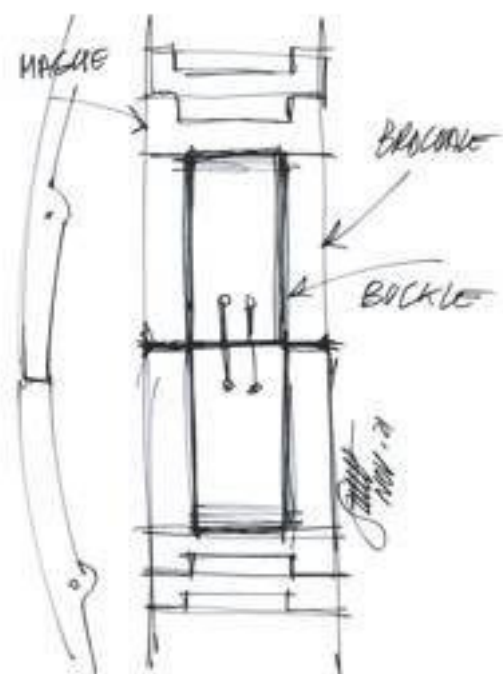
Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la faveur de l'essor des arts industriels, de tout premiers motifs inspirés par les tuyaux de gaz font leur apparition dans le monde de l'orfèvrerie. L'Art déco les remettra brièvement à la mode, mais c'est Bulgari qui leur donnera leur titre de noblesse joaillier à la fin des années 1940. Indubitablement modernistes dans l'inspiration, ils n'en gardent pas moins un petit côté à l'antique qui se marie parfaitement avec les autres expressions iconiques de la maison comme les pièces de monnaie romaines où le serpent dont le motif figure le corps sinueux. Tubogas réalise en effet un des plus anciens rêves de la joaillerie, celui de la flexibilité. Son secret ? De longues bandes d'or enroulées autour d'un noyau de cuivre qui sera par la suite retiré. Juxtaposées bord à bord sans soudure, elles deviennent pleinement articulées.





# D'un métier à l'autre

CHEZ BULGARI, TOUT PART DE LA JOAILLERIE, L'ACTIVITÉ EMBLÉMATIQUE DE LA MAISON QUI A FAÇONNÉ SON HISTOIRE, SES IMAGINAIRES ET SON EXPRESSION. C'EST LA MÊME APPROCHE QUE L'ON RETROUVE DANS LES AUTRES DOMAINES DE CRÉATION JUSQU'AUX PARFUMS. RENCONTRE AVEC LES DEUX DIRECTEURS ARTISTIQUES DE L'HORLOGERIE ET DE LA MAROQUINERIE.



## Fabrizio Buonamassa,

directeur exécutif de la création  
de la division horlogère depuis 2001

### Dans quelle mesure l'approche du design horloger de Bulgari est-elle typiquement italienne ?

La langue italienne est une langue ancienne, elle possède un riche vocabulaire, mais il n'y a pas de mot pour dire « design » : on utilise la locution « art appliqué à l'industrie ». Ni l'emploi d'« ingénierie » ni celui d'« art » seul, sans le qualifier, ne conviendraient. Le premier serait trop carré, exclusivement technique, et le second est avant tout une question de goût personnel. Tandis que la périphrase renvoie bien à la notion d'un savoir-faire artistique, né de la Renaissance italienne, au service de l'industrie, pour créer des objets. Il exprime la beauté d'une pièce de mécanique et développe l'idée qu'elle a sa propre esthétique. C'est très italien, car, pour nous, dire que la forme suit la fonction ne serait pas suffisant. L'Italie est marquée par une vision d'une certaine beauté quotidienne qui est un art de vivre, une approche culturelle, plus qu'un concept philosophique. Je dirais donc que mon travail consiste, à travers la créativité, à exprimer la beauté des mille savoir-faire de Bulgari. Bien sûr, tous les mouvements et toutes les montres sont manufacturés ici, à Neuchâtel, en Suisse.



### Quelle est la particularité de l'horlogerie Bulgari ?

L'horlogerie Bulgari est marquée par l'histoire de la maison : la romanité, une démarche très rationnelle de la géométrie, le mélange des formes, le jeu avec la matière, la façon de travailler les proportions et les surfaces, le fonctionnalisme, l'architecture aussi ou le surréalisme, car Gianni Bulgari était passionné par René Magritte ou Giorgio De Chirico. Elle peut parfois faire référence directement au patrimoine, comme ce modèle de haute joaillerie de la collection Eden, The Garden of Wonders, où les fleurs incrustées sur le bracelet reprennent le dessin d'une broche sorti des archives. Le dégradé de couleurs des pierres rend hommage à la créativité de la maison et exalte ses savoir-faire.

### À quoi reconnaît-on une montre Bulgari ?

Il y a bien sûr les index chiffrés à 12 et 6 h, qui sont une signature de la maison. Mais ce qui caractérise avant tout l'horlogerie Bulgari et crée le lien entre les collections pourtant si différentes les unes des autres, c'est l'audace. Il ne peut pas exister d'études de marché préalables à Tubogas ou à Octo par exemple, car ces modèles ne ressemblent à aucune montre existante. Ils ont en commun l'exploit technique et la volonté de se différencier. Ce sont des montres d'avant-garde. Seule Bulgari pouvait faire d'un bracelet inspiré par les tuyaux de gaz une icône du luxe ! Octo Finissimo n'est pas seulement une montre ultraplate, c'est la montre la plus plate au monde, la seule à être certifiée par le COSC, le Contrôle officiel suisse des chronomètres. On reconnaît une montre Bulgari à ce qu'on ne peut la trouver nulle part ailleurs.





# Mary Katrantzou,

directrice créative de la maroquinerie et des accessoires depuis avril 2024

**Après avoir collaboré pendant quatre ans avec Bulgari pour la création des collections de sacs et de cuir, vous venez d'être nommée directrice créative maroquinerie et accessoires. Que va changer ce titre dans votre approche ?**

Ce ne sera plus seulement un dialogue créatif, mais un nouveau chapitre que je vais pouvoir écrire en me plongeant dans les archives, en travaillant les codes de la maison. C'est toute l'histoire de Bulgari que je vais raconter en cuir, montrant une autre facette de la nature de Serpenti, Tubogas, Bvlgari Bvlgari, Divas' Dream ou du cabochon... Toutes ces icônes qui, jusqu'à présent, s'étaient exprimées en joaillerie et en horlogerie. Transposer en maroquinerie la question de l'équilibre entre l'ornemental et le fonctionnel, offrir la même préciosité à un sac qu'à un bijou, se demander à quel moment il peut devenir une pièce de joaillerie : toutes ces questions me passionnent. C'est un espace de réflexion qui n'a pas encore été exploré.

**Dans quelle mesure l'histoire de Bulgari fait-elle aussi écho à votre propre héritage culturel ?**

J'ai grandi en Grèce, et cette culture méditerranéenne qu'à la maison fait partie de ma formation de designer. Les notions d'harmonie, de symétrie, la sensibilité à la couleur, la profondeur de la narration, le syncrétisme sont constitutifs du patrimoine gréco-romain et m'ont toujours inspirée dans mon travail. La mythologie nous réunit ; c'est un héritage culturel commun mais aussi esthétique. À Rome, comme à Athènes, l'architecture antique est encore très présente dans le paysage. Mais comme le temps efface les couleurs sur les monuments et que les gens oublient, on ne se rend plus compte de la polychromie de l'environnement de l'époque. À travers les ruines, un visiteur ne ressent plus que la rigueur de la pierre.

**Vous êtes créatrice de mode, Bulgari est une maison joaillière ; entre la souplesse du textile et la dureté du métal et de la pierre, le cuir est-il le point de rencontre entre les deux types de matériaux ?**

Le point commun est avant tout l'excellence, celle des matières premières et des savoir-faire. La maroquinerie est finie à la main, aucune étape du procédé n'est industrielle. On peut parler aussi d'une certaine délicatesse du cuir comme de la pierre, indépendamment de leur rigidité. Au-delà des matériaux, ce qui réunit les catégories, c'est l'architecture, le sens des proportions, les rapports d'échelle. En un mot, l'esthétique.



## Un parfum de joaillerie

**A**u début des années 1990, le joaillier propose ses premières fragrances. Avec son *Eau Parfumée au Thé Vert*, Bulgari touche une autre clientèle et fait infuser ses valeurs. Plusieurs collections suivent : LE GEMME, ALLEGRA, OMNIA, inspirées par les pierres précieuses, l'italianité, la couleur... La haute parfumerie tisse plus encore les liens avec le métier d'origine : matières premières d'exception, savoir-faire artisanaux pour de véritables bijoux olfactifs. *Aeterna Serpenti Fiamma* et *Aeterna Serpenti Anima* – la flamme et l'âme du serpent – créés par le nez Yann Vasnier célèbrent cette année les 140 ans de la maison. Fabriqués par les artisans de Murano, leurs flacons incarnent toute la tradition vénitienne de l'art verrier. Les écailles du serpent stylisées sur la cage dorée du flacon renouent avec l'icône Bulgari. Dans l'esprit des bijoux transformables le bouchon de rubellites, d'onix de chrysoprase ou de tanzanite et de turquoise qui figure la tête de l'animal, se détache pour former un collier joaillier. **J. H.**



# L'expérience urbi et orbi

DANS LES BOUTIQUES POUR QUELQUES HEURES OU LES HÔTELS POUR QUELQUES JOURS, PROCHES OU LOINTAINS, C'EST UNE PLONGÉE IMMERSIVE DANS L'UNIVERS DE LA MAISON QUE BULGARI PROPOSE.

L'expérience Bulgari, elle se vit en tête-à-tête dans l'intimité d'une relation avec son bijou, avec sa montre. Elle se vit aussi dans les boutiques de la maison, depuis celle historique de la via Condotti, à Rome, comme dans toutes celles à travers le monde qui en reprennent les codes et les éléments stylistiques. Dans la si caractéristiquement parisienne place Vendôme où le joaillier est installé, les colonnes romaines et les vases de porphyre ont fait le trajet depuis la Ville Éternelle. Ce n'est pas seulement l'antique qui relie les deux géographies, mais toute l'histoire de l'Italie à travers les âges, depuis les motifs inspirés par le sol de la place du Capitole imaginés par Michel-Ange jusqu'aux lustres de Gio Ponti. Des adresses telles que celle-ci, qui se déploient dans le cœur historique des villes, sont comme autant d'ambassades de Bulgari où l'univers de la maison se vit pleinement, son esthétique tout autant que son expérience. Mais aujourd'hui, dans certaines zones géographiques, notamment en Asie, le luxe a plutôt tendance à se regrouper dans

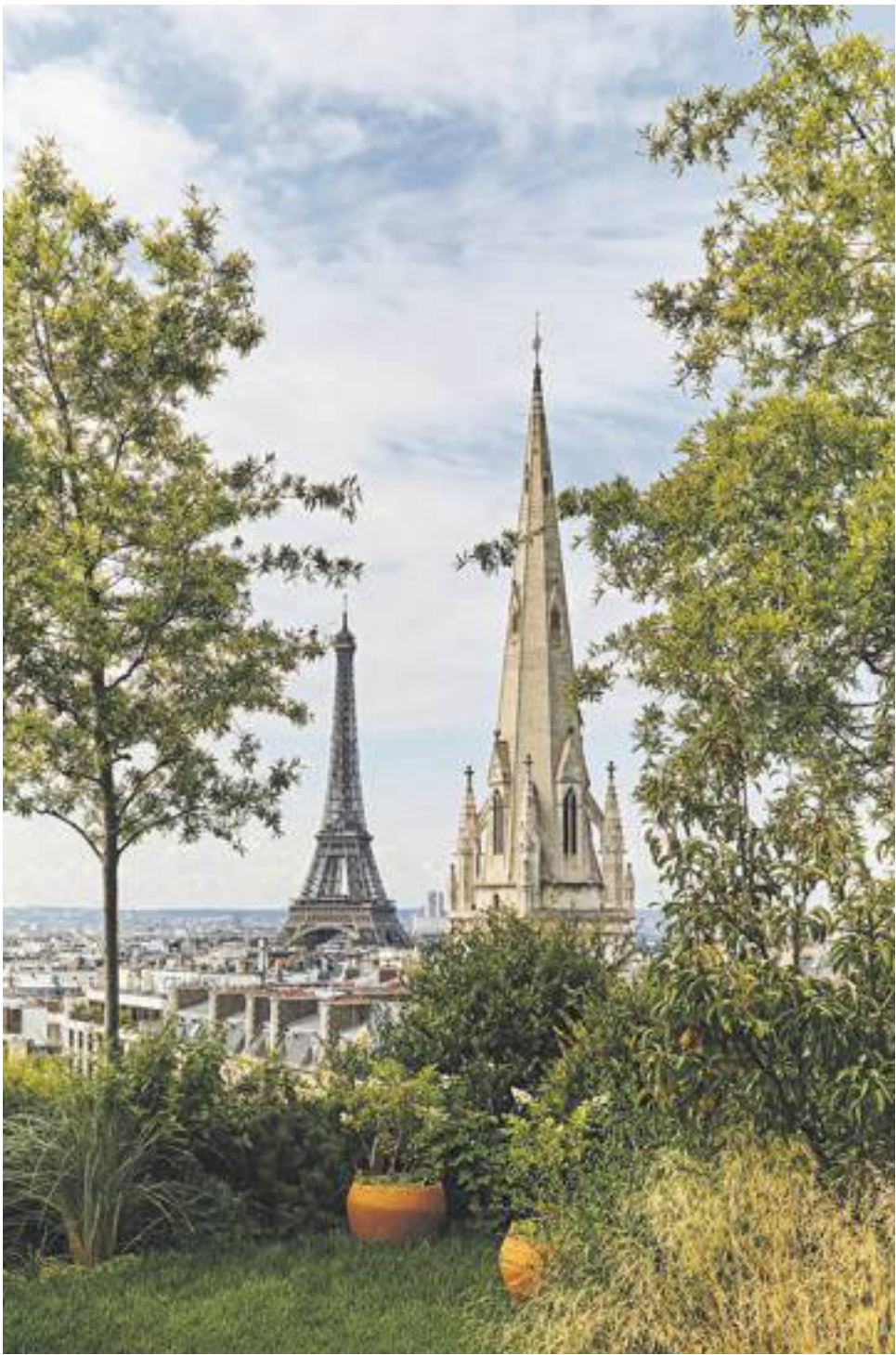
“ Les Italiens ont cette grande vertu d'être à la fois très raffinés, cultivés et délicats, et en même temps très abordables et accueillants. ”

JEAN-CHRISTOPHE BABIN

des centres commerciaux, ce que l'on imagine difficilement en France ou en Italie. « Près de 80 % de nos boutiques sont situées dans des malls où l'environnement se prête moins facilement à l'immersion totale », analyse Jean-Christophe Babin, président-directeur général de Bulgari. Même si, bien sûr, elles développent l'imaginaire de la maison et que leur architecture intérieure crée une unité à travers le monde, à nulle autre maison comparable. » Pourtant, dans l'univers du luxe et plus particulièrement dans celui de la joaillerie, le temps est le meilleur des alliés, il faut prendre celui de bien se connaître : le coup de foudre se consolide sur la durée. De la même façon qu'il faut bien vingt pages d'un *Figaro Légende* pour se sentir pleinement immergé, une autre expérience Bulgari est alors possible. Intime. Totale. Prolongée. Elle se vit dans les hôtels que la maison ouvre à travers le monde, neuf à ce jour et trois autres à venir dans les prochaines années. « Mon prédécesseur, Francesco Trapani, a eu une intuition visionnaire en 2002 et le courage de persévérer malgré une réception plus que frileuse des marchés », poursuit Jean-Christophe Babin. Il avait compris que le luxe de l'expérience serait la nouvelle dimension incontournable du secteur et qu'il ne pouvait pas se déployer uniquement dans des boutiques. » Un premier établissement ouvre à Milan (qui célèbre ses 20 ans cette année), imaginé par le duo d'architectes italo-français Antonio Citterio et Patricia Viel, autour de l'idée d'un boutique-hôtel de très grand luxe. Luxe, en effet, celui des matériaux, des finitions, du soin apporté aux détails : ce sont partout les artisans les plus experts qui participent au projet d'ensemble. À Rome, par exemple, tous les textiles sont signés Rubelli, prestigieuse maison fondée à Venise en 1889 ; les porcelaines sont réalisées par Ginori 1735, dont l'ancienneté se lit jusque dans le nom de la maison ; les plus exceptionnels marbres proviennent de Rigo Marmi et les mosaïques de Friul Mosaic, de cette région d'Italie, le Frioul, berceau de ce savoir-faire si particulier. Luxe aussi, celui des emplacements, le Triangle d'or à Paris ou la place du mausolée d'Auguste à Rome ; celui des spas et des piscines, des œuvres d'art et des antiquités... Mais boutique-hôtel par l'émotion et la relation unique qui s'instaure avec le personnel. « Les Italiens ont cette grande vertu d'être à la fois très raffinés, cultivés et délicats, et en même temps très abordables et accueillants », constate Jean-Christophe Babin. Pas de luxe compassé ni de réminiscence Ancien Régime dans la relation avec la clientèle comme on peut parfois le déplorer dans certains palaces. « Mais une espèce de chic à la fois décontracté et sophistiqué, familier sans être intrusif : une nouvelle expérience de l'hospitalité », conclut-il. Plus encore que dans une boutique, les hôtels Bulgari offrent une immersion dans l'univers de la maison, pour vingt-quatre, quarante-huit, soixante-douze heures... Parfois plus. Ils permettent de découvrir toutes les facettes de notre griffe et de comprendre ce qui fait de nous un joaillier unique. L'ouverture de l'hôtel Bulgari de Paris, en 2021, était pour nous une étape importante car c'est la ville du monde la plus compétitive en matière de grande hospitalité, ce qui rendait le défi d'autant plus difficile. » J. H.







# Rencontre avec le chef Niko Romito dont le restaurant des Abruzzes est triplement étoilé. Il signe les cartes des restaurants des hôtels Bulgari.

## Entre votre cuisine et l'univers de Bulgari, où se situe le point de rencontre ?

Une profonde synergie s'est tout de suite créée entre Bulgari et moi. Nous voulions une cuisine italienne authentique, traditionnelle mais contemporaine, où la simplicité est élégance. Les grands classiques de notre cuisine sont présentés sous une nouvelle forme, les goûts sont purs, intenses et complexes. Nous prêtons une grande attention à l'esthétique du plat, mais c'est une beauté naturelle, il n'y a jamais d'artifice ni de superflu : tout ce qui est dans l'assiette a une fonction gustative bien précise. J'utilise souvent des ingrédients simples, mais qui sont sublimés par le travail de transformation. Les techniques et l'approche que j'ai développées pendant des années dans la cuisine de mon restaurant *Reale*, à Castel di Sangro, où je sers une cuisine de recherche et d'innovation, sont ici déclinées au service de la cuisine italienne traditionnelle. Une tradition qui évolue ainsi dans une version contemporaine et identitaire.

## Comment sont formés les chefs des restaurants Bulgari ?

Tous les chefs d'*Il Ristorante – Niko Romito* passent d'abord un moment avec moi au *Reale*, pour comprendre ma cuisine, mon approche et s'approprier mes techniques. Ils ont leur propre brigade, mais font aussi partie d'une même grande brigade internationale. Ils échangent constamment avec tous les autres chefs, c'est essentiel. Je visite régulièrement les hôtels, nous goûtons les plats ensemble, nous

en créons de nouveaux ou nous découvrons de nouveaux produits.

## La cuisine italienne est une mosaïque de cuisines régionales. Qu'est-ce qui fait l'unité de votre approche ?

Nous souhaitons justement montrer la grande diversité de la cuisine italienne en proposant des recettes traditionnelles de toute la Botte. *L'Antipasto all'Italiana* incarne parfaitement cette volonté, une sélection de huit petites entrées à partager qui montrent l'éventail de notre pays. On y retrouve, par exemple, le *vitello tonnato* typique du Piémont, les *frittatine di pasta* de la Campanie et des spécialités qui varient avec les saisons, comme les anchois farcis et frits, caractéristiques de la Sicile... Tout le menu est construit autour de l'idée d'une palette riche en couleurs.

## Dans quelle mesure peut-on dire que votre approche revisite la grande tradition italienne ?

On retrouve l'essence, les parfums, les valeurs de la cuisine italienne traditionnelle, mais sous une forme nouvelle. C'est une évolution naturelle, qui ne se veut pas dans la rupture, mais plutôt dans le respect. Cette cuisine a plusieurs niveaux de lecture : on peut apprécier les *Spaghetti e pomodoro* dans leur simplicité, en retrouvant ce plat iconique de la cuisine italienne, mais on peut aussi y lire le grand travail qui se cache derrière la sauce et les différentes techniques utilisées pour exalter la complexité de saveur d'une simple tomate.



9 hôtels dans la collection : Bulgari Hotel Milano – 2004, Bulgari Resort Bali – 2006, Bulgari Hotel London – 2012, Bulgari Hotel Beijing – 2017, Bulgari Resort Dubai – 2017, Bulgari Hotel Shanghai – 2018, Bulgari Hotel Paris – 2021, Bulgari Hotel Tokyo – 2023, Bulgari Hotel Roma – 2023 (disponible sur Prime Video, le documentaire An Emperor's Jewel avec Priyanka Chopra Jonas) ; 3 ouvertures à venir : Bulgari Resort Ranfushi – 2025, Bulgari Hotel Miami Beach – 2026, Bulgari Resort Bodrum – 2026. Images page de gauche : Façade boutique Bulgari au 23, place Vendôme, Paris – © Bulgari ; Salle à manger du Penthouse du Bulgari Hotel Paris – © Bulgari Hotel Paris. Images page de droite : Terrasse du Bulgari Hotel Roma – © Bulgari ; Piscine du Bulgari Spa au Bulgari Hotel Paris – © Bulgari ; Jardin du Penthouse au Bulgari Hotel Paris – © Bulgari ; Niko Romito, chef Bulgari Hotels & Resorts – © Bulgari.





# De Rome à Paris

GRÂCE AU SOUTIEN DE BULGARI, LE MUSÉE DU LOUVRE ACCUEILLE LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COLLECTION TORLONIA. UN ENGAGEMENT PHILANTHROPIQUE PARMI TANT D'AUTRES QUI FAIT RÉSONNER, AU CŒUR DE PARIS, L'HISTOIRE ET LES INSPIRATIONS DU JOAILLIER.

Chez Bulgari, les anciens employés se souviennent de Nicola Bulgari – troisième génération depuis le fondateur – rapportant de ses vacances en Toscane des produits locaux pour chacun des 150 employés de l'époque. « *Il y a dans cette Maison une tradition de générosité, de restitution civique, propre aux entreprises familiales*, explique Jean-Christophe Babin, président-directeur général de Bulgari. Depuis la reprise par le groupe LVMH, nous n'avons fait qu'accélérer cette base philanthropique et l'élargir, développant notamment l'accord avec Save The Children qui existait déjà et qui aujourd'hui bénéficie à plus de deux millions d'enfants dans le monde. » Après cette première phase d'intensification, la maison a annoncé en début d'année 2024 la création de la Fondazione Bvlgari, autonome de l'entreprise – même si c'est actuellement aussi Jean-Christophe Babin qui la préside – afin de regrouper les initiatives, les canaliser sur des axes forts et inscrire les actions dans la durée : « *Un engagement en faveur de l'éducation, par exemple, n'a de sens que s'il se poursuit au moins dix ans* », assure-t-il. Trois grandes lignes directrices réuniront toutes les actions. Tout d'abord l'art et le mécénat, autour de la préservation des monuments nationaux et internationaux, l'organisation d'initiatives d'art contemporain, en partenariat avec les institutions culturelles, afin de soutenir les talents émergents. C'est dans ce cadre, par exemple, que la Fondation poursuivra son implication aux côtés du musée MAXXI de Rome pour décerner tous les deux ans un prix aux jeunes artistes ou encore son mécénat des trois prochaines éditions de la biennale de Whitney, plus importante exposition d'art contemporain américain. Deuxième axe : l'éducation, la philanthropie et l'inclusion par l'aide aux associations qui luttent contre la pauvreté et la discrimination, pour la santé, l'égalité des genres et l'éducation dans des régions du monde défavorisées. C'est l'accord avec Save the Children mis en place il y a quinze ans, mais aussi le Bulgari Aurora Awards, créé en 2016 pour récompenser les femmes talentueuses, ou encore la participation au projet Adotta una Scuola d'Altgamma (l'association qui regroupe les marques de luxe italiennes) pour renforcer les liens entre l'école et l'industrie. Enfin, dernier axe : la transmission des savoir-faire afin de créer des passerelles entre passé et futur. La fondation poursuivra ainsi le travail entamé par Bulgari pour la formation des jeunes générations aux métiers artisanaux, notamment au sein de la Bulgari Jewelry Academy ou en faveur des Métiers d'Excellence LVMH. Une école, la Scuola Bulgari, devrait voir le jour dans le cadre du projet d'extension de la manufacture de Valenza, dans le Piémont, et s'ouvrira à tous les élèves. Bien sûr, les initiatives sont internationales, mais Rome est au cœur de la politique de mécénat de Bulgari, naturellement, de la même façon que la ville est le centre de gravité des collections et le fil rouge de son histoire. Largo



Argentina, les mosaïques du sol des thermes de Caracalla, mais aussi le Scalinata di Trinità dei Monti, ce célèbre escalier baroque du XVIII<sup>e</sup> siècle qui relie la place d'Espagne à l'église française de la Trinité-des-Monts : « *Rome, c'est deux mille sept cents ans d'histoire* », rappelle Jean-Christophe Babin. Le mécénat en faveur de la Fondation Torlonia fait résonner cette longue narration. Bien sûr, la collection nous plonge dans la cité antique, c'est là son objectif et son propos. Mais son intérêt est plus large : « *Constituée principalement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la collection Torlonia est importante pour l'histoire du collectionnisme*, assure Cécile Giroire, directrice du département des antiquités grecques, étrusques et romaines du musée du Louvre. *Au-delà des pièces, elle raconte également une histoire du goût et de l'idée même de collection. Il y a eu, dès les années 1880, l'ambition affirmée de créer un musée Torlonia avec pour vocation d'offrir un aperçu exhaustif de la sculpture antique, présentée de façon assez avant-gardiste puisque c'était la première fois qu'un musée organisait ses collections par typologie. Un catalogue extrêmement novateur pour l'époque – qui d'ailleurs fait partie des collections du Louvre et sera présenté à l'exposition – a été réalisé, offrant une couverture photographique exhaustive de l'ensemble.* » Cette collection de collections (elle se compose d'œuvres ayant auparavant appartenu aux familles Giustiniani, Albani, Médicis...) nous renseigne également sur l'évolution de l'équilibre entre l'intérêt archéologique et l'intérêt esthétique. « *Historiquement, la notion de pièces fragmentaires était assez peu admise*, poursuit Cécile Giroire. *Ainsi, les œuvres découvertes, pour la plupart avec des lacunes, étaient systématiquement complétées. Les restaurations aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ont pour objectif de leur redonner une intégrité matérielle pour assurer leur lisibilité. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, cette notion de complétude a été remise en question, en témoigne la Vénus de Vienne (sans tête ni bras, NDLR). Au fil des décennies, on a accepté le fait qu'une pièce demeure lacunaire. C'est cette évolution que l'exposition explique en montrant une réflexion partagée sur le traitement matériel des collections entre le public et le privé.* » Aujourd'hui, bien sûr, il ne s'agit pas davantage de compléter les pièces lacunaires que de retrouver l'état d'origine de celles déjà modifiées : ces restaurations anciennes font partie intégrante de l'œuvre. D'autant plus que certaines sont réalisées par de grands maîtres, telle cette sculpture animalière de bélier, complétée au XVII<sup>e</sup> siècle par Le Bernin. **J. H.**

« Chefs-d'œuvre de la collection Torlonia ». Du 26 juin au 11 novembre 2024. Musée du Louvre, alle Denon.

Rédaction : Jérôme Hanover. Direction artistique : Christophe Brunnquell et Halory Maingault. Coordination : Chloé Thirard et Lou Malteste.





“ Le message d’Alessandro Torlonia était d’assurer la transmission aux nouvelles générations d’un patrimoine artistique exceptionnel, composante essentielle de notre identité culturelle commune. ”

**ALESSANDRO POMA MURIALDO**  
Président de la Fondazione Torlonia



Images page de gauche : Nil Barberini, deuxième moitié du I<sup>er</sup> siècle ap. J.-C. Collection Torlonia – © Fondazione Torlonia. Ph. Lorenzo De Masi ; Piazza di Spagna, Rome – © Bulgari. Images page de droite : Musée du Louvre – © Adobe Stock ; Vieil homme d’Otricoli, vers 50 av. J.-C. Collection Torlonia – © Fondazione Torlonia. Ph. Lorenzo De Masi ; Aquila Severa. Début du II<sup>e</sup> siècle ap. J.-C. Collection Torlonia – © Fondazione Torlonia. Ph. Lorenzo De Masi ; Tête de satyre. Collection Torlonia – © Fondazione Torlonia. Ph. Lorenzo De Masi.





BVLGARI

ROMA 1884